

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015



RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

Justice
Québec 

JUIN 2014
DOCUMENT PRÉPARÉ PAR LE
SERVICE DE LA PLANIFICATION, DE L'ANALYSE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

		PAGE
P. 1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013 ET 2013-2014 INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P. 2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	5
P. 3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 ET 2013-2014 (ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	59
P. 4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUX QUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2012-2013 ET 2013-2014, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	60
P. 5	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	76
P. 6	VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.	77
P. 7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	78
P. 8	LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.	79
P. 9	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013 ET 2013-2014. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	80
P. 10	MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 2012-2013 ET 2013-2014.	85
P. 11	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.	90

		PAGE
P. 12	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none"> • LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; • LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; • LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; • LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; • LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE. 	91
P. 13	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN : <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;</p> <p>B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;</p> <p>C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p>	92
P. 14	POUR 2012-2013 ET 2014-2015, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2014 2015.	97
P. 15	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : <p>A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;</p> <p>B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;</p> <p>C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;</p> <p>D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2010-2011 ET 2011-2012.</p>	99
P. 16	POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 00 \$ ET PLUS À PART.	100
P. 17	POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).	101
P. 18	POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D'UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.	102
P. 19	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	103
P. 20	ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2012-2013 ET 213-2014. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2014-2015. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.	106
P. 21	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	107
P. 22	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ D'EXPERTS POUR ÉVALUER LA VIABILITÉ DU PROJET D'UNE ASSURANCE JURIDIQUE ÉTENDUE. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. LE CAS ÉCHÉANT, DÉTAILLER LES TRAVAUX MENÉS. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA ET LE CAS ÉCHÉANT, LE PLAN D'ACTION POUR 2014 2015.	108
P. 23	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2013-2014.	109
P. 24	VENTILATION DES BUDGETS 2012-2013 ET 2013-2014 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	110
P. 25	VENTILATION DES BUDGETS 2012-2013 ET 2013-2014 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	111
P. 26	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2014, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	112

		PAGE
P. 27	DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2013 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	114
P. 28	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013. A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	115
P. 29	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	116
P. 30	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	117
P. 31	POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL ; B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ; C. LES JURISTES DE L'ÉTAT.	118
P. 32	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2012-2013 ET 2013-2014, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CURRICULUM VITAE.	120
P. 33	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.).	124
P. 34	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉES AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	131
P. 35	POUR LES ANNÉES 2006 À AUJOURD'HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.	132
P. 36	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	133
P. 37	POUR LES ANNÉES 2006 À AUJOURD'HUI, LE NOMBRE DE LOCAUX D'AUDIENCE DISPONIBLE.	134
P. 38	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2003.	135
P. 39	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	138
P. 40	LA DÉPENSE TOTALE (ESTIMÉE), INCLUANT LA MASSE SALARIALE NÉCESSAIRE POUR COMBLER LES POSTES DE JUGES ADMINISTRATIFS SELON LE DÉCRET 439-98 DU 1 ^{ER} AVRIL 1998 QUI FIXAIT LE NOMBRE DE JUGES À 97 MEMBRES À TEMPS PLEIN ET À 31 MEMBRES À TEMPS PARTIEL.	139

		PAGE
P. 41	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	140
P. 42	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2014 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE), DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2012.	141
P. 43	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	145
P. 44	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	147
P. 45	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	149
P. 46	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	151
P. 47	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	155
P. 48	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	158

		PAGE
P. 49	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1 ^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	159
P. 50	DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006 : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	160
P. 51	DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	161
P. 52	DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	162
P. 53	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2014-2015.	163
P. 54	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2014, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	164
P. 55	BILAN DES MESURES VISANT À ÉRADICUER LA PRATIQUE DES « MANDATS PLUS ».	165
P. 56	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION DE 4 \$ RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS AVRIL 2012 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2012 JUSQU'À MARS 2014.	166
P. 57	BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISION POUR 2014-2015.	167
P. 58	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISION POUR 2014-2015.	168
P. 59	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	169
P. 60	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISION POUR 2014-2015.	170
P. 61	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISION POUR 2014-2015.	171
P. 62	LE COÛT RELATIF AUX TRAVAUX MENÉS À CE JOUR PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDIQUER LES PRÉVISIONS POUR LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL.	172
P. 63	POUR LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	173
P. 64	Liste des mandats accordés en 2012-2013 et 2013-2014 à des avocats et notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement en précisant : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. L'DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2014-2015 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	174
P. 65	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultations, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2012-2013 et 2013-2014.	184

		PAGE
P. 66	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.	185
P. 67	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES : A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS; B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.	186
P. 68	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2012-2013 ET EN 2013-2014.	188
P. 69	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 EN PRÉCISANT : D. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; F. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; G. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; H. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.	189
P. 70	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2006 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	191
P. 71	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2006 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	192
P. 72	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2013-2023. FOURNIR TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE À CE SUJET.	193
P. 73	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	195
P. 74	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2012-2013 ET 2013-2014 PAR RÉGION.	196
P. 75	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	197
P. 76	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	198
P. 77	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.	199
P. 78	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES).	200
P. 79	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES).	201
P. 80	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014.	202
P. 81	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014.	203

		PAGE
P. 82	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	204
P. 83	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2014. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	206
P. 84	POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	209
P. 85	POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 20103-2014, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	210
P. 86	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2012 2013 ET 2013 2014. (EX : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	211
P. 87	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.	213
P. 88	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	216
P. 89	EN 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	217
P. 90	BILAN ET VENTILATION POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS 2014-2015 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE, ETC.).	219
P. 91	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	220
P. 92	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2014-2015.	221
P. 93	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	222
P. 94	BILAN POUR 2012-2013, 2013-2014 ET PRÉVISIONS 2014-2015 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.).	223
P. 95	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	224
P. 96	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	230
P. 97	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	231
P. 98	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	232
P. 99	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	233
P. 100	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	234
P. 101	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011 2012, 2012-2013 ET 2013-2014 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	235

		PAGE
P. 102	BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	236
P. 103	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	237
P. 104	LE DÉFICIT ACTUARIEL DE RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2014 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	238
P. 105	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	239
P. 106	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2014. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	240
P. 107	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	241
P. 108	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2012-2013 ET 2013-2014 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	242
P. 109	EN 2012-2013 ET 2013-2014, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	243
P. 110	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	248
P. 111	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATER LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATER CE PHÉNOMÈNE.	249
P. 112	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2012-2013 ET 2013-2014, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.	250
P. 113	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D'HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2012-2013 ET 2013-2014, VENTILÉ PAR RÉGION.	252
P. 114	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2014-2015.	253
P. 115	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2014-2015.	254
P. 116	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	256
P. 117	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.	257
P. 118	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2012-2013 ET 2013-2014.	258
P. 119	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	259
P. 120	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	261

		PAGE
P. 121	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2012 -2013 ET 2013-2014. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	262
P. 122	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2012-2013 ET 2013-2014, ET SUIVI APPORTÉ.	264
P. 123	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2012-2013 ET 2013-2014.	266
P. 124	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2014 ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN EMPLOI À CE JOUR.	268
P. 125	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.	279
P. 126	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2012-2013 ET 2013-2014. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	280
P. 127	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2012-2013.	282
P. 128	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2012-2013 ET 2013-2014.	283
P. 129	EFFECTIFS POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS 2014-2015 DES POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	284
P. 130	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2011-2012 ET 2012-2013, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	285
P. 131	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	286
P. 132	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014: A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : A. L'OBJET DE LA POURSUITE; B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; C. LES SUITES ACCORDÉES.	287
P. 133	NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014: A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE SA PROPRE INITIATIVE. INDIQUER : A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE; B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE; C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES; G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE; H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION; I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.	288
P. 134	LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2010-2011, 2011-2012, 2012 2013 ET 2013-2014.	289
P. 135	POUR 2012-2013 ET 2013-2014, NOMBRE DE LOBBYISTE INSCRITS AU REGISTRE, VENTILÉ PAR TYPE DE LOBBYISTE ET PAR VILLE ET/OU RÉGION ADMINISTRATIVE.	290
P. 136	LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 ET 2013-2014: A. LISTE ET COÛT; B. COPIE DES SOUMISSIONS; C. COPIE DES ÉTUDES; D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT; E. COPIE DU CONTRAT.	291

P. 1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. NORMAND BOLDOC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- MME MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- ME NANCY CHAMBERLAND, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- ME ROBERT CÔTÉ, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2010);
- MME SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M. PIERRE D. DENAULT, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- ME SANTINA DI PASQUALE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- ME LUC HARVEY, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 7 JANVIER 2008);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- ME MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2011);
- ME LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- ME LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- ME MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 17 JUILLET 2013);
- M. ANTOINE ROUMI, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- ME PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013);
- ME ALAIN TURCOTTE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 JUIN 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);

SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

- MME MARIE DESPATIS, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DEPUIS LE 7 DÉCEMBRE 2009);

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- ME NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- MME JOSÉE LANGLOIS, AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
- MME DIANE TOUTANT, SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 SEPTEMBRE 2010).

- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ **NOMMÉES** OU QUI ONT VU LEUR **MANDAT RENOUVELÉ** EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE CJA	25-06-2013	25-06-2016	0 \$
LOUIS MORIN	MEMBRE CJA	25-06-2013	25-06-2016	0 \$
ALAIN TURCOTTE	MEMBRE CJA	25-06-2013	25-06-2016	0 \$

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
PIERRE D. DENAULT	MEMBRE CITOYEN	25-06-2013	25-06-2016	0 \$
MATHIEU PROULX	MEMBRE OFFICE	17-07-2013		0 \$
SANTINA DI PASQUALE	MEMBRE ET COMMISSAIRE	25-06-2013	25-06-2016	0 \$
PATRICK SIMARD	MEMBRE ET RÉGISSEUR	22-08-2013	22-08-2016	0 \$

CV À INCLURE EN ANNEXE

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
NORMAND BOLDUC	PRÉSIDENT	991.69 \$	403.89 \$	1 610.00 \$
MARIE AUGER	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	229.45 \$	30.37 \$	0 \$
NANCY CHAMBERLAND	MEMBRE NOTAIRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	508.64 \$	84.37 \$	0 \$
ROBERT CÔTÉ	MEMBRE ET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	0 \$	0 \$	0 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	349.50 \$	118.11 \$	0 \$
PIERRE D. DENAULT	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	644.28 \$	135.00 \$	0 \$
SANTINA DI PASQUALE	MEMBRE ET COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	0 \$	0 \$	0 \$
LUC HARVEY	MEMBRE ET PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT	0 \$	0 \$	0 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	599.69 \$	66.73 \$	0 \$
MARIE LAMARRE	MEMBRE ET PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	0 \$	0 \$	0 \$
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE ET MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	643.48 \$	0 \$	0 \$
LOUIS MORIN	MEMBRE AVOCAT REPRÉSENTANT LES CITOYENS	478.32 \$	222.74 \$	0 \$
MATHIEU PROULX	MEMBRE ET PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$
ANTOINE ROUMI	MEMBRE REPRÉSENTANT LES CITOYENS	567.80 \$	270.00 \$	0 \$
PATRICK SIMARD	MEMBRE ET RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT	0 \$	0 \$	0 \$
ALAIN TURCOTTE	MEMBRE ET COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL	0 \$	0 \$	0 \$
GISÈLE PAGÉ	SECRÉTAIRE ET SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (PAR INTÉRIM)	0 \$	0 \$	0 \$
NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE AU PRÉSIDENT	389.40 \$	150.51 \$	0 \$
JOSÉE LANGLOIS	AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT	447.00 \$	167.56 \$	0 \$
DIANE TOUTANT	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0 \$	0 \$	0 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

ARTICLE 58 « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »

ARTICLE 66 « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

MEMBRES :

- BLACKETT, ADÈLE
- DESROSIERS, JULIE
- DOUYON, EMERSON
- GIROUX, MARTIAL
- GRENIER, DANIELLE
- MYRE, JOCELYNE
- RAYMOND, DIANE F.
- SIMARD, HÉLÈNE
- 2 POSTES VACANTS

PRÉSIDENT :

- COUSINEAU, GAÉTAN, JUSQU'AU 25 AOÛT 2013
- FRÉMONT, JACQUES, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)

VICE PRÉSIDENT :

- PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)

VICE-PRÉSIDENTE :

- DUPUIS, RENÉE

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ **NOMMÉES** OU QUI ONT VU LEUR **MANDAT RENOUVELÉ** EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
FRÉMONT, JACQUES	PRÉSIDENT	2013-08-26	2018-08-25	117 067 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	2013-09-12	2018-09-11	81 000 \$
CV À INCLURE EN ANNEXE				

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
COUSINEAU, GAÉTAN	PRÉSIDENT	9 850 \$		625 \$
FRÉMONT, JACQUES	PRÉSIDENT	6 155 \$		534 \$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	17 812 \$		550 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	3 825 \$		1 001 \$
BLACKETT, ADÈLE	COMMISSAIRE	295 \$		
DESROSIERS, JULIE	COMMISSAIRE	1 815 \$		
DOUYON, EMERSON	COMMISSAIRE	1 900 \$		
GIROUX, MARTIAL	COMMISSAIRE	7 145 \$		
GRENIER, DANIELLE	COMMISSAIRE	6 325 \$		
MYRE, JOCELYNE	COMMISSAIRE	12 360 \$		
RAYMOND, DIANE F.	COMMISSAIRE	8 960 \$		
SIMARD, HÉLÈNE	COMMISSAIRE	3 765 \$		

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME CÉLINE GIROUX (VICE-PRÉSIDENTE)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME PIERRE ALLEN (COMMISSAIRE)
- MME NATHALIE CLOUTIER (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;

AUCUN.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT	0 \$	423 \$	DÉCRET 583-2012
ME CÉLINE GIROUX	VICE-PRÉSIDENTE	0 \$	97 \$	
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	5 021 \$	894 \$	
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	2 507 \$	582 \$	
NATHALIE CLOUTIER	COMMISSAIRE	673 \$	293 \$	
ME JANICK PERREULT	COMMISSAIRE	0 \$	256 \$	
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	0 \$	346 \$	
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	2 861 \$	392 \$	
ME PIERRE ALLEN	COMMISSAIRE	906 \$	457 \$	

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;

- ME JACQUES PARENT, PRÉSIDENT
- ME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- ME DELPHA BELANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		18 480,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		16 800,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 800,00 \$

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME PARENT JACQUES	PRÉSIDENT	9 793.44 \$	1 651.73 \$	532.03 \$
ME TURGEON ANNE	ADMINISTRATRICE	2 785.85 \$	1 713.94 \$	
ME BELANGER DELPHA	ADMINISTRATEUR	8 189.62 \$	1 853.50 \$	

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

LISTE DES FORMATIONS SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU MINISTÈRE (INCLUANT : FONDS DES REGISTRES, FONDS ACCÈS JUSTICE, BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINEL) DE LA JUSTICE ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
12TH ANNUAL MEETING OF THE ON-LINE DISPUTE RÉSOLUT		1	1 108,78 \$
	CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC	1	1 108,78 \$
2012 CONSTITUTIONAL CASES		1	1 601,79 \$
	OSGOODE PROFESSIONAL DEVELOPMENT CENTER	1	1 601,79 \$
3 ^E COLLOQUE FRANCOPOP SUR LA CYBERCRIMINALITÉ		1	1 259,90 \$
	FRANCOPOP (RÉSEAU INTERN. FRANCO. FORM. POLICIÈRE)	1	1 259,90 \$
6 ^E JOURNÉE D'ÉTUDE ET ASSEMBLÉE GÉN. ANNUELLE		1	203,91 \$
	BARREAU DE LONGUEUIL	1	203,91 \$
ACCEO COUR - TRANSFERT ÉLECTRONIQUE BIA		4	549,38 \$
	ACCEO SOLUTIONS INC.	4	549,38 \$
ACCEPTABILITÉ SOCIALE DANS LES PROJETS PUBLICS		1	448,99 \$
	SECRETARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS MIN. CONS.EX.QC	1	448,99 \$
ACCÈS AUX DOC. ORGANISMES PUBLICS ET PROTECTION		15	1 685,22 \$
	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	15	1 685,22 \$
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS		3	470,64 \$
	COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION	3	470,64 \$
ACCESSIBILITÉ POUR LES CHARGÉS DE PROJET		1	241,59 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	241,59 \$
ACCIDENT FERROVIAIRE À LAC-MÉGANTIC		3	728,80 \$
	MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRON., FAUNE, PARCS (MDDEFP)	3	728,80 \$
ACCOMMODEMENT DROITS PARENTAUX EN DROIT DU TRAVAIL		1	194,53 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	194,53 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE		1	95,62 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	95,62 \$
ACCUEIL CORPORATIF		6	368,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	368,49 \$
ACCUEIL DE LA RELÈVE DE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE		1	907,44 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	907,44 \$
ACCUEIL DE STAGIAIRES		3	382,75 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	382,75 \$
ACCUEIL DU NOUVEAU GESTIONNAIRE		3	1 836,37 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	3	1 836,37 \$
ACCUEIL RH		10	559,54 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	559,54 \$
ACTIVITÉ DE SYNTHÈSE EN GESTION DES RH		1	1 456,35 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI À LÉVIS	1	1 456,35 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
ACTIVITÉS GREFFE CRIMINEL ET PÉNAL		1	1 960,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 960,35 \$
ADAPTATION CONDITIONS ADMINISTRATION EXAMENS ÉCRIT		1	387,11 \$
	MADELEINE BRUYÈRES, PSYCHO-CHOIX ENR.	1	387,11 \$
ADJOINTE MAGISTRATURE, SECRÉTAIRE JUGE RESPONSABLE		1	5 279,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	5 279,68 \$
ADOBE LIVECYCLE		2	2 213,16 \$
	ALIAS FORMATION INC.	2	2 213,16 \$
ADOPTION		1	164,99 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	164,99 \$
AGENDA GROUPWISE		6	134,97 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	134,97 \$
AGILITÉ ET RÉSILIENCE ORGANISATIONNELLES		1	44,61 \$
	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS (CPA)	1	44,61 \$
AIDE-MÉMOIRE POUR LES JUGEMENTS PAR DÉFAUT 194		3	4 780,44 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	4 780,44 \$
AJAX & JQUERY		1	1 130,24 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 130,24 \$
AMÉLIORER SON FRANÇAIS - CORRECTION DE TEXTES		1	491,40 \$
	ACCENT FORMATION	1	491,40 \$
ANALYSE BUDGÉTAIRE, ASSIDUITÉ, PAIE, SAGIR, ETC.		3	2 406,39 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	2 406,39 \$
ANALYSE DE CONFORMITÉ AT@C		9	315,30 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	9	315,30 \$
ANALYSE ET CONCEPTION ORIENTÉES OBJET AVEC UML		1	1 910,94 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 910,94 \$
ANALYSE, LOGIQUE ET RAISONNEMENT DÉDUCTIF		1	402,82 \$
	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	1	402,82 \$
ANTICIPER ET AGIR EN ENVIRONNEMENT INCERTAIN		1	173,85 \$
	PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE (PMI) - LÉVIS QUÉBEC	1	173,85 \$
ANTI-SPAM LAW		1	167,35 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	1	167,35 \$
APPEL D'OFFRES ET CONTRATS PUBLICS		1	433,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	433,32 \$
APPLICATION DU DROIT INTERNATIONAL		1	251,25 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	251,25 \$
APPRÉCIATIONS DU RENDEMENT		6	691,54 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	691,54 \$
APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER		1	292,05 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	292,05 \$
APPROCHE DE CODÉVELOPPEMENT		6	1 927,36 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	6	1 927,36 \$
APPROCHE DE GESTION: BOOMERS, X, Y ET C		1	1 177,48 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 177,48 \$
APS-DÉVELOPPEMENT		1	2 503,56 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	2 503,56 \$
ASPECTS HUMAINS DES ORGANISATIONS		1	1 530,83 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI À LÉVIS	1	1 530,83 \$
ASPECTS JURIDIQUES AUX SERVICES FINANCIERS		1	29,46 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	29,46 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
ASPECTS STRATÉGIQUES DU LOGICIEL LIBRE		2	1 545,39 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	2	1 545,39 \$
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE D'ISACA QUÉBEC		1	50,95 \$
	ISACA QUÉBEC	1	50,95 \$
ASSIDUITÉ		1	124,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	124,74 \$
ASSISTER LA GREFFIÈRE AU CRIMINEL À LA COUR		1	421,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	421,68 \$
ASSOULISSEMENT BUDGÉTAIRE		1	175,51 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	175,51 \$
ASSURER RELÈVE D'ENTREPRISE		1	890,61 \$
	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESS. HUM. AGRÉÉS (ORHRI)	1	890,61 \$
ATELIER DE CONSOLIDATION D'ÉQUIPE - NED HERRMANN		185	17 884,73 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	185	17 884,73 \$
ATELIER DE SENSIBILISATION - HARCÈLEMENT PSYCH.		168	11 419,69 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	168	11 419,69 \$
ATELIER HYDRIQUE ET NATUREL 2014		14	1 481,42 \$
	MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRON., FAUNE, PARCS (MDDEFP)	14	1 481,42 \$
ATELIER PRATIQUE DISPOSITION ARCHIVES JUDICIAIRES		2	798,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	798,00 \$
ATELIER SAGIR - INSCRIPTION DU BUDGET ET OPÉR. FINANC.		1	234,98 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	234,98 \$
ATELIER SAGIR - OPÉRATION ENTRE APPARENTÉS		1	148,43 \$
	DGSAGIR	1	148,43 \$
ATELIER SÉCURITÉ-VISIBILITÉ RÉSEAU AVEC NetSCOUT		1	40,20 \$
	BELL CANADA	1	40,20 \$
ATELIER SUR LA CIVILITÉ AU TRAVAIL		430	32 223,48 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	430	32 223,48 \$
ATELIER SUR LA SÉCURITÉ - MISE À NIVEAU WINDOWS XP		2	263,94 \$
	MICROSOFT CANADA INC.	2	263,94 \$
ATELIER SUR LA SÉCURITÉ MENACE PERSISTANTE AVANCÉE		1	343,37 \$
	VITRINE TECHNOLOGIQUE	1	343,37 \$
ATELIER SUR L'APPRÉCIATION DES CONTRIBUTIONS		1	178,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	178,35 \$
ATELIER TOJ PROCESSUS CRIMINEL ACTUEL		2	889,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	889,77 \$
AUTOMATING ADMINISTRATION WITH WINDOWS POWERSHELL		1	3 539,24 \$
	AFI EXPERTISE	1	3 539,24 \$
AUTORISATIONS JUDICIAIRES		51	2 899,92 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	51	2 899,92 \$
BACC. EN RELATIONS INDUSTRIELLES : 3 SESSIONS EN 2013-2014 (8 COURS)		1	5 274,24 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	5 274,24 \$
BACCALAURÉAT EN DROIT		1	1 594,23 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	1 594,23 \$
BIEN COMMUNIQUER, CE N'EST PAS SORCIER!		21	3 483,62 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	21	3 483,62 \$
BIEN JOUER SON RÔLE CONSEIL À L'INTERNE		1	634,30 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	634,30 \$
STRATÉGIES D'APPRENTISSAGE		1	528,59 \$
	ÉLLICOM	1	528,59 \$
BREFS D'EXECUTION		10	436,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	436,50 \$
CADRE COMPTABLE GOUVERNEMENTAL		6	1 218,10 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	6	1 218,10 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RÉGISSANT LES CONTRATS DES ORGAN. PUBL.		4	1 448,16 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	4	1 448,16 \$
CALENDRIER OUTLOOK		31	779,57 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	31	779,57 \$
CAPSULE DE FORMATION POUR LE CHAPITRE 17 CRIMINEL		3	1 707,30 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	1 707,30 \$
CAPTURE AU RÔLE DE PRATIQUE		1	212,63 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	212,63 \$
CAPTURE DE RÔLE		1	143,43 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	143,43 \$
CAPTURE INFORMATIQUE		3	193,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	193,32 \$
CAVIARDAGE		3	87,31 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	87,31 \$
CEINTURE BLANCHE - LEAN		14	2 942,31 \$
	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RCGT)	14	2 942,31 \$
CEINTURE VERTE - LEAN SIX - SIGMA		9	9 766,10 \$
	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	4	4 709,70 \$
	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RCGT)	5	5 056,40 \$
CÉLÉBRATION MARIAGE CIVIL		6	216,90 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	216,90 \$
CERCLE DE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE		1	144,17 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	144,17 \$
CERCLES DE GESTION INTERMINISTÉRIELS		26	4 716,36 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	26	4 716,36 \$
CERTIFICAT EN GESTION COMPTABLE DES ORGANISATIONS		2	4 779,76 \$
	HEC (ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES)	2	4 779,76 \$
CERTIFICAT EN TRADUCTION 1		1	1 758,92 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	1 758,92 \$
CHEF D'ÉQUIPE : TOUT UN ART		14	4 855,62 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	14	4 855,62 \$
CHEMINEMENT DE CERTAINS DOSSIERS AUX SERV. JUD.		14	1 023,86 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	14	1 023,86 \$
CISCO CATALYST		2	399,14 \$
	CISCO	2	399,14 \$
CISCO NEXUS		1	1 307,60 \$
	GLOBAL KNOWLEDGE	1	1 307,60 \$
CLASSEMENT DOSSIERS AU CRIMINEL		1	134,19 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	134,19 \$
CLIMAT DE TRAVAIL, HARCÈLEMENT, OBLIG. CIVILITÉ		1	572,25 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	572,25 \$
COACHING CIA		1	93,84 \$
	INST. DES VÉRIFICATEURS INTERNES, SECT. QC (IVIQ)	1	93,84 \$
COACHING D'UNE ÉQUIPE GAGNANTE		4	4 612,36 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	4	4 612,36 \$
COACHING-CHOIX MULTIPLES		1	723,74 \$
	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	1	723,74 \$
CO-DÉVELOPPEMENT		7	971,35 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	7	971,35 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
COGEST ELARGI		1	857,50 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	857,50 \$
CRÉATION DE COLIS		1	638,74 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	638,74 \$
COLL. INTERNAT. LA RECONNAISS. DES QUALIFICATIONS		2	1 389,52 \$
	MIN. REL. INTERN. FRANCO. ET COMM EXT. QC (MRIFCE)	2	1 389,52 \$
COLLOQUE ASSOCIATION DES JURISTES PROGRESSISTES		1	244,53 \$
	ASSOCIATION DES JURISTES PROGRESSISTES (AJP)	1	244,53 \$
COLLOQUE FORUM JEUNES FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE		2	702,26 \$
	FORUM DES JEUNES	2	702,26 \$
COLLOQUE GP QUÉBEC		6	3 376,50 \$
	PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE (PMI) - LÉVIS QUÉBEC	6	3 376,50 \$
COLLOQUE INTERNATIONAL AIFI 2013		1	1 620,64 \$
	ASS. INTERN. FRANCO. DES INTERVENANTS (A.I.F.I.)	1	1 620,64 \$
COLLOQUE PMI LÉVIS 2013		5	3 311,29 \$
	PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE (PMI) - LÉVIS QUÉBEC	5	3 311,29 \$
COLLOQUE QUÉBÉCOIS SÉCURITÉ DE L'INFORMATION 2013		1	2 060,62 \$
	ASIQ	1	2 060,62 \$
COLLOQUE SÉCURITÉ CIVILE		1	1 448,10 \$
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1	1 448,10 \$
COMITÉ SANTÉ-SÉCURITÉ		2	364,26 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	2	364,26 \$
COMMUNICATION AVEC LA CLIENTÈLE - CLIENTÈLES DIFFICILES		95	8 885,90 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	95	8 885,90 \$
COMMUNIQUER EFFICACEMENT DANS VOS PROJETS		6	3 681,02 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	6	3 681,02 \$
COMMUNIQUER EFFICACEMENT EN TOUTES CIRCONSTANCES		1	1 211,50 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 211,50 \$
COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL ET AUTRES - ÉTUDES		1	10 064,22 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	10 064,22 \$
COMPRÉHENSION APPLICATION CONVENTIONS COLLECTIVE		1	383,03 \$
	SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	1	383,03 \$
COMPRENDRE MONDE AUTOCHTONE POUR MIEUX INTERVENIR		3	753,80 \$
	GR. DE RECH ET D'INTERV PSYCHOSOCIAL (GRIPMA)	3	753,80 \$
COMPTABILISATION DES AGRÉGATS		1	390,90 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	390,90 \$
COMPTABILITÉ		2	811,64 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	811,64 \$
COMPTOIR PETITES CRÉANCES		4	197,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	197,28 \$
CONCILIER LA GESTION DE SOI ET LA TURBULENCE		2	330,69 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	2	330,69 \$
CONFÉRENCE 2013 EN DROIT DE L'IMMIGRATION		1	242,34 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	242,34 \$
CONFÉRENCE CANADIENNE SUR LES SÛRETÉS RÉELLES MOBI		1	2 268,66 \$
	CONFÉRENCE CANADIENNE SUR LES SÛRETÉS MOBILIÈRES	1	2 268,66 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT		20	21 315,49 \$
	CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	20	21 315,49 \$
CONFÉRENCE DES REGISTRAIRES ET DES COMMISSAIRES AU		1	2 473,87 \$
	COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC	1	2 473,87 \$
CONFÉRENCE FPT - LES CHARTES		2	2 264,43 \$
	GOUVERNEMENT DU CANADA	2	2 264,43 \$
CONFÉRENCE LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE		1	67,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	67,50 \$
CONGRÈS AAPI 2013		2	2 647,90 \$
	ASS. SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	2	2 647,90 \$
CONNAISSANCE DU RCA - JURIDIQUE		10	607,56 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	607,56 \$
CONNAISSANCE DU RDPRM		2	81,69 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	81,69 \$
CONNAISSANCE DU RDPRM - JURIDIQUE		13	7 163,31 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	13	7 163,31 \$
CONNAISSANCE DU RDPRM - TECHNIQUE		30	2 877,44 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	30	2 877,44 \$
CONNAISSANCE DU REGISTRE DES LOBBYISTES - JURIDIQUE		8	1 351,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	8	1 351,77 \$
CONNAISSANCE DU REGISTRE DES LOBBYISTES - TECHNIQUE		4	607,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	607,32 \$
CONNAISSANCE DU RLPF		2	81,69 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	81,69 \$
CONNAISSANCE DU RLPF - JURIDIQUE		5	480,03 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	480,03 \$
CONNAISSANCE DU SAC		4	215,78 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	215,78 \$
CONSIDÉRATIONS JURIDIQUES LIÉES À L'UTILISATION INFORMATIQUE EN NUAGE PAR LES PARTICULIERS ET LES ENTREPRISES		2	197,15 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	2	197,15 \$
CONTRAT DE CRÉDIT		30	3 013,23 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	30	3 013,23 \$
CONTRÔLE ROUTIER		11	926,95 \$
	CONTRÔLE ROUTIER QUÉBEC	11	926,95 \$
CONVENTION COMPTABLE DU GOUVERNEMENT		1	166,60 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	166,60 \$
CONVERSATION ANGLAISE CONSOLIDATION II		4	7 122,59 \$
	ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE INC., LES	4	7 122,59 \$
COPIES JUGEMENTS NON-CONTENTIEUX ET FAILLITE		1	10,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	10,74 \$
CORRECTION MANUEL JUGEMENTS PAR DÉFAUT 194		1	2 390,22 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	2 390,22 \$
COUR ITINÉRANTE : ORGANISATEUR DE VOYAGE		3	2 500,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	2 500,12 \$
COURRIEL CLIENTÈLE, TÉLÉMESSAGERIE ET BOÎTE VOCALE		4	215,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	215,32 \$
COURS D'ANGLAIS		20	11 136,92 \$
	ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE INC., LES	1	2 328,00 \$
	CARREFOUR DES LANGUES	10	1 066,80 \$
	ÉCOLE DE LANGUE GRANDMAISON	1	500,00 \$
	HÉLÈNE ROY	3	841,14 \$
	TÉLÉ LANGUE INTERNATIONALE	2	3 475,68 \$
	TRADUCFORM INC. - ÉCOLE DE LANGUES	2	2 425,30 \$
	UNIVERSITÉ MCGILL	1	500,00 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
COURS DE MANAGEMENT		1	1 170,88 \$
	HEC (ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES)	1	1 170,88 \$
CRÉATION DE DOC. ACCESSIBLES AVEC ADOBE ACROBAT X PRO		1	1 178,38 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	1 178,38 \$
CRÉATION POWERPOINT POUR INI AUX SERVICES JUSTICE		2	3 926,79 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	3 926,79 \$
CRÉDITEURS DE FIN D'ANNÉES		2	559,86 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	2	559,86 \$
CUMULATEUR DE TEMPS VS H620		2	71,75 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	71,75 \$
CYCLE BUDGÉTAIRE ET BUDGET DE DÉPENSES		7	1 486,43 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	7	1 486,43 \$
DATA CONNECTORS		1	281,40 \$
	DATA CONNECTORS	1	281,40 \$
DE101F-CONCEPTS ET TECHNOLOGIES OBJET		1	1 388,62 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 388,62 \$
DEMANDE DE PARDON		4	80,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	80,42 \$
DÉMARCHE DE CO-COACHING		4	11 555,43 \$
	MARIETTE BRETON (COACH)	4	11 555,43 \$
DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION		1	326,18 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	326,18 \$
DÉPLOIEMENT ÉQUIPEMENTS DE DIFFUSION DE LA PREUVE		8	228,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	8	228,10 \$
DÉROULEMENT ET SUIVI DES DOSSIERS AUX SERVICES CIV		25	1 777,83 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	25	1 777,83 \$
DÉTECTER LA FRAUDE		1	44,61 \$
	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS (CPA)	1	44,61 \$
Dev700-iPHONE ET IPAD		1	1 688,69 \$
	CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE MONTRÉAL (CRIM)	1	1 688,69 \$
DÉVELOPPER SON INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE		4	4 950,94 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	4	4 950,94 \$
DÉVELOPPEZ VOTRE SENS POLITIQUE		1	428,75 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	428,75 \$
DEVENIR PROFESSIONNEL		1	402,82 \$
	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	1	402,82 \$
DÎNER CONFÉRENCE EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION		1	228,50 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	228,50 \$
DÎNER CONFÉRENCE: COUR SUPRÊME, NON-VERBAL ET DÉTE		1	90,87 \$
	ASS. DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL (AJBM)	1	90,87 \$
DOSSIERS DE PERQUISITION (JURIDICTION 21 ET 26)		1	26,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,11 \$
DOSSIERS EN APPEL		1	26,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,11 \$
DROGUES ANALYSÉES AU SAD ET NOUVELLES TENDANCES		1	108,58 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	108,58 \$
DROIT À L'ACCOMMODEMENT		2	3 784,60 \$
	CENTRE DE FORMATION PATRONALE-SYNDICALE	2	3 784,60 \$
DROIT ADMINISTRATIF		1	2 659,83 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	2 659,83 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
DROIT DE GÉRANCE VS HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE		2	673,11 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	2	673,11 \$
DROIT MINIER PRÉPARATOIRES AU CONGRÈS DE L'ACPE		2	135,80 \$
	FASKEN MARTINEAU	2	135,80 \$
DROIT TRAVAIL ET ASSOCIATIONS / DROIT FOND. PUBLIC		1	1 168,16 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	1 168,16 \$
ÉCLAIRAGE EFFICACE-NOUVELLES TECHNOLOGIES		1	1 667,70 \$
	CONTECH	1	1 667,70 \$
ÉLABORATION ET MISE EN OEUVRE DU PROG. PRÉVENTION		10	4 323,44 \$
	SASECO INC.	10	4 323,44 \$
ELEMENTARY ENGLISH 2		1	2 952,95 \$
	UNIVERSITÉ MCGILL	1	2 952,95 \$
TENDANCE EN TI ET TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS		1	100,50 \$
	GARTNER	1	100,50 \$
ENGLISH ORAL COMMUNICATION		1	772,71 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	772,71 \$
ENJEUX TECHNIQUES, FINANCIERS ORGANISATIONNELS		1	58,30 \$
	VITRINE TECHNOLOGIQUE	1	58,30 \$
ENQUÊTES ET ACCIDENTS APSSAP		1	187,11 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	1	187,11 \$
ENREGISTREMENT EN FAMILIALE		1	85,92 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	85,92 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE ADOPTION 6B		1	164,99 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	164,99 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE		8	4 215,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	8	4 215,81 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE 6A		2	458,43 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	458,43 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE 6C		2	2 274,16 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	2 274,16 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE DÉLINQUANCE		3	1 519,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	1 519,42 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE DÉLINQUANCE 6D		2	659,96 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	659,96 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE PROTECTION 6C		2	2 639,84 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	2 639,84 \$
ENTRAÎNEMENT HUISSIER-AUDIENCIER		2	371,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	371,49 \$
ENTRAÎNEMENT HUISSIER-AUDIENCIER DÉLINQUANCE		1	123,83 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	123,83 \$
ENTRÉES INFORMATIQUES CONCERNANT LES SENTENCES		1	281,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	281,12 \$
ENTREVUE STRUCTURÉE		1	835,21 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	835,21 \$
EPO:McFEE VIRUSSCAN AND ePOLICY ORCH. ADM.		2	4 808,90 \$
	McAFEE	2	4 808,90 \$
ÉPURATION DES DOSSIERS DE PROTECTION		2	341,83 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	341,83 \$
ÉTHIQUE ET MÉDIAS SOCIAUX		1	521,07 \$
	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QC (REOQ)	1	521,07 \$
ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIE		1	116,16 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	116,16 \$
ÊTRE PLUS STRATÉGIQUE DANS VOS RÉDACTIONS		1	629,01 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	629,01 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
ÊTRE UN LEADER COACH, C'EST POSSIBLE		2	435,44 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	2	435,44 \$
ÉTUDE CLINIQUE DES INFECTIONS DE MALWARE		1	50,95 \$
	ASIQ	1	50,95 \$
ÉVÈNEMENT BÂTIMENT CONTECH		1	283,85 \$
	CONTECH	1	283,85 \$
ÉVÈNEMENT INFORMATIQUE HACKFEST 2013		1	361,52 \$
	HACKFEST	1	361,52 \$
ÉVOLUTION, RÉVOLUTION EN GESTION DES IDENTITÉS		2	84,81 \$
	ISACA QUÉBEC	2	84,81 \$
EXAMEN SUR LA PLANIFICATION ET LA GESTION STRATÉGI		1	835,21 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	835,21 \$
EXPOSITION TRAVAILLEURS L'AMIANTE - NOUV. NORMES		1	130,31 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	130,31 \$
FCO-7 ^E CONGRÈS QUÉBÉCOIS DE DROIT CONSTITUTIONNEL		2	1 358,75 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2	1 358,75 \$
FCO-À L'OMBRE DES BANQUES		8	378,66 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	8	378,66 \$
FCO-ANATOMIE D'UN CONTRAT DE LICENCE		6	1 366,33 \$
	JEUNE BARREAU DE QUÉBEC	6	1 366,33 \$
FCO-ARRESTATION, DÉTENTION ET INTRUSIONS ÉTATIQUES		1	1 593,57 \$
	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (ENPQ)	1	1 593,57 \$
FCO-AUTORISATIONS JUDICIAIRES DE SOINS		1	162,58 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	162,58 \$
FCO-AVANT-MIDI FORMATION AVEC COUR SUPÉRIEURE Qc.		1	154,19 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	1	154,19 \$
FCO-BLITZ DE FORMATIONS FASKEN MARTINEAU 2 ^E ÉD.		2	1 007,17 \$
	FASKEN MARTINEAU	2	1 007,17 \$
FCO-CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR LE DROIT		2	1 031,85 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	2	1 031,85 \$
FCO-CLINIQUE DROIT INTERNATIONAL PÉNAL HUMANITAIRE		1	1 619,50 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	1 619,50 \$
FCO-COLL. NATIONAL RECOURS COLLECTIFS - DÉVELOP.		1	1 904,84 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	1 904,84 \$
FCO-COLL: INFLUENCE INTERN. AU CANADA ET QUÉBEC		3	1 380,11 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	3	1 380,11 \$
FCO-COLL: LES 30 ANS DES PROGRAMMES EN DROIT ET ...		2	1 922,34 \$
	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	2	1 922,34 \$
FCO-COLL: RELATIONS UE-CANADA-QUÉBEC		7	3 455,41 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	7	3 455,41 \$
FCO-COLL: ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT COMPARÉ		6	2 063,40 \$
	ASS. QUÉ. DE DROIT COMPARÉ	6	2 063,40 \$
FCO-COLLOQUE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT		1	823,10 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	823,10 \$
FCO-COLLOQUE EN DROIT DU TRAVAIL		2	345,07 \$
	LANGLOIS, KRONSTRÖM, DESJARDINS AVOCATS	2	345,07 \$
FCO-COLLOQUE JACQUES-YVAN MORIN		3	1 540,10 \$
	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT CONSTITUTIONNEL	3	1 540,10 \$
FCO-COLLOQUE LE PRÉJUDICE CORPOREL		1	826,75 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	826,75 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FCO-COLLOQUE LOBBYISME		1	646,79 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	646,79 \$
FCO-COLLOQUE QUÉBEC-VERSAILLES		10	1 270,27 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	10	1 270,27 \$
FCO-COMMISSION D'ENQUÊTE ET ENQUÊTE ADMINISTRATIVE		2	202,70 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	202,70 \$
FCO-COMMISSION D'ENQUÊTE: COMPRENDRE RÈGLES JEU		3	165,89 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	3	165,89 \$
FCO-COMPRENDRE LES ÉTATS FINANCIERS D'ENTREPRISE		2	723,05 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	723,05 \$
FCO-CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT		328	263 526,39 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	328	263 526,39 \$
FCO-CONGRÈS ANNUEL DE L'AJBM 2013		2	1 445,48 \$
	ASS. DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL (AJBM)	2	1 445,48 \$
FCO-CONGRÈS DU BARREAU 2013		17	20 410,95 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	17	20 410,95 \$
FCO-COURS DE PERFECTIONNEMENT DU NOTARIAT		15	14 298,55 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	15	14 298,55 \$
FCO-DÉVELOP. RÉCENTS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'AUTO		1	825,84 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	1	825,84 \$
FCO-DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DROIT DE ENVIRONNEMENT		6	4 574,87 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	6	4 574,87 \$
FCO-DEVENIR LEADER; MISSION IMPOSSIBLE		1	54,98 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	54,98 \$
FCO-DISTINCTION FAIT, DROIT CONT. CONSTITUTIONNEL		48	4 167,06 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	2	420,40 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	46	3 746,66 \$
FCO-DROIT DE LA CONSTRUCTION		2	1 327,16 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	2	1 327,16 \$
FCO-DROIT DE L'ENVIRONNEMENT		3	2 498,10 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	3	2 498,10 \$
FCO-DROIT DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE		1	2 420,96 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 420,96 \$
FCO-DROIT ET MÉDIAS		1	281,10 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	281,10 \$
FCO-DROIT INTERNATIONAL ÉCONOMIQUE AVANCÉ		2	5 111,82 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	2	5 111,82 \$
FCO-ENFANT AU COEUR DES RECONFIGURATIONS FAMILIALES		1	710,70 \$
	UNIVERSITÉ D'OTTAWA	1	710,70 \$
FCO-FORMATION EN EXPROPRIATION		18	6 619,86 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	18	6 619,86 \$
FCO-HABILITÉS POLITIQUES - OUTILS		1	191,75 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	191,75 \$
FCO-IMPACT DE LA LOI SUR LA FAILLITE		1	175,46 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	175,46 \$
FCO-INTRO. AU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE		7	350,99 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	7	350,99 \$
FCO-JOURNÉE D'ACCUEIL DES STAGIAIRES DU BARREAU		1	146,92 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	146,92 \$
FCO-JOURNÉE DE FORMATION - DROIT FAMILIAL		6	2 607,92 \$
	ASSOCIATION DES FAMILIALISTES DE QUÉBEC	1	481,53 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	5	2 126,39 \$
FCO-JOURNÉE DE FORMATION SU L'INJONCTION		7	4 083,52 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	7	4 083,52 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FCO-JOURNÉE DES JURISTES EN DROIT DE LA JEUNESSE		1	691,39 \$
	ASSOCIATION DES CENTRES JEUNESSE DU QUÉBEC	1	691,39 \$
FCO-JOURNÉES INTENSIVES DE FORMATION DE QUÉBEC		8	2 644,09 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	8	2 644,09 \$
FCO-LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE ET LES AVOCATS		2	241,28 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	2	241,28 \$
FCO-LA CRA ÉCLAIRÉE		5	882,76 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	5	882,76 \$
FCO-LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT		233	37 566,97 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	233	37 566,97 \$
FCO-LAICITÉ, OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DE L'ÉTAT		5	1 985,73 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	5	1 985,73 \$
FCO-LANGAGE CORPOREL II, L'ART DE MAÎTRISER...		1	276,76 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	276,76 \$
FCO-LANGAGE CORPOREL INTERROGATOIRE		1	472,44 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	472,44 \$
FCO-L'ARBITRE DE GRIEF EN DROIT DU TRAVAIL		4	287,69 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	4	287,69 \$
FCO-L'ART DE PRÉPARER ET RÉUSSIR UNE CONFÉRENCE		1	1 417,66 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	1 417,66 \$
FCO-LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION (SAH)		1	129,97 \$
	BARREAU DE LONGUEUIL	1	129,97 \$
FCO-LES 40 ANS SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT:		3	1 387,68 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	3	1 387,68 \$
FCO-LES AUTOCHTONES AU QUÉBEC : CADRE JURIDIQUE		75	10 706,79 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	75	10 706,79 \$
FCO-LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DU TRAVAIL		1	1 221,66 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	1 221,66 \$
FCO-LES DROITS PRIORITAIRES DE L'ÉTAT		4	1 067,66 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	4	1 067,66 \$
FCO-LES MÉDIAS SOCIAUX		12	1 436,75 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	12	1 436,75 \$
FCO-LES OBJETS DE DROITS RÉELS ET LEUR DÉSIGNATION		3	172,50 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	3	172,50 \$
FCO-LES RESTRICTIONS AU CONTRÔLE JUDICIAIRE		46	2 429,47 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	46	2 429,47 \$
FCO-LES TROUBLES DE LA PERSONNALITÉ		4	1 863,95 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	1 863,95 \$
FCO-L'INTERROGATOIRE EN CHEF - UN ART À MAÎTRISER		3	319,23 \$
	ASS. DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL (AJBM)	3	319,23 \$
FCO-LITIGATION TECHNIQUE: CROSS-EXAMINATION		3	321,75 \$
	ASS. DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL (AJBM)	3	321,75 \$
FCO-Loi Accès aux documents des organismes publics		113	17 544,48 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	113	17 544,48 \$
FCO-MÉDIAS SOCIAUX 2.0: REVUE DE LA JURISPRUDENCE		1	200,60 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	200,60 \$
FCO-MICRO-PROGRAMME EN LÉGISTIQUE		18	91 736,06 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	18	91 736,06 \$
FCO-NÉGOCIATION COLLECTIVE ET PROTECTION CONSTIT.		5	501,31 \$
	JEUNE BARREAU DE QUÉBEC	5	501,31 \$
FCO-PREUVE ET PROCÉDURE CIVILES		39	5 097,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	39	5 097,00 \$
FCO-PRINCIPES DE DROIT EN MATIÈRE D'ENQUÊTES...		1	1 018,72 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	1 018,72 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FCO-PROGRAMME DE FORMATION À LA RELÈVE		48	8 814,53 \$
	ANDRÉ FILION & ASSOCIÉS INC.	48	8 814,53 \$
FCO-PROPOSITION CONCORDATAIRE, NOUVEAUX INSTRUMENTS		1	308,55 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	308,55 \$
FCO-PROTECTION INTERNATIONALE DES DROITS ET LIBERTÉS		1	2 828,28 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 828,28 \$
FCO-QUELQUES ASPECTS DU STATUT JURIDIQUES DES JUGES		1	231,70 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	231,70 \$
FCO-QUÉRULENCE, L'ABUS DU DROIT D'ESTER EN JUSTICE		1	104,70 \$
	ASS. DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL (AJBM)	1	104,70 \$
FCO-RÉDACTION ET INTERPRÉTATION DES LOIS		2	4 644,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA	2	4 644,50 \$
FCO-REFORMING TORT LAW IN EUROPE: FROM PRINCIPLES		2	70,00 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	2	70,00 \$
FCO-RESPONSABILITÉ CIVILE		158	26 205,64 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	158	26 205,64 \$
FCO-REVUE ANNUELLE JURISPRUDENCE DROIT ADMINISTRATIF		2	428,83 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	169,53 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	1	259,30 \$
FCO-REVUE DÉCISIONS DES TRIBUNAUX DROITS PERSONNE		1	192,70 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	192,70 \$
FCO-SÉMINAIRE TECHNIQUES DE PLAIDOIRIES		4	17 346,18 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	4	17 346,18 \$
FCO-SYMPOSIUM EN FISCALITÉ		1	499,43 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	499,43 \$
FCO-TECHNIQUES ET STRATÉGIES D'UN PROCÈS CIVIL		22	2 466,09 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	22	2 466,09 \$
FERMETURE ANNUELLE (M/O BUDGÉTAIRES)		1	280,65 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	280,65 \$
FONCTIONNEMENT AU RÔLE		3	592,30 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	592,30 \$
FONCTIONNEMENT CAISSE SERVICES À LA POPULATION		1	368,13 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	368,13 \$
FONCTIONNEMENT DES PETITES CRÉANCES		2	924,75 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	924,75 \$
FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE DIFFUSION DE PREUVE		6	76,90 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	76,90 \$
FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL GREFFE (JURIDICION, ETC)		1	245,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	245,42 \$
FONCTIONS D'AGENT DE BUREAU		1	2 039,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	2 039,10 \$
FONCTIONS DU JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE CATÉGORIE1		55	1 371,70 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	55	1 371,70 \$
FONCTIONS DU JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE CATÉGORIE2		9	620,61 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	9	620,61 \$
FONCTIONS GREFFIER AUDIENCIER CIVIL, SAISIE VIKING		1	368,13 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	368,13 \$
FONDEMENT DU DROIT ET PRÉPARATION DES COURS		1	77,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	77,49 \$
FORMATION - HORS SÉRIE 2013		2	1 499,56 \$
	MANURI FORMATION	2	1 499,56 \$
FORMATION : INFO JUGEMENT		1	149,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	149,36 \$
FORMATION : JUGEMENT 02, 22, 80		1	222,24 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	222,24 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FORMATION : JUGEMENT 12		1	240,76 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	240,76 \$
FORMATION : JUGEMENT ET RECOURS COLLECTIF		1	536,09 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	536,09 \$
FORMATION : LISTE DES DÉLIBÉRÉS		1	150,48 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	150,48 \$
FORMATION : MESSAGE ERREURS		1	140,02 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	140,02 \$
FORMATION : MISE À JOUR DOSSIER 17		1	74,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	74,68 \$
FORMATION : MISE À JOUR RÔLE SALLE 4.26		1	93,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	93,35 \$
FORMATION : MISE À JOUR RÔLE TOUTES LES JURIDICTIONS		1	121,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	121,35 \$
FORMATION : PRATIQUE 02, 22, 80		1	541,43 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	541,43 \$
FORMATION : PRATIQUE 04, 12 ET MISE À JOUR		1	448,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	448,08 \$
FORMATION : PRATIQUE 05 ET 17		2	840,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	840,15 \$
FORMATION : REQUÊTES RPAL		2	149,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	149,36 \$
FORMATION : RÔLE DE LA SALLE 3.14 ANNOTÉ		2	317,39 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	317,39 \$
FORMATION : RÔLE DES SALLES 3.21 ET 3.28		2	336,06 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	336,06 \$
FORMATION 100 JOURS		1	815,08 \$
	AXXIO	1	815,08 \$
FORMATION 2E GREFFIER AUDIENCIER		5	5 302,85 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	5 302,85 \$
FORMATION 2E GREFFIER AUDIENCIER (COUR ITINÉRANTE)		1	676,55 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	676,55 \$
FORMATION 2E GREFFIER AUDIENCIER ET COMPARUTIONS		7	5 495,84 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	5 495,84 \$
FORMATION À LA CAISSE		1	736,26 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	736,26 \$
FORMATION À LA RELÈVE		48	9 083,67 \$
	ANDRÉ FILION & ASSOCIÉS INC.	48	9 083,67 \$
FORMATION ACOMBA		10	1 665,75 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	1 665,75 \$
FORMATION ADJOINTE JMP		1	329,98 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	329,98 \$
FORMATION ADJOINTES JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS		2	931,13 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	931,13 \$
FORMATION AGENDA ÉLECTRONIQUE		6	609,14 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	609,14 \$
FORMATION ATTACHÉ JUDICIAIRE		1	157,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	157,36 \$
FORMATION AU CIVIL		1	34,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	34,15 \$
FORMATION AU COMPTOIR		2	1 867,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	1 867,00 \$
FORMATION AU COMPTOIR DU GREFFE CRIMINEL		1	746,80 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	746,80 \$
FORMATION AUX ARCHIVES		2	718,04 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	718,04 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FORMATION AUX RÔLES		1	483,25 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	483,25 \$
FORMATION AUX SERVICES FINANCIERS		1	1 242,80 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 242,80 \$
FORMATION AZIMUT		33	5 476,22 \$
	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFO. JURIDIQUE (SOQUIJ)	33	5 476,22 \$
FORMATION BDJ - TENUE DE TEMPS		34	2 389,73 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	34	2 389,73 \$
FORMATION BUREAU JUGE EN CHEF		1	3 245,55 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	3 245,55 \$
FORMATION CA PROCESS AUTOMATION		1	5 232,32 \$
	CA (COMPUTER ASSOCIATES)	1	5 232,32 \$
FORMATION CAISSIER / SERVICES FINANCIERS		7	1 419,95 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	1 419,95 \$
FORMATION CAISSIÈRE		1	464,44 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	464,44 \$
FORMATION CAT		4	311,07 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	311,07 \$
FORMATION CERTIFICAT DE DIVORCE		2	93,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	93,35 \$
FORMATION CHAMBRE DE LA JEUNESSE		1	907,48 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	907,48 \$
FORMATION CINÉMOMÈTRE		17	1 665,66 \$
	SÛRETÉ DU QUÉBEC	17	1 665,66 \$
FORMATION COMMANDE FOURNITURE		1	245,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	245,42 \$
FORMATION COMPTOIR CRIMINEL		2	2 487,51 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	2 487,51 \$
FORMATION CORRESPONDANCE		1	93,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	93,00 \$
FORMATION DE BASE AUX COORDONNATEURS EN SST		1	257,23 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	1	257,23 \$
FORMATION DE GREFFIER AUDIENCIER SPÉCIAL		1	305,27 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	305,27 \$
FORMATION DE L'ATTACHÉ		1	157,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	157,36 \$
FORMATION DÉPÔT VOLONTAIRE		1	122,71 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	122,71 \$
FORMATION DIFFÉRENTES ORDONNANCES		1	421,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	421,68 \$
FORMATION DROIT DU TRAVAIL 2013		3	2 390,18 \$
	CENTRE DE FORMATION PATRONALE-SYNDICALE	3	2 390,18 \$
FORMATION DU BARREAU		1	227,01 \$
	BARREAU DE RICHELIEU	1	227,01 \$
FORMATION EN EXPROPRIATION		9	6 084,03 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	9	6 084,03 \$
FORMATION FAILLITE		4	498,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	498,35 \$
FORMATION GED OPEN-SOURCE		1	56,13 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	56,13 \$
FORMATION GESTION DE CAISSE		23	1 522,70 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	23	1 522,70 \$
FORMATION GESTION DE CAISSE - CIBLÉE		5	294,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	294,18 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FORMATION GESTION DE CAISSE - COMPLÈTE		3	202,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	202,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	5 218,04 \$
FORMATION GREFFIER AUDIENCIER À LA COUR		5	13 199,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	13 199,20 \$
FORMATION GREFFIER AUDIENCIER CIVIL		2	1 185,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	1 185,28 \$
FORMATION GREFFIER AUDIENCIER CRIMINEL, PÉNAL		1	1 018,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 018,60 \$
FORMATION GREFFIER AUDIENCIER SPÉCIAL NON-CONTEN- TIEUX		2	337,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	337,12 \$
FORMATION GU		5	244,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	244,74 \$
FORMATION INFORMATIQUE - CAPTATION DES PROCÉDURES CIVILES		3	5 172,95 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	5 172,95 \$
FORMATION INFORMATISATION DE DOSSIERS CIVILS		1	300,27 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	300,27 \$
FORMATION INFORMATISATION DE DOSSIERS CRIMINELS		1	18,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	18,81 \$
FORMATION JUGE DE PAIX ET DOSSIER EN APPEL		1	58,93 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	58,93 \$
FORMATION KEYPASS ET GESTION VIRTUELLE		2	73,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	73,10 \$
FORMATION LOGICIEL COURTLOG, VIKING, PLUMITIF		1	245,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	245,42 \$
FORMATION MAÎTRE DES RÔLES COUR SUPÉRIEURE		1	1 224,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 224,36 \$
FORMATION MÉMOIRES DE FRAIS AU SYSTÈME SGIPA		1	125,09 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	125,09 \$
FORMATION OPGRC		264	9 383,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	264	9 383,20 \$
FORMATION OUVERTURE DOSSIERS 02, 22, 80		2	858,82 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	858,82 \$
FORMATION OUVERTURE DOSSIERS 05, 17, 04, 12		1	336,06 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	336,06 \$
FORMATION OUVERTURE DOSSIERS AU CIVIL		2	792,53 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	792,53 \$
FORMATION PENSION ET JUGEMENT		1	149,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	149,36 \$
FORMATION PETITES CRÉANCES		1	46,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	46,08 \$
FORMATION PETITES CRÉANCES - REQUÊTES		1	12,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	12,77 \$
FORMATION PORTABLE DE LA PREUVE		3	200,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	200,28 \$
FORMATION POUR ANIMER UN GROUPE DE CODÉVELOPPE- MENT		1	376,47 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	376,47 \$
FORMATION POUR NOUVEAU CHARGÉ DE PROJET		1	2 492,32 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	2 492,32 \$
FORMATION PPSÉ DE LA RRSPT (PROG. DE PRÉVENTION)		2	1 084,06 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	2	1 084,06 \$
FORMATION PRÉPARATION DES H620		1	93,56 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	93,56 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FORMATION PRÉVENTION DE LA CARRA		8	1 234,03 \$
	CARRA (COMM .ADM. DES RÉG. DE RETR. ET D'ASS.)	8	1 234,03 \$
FORMATION PRÉVENTION DES MESURES D'URGENCES		7	364,74 \$
	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SIQ)	7	364,74 \$
FORMATION PROCÈS-VERBAL		16	1 131,76 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	16	1 131,76 \$
FORMATION PROCÈS-VERBAL EN MATIÈRE CIVILE		10	1 454,67 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	1 454,67 \$
FORMATION PROCÈS-VERBAL EN MATIÈRE CRIMINELLE		14	2 707,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	14	2 707,12 \$
FORMATION PROCÈS-VERBAL GREFFIER AUDIENCIER		4	562,52 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	562,52 \$
FORMATION PRO-DSJM		2	524,04 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	524,04 \$
FORMATION RAPPORTS DE TEMPS		1	187,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	187,11 \$
FORMATION RÉDACTION DES JUGEMENTS		11	1 147,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	11	1 147,15 \$
FORMATION REPIQUAGE ET TRANSCRIPTION		2	186,24 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	186,24 \$
FORMATION SAGIR (LSA)		1	75,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	75,18 \$
FORMATION SAISIE VIKING		2	55,29 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	55,29 \$
FORMATION SAISIE VIKING (JUR. 72)		1	26,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,81 \$
FORMATION SAISIE VIKING CRIMINEL		1	26,54 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,54 \$
FORMATION SAISIE VIKING JEUNESSE (03)		1	26,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,81 \$
FORMATION SAISIE VIKING JEUNESSE (41)		1	35,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	35,74 \$
FORMATION SÉANCES DE PARENTALITÉ APRÈS RUPTURE		1	31,25 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	31,25 \$
FORMATION SECRÉTAIRE DE DIRECTION		1	431,55 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	431,55 \$
FORMATION SECTEUR CIVIL		2	429,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	429,49 \$
FORMATION SECTEUR CIVIL, NON CONTENTIEUX		1	52,59 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	52,59 \$
FORMATION SECTEUR CIVIL, SAISIE VIKING		1	122,71 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	122,71 \$
FORMATION SECTEUR CRIMINEL		1	14 723,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	14 723,10 \$
FORMATION SECTEUR CRIMINEL ET PÉNAL		1	1 341,90 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 341,90 \$
FORMATION SERVICE POPULATION, CAISSE		2	894,06 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	894,06 \$
FORMATION SERVICES AUXILIAIRES		1	1 472,52 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 472,52 \$
FORMATION SERVICES FINANCIERS		9	1 537,99 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	9	1 537,99 \$
FORMATION SOQUIJ-4 CONFÉRENCES		1	534,45 \$
	JEUNE BARREAU DE QUÉBEC	1	534,45 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
FORMATION STAGIAIRE EN ADMINISTRATION		1	353,64 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	353,64 \$
FORMATION STATISTIQUE		6	380,97 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	380,97 \$
FORMATION SUR LA FAILLITE		3	103,61 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	103,61 \$
FORMATION SUR LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES		1	194,27 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	1	194,27 \$
FORMATION SUR LES MILIEUX HUMIDES		9	3 016,42 \$
	MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRON., FAUNE, PARCS (MDDEFP)	9	3 016,42 \$
FORMATION SUR L'UTILISATION D'UN RADAR SQ		18	1 366,68 \$
	SÛRETÉ DU QUÉBEC	18	1 366,68 \$
FORMATION TAXATION DE TÉMOINS		1	122,71 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	122,71 \$
FORMATION TECHNICIEN AU CIVIL		1	1 944,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 944,60 \$
FORMATION TECHNICIEN EN DROIT		1	185,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	185,20 \$
FORMATION TECHNICIEN JEUNESSE		1	6 783,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	6 783,18 \$
FORMATION TRI DU COURRIER		2	186,70 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	186,70 \$
FORMULAIRE ORDONNANCE ARMES À FEU		21	490,57 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	21	490,57 \$
FORMULAIRES DÉLINQUANCE		2	494,97 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	494,97 \$
FORUM ADMINISTRATIVE LAW AND PRATICE OSOODE		3	5 863,09 \$
	YORK UNIVERSITY	3	5 863,09 \$
FORUM AUTOCHTONE		3	3 396,20 \$
	INSIGHT INFORMATION INC.	3	3 396,20 \$
FORUM DES GESTIONNAIRES		168	60 622,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	168	60 622,10 \$
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES FINANCIÈRES		2	340,08 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	2	340,08 \$
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉ DE SÉLECTION		3	505,04 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	3	505,04 \$
FORUM SEARCH AND SEIZURE LAW IN CANADA		2	3 370,42 \$
	YORK UNIVERSITY	2	3 370,42 \$
FRANÇAIS CORRECTIF AU BUREAU - RÉDACTION		2	515,35 \$
	CEGEP DE BAIE-COMEAU	2	515,35 \$
GDC		2	135,66 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	135,66 \$
GED DÉBUTANT		3	169,22 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	169,22 \$
GEGD		2	451,31 \$
	VITRINE TECHNOLOGIQUE	2	451,31 \$
GÉRER ÉQUIPEMENTS PERSONNELS UTILISÉS AU BUREAU		2	125,37 \$
	ISACA QUÉBEC	2	125,37 \$
GÉRER ET MOBILISER UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL		1	687,72 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	687,72 \$
GÉRER LES COMPORTEMENTS DIFFICILES		1	656,52 \$
	AFI EXPERTISE	1	656,52 \$
GÉRER UNE ÉQUIPE EN MODE GESTION DE PROJET		1	867,74 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	867,74 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
GESTION BUDGÉTAIRE GOUVERNEMENTALE		2	2 483,34 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	2 483,34 \$
GESTION DE CAISSE		8	578,94 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	8	578,94 \$
GESTION DE CAISSE - SERVICE FINANCIER		3	231,39 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	231,39 \$
GESTION DE CAISSE MODULE SF A-1 À SF A-7		7	551,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	551,49 \$
GESTION DE LA CONTINUITÉ - FORMATION DE BASE		1	2 470,23 \$
	CONTINUITY LINK	1	2 470,23 \$
GESTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE		7	3 613,12 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	7	3 613,12 \$
GESTION DE LA FORMATION EN ENTREPRISE		1	4 814,88 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	4 814,88 \$
GESTION DES CHANG. ET DES MISES EN PROD: LA RÉALITÉ		1	125,50 \$
	ITSMF	1	125,50 \$
GESTION DES CRÉANCES		2	400,40 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	400,40 \$
GESTION DES OPÉRATIONS ORIENTÉES VERS LES RÉSULTATS		1	581,56 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	581,56 \$
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - ÉTUDES		2	9 149,41 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	6 017,63 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	3 131,78 \$
GESTION DES RÉSULTATS-MANAGEMENT DES ORGANISATIONS		1	1 250,81 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 250,81 \$
GESTION ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS		1	160,09 \$
	VITRINE TECHNOLOGIQUE	1	160,09 \$
GESTION FINANCIÈRE II		1	1 456,35 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI À LÉVIS	1	1 456,35 \$
GESTION INTÉGRÉE DE LA PRÉSENCE AU TRAVAIL		1	767,79 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	767,79 \$
GESTIONNAIRE ET ÉTHIQUE/GESTION CHANGEMENTS ORGA.		1	20,77 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	20,77 \$
GIPA & SAISIE VIKING		1	27,23 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	27,23 \$
GRANDS RENDEZ-VS DE LA FORMATION		1	633,08 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	633,08 \$
GREFFE PÉNAL		2	307,25 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	307,25 \$
GREFFE PÉNAL ET COMPTOIR CRIMINEL		3	1 356,16 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	1 356,16 \$
GREFFIER AUDIENCIER		25	14 036,40 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	25	14 036,40 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CQ CHAMBRE CIVILE		1	125,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	125,50 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CQ CHAMBRE CRIMINELLE		2	268,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	268,38 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CQ CHAMBRE DE LA JEUNESSE		2	575,43 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	575,43 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CS CHAMBRE CIVILE		1	368,13 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	368,13 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
GREFFIER AUDIENCIER - CHAMBRE DE LA JEUNESSE		5	1 400,27 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	1 400,27 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CIVIL		43	5 893,86 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	43	5 893,86 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CIVIL ET CRIMINEL		1	5 574,52 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	5 574,52 \$
GREFFIER AUDIENCIER - COUR SUPÉRIEURE		4	633,90 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	633,90 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CQ CRIMINEL, PÉNAL, JEUNESSE		1	2 224,95 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	2 224,95 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CRIMINEL		43	9 442,86 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	43	9 442,86 \$
GREFFIER AUDIENCIER - CS PRATIQUE		2	250,83 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	250,83 \$
GREFFIER AUDIENCIER - FAILLITE		1	103,45 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	103,45 \$
GREFFIER AUDIENCIER - FAILLITE ET CS		1	136,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	136,60 \$
GREFFIER AUDIENCIER - PÉNAL		14	1 709,84 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	14	1 709,84 \$
GREFFIER AUDIENCIER - PETITES CRÉANCES, SECTEUR CIVIL		1	245,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	245,42 \$
GREFFIER AUDIENCIER - TRIBUNAL DE LA JEUNESSE ET CS		1	1 338,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 338,68 \$
GREFFIER AUDIENCIER (PROTECTION)		1	1 960,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 960,35 \$
GREFFIER AUDIENCIER (THÉORIQUE)		1	143,43 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	143,43 \$
GREFFIER AUDIENCIER 2IÈME		1	676,55 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	676,55 \$
GREFFIER AUDIENCIER À LA COUR		2	1 405,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	1 405,60 \$
GREFFIER AUDIENCIER SPÉCIAL ET REGISTRAIRE DE FAILLITE		3	1 955,70 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	1 955,70 \$
GROUPES DE CODÉVELOPPEMENT POUR CHEFS D'ÉQUIPE		33	3 644,49 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	33	3 644,49 \$
GUIDES D'AUDIT TI		2	621,67 \$
	ISACA QUÉBEC	2	621,67 \$
H620		1	62,37 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	62,37 \$
H-620, RAPPORT HEBDO, CUMULATEUR TEMPS, STATISTIQUE		1	254,61 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	254,61 \$
HARMONISATION TAXES DE VENTES ET IMPACTS		8	776,04 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	8	776,04 \$
HOST INTRUSION PREVENTION 8.0 ADM.		1	3 782,80 \$
	McAfee	1	3 782,80 \$
HUISSIER-AUDIENCIER		12	4 897,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	12	4 897,12 \$
ICPG		1	161,35 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	161,35 \$
IMPACT DES RISQUES SYSTÉMIQUES INTERNATIONAUX		3	190,32 \$
	E&B DATA ECONOMIC & BUSINESS	3	190,32 \$
IMPLANTATION CCC (3E VOLET)		12	240,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	12	240,77 \$
IMPLANTATION D'UN BUREAU DE PROJETS		1	258,68 \$
	GP QUÉBEC (COMM. PRATIQUE EN GESTION PROJETS QC)	1	258,68 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
IMPLEMENTING AND MAINT. MICROS. SQL SERVER 2008		1	1 884,51 \$
	VERSALYS	1	1 884,51 \$
INFO JURIDIQUE DONNÉE AUX CITOYENS - GÉNÉRALITÉS		2	20,37 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	20,37 \$
INFO JURIDIQUE DONNÉE AUX CITOYENS-CIVIL & FAILLITE		2	40,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	40,74 \$
INFO JURIDIQUE DONNÉE AUX CITOYENS-NON-CONTENTIEUX		2	61,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	61,11 \$
INFOFORM		1	157,09 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	157,09 \$
INFORMATISATION ET SUIVI DOSSIERS PÉNAL		1	250,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	250,18 \$
INITIATION À LA FAILLITE		4	203,62 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	203,62 \$
INITIATION À LA PROCÉDURE CRIMINELLE		1	26,54 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	26,54 \$
INITIATION À L'OUTIL DE SUIVI BUDGÉTAIRE		4	340,87 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	340,87 \$
INITIATION NOUVEAUX MEMBRES COMITÉ SANTÉ-SÉCURITÉ		6	2 239,27 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	6	2 239,27 \$
INITIATION SERV. JUDICIAIRES - CRIMINEL ET PÉNAL		71	5 281,40 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	71	5 281,40 \$
INSPECTION ET ENQUÊTE D'ACCIDENTS		2	611,90 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	2	611,90 \$
INSTRUMENTS FINANCIERS - SECTEUR PUBLIC		2	347,44 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	163,61 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	183,83 \$
INTÉGRATION EN MANAGEMENT PUBLIC		1	3 189,81 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	3 189,81 \$
INTELLIGID 4.0: SOLUTION DE GID EN LOGICIEL LIBRE		1	161,10 \$
	VITRINE TECHNOLOGIQUE	1	161,10 \$
INTRO À LA CRISE COMME PHÉNOMÈNE HUMAIN		1	106,37 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	106,37 \$
INTRODUCTION A L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		1	1 473,73 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	1 473,73 \$
INTRODUCTION À UML2		1	698,17 \$
	AFI EXPERTISE	1	698,17 \$
ITIL 2011 : FONCTION ITIL AVEC EXAMEN		2	4 105,86 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	2	4 105,86 \$
JOURNÉE ANNUELLE DES CADRES		1	417,99 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1	417,99 \$
JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC		15	8 647,20 \$
	RÉSEAU ACTION TI	15	8 647,20 \$
JOURNÉE SUR LES ACQUISITIONS		2	1 092,07 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	2	1 092,07 \$
JOURNÉE THÉMATIQUE GEGD		6	958,60 \$
	GOVERNEMENT DU QUÉBEC	1	143,11 \$
	GROUPE D'EXPERTISE EN GESTION DES DOCUMENTS (GEGD)	5	815,49 \$
JOURNÉES DES ACQUISITIONS ET DES TIC		10	3 151,04 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	10	3 151,04 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
JUGE OU GREFFIER AUDIENCIER, LES DÉFI GESTION D'UNE AUDIENCE		31	3 212,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	31	3 212,28 \$
JUGEMENT PROFESSIONNEL ET PRATIQUE D'AUDIT INTERNE		4	249,12 \$
	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES DU CANADA (IIA)	4	249,12 \$
JUMELAGE - LOBBY		6	2 559,58 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	6	2 559,58 \$
JUMELAGE - OPÉRATIONNEL ET TECHNOLOGIQUE		1	4 280,64 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	4 280,64 \$
JUMELAGE - RDPRM		12	5 030,07 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	12	5 030,07 \$
JUMELAGE RCA		2	926,52 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	926,52 \$
JURIBISTRO 2: PERFECTIONNEMENT RECHERCHE JURIDIQUE		2	275,35 \$
	CAIJ (CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE)	2	275,35 \$
JURIS.DOC		4	415,44 \$
	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFO. JURIDIQUE (SOQUIJ)	4	415,44 \$
JUSTICE CRIMINELLE - ÉTUDES		1	8 074,89 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	8 074,89 \$
LA COMMUNICATION NON-VIOLENTE		2	439,95 \$
	ACGRH (ASS. CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES EN GRH)	2	439,95 \$
LA COMPRÉHENSION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE DROIT		1	99,53 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	99,53 \$
LA CONNAISSANCE DE SOI: UN LEVIER DU LEADER		1	872,34 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	872,34 \$
LA COUR D'APPEL EN DEUX TEMPS		9	626,02 \$
	BARREAU DE QUÉBEC	9	626,02 \$
LA CURIOSITÉ EMPATHIQUE		2	735,36 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	2	735,36 \$
LA GESTION DES PERSONNES ET DES ÉQUIPES		1	872,34 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	872,34 \$
LA GESTION DES TALENTS ET LE PARTAGE D'EXPERTISE		1	382,87 \$
	RÉSEAU DOF INC.	1	382,87 \$
LA LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ		29	3 385,09 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	29	3 385,09 \$
LA RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE		1	136,49 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	136,49 \$
LA RÉGLEMENTATION: INSTRUMENT PRIVILÉGIÉ POLITIQUE		1	698,83 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	698,83 \$
LA RESPONSABILITÉ CIVILE		7	567,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	567,81 \$
LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT		3	601,05 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	601,05 \$
LA SAINTE GESTION D'EMPLOYÉS, UN DÉFI VERS PERFORM.		3	1 108,72 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	3	1 108,72 \$
LA SANTÉ ET SÉCURITÉ C'EST L'AFFAIRE DE TOUS		1	175,84 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	1	175,84 \$
L'ABSENTÉISME : UN VRAI PROBLÈME, DE VRAIS OUTILS		1	133,83 \$
	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESS. HUM. AGRÉÉS (ORHRI)	1	133,83 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
L'ACCÈS AUX DOCUMENTS PUBLIC ET LA PROTECTION DES RENSEIGN. PERSONNELS		1	166,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	166,08 \$
L'ANALYSE D'AFFAIRES: UNE PRATIQUE ÉMERGENTE		3	1 283,21 \$
	EVENTBRITE	3	1 283,21 \$
L'ART DE TRAVAILLER AVEC LE PUBLIC		4	546,97 \$
	CEGEP RIMOUSKI	4	546,97 \$
L'ATTITUDE DES GAGNANTS		1	228,50 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	228,50 \$
L'AVENIR DE L'INDUSTRIE DES SERV. FINANCIERS AU QC		1	479,96 \$
	AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	1	479,96 \$
LE DROIT D'AUTEUR À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE		3	499,83 \$
	ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC.	3	499,83 \$
LE FRANÇAIS AU BUREAU		1	524,77 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	524,77 \$
LE NOUVEAU PORTAIL SOQUIJ		3	192,09 \$
	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFO. JURIDIQUE (SOQUIJ)	3	192,09 \$
LE PROCESSUS LÉGIS. DU SYST. PARLEMENTAIRE CAN.-QC		1	299,05 \$
	GROUPE WALPOLE	1	299,05 \$
LE SYSTÈME DE JUSTICE MILITAIRE ET PRATIQUE DROIT		1	44,58 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	44,58 \$
LE TRANSFERT D'EXPERTISE		1	450,36 \$
	RÉSEAU DOF INC.	1	450,36 \$
LEADERSHIP D'INFLUENCE		2	1 698,37 \$
	GROUPE MOTIVATION PERFORMANCE PLUS (MP+)	2	1 698,37 \$
LEADERSHIP EN ACTION POUR GEST. DE GEST. (LAGG)		6	3 833,34 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	6	3 833,34 \$
L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE		20	7 100,35 \$
	ACTI.COM INC.	20	7 100,35 \$
LECTURE DOCUMENTS DES PROCÉDURES EN MAT CRIMINELLE		1	271,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	271,08 \$
LECTURE MANUEL MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE		1	80,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	80,32 \$
LECTURE MANUEL TARIF DES TÉMOINS ET TARIF DES JURÉ		1	20,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	20,08 \$
LECTURE RÈGLEMENT SUR L'ÉTHIQUE ET LA DISCIPLINE		1	30,12 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	30,12 \$
LÉGISLATION QUÉBÉCOISE ET FÉDÉRALE		1	89,22 \$
	CAIJ (CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE)	1	89,22 \$
L'ENQUÊTE INTERNE		3	525,64 \$
	FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE	3	525,64 \$
LES CERTIFICATS		37	2 126,45 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	37	2 126,45 \$
LES GRANDS ENJEUX EN MATIÈRE DE TI		6	2 485,93 \$
	IGF QUÉBEC	6	2 485,93 \$
LES MAUX DE DOS		59	2 214,99 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	59	2 214,99 \$
LES NOUVEAUX RISQUES, COMMENT Y FAIRE FACE?		2	832,33 \$
	GP QUÉBEC (COMM. PRATIQUE EN GESTION PROJETS QC)	2	832,33 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
L'ÉTAT DU QUÉBEC ET SON FONCTIONNEMENT		2	791,67 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	2	791,67 \$
L'ÉVALUATION DU RENDEMENT : POURQUOI ET COMMENT ?		1	655,02 \$
	GROUPE GRH - COLLOQUE GRH SAG, LAC SAINT-JEAN	1	655,02 \$
LISEZ PLUS VITE ET LISEZ MIEUX		1	592,27 \$
	FORMATIONS QUALITIMPS INC	1	592,27 \$
L'OBLIGATION DE CIVILITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL		1	248,31 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	248,31 \$
LOCATING THE PRESUMPTION OF INNOCENCE		1	27,79 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	27,79 \$
LOI ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS		7	760,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	760,60 \$
LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR		10	2 100,17 \$
	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (OPC)	10	2 100,17 \$
LOI SUR LE TRANSFERT DES VALEURS MOBILIÈRES		1	178,44 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	178,44 \$
LOI SUR LE TRANSFERT DES VALEURS MOBILIÈRES ET TI		10	937,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	10	937,77 \$
LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS...		1	288,38 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	1	288,38 \$
LOI SUR L'IMMIGRATION ET PROTECTION DES RÉFUGIÉS		1	1 260,28 \$
	MINISTÈRE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA	1	1 260,28 \$
LOIS ET INTERVENANTS EN MATIÈRE DE GESTION FINANCIÈRE		1	190,70 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	190,70 \$
LSJPA		45	4 384,89 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	45	4 384,89 \$
MAINTAINING A MICROSOFT SQLSERVER 2008 R2 DATABASE		1	3 382,00 \$
	VERSALYS	1	3 382,00 \$
MAÎTRE DES RÔLES, APPLICATION RÔLE CIVIL		1	65,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	65,28 \$
MAÎTRES EN AFFAIRES		1	135,52 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	135,52 \$
MAÎTRISE EN ADM. PUB. ÉVALUATION DE PROGRAMMES		2	915,42 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	915,42 \$
MAÎTRISE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES		1	4 699,41 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	4 699,41 \$
MAÎTRISE EN DÉVELOPEMENT DES ORGANISATIONS		1	2 972,13 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 972,13 \$
MAÎTRISE EN DROIT AVEC MÉMOIRE		1	2 488,50 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	2 488,50 \$
MAÎTRISE EN HISTOIRE OPTION ARCHIVISTIQUE		1	1 806,22 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	1 806,22 \$
MAJ - JURISPRUDENCE RENDUE EN HP		1	688,29 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	688,29 \$
MANAGEMENT ORGANISATIONS PUBLIQUES		1	6 134,01 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	6 134,01 \$
MATIÈRES NON-CONTENTIEUSES		25	1 424,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	25	1 424,08 \$
McAFEE EPO REAL TIME		1	261,30 \$
	McAFEE	1	261,30 \$
MÉDIAS (ÉCOLE DES POURSUIVANTS)		2	315,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	315,49 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
MÉDIAS: ASPECT JURIDIQUE, GOUVERNANCE TECHNOLOGIES		1	151,77 \$
	ISACA QUÉBEC	1	151,77 \$
MEILLEURES PRATIQUES EN SAC		14	2 044,63 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	14	2 044,63 \$
MÉMOIRE DE FRAIS		4	49,72 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	49,72 \$
MÉMOIRE DE FRAIS ET BREF DE SAISIE		1	22,22 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	22,22 \$
MÉNAGE AGENDA		1	32,22 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	32,22 \$
MENTORAT=DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL		1	66,69 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	1	66,69 \$
MERCREDIS EN PRINCIPE		1	365,40 \$
	MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRON., FAUNE, PARCS (MDDEFP)	1	365,40 \$
MESURES INTERNES DE SÉCURITÉ		75	3 288,60 \$
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	75	3 288,60 \$
METHODES DE RECHERCHE EN COMMUNICATION -ETUDES		1	2 483,98 \$
	TELUQ	1	2 483,98 \$
MICROSOFT EXCEL 2007-2010 INTERMÉDIAIRE		3	2 073,42 \$
	VERSALYS	3	2 073,42 \$
MICROSOFT ACCESS 2007		1	472,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	472,74 \$
MICROSOFT EXCEL 2010 DÉBUTANT		2	1 140,74 \$
	VERSALYS	2	1 140,74 \$
MICROSOFT EXCEL DÉBUTANT 2003		2	1 031,78 \$
	VERSALYS	2	1 031,78 \$
MICROSOFT FRONTPAGE 2003		2	1 805,41 \$
	AFI EXPERTISE	2	1 805,41 \$
MICROSOFT WORD - EXPÉRIMENTATION 1		2	1 400,79 \$
	EDUMICRO INC.	2	1 400,79 \$
MICROSOFT WORD DÉBUTANT		2	1 226,38 \$
	VERSALYS	2	1 226,38 \$
MICROSOFT WORD INTRODUCTION		1	1 678,35 \$
	ACADÉMIE DU SAVOIR	1	1 678,35 \$
MIEUX COMPRENDRE LES TECHNOLOGIES MICROSOFT .NET		3	1 857,22 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	3	1 857,22 \$
MISE À JOUR DES MANUELS EN FONCTION TARIFS 2014		1	1 024,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 024,38 \$
MISE À JOUR DU 100 JOURS		5	258,18 \$
	AXXIO	5	258,18 \$
MISE À JOUR DU MANUEL DE NON-CONTENTIEUX		3	5 804,82 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	5 804,82 \$
MISE À JOUR DU MANUEL DU GREFFIER AUDIENCIER-SPÉCIAL		2	5 804,82 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	5 804,82 \$
MISE À JOUR JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE HP		1	677,27 \$
	REG. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	677,27 \$
MISE À JOUR MANUEL DU GS AVEC DONNÉES SEPT. 2013		1	682,92 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	682,92 \$
MISE EN PLACE DU COMITÉ SANTÉ SECURITÉ		7	1 384,81 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	7	1 384,81 \$
MOD 3 MOYENS D'ÉVALUATION ÉCRITS, PRATIQUES, ORAUX		1	1 698,78 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	1 698,78 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
MOD 5 TRANSM AUX CANDIDATS DE RENS REL CONCOURS		2	566,57 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	2	566,57 \$
MODALITÉS ENTOURANT LES FINS D'EMPLOI		30	3 491,78 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	30	3 491,78 \$
CONFÉRENCE MIDI - MOI INC.		64	2 281,92 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	64	2 281,92 \$
NÉGOCIATION BASÉE SUR LES INTÉRÊTS		4	1 027,47 \$
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	4	1 027,47 \$
NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC		2	294,75 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	2	294,75 \$
NOTIFICATIONS		4	525,41 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	525,41 \$
NOUVELLE LOI FÉDÉRALE RÉGISSANT ENVOI COMMUNICATION		3	253,68 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	3	253,68 \$
OBLIGATIONS 2 - ÉTUDES		1	2 196,53 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	2 196,53 \$
OBLIGATIONS 3		1	1 026,33 \$
	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	1 026,33 \$
OBSERVATION COUR GREFFIER AUDIENCIER MAT. CRIMINEL		1	220,88 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	220,88 \$
OBSERVATION COUR GREFFIER AUDIENCIER MATIÈRE PÉNALE		1	50,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	50,20 \$
OPTIMISATION DE L'AUDIT DES CONTRÔLES TI		1	340,27 \$
	ISACA QUÉBEC	1	340,27 \$
ORDONNANCES AU CRIMINEL		2	160,69 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	160,69 \$
ORGANISATION DES SERVICES JUDICIAIRES		1	77,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	77,49 \$
ORGANISMES DÉCISIONNELS ET CENTRAUX DU GOUV.		2	5 916,66 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	2	5 916,66 \$
OUVERTURE DE DOSSIERS CRIMINELS ET MISE À JOUR DU RÔLE		1	20,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	20,08 \$
OUVERTURE DE DOSSIERS RÉGULIERS ET NON-CONTENTIEUX		2	166,41 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	166,41 \$
OUVERTURES DOSSIERS 05, 17 ET MISE À JOUR DU RÔLE		1	410,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	410,74 \$
PANIER DE GESTION (TRADITIONNEL)		2	1 643,05 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	1 643,05 \$
PARLER DE SANTÉ PSYCHOLOGIQUE À SES EMPLOYÉS		1	325,74 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	325,74 \$
PASSAGE À PORTFOLIO 7.5.3		2	111,75 \$
	RÉSEAU INFORMATISÉ DES BIBLIO GOUVERN DU QC (RIBG)	2	111,75 \$
PERCEPTION DES AMENDES AU PÉNAL ADULTE		2	210,26 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	210,26 \$
PERMIS RESTREINTS		1	19,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	19,38 \$
PERSONNES-RESSOURCES EN ERGONOMIE		1	140,56 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	1	140,56 \$
PETITES CRÉANCES		1	48,45 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	48,45 \$
PETITS DÉJEUNERS DU LEADERSHIP		19	2 793,65 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	18	2 608,58 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	185,07 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
PLAN DE DÉVELOPPEMENT INDIVIDUALISÉ		1	91,07 \$
	SECRETARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS MIN. CONS.EX.QC	1	91,07 \$
PLANIFICATION ET CONTRÔLE DE PROJET		5	2 714,71 \$
	CGI	5	2 714,71 \$
PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET MOUV. MAIN D'OEUVRE		2	3 105,06 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI À LÉVIS	2	3 105,06 \$
PLUMITIF		43	1 601,80 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	43	1 601,80 \$
POUR VIVRE LA TRANSITION AUTREMENT, PLONGEZ DANS...		2	633,37 \$
	FORUM DES JEUNES	2	633,37 \$
PRATIQUE 04 ET 12, MISE À JOUR DU RÔLE		1	485,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	485,42 \$
PRATIQUE COUR SUPÉRIEURE		2	367,74 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	367,74 \$
PRÉPARATION À LA RETRAITE (PIPR)		50	37 827,19 \$
	CARRA (COMM .ADM. DES RÉG. DE RETR. ET D'ASS.)	34	21 153,65 \$
	CEGEP MARIE-VICTORIN	5	3 645,43 \$
	CENTRE LOUIS-JOLIETTE	4	5 234,41 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	7	7 793,70 \$
PRÉPARATION ET PAIEMENT FACTURES SAGIR		1	187,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	187,11 \$
PRÉSENCE D'UNE MENACE IMMINENTE PAR PERSONNE ARMÉE		467	27 800,82 \$
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	467	27 800,82 \$
PRÉSENTATION DE LA DRC		4	235,41 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	235,41 \$
PRÉSENTATION DU SAC		1	49,10 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	49,10 \$
PRÉSENTATION FIREEYE		1	100,50 \$
	INSA - FIREEYE	1	100,50 \$
PRÉSENTATION GÉN. FONCTIONNEMENT COUR SUP.		3	296,66 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	3	296,66 \$
PRÉSENTATION MANUEL ARCHIVES		3	129,46 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	129,46 \$
PRÉSENTATION TECHNOLOGIE : ENTENTES DE SERVICES		1	100,50 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	100,50 \$
PREUVE TECHNOLOGIQUE		2	1 146,93 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	2	1 146,93 \$
PRÉVENIR ET GÉRER LES SITUATIONS À RISQUE DE HARC.		2	1 029,60 \$
	REGR. ORGANISMES DE JUSTICE ALT. DU QC. (ROJAQ)	2	1 029,60 \$
PRÉVENTION ET RÉOLUTION DES CONFLITS AU TRAVAIL		1	274,54 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	1	274,54 \$
PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE		2	232,80 \$
	MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRON., FAUNE, PARCS (MDDEFP)	2	232,80 \$
PRINCIPES ET ENJEUX DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		2	3 097,61 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	3 097,61 \$
PRINCIPES, PROCESSUS ET METHODES D'ÉVAL. DES PROGR. PUBLICS		1	5 687,09 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	5 687,09 \$
PROCÉDURE CRIMINELLE ET RÔLE GREFFIER AUDIENCIER		2	256,76 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	256,76 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
PROCÉDURE ET AUDITION GARDE EN ÉTABLISSEMENT		1	99,53 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	99,53 \$
PROCÉDURES CIVILES		1	157,36 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	157,36 \$
PROCÉDURES CRIMINELLES		4	702,94 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	702,94 \$
PROCÉDURES CRIMINELLES ET PÉNALES		3	320,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	320,32 \$
PROCÉDURES CRIMINELLES, INFOTRAC, COMPTOIR		2	1 100,05 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	1 100,05 \$
PROCÉDURES NON CONTENTIEUSES		3	384,32 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	384,32 \$
PROCESSUS DE NOMINATION DES OFFICIERS DE JUSTICE		5	254,33 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	5	254,33 \$
PROCESSUS DÉCISIONNEL: PROJETS DE LOI ET RÈGLEMENT		2	319,31 \$
	FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE	2	319,31 \$
PROCESSUS NOMINATION OJ		4	314,58 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	314,58 \$
PROCÈS-VERBAL EN DÉLINQUANCE		2	299,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	299,18 \$
PROCÈS-VERBAL INFORMATISÉ		1	24,93 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	24,93 \$
PROG. D'APPR. POUR PROF. CHEFS D'ÉQUIPE - (PAP-CE)		11	8 972,98 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	11	8 972,98 \$
PROGRAMME AMBASSADEURS		1	87,60 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	87,60 \$
PROGRAMME APPRENTISSAGE ADJOINT EXÉCUTIF		1	2 751,15 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	2 751,15 \$
PROGRAMME DE FORM. À LA GEST. PUBLIQUE (PFGP)		30	33 175,05 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	30	33 175,05 \$
PROGRAMME DE RELÈVE À LA GESTION DGSJR		3	1 954,54 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	1 954,54 \$
PROGRAMME LEADERSHIP STRATÉGIQUE (CMA)		1	735,80 \$
	ORDRE DES COMPTABLES EN MANAGEMENT ACCR. QC (CMA)	1	735,80 \$
PROGRAMME SUR LE DROIT DE GÉRANCE		1	168,04 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1	168,04 \$
PROJET INFORMATISATION DES EXAMENS CHOIX MULTIPLES		1	78,58 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	78,58 \$
PROMOTION SANS CONCOURS		1	60,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	60,60 \$
PROTECTION (TJ)		1	129,64 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	129,64 \$
PROTECTION (TJ), ADJOINTE À LA MAGISTRATURE		1	669,02 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	669,02 \$
PROTECTION DE LA JEUNESSE		123	7 389,34 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	123	7 389,34 \$
QUAND CONDOS, BUNGALOWS ET COURS D'EAU DOIVENT...		1	185,89 \$
	RÉSEAU ENVIRONNEMENT	1	185,89 \$
QUOI DE NEUF AU CCSP		1	141,93 \$
	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QC (OCAQ)	1	141,93 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
RADIATIONS VOLONTAIRES		18	5 716,24 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	18	5 716,24 \$
RADPLUS		1	913,85 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	913,85 \$
RAFRAÎCHISSEMENT RESSOURCES BUDGÉTAIRES MATÉRIELLE		7	1 459,92 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	1 459,92 \$
RAPPORTS HEBDOMADAIRES ET CALENDRIERS COUR		1	62,37 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	62,37 \$
RAPPORTS HEDOMADAIRES		1	103,95 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	103,95 \$
RASSEMBLEMENT SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE EN ENTREPRISES		1	1 302,54 \$
	GROUPE ENTREPRISES EN SANTÉ (GP2S)	1	1 302,54 \$
RECHERCHE BRANCHE WESTLAW PRO (INTERNATIONAL)		2	87,68 \$
	CARSWELL	2	87,68 \$
RÉDACTION ADMINISTRATIVE		1	2 325,18 \$
	TELUQ	1	2 325,18 \$
RÉDACTION CONTRACTUELLE		1	49,45 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	49,45 \$
RÉDACTION DES COURRIELS EFFICACES		1	648,35 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	648,35 \$
RÉDIGER DES TEXTES CONCIS, EFFICACITÉ COURRIELS		2	1 453,20 \$
	VERSALYS	2	1 453,20 \$
RÉFLEXION SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE		1	560,31 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	560,31 \$
REGISTRE DES PENSIONS ALIMENTAIRES (RPAL)		13	1 140,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	13	1 140,28 \$
REGISTRE DU DOMAINE DE L'ÉTAT-CONSULTATION		2	568,96 \$
	MIN. RESSOURCES NATURELLES QC	2	568,96 \$
RÈGLES DE DOTATION		28	1 434,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	28	1 434,08 \$
RÉINVENTER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		1	1 846,88 \$
	INST. D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA (IAPC)	1	1 846,88 \$
RELATIONS AVEC LES MÉDIAS		1	1 300,43 \$
	RTCOMM RICHARD THIBAUT COMMUNICATIONS INC.	1	1 300,43 \$
RELÈVE INFORMATIQUE		1	2 718,24 \$
	CONTINUITY LINK	1	2 718,24 \$
RENCONTRE AVEC LA MAGISTRATURE		1	87,06 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	87,06 \$
RENCONTRE DES ADJOINTES ADMINISTRATIVES		13	8 946,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	13	8 946,15 \$
RENCONTRE DES GESTIONNAIRES		5	1 373,70 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	3	897,20 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	2	476,50 \$
RENCONTRE DES GESTIONNAIRES DGSO		31	5 473,27 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	31	5 473,27 \$
RENCONTRE INTERACTIVE DE LA RELÈVE		1	145,67 \$
	SECÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS MIN. CONS.Ex.QC	1	145,67 \$
RENDEZ-VOUS DE LA JUSTICE		1	281,40 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	281,40 \$
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR		1	362,27 \$
	CONTRÔLEUR DES FINANCES	1	362,27 \$
RÉSOLUTION DE PROBLÈMES ET EMPLOYÉS DIFFICILES		1	581,56 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	581,56 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
RESPONSABILITÉ CIVILE		2	123,63 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	56,19 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	67,44 \$
RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT		11	1 644,97 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	11	1 644,97 \$
RESPONSABLES OBSERVATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES		1	7,00 \$
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	1	7,00 \$
RESSOURCES HUMAINES, FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES		1	3 742,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	3 742,20 \$
RÉUNION ATTACHÉS JUDICIAIRES - RÉGIONAL ST-JEAN		2	522,68 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	522,68 \$
REVUE DECISIONS TDP ET JURISPRUDENCE RELATIVE AUX		1	162,40 \$
	ASS. DU BARREAU CANADIEN (CBA)	1	162,40 \$
REVUE DES JUGEMENTS MARQUANTS DE LA CLP		5	639,99 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	5	639,99 \$
RÔLE DE PRATIQUE		1	451,08 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	451,08 \$
RÔLE DU GREFFIER AUDIENCIER À LA COUR CRIMINELLE		2	668,13 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	668,13 \$
RÔLE INSPECT. CSST DANS LES CAS DE HARCÈLEMENT		2	260,09 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	2	260,09 \$
RÔLES DES AVI ET PROCESSUS DE VÉRIFICATION D'IDENT		3	828,94 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	828,94 \$
S'ADAPTER AU CHANGEMENT		12	788,55 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	12	788,55 \$
SADE		8	839,34 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	612,53 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	226,81 \$
SAGESSE		31	4 824,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	31	4 824,50 \$
SAGESSE-BDJ-TENUE DE TEMPS		1	278,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	278,60 \$
SAGIP		2	980,42 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	980,42 \$
SAGIP CONSULTATION		1	62,37 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	62,37 \$
SAGIP FORMATION EN RÉMUNÉRATION (ASSIDUITÉ, ETC.)		1	247,71 \$
	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	1	247,71 \$
SAGIR - ADM-01 - GESTION DES REQUÊTES DANS LES MO		1	168,60 \$
	DGSAGIR	1	168,60 \$
SAGIR - ATE-17 FERMETURE ANNUELLE PM30B		1	92,67 \$
	DGSAGIR	1	92,67 \$
SAGIR - ATE18 FERMETURE ANNUELLE COURUS		1	216,23 \$
	DGSAGIR	1	216,23 \$
SAGIR - ATE-28 - COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE		1	139,67 \$
	DGSAGIR	1	139,67 \$
SAGIR - ATE-38 - CONTENU SOLUTION SGR2 L2 ET MEP		5	597,12 \$
	DGSAGIR	5	597,12 \$
SAGIR - ATE-39 - PLAN DÉLÉGATION ET GESTION GIRAVIS		3	300,72 \$
	DGSAGIR	3	300,72 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
SAGIR - ATE-40 - FONCTIONNALITÉS DOSSIER PERSONNES		2	245,77 \$
	DGSAGIR	2	245,77 \$
SAGIR - ATE-41 - FONCTIONNALITÉS DOSSIER PERSONNE		3	328,86 \$
	DGSAGIR	3	328,86 \$
SAGIR - ATE-42 - FONCTIONNALITÉS GESTION ABSENCES		2	272,76 \$
	DGSAGIR	2	272,76 \$
SAGIR - ATE-43 - LIBRE-SERVICE ET INTÉGRATION SAGIP		2	237,76 \$
	DGSAGIR	2	237,76 \$
SAGIR - ATE-44 - ANALYSE DES CHANGEMENTS		3	309,56 \$
	DGSAGIR	3	309,56 \$
SAGIR - ATE-45 - ÉLÉMENTS DE POSITIONNEMENT		1	119,67 \$
	DGSAGIR	1	119,67 \$
SAGIR - ATE-46 - STRATÉGIE DE FORMATION		3	294,56 \$
	DGSAGIR	3	294,56 \$
SAGIR - ATE-47 - CONVERSION DE DONNÉES, INTERFACES		1	78,09 \$
	DGSAGIR	1	78,09 \$
SAGIR - ATE-47-48 - CONVERSION DONNÉES, INTERFACES		1	139,67 \$
	DGSAGIR	1	139,67 \$
SAGIR - ATE-49 - ANALYSE D'IMPACTS SUR LES SYSTÈMES		1	154,67 \$
	DGSAGIR	1	154,67 \$
SAGIR - ATE-50 - FONCTIONNALITÉS LISTES DE RAPPEL		2	231,72 \$
	DGSAGIR	2	231,72 \$
SAGIR - CAP-05 - TRAITEMENTS SPÉCIFIQUES		1	164,60 \$
	DGSAGIR	1	164,60 \$
SAGIR - CAP-06 - PRODUCTION DES PAIEMENTS		2	346,20 \$
	DGSAGIR	2	346,20 \$
SAGIR - CAP-15 - FACTURES ET BLOCAGES		2	932,74 \$
	DGSAGIR	2	932,74 \$
SAGIR - DÉVELOPPEUR EI-RH		1	11,52 \$
	DGSAGIR	1	11,52 \$
SAGIR - EI-04 - GESTION DU CLOISONNEMENT		1	80,61 \$
	DGSAGIR	1	80,61 \$
SAGIR - EI-06 - ENVIRONNEMENT INFORMATIONNEL		2	992,25 \$
	DGSAGIR	2	992,25 \$
SAGIR - EI-10 - ÉLABORATION DE RAPPORTS GL		1	248,25 \$
	DGSAGIR	1	248,25 \$
SAGIR - EI-11 - ÉLABORATION DE RAPPORTS FA		1	248,25 \$
	DGSAGIR	1	248,25 \$
SAGIR - FA-02 - ENREGISTREMENT MANUEL D'UN BIEN		1	208,25 \$
	DGSAGIR	1	208,25 \$
SAGIR - FA-6 - PRÉVISIONS D'AMORTISSEMENT		1	104,13 \$
	DGSAGIR	1	104,13 \$
SAGIR - GL-15 - INTERRO. ET RAPPORTS GRAND LIVRE		4	1 082,64 \$
	DGSAGIR	4	1 082,64 \$
SAGIR - LSA-01 - LIBRE-SERVICE ACQUISITIONS		11	1 452,25 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	11	1 452,25 \$
SAGIR - PO-11 - ENTENTES D'ACHATS PERMANENTES		2	332,95 \$
	DGSAGIR	2	332,95 \$
SAGIR - PO-14 - MAINTENANCE PARAMÈTRES ACQUISITION		1	48,90 \$
	DGSAGIR	1	48,90 \$
SAGIR - PO-17 - APPELS D'OFFRES, SOUMISSIONS ET BC		2	905,54 \$
	DGSAGIR	2	905,54 \$
SAGIR - RH-05 - STRUCTURE D'ORGANISATION ADMIN.		2	375,32 \$
	DGSAGIR	2	375,32 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
SAGIR - RH-07 SUIVI DU BUDGET RH		1	208,25 \$
	DGSAGIR	1	208,25 \$
SAGIR - RH-08 - POSTES		1	38,84 \$
	DGSAGIR	1	38,84 \$
SAGIR - RH-10 - DOSSIERS DES PERSONNES		3	1 048,84 \$
	DGSAGIR	3	1 048,84 \$
SAGIR - RH-12 - MODE DATE TRACK		4	342,32 \$
	DGSAGIR	4	342,32 \$
SAGIR - RH-13 - UTILISATION DE WEB ADI		2	145,71 \$
	DGSAGIR	2	145,71 \$
SAGIR- CAP-05 - TRAITEMENTS SPÉCIFIQUES PAIEMENTS		1	181,60 \$
	DGSAGIR	1	181,60 \$
SAISIE PROCÈS VERBAUX		2	268,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	268,38 \$
SAISIE PROCÈS VERBAUX ET OUVERTURES DOSSIERS		1	268,38 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	268,38 \$
SALON VISEZ DROIT		1	196,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	196,77 \$
SANTÉ ET EFFICACITÉ		53	2 950,50 \$
	ASS. PARITAIRE SANTÉ SÉC. TRAV. ADM. PROV. (APSSAP)	53	2 950,50 \$
SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL		1	882,52 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	1	882,52 \$
SANTÉ ET SÉCURITÉ GIM : FATIGUÉ D'ÊTRE ÉPUIsé		1	190,43 \$
	PSYGYM	1	190,43 \$
SANTÉ PSYCHOLOGIQUE ET MIEUX-ÊTRE AU TRAVAIL		1	464,42 \$
	LES AFFAIRES	1	464,42 \$
SAVOIR COMMUNIQUER AVEC SON PERSONNEL		2	1 205,76 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2	1 205,76 \$
SÉANCE D'INFORMATION SUR RÉGIMES DE RETRAITE CARRA		7	743,16 \$
	CARRA (COMM. ADM. DES RÉG. DE RETR. ET D'ASS.)	7	743,16 \$
SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL		38	13 099,63 \$
	ACTION SECOURS INC	5	1 789,17 \$
	AMBULANCE ST-JEAN	2	644,28 \$
	CENTRE DE FORMATION EN SECOURISME DU QUÉBEC	2	718,91 \$
	CSST (COMM. SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL)	6	2 065,84 \$
	FORMATION PRÉVENTION SECOURS INC.	1	292,04 \$
	FORMATION URGENCE VIE	8	2 937,95 \$
	GESTION PARAMÉDICAL	5	1 594,78 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	273,54 \$
	OPTI-SOINS	1	365,54 \$
	SANTINEL INC.	5	1 640,70 \$
	SECOURISTE ABITIBI	2	776,88 \$
SECRÉTARIAT JURIDIQUE		1	3 031,20 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	3 031,20 \$
SÉCURISER ET OPTIMISER VOTRE RÉSEAU		1	80,40 \$
	GROUPE HERJAVEC	1	80,40 \$
SÉCURIT INTERNET ET TCP/ IP		1	1 257,80 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 257,80 \$
SÉCURITÉ D'INFORMATION ET AUDITEURS INTERNES		2	331,49 \$
	FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE	2	331,49 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
SÉCURITÉ INFORMATION, PROTECTION RENSEIGNEMENTS		1	89,22 \$
	ISACA QUÉBEC	1	89,22 \$
SÉCURITÉ PHYSIQUE ET CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS		2	2 309,55 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	2	2 309,55 \$
SECURITY OVER INTANGIBLES: APPEARANCE AND REALITY		1	66,92 \$
	UNIVERSITÉ MCGILL	1	66,92 \$
SÉMINAIRE CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES		1	1 800,90 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	1 800,90 \$
SÉMINAIRE GIA		1	131,35 \$
	ASIQ	1	131,35 \$
SÉMINAIRE RRSPT 2013		7	4 222,46 \$
	REGR. RÉSEAUX EN SANTÉ PERS. AU TRAVAIL (RRSPT)	7	4 222,46 \$
SERVICE AIDE HOMOLOGATION (ENTENTE MAT. FAMILIALE)		54	1 520,61 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	54	1 520,61 \$
SEUL DEVANT LA COUR		2	384,17 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	384,17 \$
SHAREPOINT MS103		1	696,40 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	696,40 \$
SHAREPOINT SERVER 2013 DEVELOPING SOLUTIONS		2	5 312,92 \$
	AFI EXPERTISE	2	5 312,92 \$
SOMMET DES ARCHIVES AU CANADA		1	187,67 \$
	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC (AAQ)	1	187,67 \$
STABILITÉ RÉSIDENNELLE DES PERSONNES MARGINALISÉE		1	246,37 \$
	INFORMATION NON-DISPONIBLE	1	246,37 \$
STAGE EN TECHNIQUES JURIDIQUES GREFFE CRIMINEL		1	7 171,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	7 171,50 \$
STAGIAIRE - FONCTIONNEMENT DU CRIMINEL ET PÉNAL		4	28 686,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	28 686,00 \$
SUMAC - FORMATION UTILISATEUR		7	83,63 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	7	83,63 \$
SYST. DE GEST. DE PORTEFEUILLES DES PROJETS ET ACT		3	58,48 \$
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	3	58,48 \$
SYSTÈME CUMULATEUR DE TEMPS		105	7 110,05 \$
	ICO TECHNOLOGIES INC.	28	5 481,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	77	1 628,28 \$
SYSTÈME CUMULATEUR DE TEMPS - POSTE COMMUN		20	179,04 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	20	179,04 \$
SYSTÈME DE FIXATION DES CAUSES À LA JEUNESSE		4	1 195,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	1 195,18 \$
SYSTÈME D'INFO. SUR RÔLES ET ASSIGNATIONS (SIRA)		26	4 117,28 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	26	4 117,28 \$
SYSTÈME GESTION CNR - VOLET OFFICIERS DE JUSTICE		1	11,23 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	11,23 \$
TABLE D'ÉCHANGE ACCÈS À L'INFORMATION		3	619,85 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	619,85 \$
TABLE D'ÉCHANGE EN DROIT AUTOCHTONE		7	1 315,44 \$
	MIN. RESSOURCES NATURELLES QC	4	736,49 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	578,95 \$
TABLE D'ÉCHANGE EN LÉGISLATION		23	4 587,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	23	4 587,15 \$
TABLE D'ÉCHANGE JURIDICO-TECHNOLOGIQUE		2	378,29 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	378,29 \$
TABLE D'ÉCHANGE SUR LA VÉRIFICATION INTERNE		1	218,64 \$
	FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE	1	218,64 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
TABLE PROFESSIONNELS DSJCNR : ÉCHANGE & DISCUSSION		28	2 477,18 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	28	2 477,18 \$
TABLE SUR LES CONTRATS		4	687,44 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	4	687,44 \$
TABLE SUR LES FAILLITES		3	1 041,64 \$
	MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC	3	1 041,64 \$
TABLEAU DE BORD DE GESTION		1	1 336,52 \$
	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	1	1 336,52 \$
TABLEAU DE BORD, INDICATEURS DES PROJETS TI		1	609,67 \$
	CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVEL. DES COMPÉT. (CLDC)	1	609,67 \$
TARIF CIVIL (PHASE II)		50	3 055,04 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	50	3 055,04 \$
TARIF CRIMINEL		52	2 876,72 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	52	2 876,72 \$
TARIF DES TÉMOINS		59	3 047,60 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	59	3 047,60 \$
TARIF PÉNAL		31	1 311,48 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	31	1 311,48 \$
TARIF PÉNAL ADULTE		12	622,25 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	12	622,25 \$
TECHNICIEN EN DROIT		1	182,77 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	182,77 \$
TECHNICIEN EN DROIT JEUNESSE		1	1 634,50 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	1 634,50 \$
TECHNICIEN JURIDIQUE / CHEF D'ÉQUIPE		1	152,04 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	152,04 \$
TIREURS ACTIFS		349	46 880,83 \$
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	349	46 880,83 \$
TITULAIRE DE PERSONNE PHYSIQUE		19	4 332,96 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	19	4 332,96 \$
TOUT CE QUE VOUS AVEZ À SAVOIR EXPERTISE D'ÉCRITURE		2	205,89 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	205,89 \$
TRANSFERT DE CONNAISSANCES - ADMINISTRATION		3	387,72 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	387,72 \$
TRANSFERT DE CONNAISSANCES - VIRTUO		2	378,00 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	378,00 \$
TRANSFERT DE CONNAISSANCES GESFFOR, ROBO-HELP, GERH		3	2 477,15 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	3	2 477,15 \$
TRANSFERT DE CONNAISSANCES RH		2	163,80 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	163,80 \$
TRAVAIL DE BUREAU AU GREFFE CRIMINEL		2	2 409,61 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	2 409,61 \$
TRAVAIL DU GREFFIER AUDIENCIER AU CRIMINEL		2	10 770,76 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	10 770,76 \$
TROUSSE AUX PETITES CRÉANCES		2	150,76 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	150,76 \$
TSM TIVOLI		1	624,75 \$
	CGI	1	624,75 \$
TUTELLE, ADOPTION ET PROJETS PERM. PROTECTION JEU.		1	188,04 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	188,04 \$
UNIDROIT		25	2 598,93 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	25	2 598,93 \$

TITRE DE LA FORMATION	FOURNISSEUR INTERNE OU EXTERNE	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT TOTAL
UTILISATION D'INFO GREFFE		1	47,81 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	1	47,81 \$
UTILISATION DU SYSTÈME DE RÉSERVATION DE SALLE		2	89,06 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	2	89,06 \$
VISIO-CONFÉRENCE		9	180,11 \$
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	9	180,11 \$
VISITE CENTRE DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES COG		2	177,78 \$
	ASIQ	2	177,78 \$
VM-010 INSTALLATION ET CONFIGURATION VERSION ESX		1	2 453,47 \$
	VERSALYS	1	2 453,47 \$
VMWARE VIEW: INSTALL, CONFIGURE, MANAGE v5.1		1	5 008,15 \$
	AFI EXPERTISE	1	5 008,15 \$
VOUS ENGAGERIEZ-VOUS COMME PATRON?		1	1 082,04 \$
	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	1	1 082,04 \$
WEB110 SITE WEB ERGONOMIQUES		1	1 298,51 \$
	TECHNOLOGIA CONSEIL / TECHNOLOGIA FORMATION	1	1 298,51 \$
WEBINAIRE : COSO 2013		1	81,99 \$
	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES DU CANADA (IIA)	1	81,99 \$
XEROX		111	2 706,82 \$
	XEROX CANADA	111	2 706,82 \$
TOTAL		7 430	1 938 845,59 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LIEU	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS	NOM DE LA FORMATION
BOUCHERVILLE	885 \$	28 NOVEMBRE 2013	3	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC - COLLOQUE
QUÉBEC	398.14 \$	AUTOMNE 2013	1 - UNIVERSITÉ LAVAL	MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE AVANCÉE EN DROIT

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM ET LIEU DE LA FORMATION	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS
2E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES VILLES AMIES DES AÎNÉS (QUÉBEC)	628.25 \$	2013-09-09	1
6 ^e CONGRÈS INTERNATIONAL ET 29 ^e CONGRÈS ANNUEL DU CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIEN (ONTARIO)	2 150 \$	2013-05-26	1
AUTORISATIONS JUDICIAIRES DE FRAIS : L'ÉTENDUE ET LES LIMITES DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION ET L'INTÉGRITÉ DE SA PERSONNE (MONTRÉAL)	109.23 \$	2013-10-01	1
CLIC_MARC (MONTRÉAL)	1 286.59 \$	2013-05-28	20
COACHING MÉDIAS SOCIAUX (MONTRÉAL)	716.80 \$	2014-02-21	2
COLLOQUE ANNUEL DU RIPPH (LES DÉFIS DE LA PARTICIPATION SOCIALE DES AÎNÉS AYANT DES INCAPACITÉS) (QUÉBEC)	502.80 \$	2013-11-01	1
COLLOQUE DE LA CHILD WELFARE LEAGUE OF CANADA (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-14	2
COLLOQUE EN DROIT DE LA JEUNESSE (QUÉBEC)	403.80 \$	2014-01-15	2
COLLOQUE JACQUES-YVAN MORIN – DE LA CHARTE DES DROITS DE L'HOMME POUR LE QUÉBEC À LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE (MONTRÉAL)	75.00 \$	2014-03-13	1
COLLOQUE LA VILLE SOUS NOS PIEDS (MONTRÉAL)	75.00 \$	2013-11-20	1
COLLOQUE L'EXPLOITATION FINANCIÈRE DES PERSONNES AÎNÉES : PRÉVENTION, RÉOLUTION ET SANCTION (QUÉBEC)	385.89 \$	2013-05-09	1
COLLOQUE SUR LE THÈME DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (ILE DE LA RÉUNION)	1 720 \$	2014-02-22	1
COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RECONCILIATION (MONTRÉAL)	32.15 \$	2013-04-25	3
COMMISSION D'ENQUÊTE ET ENQUÊTE ADMINISTRATIVE (MONTRÉAL)	35.00 \$	2013-09-13	1
CONCEPT ET OUTILS DE L'ERGONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT SUR L'UTILISATEUR (MONTRÉAL)	1 367.20 \$	2014-02-06	2
CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (NOUVELLE-ÉCOSSE)	2 975 \$	2013-05-29	2
CONFÉRENCE BIENNALE DU CANADIAN COUNCIL OF CHILD AND YOUTH ADVOCATES (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	2 900 \$	2013-09-26	2
CONFÉRENCE : COMMUNIQUER, UN ART (MONTRÉAL)	3 876.85 \$	2013-06-05	87
CONFÉRENCE : INTERVENIR FACE À LA TRAITE HUMAINE : VERS UNE ACTION CONCERTÉE (MONTRÉAL)	50.00 \$	2013-04-12	2
CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT (QUÉBEC)	611.72 \$	2013-04-09	2
CONGRÈS ANNUEL 2013 DU BARREAU (MONTRÉAL)	425.00 \$	2013-05-31	1
COURS D'ANGLAIS (QUÉBEC)	1 625 \$	2014-01-01	2
COURS DE CONVERSATION EN ANGLAIS EN ENTREPRISE (MONTRÉAL)	608.00 \$	2013-04-01	1
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANCOPHONE DES COMMISSIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (FRANCE)	3 475 \$	2013-11-07	1
COURS D'ÉTÉ RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT À L'UNIVERSITÉ DE MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK)	2 095 \$	2013-07-16	2
COURS UNIVERSITAIRE : CLIENTÈLES EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION ET ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES EN INTERVENTION (MONTRÉAL)	0 \$	2014-02-24	1
COURS UNIVERSITAIRE : DEVENIR TIERCE PARTIE NEUTRE	340.33 \$	2013-10-16	1
COURS UNIVERSITAIRE : ÉVALUATION DES HABILITÉS ET CROISSANCE ET PRINCIPAUX ENJEUX (MONTRÉAL)	611.16 \$	2014-02-26	1
COURS UNIVERSITAIRE : GOUVERNANCE INTERNATIONALE ET INTRODUCTION À LA THÉORIE GÉNÉRALE DU DROIT (MONTRÉAL)	628.32 \$	2014-03-03	1

NOM ET LIEU DE LA FORMATION	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS
COURS UNIVERSITAIRE : GREFFE PROCÉDURE 1 ^E INSTANCE ET OBLIGATIONS (MONTRÉAL)	0 \$	2014-01-31	1
COURS UNIVERSITAIRE : HISTOIRE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-02-28	1
COURS UNIVERSITAIRE : INTRODUCTION À LA THÉORIE GÉNÉRALE DU DROIT (MONTRÉAL)	\$	2013-11-08	1
COURS UNIVERSITAIRE : MARKETING (MONTRÉAL)	384.23 \$	2014-01-28	1
COURS UNIVERSITAIRE : MÉDIATION PRATIQUE GÉNÉRALE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-03-14	1
COURS UNIVERSITAIRE : RECHERCHE JURIDIQUE INFORMATISÉE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-02-21	1
DÉSAMORCER LES CONFLITS AU TRAVAIL (MONTRÉAL)	1 609.92 \$	2014-03-20	12
DÉVELOPPER ET OPTIMISER SA MÉMOIRE	409.30 \$	2013-05-13	1
DÎNER-CONFÉRENCE SUR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE (MONTRÉAL)	40.24 \$	2014-01-15	1
DISCRIMINATION EN DROIT DU TRAVAIL : DIALOGUE AVEC LA DOCTRINE AMÉRICAINE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-03-11	1
DIVERSITÉ LINGUISTIQUE AU QUÉBEC : ENJEUX SOCIÉTAUX ET INDIVIDUELS (MONTRÉAL)	10.16 \$	2013-11-07	1
DOMMAGES EN VERTU DE LA CHARTE (MONTRÉAL)	241.00 \$	2013-12-11	37
DROIT DE L'ACCOMMODEMENT 2013 (MONTRÉAL)	2 989.84 \$	2013-04-24	5
DROIT DU TRAVAIL 2013 (MONTRÉAL)	485.93 \$	2013-10-30	1
DYING WITH DIGNITY : DISABILITY AND ASSISTED SUICIDE - A GLOBAL PERSPECTIVE ON DISABILITY, HUMAN RIGHT AND ACCESSING JUSTICE SEMINAR (MONTRÉAL)	0 \$	2014-03-18	1
ENVIRONNEMENT VMWARE SPHERE 5 (MONTRÉAL)	2 250.00 \$	2013-06-28	2
EQUALITY AND THE INDIAN SUPREME COURT : THE NAZ FOUNDATION CASE MONTREAL)	12.50 \$	2014-03-27	1
EXCEL - TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES (MONTRÉAL)	605.80 \$	2014-03-19	1
FORMATION "LES FEMMES ET LE POUVOIR" (MONTRÉAL)	35.00 \$	2014-03-07	1
FORMATION : CE N'EST PAS CE QUE VOUS DITES (MONTRÉAL)	130.00 \$	2014-03-30	1
FORMATION CSST (MONTRÉAL)	0 \$	2013-10-24	5
FORMATION SUR LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-03-26	3
FORMATION SUR LE MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-07	6
FORUM CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR LE DROIT (QUÉBEC)	150.00 \$	2013-10-05	1
FORUM MESURES DE CONTRÔLE EN MILIEU PSYCHIATRIQUE ET DROITS HUMAINS (MONTRÉAL)	70.00 \$	2014-02-27	1
GESTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE (MONTRÉAL)	114.98 \$	2013-11-05	1
GRILLES ACCUEIL ET RECEVABILITÉ (MONTRÉAL)	0 \$	2013-09-24	15
INFOPATH 2010 (MONTRÉAL)	1 610.00 \$	2013-11-27	4
INTERCONNECTING CISCO NETWORKING DEVICES	3 266.50 \$	2013-04-29	1
INTERVENTION PRÉVENTIVE EN SITUATION DE CRISE, D'AGRESSIVITÉ, D'INTIMIDATION ET DE MENACE (MONTRÉAL)	1 368.10 \$	2013-06-11	10
JOURNÉE ANNUELLE DE LA RECHERCHE (QUÉBEC)	317.04 \$	2013-04-30	1
JOURNÉE D'ACTION GLOBALE CONTRE LE RACISME ET POUR LES DROITS DES MIGRANTS, RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES (MONTRÉAL)	20.00 \$	2013-12-18	1
JOURNÉE DES JURISTES EN DROIT DE LA JEUNESSE : UNE PRATIQUE QUI GRANDIT (MONTRÉAL)	1 375.00 \$	2013-10-30	6
JOURNÉE D'ÉTUDE : DEVENIR TIERCE PARTIE NEUTRE (SHERBROOKE)	346.58 \$	2013-08-06	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : DROIT DES AFFAIRES (MONTRÉAL)	349.62 \$	2013-04-12	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : DROITS ADMINISTRATIFS	309.84 \$	2013-04-22	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : ÉVALUATION DES HABILITÉS ET DES BESOINS (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-25	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (MONTRÉAL)	396.03 \$	2013-05-24	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : INFORMATIQUE TECHNIQUE JURIDIQUE (MONTRÉAL)	145.50 \$	2013-11-08	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : INTRODUCTION À LA CONVENTION COLLECTIVE (MONTRÉAL)	0 \$	2013-12-10	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : INTRODUCTION AU DROIT (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-15	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : LA CROISSANCE ET SES PRINCIPAUX ENJEUX (MONTRÉAL)	0 \$	2013-12-02	1

NOM ET LIEU DE LA FORMATION	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS
JOURNÉE D'ÉTUDE : MARKETING (MONTRÉAL)	0 \$	2013-10-25	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : MÉTHODE QUANTITATIVE EN GESTION	421.65 \$	2013-04-19	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : MÉTHODES STATISTIQUES (MONTRÉAL)	335.24 \$	2013-06-21	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : PERSONNES ET FAMILLES TECHNIQUE JURIDIQUE (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-15	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : RECHERCHES DOCUMENTAIRE EN DROIT (MONTRÉAL)	0 \$	2013-12-06	1
JOURNÉE D'ÉTUDE : STRUCTURE DES ORGANISATIONS	354.84 \$	2013-07-11	1
JUSTICE POUR TOUS : RENDRE LA JUSTICE ACCESSIBLE	130.00 \$	2013-07-22	1
LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE DEVANT LES TRIBUNAUX (MONTRÉAL)	0 \$	2014-02-13	1
LA GESTION DES EMPLOYÉS DIFFICILES ET EN DIFFICULTÉ (MONTRÉAL)	189.30 \$	2013-10-25	1
LA PRIVATISATION DE LA JUSTICE CIVILE (MONTRÉAL)	20.00 \$	2013-11-19	1
LA PROTECTION DE PERSONNES VULNÉRABLES (MONTRÉAL)	1 429.99 \$	2014-01-31	3
LAÏCITÉ ET DROITS DE LA PERSONNE	0 \$	2013-11-07	1
LAÏCITÉ, OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DE L'ÉTAT ET PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE (MONTRÉAL)	170.00 \$	2013-11-07	1
LE DROIT À LA VIE PRIVÉE ET INTERNET (MONTRÉAL)	275.00 \$	2013-10-10	1
LE SUCCÈS DANS LA MÉDIATION (MONTRÉAL)	0 \$	2014-02-17	1
LES ENFANTS, JEUNES TRANS, CRÉATIFS DANS LE GENRE (MONTRÉAL)	0 \$	2014-03-03	1
LES LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR CAUSE DE MALADIE OU HANDICAP EN MILIEU DE TRAVAIL (MONTRÉAL)	275.00 \$	2013-10-03	1
LES NATIONALISMES QUÉBÉCOIS FACE À LA DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE (MONTRÉAL)	49.78 \$	2013-05-16	2
LES SERVICES EN BIBLIOTHÈQUE À L'ÈRE NUMÉRIQUE (MONTRÉAL)	14.30 \$	2014-03-21	1
LES TRANSFORMATIONS DE LA FAMILLE CONTEMPORAINE : LA PARENTÉ ET LA FILIATION SOUS LA LOUPE DU DROIT COMPARÉ (MONTRÉAL)	150.00 \$	2013-05-03	3
LES TRANSITIONS À L'ÂGE ADULTE DES JEUNES DE LA RUE (MONTRÉAL)	0 \$	2013-05-13	1
L'ÉTHIQUE ET LES MÉDIAS SOCIAUX : LIMITE DES NORMES ET CORESPONSABILITÉ (QUÉBEC)	626.67 \$	2013-05-27	1
L'INTERCULTURALISME AU QUÉBEC : LE POINT DE VUE D'UN CATALAN (MONTRÉAL)	0 \$	2013-06-12	2
L'OUVREMENT D'UN RÉGIME DE PROTECTION POUR LES PERSONNES INAPTES (MONTRÉAL)	275.00 \$	2013-06-12	1
MÉDIAS SOCIAUX ET OUTILS WEB (MONTRÉAL)	28.60 \$	2014-02-07	2
MENTAL HEALTH KNOWLEDGE NETWORK SERIES (TROI-RIVIÈRES)	94.55 \$	2013-12-03	1
MISE À JOUR DU CATALOGUAGE (MONTRÉAL)	1 500.00 \$	2013-07-03	1
PASSAGE PORTFOLIO MODULE CATALOGUAGE (MONTRÉAL)	0 \$	2013-11-14	1
PRISE DE NOTES ET RÉDACTION DE COMPTES RENDUS (MONTRÉAL)	2 347.50 \$	2013-04-12	5
PROFILAGE RACIAL (MONTRÉAL)	90.72 \$	2013-06-05	45
RÉDACTION ET SYNTHÈSE (SHERBROOKE)	125.00 \$	2013-05-09	1
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 (MONTRÉAL)	0 \$	2013-04-08	2
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (QUÉBEC)	184.88 \$	2013-11-19	1
REVUE ANNUELLE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA EN MATIÈRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL (MONTRÉAL)	198.00 \$	2014-03-25	2
SECOURISME (QUÉBEC)	70.74 \$	2013-12-05	4
SÉMINAIRE SUR LE FONCTIONNEMENT DU PROCESSUS DÉCISIONNEL DU GOUVERNEMENT ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE À L'ÉGARD DES PROJETS DE LOI ET DE RÉGLEMENT (QUÉBEC)	222.05 \$	2013-10-31	1
SESSION D'ACCUEIL DES NOUVEAUX TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR (QUÉBEC)	622.34 \$	2013-11-27	2
TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE - PRÉPARATION DU PROCÈS (MONTRÉAL)	275.00 \$	2013-10-30	1
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (MONTRÉAL)	14.30 \$	2013-09-30	1

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS	NOM DE LA FORMATION
MONTRÉAL	52 \$	18 AVRIL 2013	1	CONFÉRENCE: "LES ABUS DE PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS QUÉBÉCOIS."
MONTRÉAL	65 \$	3 MAI 2013	1	FORMATION: "RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE ET POLITIQUE D'EMPLOI: CONTRAINTE, COMPÉTITION, MOBILITÉ"
MONTRÉAL	790 \$	30 MAI AU 1 ^{ER} JUIN 2013	1	CONGRÈS ANNUEL
MONTRÉAL	281 \$	6 JUIN 2013	1	COURS DE BASE EN DROIT.
MONTRÉAL	372 \$	12 SEPTEMBRE 2013	1	JOURNÉE DU BARREAU - RÉCEPTION DINATOIRE
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "DROIT CRIMINEL: RÉCENTS DÉVELOPPEMENT DE LA CSC / PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT - SANTÉ MENTALE - COUR MUNICIPALE."
MONTRÉAL	117 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "DROIT DE LA FAMILLE - JURISPRUDENCE / VALIDITÉ DES CONVENTIONS."
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "FAUTE INDIVIDUELLE ET MANIFESTATION SPONTANÉE DE JOIE (1457 C.C.Q.) VERSUS FAIT COLLECTIF FAUTIF (1480 C.C.Q.)."
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "LA PREUVE: LE CONTRAT VERBAL / L'ADMISSIBILITÉ, LA COMMUNICATION ET LA PRODUCTION DE CERTAINS ÉCRITS ."
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "L'ARRÊT ST-ONGE-LAMOUREUX DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA, SON INTERPRÉTATION, SES CONSÉQUENCES."
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "NOS AMIS LES POLICIERS ET LA CHARTE: BONNE OU MAUVAISE FOI, VOILÀ LA QUESTION!"
MONTRÉAL	117 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "PROTECTION DE LA JEUNESSE - JURISPRUDENCE / ÉTUDE PLUS PARTICULIÈRE DE 3 DÉCISIONS."
MONTRÉAL	59 \$	27 SEPTEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "REVUE JURISPRUDENTIELLE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE DE LA DERNIÈRE ANNÉE EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS."
TROIS-RIVIÈRES	274 \$	26 AU 29 SEPTEMBRE 2013	1	CONGRÈS 2013
MONTRÉAL	1 125 \$	30 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2013	1	FORMATION: "PROGRAMMATION ASP. NET 4.5"
MONTRÉAL	255 \$	1 OCTOBRE 2013	1	FORMATION: "LA PRESCRIPTION."
MONTRÉAL	255 \$	1 OCTOBRE 2013	1	FORMATION: "LA SOLIDARITÉ ET L'OBLIGATION."
MONTRÉAL	130 \$	1 OCTOBRE 2013	2	CONFÉRENCE: " PUGE: ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE."
MONTRÉAL	59 \$	10 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "COMMUNICATION NON VERBALE ET DÉTECTION DU MENSONGE."
MONTRÉAL	59 \$	10 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "DES "PRÊTS-À-PLAIDER" EN MATIÈRE FAMILIALE."
MONTRÉAL	59 \$	10 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "JURISPRUDENCE RÉCENTE DU COMITÉ DE RÉVISION."
MONTRÉAL	59 \$	10 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "MODIFICATION AU RÉGIME D'ASSURANCE-EMPLOI: NOUVEAU MÉCANISME D'APPEL ET MODULATION DE LA NOTION D'EMPLOI CONVENABLE."
MONTRÉAL	95 \$	23 OCTOBRE 2013	1	WEBINAIRE "LES LIGNES DIRECTRICES FÉDÉRALES DE FIXATION DE PENSION ALIMENTAIRE POUR L'ENFANT."
MONTRÉAL	78 \$	28 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "LES NOUVEAUX TARIFS DE L'AIDE JURIDIQUE ET REVUE JURISPRUDENTIELLE."
MONTRÉAL	29 \$	28 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "LES NOUVEAUX TARIFS DE L'AIDE JURIDIQUE ET FACTURATION EN LIGNE DES HONORAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE"

LIEU	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS	NOM DE LA FORMATION
MONTRÉAL	78 \$	28 OCTOBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "DANS LES COULOIRS DE L'INSTITUT PHILIPPE-PINEL"
MONTRÉAL	275 \$	5 NOVEMBRE 2013	1	FORMATION: "SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS."
MONTRÉAL	3 200 \$	6 NOVEMBRE 2013	28	FORMATION: "COMMUNICATION ET TRAVAIL D'ÉQUIPE."
* LONGUEUIL	49 675 \$	6 AU 8 NOVEMBRE 2013	379	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTRÉAL	455 \$	11 NOVEMBRE 2013	1	COLLOQUE: "DROIT DE L'ENFANT."
MONTRÉAL	59 \$	22 NOVEMBRE 2013	12	ACTIVITÉ: "LE SAH ET LA SARPA - UN DÉFI DE GESTION POUR LE RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE."
MONTRÉAL	446 \$	27 NOVEMBRE 2013	1	COLLOQUE: "CINQ GRANDS DÉFIS DE LA PREUVE CIVILE."
MONTRÉAL	174 \$	28 JANVIER 2014	1	CONFÉRENCE: "DE CHOSES ET D'AUTRES EN DROIT DE LA FAMILLE."
MONTRÉAL	454 \$	31 JANVIER 2014	1	COLLOQUE: "PERSONNES VULNÉRABLES"
MONTRÉAL	25 \$	6 FÉVRIER 2014	1	CONFÉRENCE: "L'ART DE CONCOCTER ET SERVIR UNE CONFÉRENCE DIGNE DES GRANDS MAÎTRES."
MONTRÉAL	1 195 \$	7 FÉVRIER 2014	15	ACTIVITÉ: "PROMOUVOIR LA SANTÉ ET LA PERFORMANCE PAR LE TRAVAIL EN ÉQUIPE"
MONTRÉAL	195 \$	10 FÉVRIER 2014	1	FORMATION SUR CRYSTAL REPORT
MONTRÉAL	248 \$	12 FÉVRIER 2014	1	FORMATION: "RECOURS DROIT SUCCESSION."
LA MALBAIE	1 000 \$	19 AU 21 FÉVRIER 2014	2	COLLOQUE 2014
QUÉBEC	370 \$	20 FÉVRIER 2014	1	FORMATION: "NÉGOCIATION EFFICACE."
LONGUEUIL	110 \$	28 FÉVRIER 2014	1	FORMATION: "SEUL DEVANT LA COUR (TRAITER AVEC LA PARTIE NON-REPRÉSENTÉE)"
MONTRÉAL	70 \$	3 MARS 2014	1	"LA COMPTABILITÉ ET LES NORMES"
MONTRÉAL	110 \$	6 MARS 2014	1	CONFÉRENCE: "LA DICTATURE AFFECTIVE (ALIÉNATION PARENTALE)."
MONTRÉAL	99 \$	20 MARS 2014	1	CONFÉRENCE: "QUELQUES OBJECTIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE LITIGE CIVILE: LE PRIVILÈGE DE L'ENQUÊTE, LA SURVEILLANCE ET FILATURE ET L'ACCÈS AU DOSSIER MÉDICAL"
MONTRÉAL	510 \$	21 MARS 2014	2	FORMATION: "REQUÊTES À LA C.A."

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

LIEU	COÛT	DATE DE PARTICIPATION	NBR DE PARTICIPANTS	NOM DE LA FORMATION
LONGUEUIL	97,00\$	15/06/2012	1	SANTÉ CSST
MONTRÉAL	0	29-30/11/2012	1	SANTÉ CSST
MONTRÉAL	0	21-10-2013	1	SAGIR 2
MONTRÉAL	0	22-11-2013	2	SAGIR 2
MONTRÉAL	0	04-11-2013	1	CONSOLIDATION OP.FIN DU GOUVERNEMENT
MONTRÉAL	0	05-11-2013	1	CONSOLIDATION OP. FIN. DU GOUVERNEMENT
MONTRÉAL	0	03-12-2013	2	SAGIR 2
MONTRÉAL	0	28-01-2014	1	NORMES COMPTABLE DU SECTEUR PUBLIC
MONTRÉAL	0	29-01-2014	1	SAGIR 2
MONTRÉAL	0	03-02-2014	1	SÉCURITÉ PUBLIQUE
MONTRÉAL	0	17-02-2014	1	SÉCURITÉ PUBLIQUE
MONTRÉAL	625,00\$	21-03-2013	1	RECOURS COLLECTIFS
MONTRÉAL	120,72\$	19-04-2013	1	LANGAGE CORPOREL
MONTRÉAL	49,70 \$	03-05-2013	1	DÉONTOLOGIE 13
MONTRÉAL	656,51\$	20-03-2014	1	RECOURS COLLECTIFS
MONTRÉAL	40,24 \$	07-03-2014	1	FEMMES ET LE POUVOIR
QUÉBEC	0 \$	19-11-2013	1	ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE/ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NBR DE PARTICIPANTS	COÛT
PLANIFICATION DE LA RETRAITE		6	1 500,00 \$
	CÉGEP MARIE-VICTORIN	1	250,00 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	5	1 250,00 \$
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT AU QUÉBEC		2	990,00 \$
	ÉDITIONS YVON BLAIS (LES)	2	990,00 \$
CONFÉRENCE LEGAL.IT		3	915,85 \$
	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	3	915,85 \$
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉVALUATION FONCIÈRE DU QUÉBEC		1	375,00 \$
	ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉVALUATION FONCIÈRE DU QUÉBEC	1	375,00 \$
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC		1	625,00 \$
	ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	1	625,00 \$
ACCÈS INFORMATION CONGRÈS 2013		3	617,00 \$
	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	3	617,00 \$
LES ABUS DE PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS QUÉBÉCOIS		2	104,37 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	2	104,37 \$
XXE CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT; REDÉFINIR LA GOUVERNANCE PUBLIQUE		8	2 600,00 \$
	CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	8	2 600,00 \$
29ÈME CONGRÈS DU CTAC À TORONTO		2	2 320,00 \$
	CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	2	2 320,00 \$
CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES SECRÉTAIRES PROFESSIONNELLES DU QUÉBEC		1	384,00 \$
	FÉDÉRATION DES SECRÉTAIRES PROFESSIONNELLES DU QUÉBEC INC.	1	384,00 \$
DÉONTOLOGIE 13		1	454,00 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	454,00 \$
CERTIFICATION GPEN		1	478,59 \$
	THE SANS INSTITUTE	1	478,59 \$
CERTIFICATION GSEC		0	244,33 \$
	THE SANS INSTITUTE		244,33 \$
COLLOQUE QUÉBÉCOIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE		4	3 637,00 \$
	COLLOQUE QUÉBÉCOIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	4	3 637,00 \$
COLLOQUE DE LA CJAQ: UNE JUSTICE ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE: UN DES FONDEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ INTÈGRE.		39	10 770,00 \$
	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	39	10 770,00 \$
SECRET PROFESSIONNEL OU SECRET DE POLICHINELLE		15	1 045,00 \$
	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	15	1 045,00 \$
ACCIDENTS D'AUTOS		2	908,00 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	2	908,00 \$
ORACLE DATABASE 11G		1	4 250,00 \$
	ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	1	4 250,00 \$
ACCÈS INFORMATION		1	3 860,00 \$
	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	1	3 860,00 \$
L'ART DE CONCOCTER ET SERVIR UNE CONFÉRENCE DIGNE DES GRANDS MAÎTRES		3	65,22 \$
	BARREAU DE MONTRÉAL	3	65,22 \$

NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE/ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NBR DE PARTICIPANTS	COÛT
PARTICIPATION AUX CERCLES DE GESTION INTERMÉDIAIRES		3	75,00 \$
	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	3	75,00 \$
COLLOQUE ANNUEL 2013: L'ÉTHIQUE ET LES MÉDIAS SOCIAUX: LIMITES DES NORMES ET CORESPONSABILITÉ		1	225,00 \$
	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	1	225,00 \$
RENCONTRE ANNUELLE DES CADRES		2	500,00 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	2	500,00 \$
LA RETRAITE: AVENTURE OU MÉSAVENTURE		1	400,00 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1	400,00 \$
DROIT DE GÉRANCE VERSUS HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE		1	250,00 \$
	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1	250,00 \$
COLLOQUE ANNUEL: GARDEZ L'ÉQUILIBRE FACE AU CHANGEMENT		1	240,00 \$
	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR « ADMINISTRATION PROVINCIALE »	1	240,00 \$
RÉVISION JUDICIAIRE		1	109,50 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	109,50 \$
NOUVELLE TENDANCE EN GOUVERNANCE		1	305,00 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	305,00 \$
CONGRÈS 2013 DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC		1	795,00 \$
	ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	1	795,00 \$
COLLOQUE: TOXICOMANIE ET DOUBLE DIAGNOSTIC		1	150,00 \$
	INSTITUT PHILIPPE-PINEL	1	150,00 \$
JOURNÉE SUR LE DSM-5		2	250,00 \$
	INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL	2	250,00 \$
ANGLAIS		1	1 707,00 \$
	CENTRE DE FORMATION BERLITZ	1	1 707,00 \$
HABILITÉS DE DIRECTION ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES RESSOURCES HUMAINES		1	311,18 \$
	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	311,18 \$
COURS SUR LE PROFESSIONNALISME		2	50,00 \$
	ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	2	50,00 \$
JOURNÉE DES ACQUISITIONS		2	384,00 \$
	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	384,00 \$
TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE ET GESTION DU CHANGEMENT		1	700,00 \$
	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	700,00 \$
DÉTERMINATION DES EXIGENCES		1	350,00 \$
	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	350,00 \$
PETITS DÉJEUNERS DE LEADERSHIP		5	480,00 \$
	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	5	480,00 \$
IMAGERIE MÉDICALE		13	800,00 \$
	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	13	800,00 \$
COLLOQUE CCH; FAIRE DE LA MÉDIATION COMMERCIALE UN OUTIL VRAIEMENT EFFICACE POUR VOTRE PRATIQUE.		1	446,25 \$
	PUBLICATIONS CCH LTÉE	1	446,25 \$
COACHING DE GESTION		3	1 275,00 \$
	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3	1 275,00 \$
RÉUNION MOBILISATRICES ET EFFICACES (#SP-680G)		1	425,00 \$
	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	425,00 \$
COLLOQUE: SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		1	495,00 \$
	EDITIONS YVON BLAIS (LES)	1	495,00 \$

NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE/ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NBR DE PARTICIPANTS	COÛT
CULTIVER UNE JUSTICE ACCESSIBLE		1	275,00 \$
	ÉDUCALOI	1	275,00 \$
CONGRÈS API: FAIRE FACE À LA DOULEUR PSYCHIQUE: EXPÉRIENCE CLINIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONNAISSANCE EN PSYCHANALYSE		1	740,42 \$
	ÉVANGÉLISTE, MARIO	1	740,42 \$
COLLOQUE 2013: POUR VIVRE LA TRANSITION AUTREMENT, PONGEZ DANS LE CHANGEMENT		2	260,00 \$
	FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE	2	260,00 \$
QUELQUES ASPECTS DU STATUT JURIDIQUE DES JUGES ET DES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS		1	99,00 \$
	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	1	99,00 \$
LA COMMUNICATION NON VERBALE EN AFFAIRES		1	369,99 \$
	LE GROUPE MOTIVATION PERFORMANCE PLUS	1	369,99 \$
COURS DE PERFECTIONNEMENT POUR NOTAIRE		1	522,50 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DE QUÉBEC	1	522,50 \$
FORMATION INTRODUCTIVE SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS		1	800,00 \$
	PARADIS & LEMIEUX AVOCATS	1	800,00 \$
CINQ GRANDS DÉFIS DE LA PREUVE CIVILE		1	595,00 \$
	PUBLICATIONS CCH LTÉE	1	595,00 \$
RÔLE-CONSEIL AUPRÈS: COMMENT SOUTENIR CETTE CLIENTÈLE DANS LA GESTION DES EMPLOYÉS AUX COMPORTEMENTS DIFFICILES.		1	295,00 \$
	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	295,00 \$
MISE À JOUR DE LA JURISPRUDENCE RENDUE EN 2011-2012 EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE		1	295,00 \$
	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	295,00 \$
LA SAINTE GESTION DE VOS EMPLOYÉS, UN DÉFI VERS LA PERFORMANCE.		2	750,00 \$
	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	2	750,00 \$
35È ÉDITION DE LA JIQ: L'EXPÉRIENCE TI		5	950,00 \$
	RESEAU ACTION TI, QUÉBEC	5	950,00 \$
MS-EXCEL 2007 DÉBUTANT RÉGULIER FRANÇAIS		1	660,00 \$
	SYNESIS - VERSALYS	1	660,00 \$
MS-EXCEL 2007/2010 DÉBUTANT INTERMÉDIAIRE FRANÇAIS		1	660,00 \$
	SYNESIS - VERSALYS	1	660,00 \$
FORMATION SUR APPAREILS XEROX		1	137,50 \$
	XEROX CANADA LTEE	1	137,50 \$
CONGRÈS 2013		1	790,00 \$
	BARREAU DU QUÉBEC	1	790,00 \$
CONGRÈS DE L'ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC		1	325,00 \$
	ORDRE DES EVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	1	325,00 \$
INTERNATIONAL ACADEMY OF MEDIATORS, SPRING CONFERENCE 2013, TORONTO		1	500,00 \$
	INTERNATIONAL ACADEMY OF MEDIATORS	1	500,00 \$
GESTION DE PROJETS; GESTION DU CHANGEMENT		1	222,42 \$
	HEC MONTRÉAL	1	222,42 \$
GESTION DE PROJETS; APPLICATION EN DÉVELOPPEMENT DES LOGICIELS		1	216,78 \$
	HEC MONTRÉAL	1	216,78 \$

NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE/ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NBR DE PARTICIPANTS	COÛT
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASPECTS JURIDIQUES DES AFFAIRES		1	444,84 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	444,84 \$
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT DES PERSONNES		1	216,78 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	216,78 \$
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT PÉNAL		1	216,78 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	216,78 \$
CERTIFICAT EN CRIMINOLOGIE; DÉVIANCE, DÉLINQUANCE ET CRIMINALITÉ		1	222,42 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	222,42 \$
CERTIFICAT EN CRIMINOLOGIE; THÉORIE DE LA PSYCHOCRIMINOLOGIE		1	433,56 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	433,56 \$
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASPECTS JURIDIQUES DES AFFAIRES		1	444,84 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	444,84 \$
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT DES PERSONNES		1	216,78 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	216,78 \$
CERTIFICAT EN DROIT; DROIT PÉNAL		1	216,78 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	216,78 \$
CERTIFICAT EN CRIMINOLOGIE; DÉVIANCE, DÉLINQUANCE ET CRIMINALITÉ		1	222,42 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	222,42 \$
CERTIFICAT EN CRIMINOLOGIE; THÉORIE DE LA PSYCHOCRIMINOLOGIE		1	433,56 \$
	UNIVERSITÉ LAVAL	1	433,56 \$
BACCALAURÉAT EN TRAVAIL SOCIAL; EXERCICE DU TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU INSTITUTIONNEL ET COMMUNAUTAIRE. RAPPORTS DE SEXE, VIE PRIVÉE ET INTERVENTION SOCIALE		1	444,84 \$
	UQAM	1	444,84 \$
CERTIFICAT; GESTION D'ENTREPRISE		1	433,56 \$
	HEC MONTRÉAL	1	433,56 \$
TOTAL		176	58 742,68 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LISTE DES FORMATIONS SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

	PARTICIPANTS	COÛT
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC (TABLEAU 1)	40	83 870 \$
AU QUÉBEC (TABLEAU 2) *	1325	622 327 \$
AU QUÉBEC (TABLEAU 2) **	1353	169 033 \$
TOTAL	2 718	875 230 \$

* TOTAL DES COÛTS QUI SONT IDENTIFIÉS PAR FORMATION.

** TOTAL DES COÛTS QUI NE PEUVENT ÊTRE IDENTIFIÉS PAR FORMATION (MENTION N/D).

TABLEAU 1 - EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

FORMATION	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
RENCONTRE DE TRAVAIL DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF) ET CONFÉRENCE ORGANISÉE PAR L'INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ DE LA JUSTICE (INHJS)	PARIS (FRANCE)	1	3 829 \$
49 ^E CONFÉRENCE DU COMITÉ FPT (FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES	EDMONTON (ALBERTA)	2	4 508 \$
CONFÉRENCE ET "SUMMER MEETING" DU "NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION" (NDAA)	SAN DIEGO (CALIFORNIE)	2	8 881 \$
76 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE SUR LA JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS, "NATIONAL COUNCIL OF JUVENAL AND FAMILY COURT JUDGES"	SEATTLE (WASHINGTON)	2	6 178 \$
3 ^E CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS	PROVIDENCE (RHODE ISLAND)	5	5 109 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS DU CANADA	VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	1	2 499 \$
18 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) ET RENCONTRE ANNUELLE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AIPP	MOSCOU (RUSSIE)	3	8 628 \$
FORMATION SPÉCIALISÉE AUPRÈS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM) DE PARIS SUR LES SERVICES DE POURSUITES FRANÇAIS ET STAGE EN JURIDICTION AUPRÈS DE PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS ET À BORDEAUX	PARIS (FRANCE)	3	22 459 \$
"BOARD MEETINGS AND CONFERENCES" DU "NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION" (NDAA)	SAN ANTONIO (TEXAS)	1	1 850 \$
CONFÉRENCE "HANDS ACROSS THE BORDER"	PORTLAND (MAINE)	11	5 945 \$
7 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE INTERPROVINCIALE SUR LE CRIME ORGANISÉ	TORONTO (ONTARIO)	3	3 189 \$
CONFÉRENCE "NATIONAL LIAISON COMMITTEE ON PROCEEDS OF CRIME"	OTTAWA (ONTARIO)	1	288 \$
CONFÉRENCE "CROWN KNOWLEDGE MANAGEMENT AND INFORMATION SHARING"	TORONTO (ONTARIO)	2	2 103 \$
SÉRIES DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À BRUXELLES ET RENCONTRES AVEC L'INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS (IAP) ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF)	BRUXELLES (BELGIQUE)	1	3 892 \$
CONFÉRENCIER À LA 3 ^E CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN. LE THÈME PORTE SUR LE RÔLE DU PROCUREUR POUR COMBATTRE LE CRIME FINANCIER	ZAMBIE (AFRIQUE)	1	4 376 \$
FORUM "ALLOCATION METHODOLOGY" AU SUJET DE "FULL-TIME EQUIVALENT" (FTE)	TORONTO (ONTARIO)	1	137 \$
TOTAL		40	83 870 \$

TABLEAU 2 – AU QUÉBEC

FORMATIONS		FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2013					
MIEUX COMPRENDRE L'EXPÉRIENCE DE VICTIMISATION ET LES PERSONNES VICTIMES : S'OUTILLER ET RÉFLÉCHIR ENSEMBLE AUX MOYENS POUR FACILITER LEUR PASSAGE DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE		CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)			
PRÉSENTATION DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE DES PROCUREURS (PAPP)		GRACE MC COLLOUGH, PSYCHOLOGUE DIRECTRICE DES SERVICES D'AIDE AUX EMPLOYÉS CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)			
APPRIVOISER LES FORCES DU STRESS		DR SERGE MARQUIS, PSYCHOLOGUE T.O.R.T.U.E.	FAIRMONT LE MANOIR RICHELIEU	508	385 325 \$
POURSUIVANTS DU QUÉBEC – UN PROFIL RECHERCHÉ EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE PROJETS D'APPUI À LA JUSTICE PÉNALE		ME STÉPHANE BOURGON, AD. E. CONSEIL DE LA DÉFENSE – DROIT PÉNAL INTERNATIONAL			
L'ACTION INTERNATIONALE DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES		ME SABIN OUELLET, PROCUREUR EN CHEF AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, BUREAU DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DU DPCP			
FORMATION PROJET JEUNESSE					
REVUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME ET LA COUR D'APPEL		ME ISABELLE DORAS, DPCP			
QUOI FAIRE ET NE PAS FAIRE À LA COUR		HONORABLE ANN-MARIE JONES, JUGE COORDONNATRICE À LA COUR DU QUÉBEC -CHAMBRE DE LA JEUNESSE, HONORABLE ANDRÉ VINCENT, JUGE COORDONNATEUR DE LA COUR SUPÉRIEURE - CHAMBRE CRIMINELLE ET HONORABLE FRANÇOIS DOYON, JUGE À LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC			
RENCONTRE AVEC LE DIRECTEUR ET LA DIRECTRICE ADJOINTE		ME CLAUDE LACHAPPELLE ET ME ANNICK MURPHY, BUREAU DU DIRECTEUR DU DPCP	COUR D'APPEL DE MONTRÉAL À MONTRÉAL	55	10 207 \$
FORMATION MÉDIA		ME MARTINE BÉRUBÉ, ME RENÉ VERRÉT ET ME JEAN-PASCAL BOUCHER, BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION DU DPCP			
LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ AU QUÉBEC		ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD, BUREAU DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DU DÉVELOPPEMENT DU DPCP			
ÉCOLES DES POURSUIVANTS – SESSION ÉTÉ 2013					
CONDUITE AVEC UN TAUX D'ALCOOLÉMIÉ SUPÉRIEUR À LA LIMITE PERMISE		DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP)		27	
ARRÊSTATION, DÉTENTION ET INTRUSIONS ÉTATIQUES		DPCP		33	
ASSISES CRIMINELLES		DPCP		24	
DROIT PÉNAL STATUTAIRE		DPCP		27	
INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL ET DE MALTRAITANCE		DPCP		34	

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
RÈGLE DE PREUVES ET DE PROCÉDURES CRIMINELLES SPÉCIALISÉES	DPCP	L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE NICOLET	34	198 300 \$
TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE	DPCP		28	
CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	DPCP		54	
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	DPCP		54	
CRIMES ÉCONOMIQUES	DPCP		25	
GANGS DE RUE ET ARMES À FEU	DPCP, NADIA ÉMOND ET CHANTAL FREDETTE		28	
RÈGLE DE PREUVES ET DE PROCÉDURES CRIMINELLES	DPCP		54	
CONFÉRENCE-MIDI - CONTREFAÇON DE BILLETS DE BANQUE : DÉTECTION ET CONSIDÉRATIONS JURIDIQUES	DPCP		18	
MANDATS ET PERQUISITIONS	DPCP		54	
VIOLENCE CONJUGALE	DPCP		54	
INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL	DPCP		54	
MESURES INTERNES DE SÉCURITÉ	DPCP		16	
MÉDIAS (CLASSE 1)	PROCEUREURS DU DPCP ET JOURNALISTE JOËL GOULET		13	
FORMATION POUR LES GESTIONNAIRES	L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE		25	
FORMATION SUR LES PEINES	DPCP		54	
REPRÉSENTATION DU POURSUIVANT PUBLIC DEVANT LES TRIBUNAUX	DPCP		52	
INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL ET DE MALTRAITANCE	DPCP		N/D	
AUTRES				
FORMATION EN PÉDAGOGIE	M. CHRISTIAN BÉGIN, PROFESSEUR EN ENSEIGNEMENT À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET LA PSYCHOLOGUE KATHIA MARTINEZ	QUÉBEC	22	4 997 \$
CONGRÈS DU BARREAU 2013	BARREAU DU QUÉBEC	CENTRE DES CONGRÈS DE MONTRÉAL	19	23 497 \$
100 JOURS POUR DIRIGER UNE ÉQUIPE	DPCP	N/D	1	N/D
20E CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	N/D	N/D	2	N/D
31E CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE	N/D	N/D	1	N/D
3E COLLOQUE EN RESSOURCES HUMAINES	N/D	N/D	1	N/D
3E COLLOQUE DU RÉSEAU INTERNATIONAL FRANCOPHONE DE FORMATION POLICIÈRE (FRANCO-POL) EN CYBERCRIMINALITÉ	FRANCOPOL	N/D	12	N/D
3E CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES	N/D	N/D	3	N/D
9E SÉMINAIRE : GANGS DE RUE ET DÉLINQUANCE	CENTRE JEUNESSE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	N/D	3	N/D
ACCUEIL DES NOUVEAUX DIRECTEURS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	DPCP	N/D	35	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
ADAPTATION DU SYSTÈME JUDICIAIRE POUR LES HANDICAPÉS	DPCP	N/D	2	N/D
AGIR CONTRE L'HOMOPHOBIE ET L'INTIMIDATION	N/D	N/D	1	N/D
ALLÉGATIONS CRIMINELLES CONTRE LES POLICIERS	DPCP	N/D	2	N/D
ARTICLE 25.1 DU CODE CRIMINEL ET UTILISATION D'AGENTS CIVILS D'INFILTRATION	DPCP	N/D	10	N/D
COLLOQUE : 30 ANS DE JUSTICE ALTERNATIVE	N/D	N/D	3	N/D
COLLOQUE NATIONAL SUR LE DROIT CRIMINEL	FÉDÉRATION DES PROFESSIONS JURIDIQUES DU CANADA	N/D	1	N/D
COLLOQUE SUR LA MALTRAITANCE	DPCP	N/D	3	N/D
COLLOQUE SUR L'INNOVATION 2013 : LA VILLE ET L'ARCHITECTURE	VILLE DE QUÉBEC	N/D	1	N/D
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES, PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	CÉGEP MARIE-VICTORIN	N/D	1	N/D
CONFÉRENCE : LE DEUIL CHEZ LES ENFANTS	N/D	N/D	1	N/D
CONFÉRENCE AUX ÉTUDIANTS : LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE	DPCP	N/D	1	N/D
CONFÉRENCE PORTANT SUR LA MÉDIATION	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	N/D	1	N/D
CONFÉRENCE PORTANT SUR LES ENTENTES MULTISECTORIELLES ET LES JEUNES ENFANTS	N/D	N/D	3	N/D
CONGRÈS ANNUEL DU BARREAU DE SECTION (MATANE)	BARREAU DU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	N/D	1	N/D
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES AVOCATS À TROIS-RIVIÈRES	N/D	N/D	1	N/D
CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES	N/D	N/D	5	N/D
CONSEILS PRATIQUES : COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU	N/D	4	N/D
CONTREFAÇON DE BILLETS DE BANQUE	N/D	N/D	10	N/D
CRIMINALITÉ ORGANISÉE, CORRUPTION ET MALVERSATION	DPCP	N/D	19	N/D
CYCLE BUDGÉTAIRE ET BUDGET DE DÉPENSES	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	N/D	1	N/D
DE L'ÉVÈNEMENT AU VERDICT : POLICIERS ET PROCUREURS	DPCP	N/D	65	N/D
DÉVELOPPER SES TALENTS DE NÉGOCIATEUR	TECHNOLOGIA FORMATION	N/D	1	N/D
DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	DPCP	N/D	5	N/D
DISTINCTION SUR LA LOI 56 ET INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL	DPCP	N/D	2	N/D
DOCUMENTS LÉGISLATIFS ET PARLEMENTAIRES	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES TECHNICIENNES ET TECHNICIENS EN DOCUMENTATION DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
DOSSIERS EN MATIÈRE DE STUPÉFIANTS, TRUCS ET CONSEILS	DPCP	N/D	39	N/D
DROIT CARCÉRAL : SURVOL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX	N/D	N/D	1	N/D
DROIT MILITAIRE ET PRATIQUE EN COUR MARTIALE	DPCP	N/D	2	N/D
DROIT PÉNAL STATUTAIRE	DPCP	N/D	2	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ	DPCP	N/D	2	N/D
ÉVALUATION DES FACTEURS DE RISQUES DE LA VIOLENCE	DPCP	N/D	2	N/D
ÉVÈNEMENT BlackBerry : FORMATION SUR LES NOUVELLES FONCTIONNALITÉS DU Z-10	N/D	N/D	1	N/D
FORMATION DE SECOURISTE EN MILIEU DE TRAVAIL	ACADÉMIE PARAMÉDICALE DU QUÉBEC	N/D	7	N/D
FORMATION EN DOTATION DES EMPLOIS : MOYENS D'ÉVALUATION ÉCRITS ET ORAUX	N/D	N/D	1	N/D
FORMATION EN DOTATION DES EMPLOIS : ADMINISTRATION D'EXAMENS ÉCRITS	CSPQ	N/D	1	N/D
FORMATION EN DOTATION DES EMPLOIS : LA TENUE DE CONCOURS	CSPQ	N/D	1	N/D
FORMATION EN DOTATION DES EMPLOIS : SURVEILLANCE D'EXAMENS	CSPQ	N/D	1	N/D
FORMATION EN DOTATION DES EMPLOIS : TRANSMISSION AUX CANDIDATS DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX EXAMENS	CSPQ	N/D	2	N/D
FORMATION EN RESSOURCES FINANCIÈRES	DPCP	N/D	3	N/D
FORMATION PORTANT SUR AZIMUT PLUMITIF PÉNAL	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR CRIMINAL SOURCE	LEXISNEXIS CANADA	N/D	6	N/D
FORMATION PORTANT SUR CRIMINAL SPECTRUM	LEXISNEXIS CANADA	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC	DPCP	N/D	6	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA COUR MUNICIPALE	SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL	N/D	4	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA CRÉATION DU SERVICE DE LA CONSULTATION TERMINOLINGUISTIQUE	OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE : ASPECT TECHNIQUE	DPCP	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE : L'INFORMATEUR	DPCP	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA FERMETURE D'ANNÉE FINANCIÈRE	DPCP	N/D	11	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA FRAUDE	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	DPCP	N/D	46	N/D
FORMATION PORTANT SUR LA RÉVISION DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE	BARREAU DU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	N/D	5	N/D
FORMATION PORTANT SUR L'ASSIDUITÉ DANS SAGIP	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MDDELCC), BUREAU COORDINATION DÉVELOPPEMENT DURABLE	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LE LOGICIEL PLUMITIF	DPCP	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LE MENTORAT	DPCP	N/D	15	N/D
FORMATION PORTANT SUR LE PLUMITIF ET LE TRAITEMENT DES DOSSIERS NON JUDICIAIRES	DPCP	N/D	1	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
FORMATION PORTANT SUR LE SUIVI DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DANS LE SYSTÈME SADE	CSPQ	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LE TRAVAIL D'ENQUÊTE : POLICIERS ET JEUNESSE (MISE À JOUR)	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR L'EMPLOI DE LA FORCE	SÛRETÉ DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR L'ERGONOMIE AFIN D'AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE	ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR ADMINISTRATION PROVINCIALE	N/D	19	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES ASSISES	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES DROGUES DE SYNTHÈSE	SÛRETÉ DU QUÉBEC	N/D	10	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES ENTENTES MULTISECTORIELLES	DPCP	N/D	10	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES GANGS DE RUE	QUARTIER GÉNÉRAL SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES MANDATS ET LES PERQUISITIONS	DPCP	N/D	12	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES MESURES ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES NORMES DONNÉES AUX ENQUÊTEURS DE CORPS POLICIERS	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT)	N/D	1	N/D
FORMATION PORTANT SUR LES TÂCHES D'AGENCES DE SECRETARIAT	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION PORTANT SUR QUICKLAW	DPCP	N/D	4	N/D
FORMATION SPÉCIALISÉE SUR LES SERVICES FRANÇAIS DE POURSUITES	LEXISNEXIS CANADA	N/D	17	N/D
FORMATION SUR LA CYBERCRIMINALITÉ	N/D	N/D	2	N/D
FORMATION SUR LA CYBERSECURITÉ	DPCP	N/D	17	N/D
FORMATION SUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	DPCP	N/D	2	N/D
FORMATION SUR LA RÉVISION JUDICIAIRE	UNIVERSITÉ LAVAL	N/D	1	N/D
FORMATION SUR LA SUITE OFFICE	DPCP	N/D	1	N/D
	DPCP	N/D	21	N/D
	AFI EXPERTISE	N/D	5	N/D
	SERVICE DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL DU QUÉBEC	N/D	11	N/D
FORMATION SUR LA TRAITE DE PERSONNES	SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE QUÉBEC	N/D	2	N/D
	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	N/D	2	N/D
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	N/D	3	N/D
FORMATION SUR LE BITCOIN	N/D	N/D	6	N/D
FORMATION SUR LE FONCTIONNEMENT D'UN DOSSIER À LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE	DPCP	N/D	15	N/D
FORMATION SUR LE SERVICENTRE À MONTRÉAL	DPCP	N/D	4	N/D
FORMATION SUR LE SYSTÈME INFORMATISÉ DES POURSUITES PUBLIQUES	DPCP	N/D	10	N/D
FORMATION SUR LES BANQUES DE RECHERCHES	LEXISNEXIS CANADA	N/D	1	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
FORMATION SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DES PROFESSIONNELS ET FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	SCT	N/D	1	N/D
FORMATION SUR LES DÉLINQUANTS DANGEREUX	DPCP	N/D	9	N/D
FORMATION SUR LES DOSSIERS EN SANTÉ MENTALE	DPCP	N/D	1	N/D
FORMATION SUR LES DROGUES ANALYSÉES AU SERVICE D'ANALYSE DES DROGUES	N/D	N/D	27	N/D
FORMATION SUR LES MOTEURS DE RECHERCHE (QUICKLAW, CARSWELL, AZIMUT, CRIMINAL SPEC-TRUM, CANLII)	DPCP	N/D	7	N/D
FORMATION SUR LES PROCÈS DEVANT JURY	DPCP	N/D	1	N/D
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉS DE SÉLECTION (GESTION CONTRACTUELLE)	SCT	N/D	1	N/D
GÉRER LE RISQUE POUR UNE MEILLEURE INTELLIGENCE	N/D	N/D	1	N/D
GRUPE RELAIS, LA DISTINCTION ENTRE LA LOI 56 ET LES INFRACTIONS DU CODE CRIMINEL	DPCP	N/D	2	N/D
IMMOBILISATION DU GOUVERNEMENT : PARTICULARITÉS	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	1	N/D
INFORMATEUR ET CAVIARDAGE	DPCP	N/D	4	N/D
INITIATION AUX SCIENCES JUDICIAIRES : ÉTUDES DE SCÈNES DE CRIMES	N/D	N/D	8	N/D
INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ	DPCP	N/D	2	N/D
INTERVENTION POLICIÈRE EN MATIÈRE CRIMINELLE	DPCP	N/D	1	N/D
INTRODUCTION EN GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	N/D	1	N/D
INTRODUCTION SUR LA TRAITE DES PERSONNES : DOSSIERS INTERNATIONAUX	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	N/D	1	N/D
JOURNÉE D'ÉTUDES : INTERVENIR FACE À LA TRAITE	N/D	N/D	2	N/D
JOURNÉE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	2	N/D
JURIBISTRO 2 : PERFECTIONNEMENT EN RECHERCHE JURIDIQUE	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	N/D	1	N/D
JURISPRUDENCE RÉCENTE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	7	N/D
LA COMMUNICATION NON VERBALE EN AFFAIRES	N/D	N/D	10	N/D
LA COMMUNICATION NON VIOLENTE	N/D	N/D	1	N/D
LA GESTION DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ARCHIVES	ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC	N/D	2	N/D
LA GESTION DU STRESS	CSPQ	N/D	19	N/D
LA GOUVERNANCE PUBLIQUE DE L'ÉTAT DU DROIT	CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	N/D	1	N/D
LA LUTTE AUX CYBERPRÉDATEURS	N/D	N/D	1	N/D
LA POLITIQUE À L'ÈRE POSTCORRUPTION	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	RRSPT	N/D	1	N/D
L'APRÈS C-2 : COMMENT S'ATTAQUER À LA BÊTE	DPCP	N/D	72	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
L'ARRÊT St-ONGE LAMOUREUX : COUR SUPRÊME DU CANADA	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
L'AVOCAT, SA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS	N/D	N/D	2	N/D
LE CLIMAT DE TRAVAIL, LE HARCÈLEMENT ET LES OBLIGATIONS	RRSPT	N/D	1	N/D
LE DÉVELOPPEMENT DE LA JURISPRUDENCE : ARRÊTS DE LA COUR SUPRÊME	DPCP	N/D	1	N/D
LE LEADERSHIP D'INFLUENCE	GROUPE MOTIVATION PERFORMANCE PLUS	N/D	11	N/D
LE (KOUJ-DIRE) (R.C. KHELAWON)	JEUNE BARREAU DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
LE PROCÈS JUDICIAIRE : CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE SUR L'AGRESSION SEXUELLE 2013	DPCP	N/D	2	N/D
LE RÉPONDANT EN ÉTHIQUE : UN ACTEUR-CLÉ	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ÉNAF)	N/D	1	N/D
LE SAVOIR-ÊTRE ET LA PRATIQUE DU DROIT CRIMINEL	DPCP	N/D	9	N/D
L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE	DPCP	N/D	2	N/D
L'ENTRAIDE INTERNATIONALE : PRINCIPES ET DÉFIS TECHNOLOGIQUES	DPCP	N/D	2	N/D
LES ALÉAS DE L'ALLÉGATION D'INCOMPÉTENCE	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
LES ASPECTS JURIDIQUES DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES TRAFICANTS	DPCP	N/D	2	N/D
LES AVEUX EXTRA-JUDICIAIRES : OÙ EN SOMMES-NOUS?	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	6	N/D
LES CRÉDITS : ASSOULISSEMENTS BUDGÉTAIRES	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	1	N/D
LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT CRIMINEL	DPCP	N/D	68	N/D
LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ	DPCP	N/D	2	N/D
LES FRAUDES INTERNATIONALES PAR CARTE DE CRÉDIT	DPCP	N/D	2	N/D
LES MERCREDIS EN PRINCIPLE (LES SEIZE PRINCIPES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE)	MIDDELCC, BUREAU COORDINATION DÉVELOPPEMENT DURABLE	N/D	3	N/D
LES ORIGINES DES GANGS DE RUE	N/D	N/D	1	N/D
LES POUVOIRS D'ARRESTATION SANS MANDAT	DPCP	N/D	7	N/D
LES SENTENCES AVEC SURSIS	DPCP	N/D	31	N/D
LES SERVICES DONNÉS PAR LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)	CAVAC	N/D	7	N/D
LES TROUBLES MENTAUX ET L'INTOXICATION	DPCP	N/D	1	N/D
L'ÉTAT DU QUÉBEC ET SON FONCTIONNEMENT	N/D	N/D	1	N/D
L'ÉVALUATION DE LA DANGÉROSITÉ DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNIÈLE	N/D	N/D	1	N/D
L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES (ÉVALUATION DE PROGRAMME)	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	N/D	1	N/D
L'EXPLOITATION DES DONNÉES DU SYSTÈME SADE	CSPQ	N/D	1	N/D
L'EXPOSITION DES TRAVAILLEURS À L'AMIANTE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	N/D	1	N/D
L'INTERVENTION ADAPTÉE AUX PREMIÈRES NATIONS	N/D	N/D	3	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
L'INTERVENTION POLICIÈRE EN MATIÈRE CRIMINELLE	DPCP	N/D	1	N/D
LOI SUR LES CONTRATS DANS LES ORGANISMES PUBLICS	SCT	N/D	3	N/D
L'UTILISATION DU REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS ET SPG JEUNESSE	DPCP	N/D	4	N/D
MIDI-CONFÉRENCE AVEC LA COUR D'APPEL	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ)	N/D	6	N/D
MIEUX COMPRENDRE LE MONDE AUTOCHTONE	DPCP	N/D	13	N/D
MIEUX INTERVENIR EN VIOLENCE CONJUGALE	CAVAC	N/D	33	N/D
MISES EN SITUATION SUR LE DROIT : CRIMES TECHNOLOGIQUES	N/D	N/D	1	N/D
NATIONAL COUNCIL OF JUVENILE AND FAMILY COURT	NATIONAL COUNCIL OF JUVENILE AND FAMILY COURT JUDGES	N/D	1	N/D
NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC - PRINCIPAUX CHANGEMENTS SURVENUS EN 2013	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	3	N/D
PERQUISITION INFORMATIQUE	DPCP	N/D	1	N/D
PLAIDER AVEC SUCCÈS EN COUR D'APPEL	BARREAU ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	N/D	2	N/D
POURSUIVANT DU QUÉBEC : UN PROFIL RECHERCHÉ	DPCP	N/D	81	N/D
PRÉSENTATION AU BARREAU POUR UNE REDDITION DE COMPTES	DPCP	N/D	1	N/D
PRÉSENTATION DU PLAN QUÉBÉCOIS PORTANT SUR LES GANGS DE RUE	DPCP	N/D	3	N/D
PRISE DE NOTES, PROCÈS-VERBAL, COMPTES-RENDUS	N/D	N/D	1	N/D
PRIVILÈGES DE L'INFORMATEUR	DPCP	N/D	2	N/D
PROGRAMME CIVIL DE FORMATION DES ENQUÊTEURS	DPCP	N/D	2	N/D
PROGRAMME D'ADJOINTE EXÉCUTIVE	ÉNAP	N/D	5	N/D
PROGRAMME D'AIDE PSYCHOLOGIQUE AUX PROCUREURS	CSPQ	N/D	20	N/D
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE PERSONNEL POUR LES PROFESSIONNELS	ÉNAP	N/D	3	N/D
PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE D'ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	N/D	2	N/D
PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL : IMPLANTATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT	DPCP	N/D	40	N/D
PROGRAMME D'INTERVENTION EN MILIEU SCOLAIRE	N/D	N/D	1	N/D
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER	ÉNAP	N/D	4	N/D
RÉGIMENTATION DU BÂTIMENT	ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
RÈGLES DE PRATIQUE À LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC	COUR D'APPEL	N/D	2	N/D
RÈGLES DE PREUVE EN DROIT CRIMINEL	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	3	N/D
RELATIONS AVEC LES MÉDIAS	N/D	N/D	1	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
RENCONTRE ANNUELLE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS	N/D	N/D	2	N/D
RENCONTRE DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE	DPCP	N/D	1	N/D
RENCONTRE DU RÉSEAU DES RESPONSABLES D'ACCÈS AUX DOCUMENTS	ÉNAP	N/D	1	N/D
RENCONTRE DE FORMATION : L'ENQUÊTE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE À PARIS	DPCP	N/D	1	N/D
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	DPCP	N/D	3	N/D
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR 2012-2013	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	1	N/D
REPRÉSENTATION DU POURSUIVANT	DPCP	N/D	1	N/D
RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT	N/D	N/D	1	N/D
REVUE DE LA SAISIE D'INFORMATION EN JURISPRUDENCE CANADIENNE	N/D	N/D	1	N/D
REVUE DES DÉCISIONS MARQUANTES DES DOSSIERS À VOCATION PARTICULIÈRE	DPCP	N/D	2	N/D
RÔLES ET PROCÉDURES DU LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	N/D	1	N/D
SAGIR	DPCP	N/D	6	N/D
SAGIR : BONS DE COMMANDE	CSPQ	N/D	2	N/D
SAGIR : COMPTES À PAYER-05 TRAITEMENTS SPÉCIFIQUES	CSPQ	N/D	3	N/D
SAGIR : COMPTES À PAYER- 15 FACTURES ET BLOCAGES	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR : CRÉDITEURS DE FIN D'ANNÉE	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	2	N/D
SAGIR : DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR : L'ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE ET DISCOVERER	CSPQ	N/D	3	N/D
SAGIR : STRUCTURE D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR 2 : DOSSIER-PERSONNE	CSPQ	N/D	2	N/D
SAGIR 2 : FEUILLE DE TEMPS	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR 2 : INTÉGRATION AU LIBRE-SERVICE	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR 2 : OUTILS ET ÉLÉMENTS DE POSITIONNEMENT	CSPQ	N/D	1	N/D
SAGIR 2 : PLAN DE DÉLÉGATION	CSPQ	N/D	3	N/D
SAGIR 2 : PRÉSENTATION DES FONCTIONNALITÉS - ABSENCES	CSPQ	N/D	4	N/D
SAGIR 2 : PRÉSENTATION DES FONCTIONNALITÉS - GAINS DÉCLARATOIRES	CSPQ	N/D	2	N/D
SAVOIR COMMUNIQUER AVEC SON PERSONNEL	ÉNAP	N/D	1	N/D
SÉANCE D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ ET SUR L'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX	DPCP	N/D	16	N/D
SÉANCE D'INFORMATION SUR LE NOUVEAU RAPPORT DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	SCT	N/D	3	N/D
SÉANCE D'INFORMATION SUR LES ACQUISITIONS ÉCORESponsables	MDELCC, BUREAU COORDINATION DÉVELOPPEMENT DURABLE	N/D	2	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
SÉMINAIRE : GÉRER LES EMPLOYÉS AVEC SUCCÈS	HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	N/D	1	N/D
SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE	N/D	N/D	3	N/D
SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES	CAVAC	N/D	1	N/D
SÉMINAIRE SUR LES VICTIMES FACE À LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	DPCP	N/D	1	N/D
SESSION D'INFORMATION SUR LES ARCHIVISTES DU CANADA	UNIVERSITÉ LAVAL - ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU CANADA	N/D	1	N/D
SITUATIONS DE MENACES LIÉES À LA PRÉSENCE D'UNE PERSONNE ARMÉE	N/D	N/D	15	N/D
SYSTÈME DE GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE : REVENUS	CONTRÔLEUR DES FINANCES	N/D	2	N/D
TÉMOIGNAGES D'EXPERTS DANS LES DOSSIERS DU BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	DPCP	N/D	9	N/D
TOURNÉE D'INFORMATION SUR LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS AUX POLICIERS DE LONGUEUIL	DPCP	N/D	1	N/D
TRAITE DE PERSONNES, PROXÉNÉTISME ET EXPLOITATION	CAVAC	N/D	38	N/D
VICTIMES RÉCALCITRANTES	N/D	N/D	1	N/D
VITRINE TECHNOLOGIQUE : GESTION DES DOCUMENTS	LINUX	N/D	1	N/D
Total			2 674	622 327 \$

LES DONNÉES UTILISÉES POUR LA RÉALISATION DE CE TABLEAU ONT ÉTÉ EXTRAITES DU SUIVI DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT (S&DE), EN JUIN 2014. LA VALEUR ET LA QUALITÉ DES INFORMATIONS PRÉSENTÉES REPOSENT SUR LA RIGUEUR ET LA JUSTESSE DES RENSEIGNEMENTS QUI Y ONT ÉTÉ COMPILÉS.

P. 3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 ET 2013-2014 (ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	5 295 932 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	30 286 754 \$
PROJETS	11 116 227 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	46 698 913 \$

FONDS DES REGISTRES

*LE FONDS DES REGISTRES EST COMPRIS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	37 361 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	87 938 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS	3 017 629 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL)
INTERNE	149 655 \$ (SERVICES INTERNES MJQ ET SQI)
EXTERNE	375 592 \$ (SERVICES INTERNES CSPQ)
CSPQ	6 182 035 \$ (SERVICES EXTERNES)
	24 900 \$ (AUTRES FRAIS CONNEXES)
TOTAL	9 875 110 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	178 597 \$
MATÉRIEL	61 682 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	0 \$
INTERNE	180 747 \$
EXTERNE	0 \$
CSPQ	0 \$
TOTAL	421 026 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	22 576 \$
MATÉRIEL	106 494 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	854 \$
INTERNE	
EXTERNE	
CSPQ	
TOTAL	129 924 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	7 876,00 \$
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS	2 985,37 \$
INTERNE	
EXTERNE	
CSPQ	
TOTAL	10 861,37 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	619 453 \$
MATÉRIEL	412 390 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	4 366 542 \$
INTERNE	98 442 \$
EXTERNE	0 \$
CSPQ	0 \$
TOTAL	5 496 827 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

	2013-2014
LOGICIELS OU LICENCES	380 056,96 \$
MATÉRIEL	156 135,92 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	366 000,00 \$
INTERNE	188 070,06 \$
EXTERNE	514 878,06 \$
CSPQ	
TOTAL	1 605 141,00 \$

P. 4 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2012-2013 ET 2013-2014, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

A. SON MANDAT;

B. LA LISTE DES MEMBRES;

C. LE BUDGET DÉPENSÉ;

D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;

E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

MINISTÈRE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.	NATHALIE DROUIN	N/A	RENCONTRE LE 6 JUIIN 2014. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	NATHALIE DROUIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SAJUUQ (VENT QUI TOURNE)	LE COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT REGROUPE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. CE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATIVES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE.	NATHALIE DROUIN JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE RÉUNION A ÉTÉ TENUE AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.
DÉVELOPPEMENT NORDIQUE TABLE DE PILOTAGE (« NORD POUR TOUS »)	LA TABLE DE PILOTAGE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE PLUSIEURS MINISTÈRES ET A POUR MANDAT D'ENCADRER LES TRAVAUX DE LA TABLE DES PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD QUÉBÉCOIS ET PRENANT EN COMPTE LES PROBLÉMATIQUES ET LES ENJEUX SOCIAUX.	NATHALIE DROUIN JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE RÉUNION A ÉTÉ TENUE AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES	COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DONT LE MANDAT CONSISTE À ÉLABORER ET PROPOSER DES MESURES PERMETTANT DE POURSUIVRE EFFICACEMENT LA LUTTE À L'ENCONTRE DES RÉCIDIVISTES DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE ET DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN CE SENS.	NATHALIE DROUIN RENÉE MADORE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
Sous-comité interministériel sur la lutte à la récidive en matière de conduite avec facultés affaiblies	Sous-comité regroupant le ministère de la Justice, le Directeur des poursuites criminelles et pénales, le ministère de la Sécurité publique et la Société de l'assurance automobile du Québec, dont le mandat est d'appuyer les travaux du Comité interministériel sur la lutte à la récidive en matière de conduite avec les facultés affaiblies.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Table des secrétaires généraux	Échanges sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	ANDRÉE GIGUÈRE	N/A	N/A
Table des directrices et de directeurs responsables de la planification stratégique	Signification des attentes gouvernementales en matière de planification stratégique et échanges sur les enjeux touchant celle-ci.	ANDRÉE GIGUÈRE	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	ANDRÉE GIGUÈRE MARTINE THIBAUT	N/A	N/A
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en œuvre de chacune des mesures du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie selon l'échéancier établi; favoriser une mise en œuvre concertée et cohérente des actions en assurant, notamment, une circulation fluide de l'information les concernant; formuler des propositions relatives au mécanisme requis au suivi des actions; veiller à l'arrimage des autres politiques et plans d'action gouvernementaux ou ministériels qui peuvent avoir une incidence sur la lutte contre l'homophobie; examiner les mesures institutionnelles existantes pour répondre aux problèmes et aux besoins constatés; produire, à la suite de chaque année financière, un état de situation de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action; tenir des activités de diffusion et de partage de connaissances sur des problématiques émergentes.	ROGER NOËL	N/A	N/A
Réseau gouvernemental de la politique familiale	Assurer une concertation interministérielle (politique, programmes et travaux) en faveur des familles et des enfants.	SONIA BEAUDOIN	N/A	N/A
Réseau gouvernemental des répondantes et répondants de la condition féminine	Faire la promotion de la condition féminine dans son milieu, réaliser les grands axes d'intervention du gouvernement et les engagements ministériels, représenter son ministère auprès du Secrétaire à la condition féminine, préparer les plans d'action et le bilan annuel de la condition féminine, conseiller les autorités en matière de condition féminine, coordonner la mise en œuvre des mesures prévues.	SONIA BEAUDOIN	N/A	N/A
Réseau des répondants ministériels sur l'application de l'article 54 de la Loi sur la santé publique	Échange sur les impacts de la santé publique sur les décisions gouvernementales.	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE QUÉBÉCOISE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	FORUM D'ÉCHANGES ET DE DISCUSSIONS AYANT POUR MANDAT DE FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE DES TRANSPORTS POUR AMÉLIORER LE BILAN ROUTIER. LA TABLE EST COMPOSÉE D'UNE QUARANTAINE DE MEMBRES REPRÉSENTANT LES USAGERS DE LA ROUTE, LE MILIEU MUNICIPAL, LE MILIEU POLICIER, LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES MINISTÈRES ET D'AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉS.	PIERRE NADEAU	N/A	LA TABLE A PRODUIT SON TROISIÈME RAPPORT EN NOVEMBRE 2013. DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2013-2014 SOIT LES 23 MAI ET 31 OCTOBRE 2013.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLE	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLE, DE FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET D'ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	TROIS RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014.
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE RELEVANT DU CODE CRIMINEL	CIRCONSCRIRE LES PRINCIPAUX ENJEUX ET PROBLÈMES ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE POUR AMÉLIORER CEUX-CI.	PIERRE NADEAU	N/A	LE COMITÉ A TERMINÉ SON MANDAT, MAIS DEVRAIT ÊTRE REMPLACÉ PAR UN NOUVEAU COMITÉ SUR LA PSYCHIATRIE LÉGALE QUI POURRAIT ÊTRE RELIÉ AU FORUM JSM.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES ORDONNANCES DE SOINS	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MSSS ET DU CURATEUR PUBLIC QUI ONT COMME MANDAT D'ANALYSER LES ORDONNANCES DE SOINS.	DOMINIQUE MALÉZA MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ EN MARS 2014.
COMITÉ D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DU PROGRAMME À LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL D'INTERVENTION MULTIDISCIPLINAIRE POUR LES CONTRÉVENANTS SOUFFRANT DE TROUBLES MENTAUX (PAJ-SM) ANCIENNEMENT TRIBUNAL DE LA SANTÉ MENTALE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX AINSI QUE D'ORGANISATIONS QUI S'INTÉRESSENT AUX PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	PIERRE NADEAU	N/A	LE PROJET-PILOTE, D'UNE DURÉE DE TROIS ANS, A ÉTÉ LANCÉ EN MAI 2008. LA PÉRIODE DU «PROJET-PILOTE» ÉTANT TERMINÉE, LE NOMBRE DE RÉUNIONS DU COMITÉ A ÉTÉ RÉDUIT À DEUX POUR L'EXERCICE 2012-2013 ET À UN POUR 2013-2014.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	CETTE TABLE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE DIVERS MINISTÈRES. APRÈS AVOIR EU LE MANDAT D'ÉLABORER, PUIS D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, ELLE EST MAINTENANT CHARGÉE DE L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE ET D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2014-2019.	RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	LE PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, RENDU PUBLIC LE 14 DÉCEMBRE 2009, A ÉTÉ PROLONGÉ AU 31 MARS 2014 EN VUE D'UN PLAN D'ACTION 2014-2019. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-ITINÉRANCE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DE LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DU MSP, DE LA CDPDJ, DU SPVM, DE L'AGENCE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL ET DU RAPSIM.	PIERRE NADEAU	N/A	MIS SUR PIED À L'AUTOMNE 2007 SOUS LE NOM DE « COMITÉ SUR LES ALTERNATIVES À L'INCARCÉRATION », CE COMITÉ S'EST CHARGÉ DE L'ADAPTATION AU MILIEU DE L'ITINÉRANCE DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES COMPENSATOIRES ET D'INITIER À LA COUR MUNICIPALE DE MTL LE PROGRAMME DE PROCUREUR ET PERCEPTEUR DÉSIGNÉS (PAJIC ET PAPSJ). LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	QUATRE COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ MIS SUR PIED PAR LE MSSS, SOUS LA RESPONSABILITÉ DES AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, POUR COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE À QUÉBEC, MONTRÉAL, TROIS-RIVIÈRES, GATINEAU ET CHAUDIÈRE-APPALACHÉS.	AMÉLIE COUTURE-ROY PIERRE NADEAU MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES CINQ COMITÉS RÉGIONAUX.
COMITÉ PILOTE PROTOCOLE D'ENTENTE MSSS/MSP RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CE COMITÉ CONSTITUE UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE INTERSECTORIELLE SUR TOUS LES ASPECTS DE (« JUSTICE ET SANTÉ MENTALE »).	PIERRE NADEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ NATIONAL SUR LE CRIME ORGANISÉ (CEL-CO)	COORDONNER LES ACTIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT SUR LES GANGS DE RUE.
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCCQ.	RENÉE MADORE MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCCQ-MTL	CE COMITÉ, COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM, CQ, DPCP, MSP, AGENT DE LIAISON, ET REPRÉSENTANT DES AVOCATS DE LA DÉFENSE DOLLARD-CORMIER, A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DU PTTCCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	MYRIAM CANTIN	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS ENVI-RON ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. UN SOUS-COMITÉ A VU LE JOUR TOUT DERNIÈREMENT POUR L'ÉLABORATION DE LA PHASE 2 (PERSONNES EN LIBERTÉ).
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, PRÉSIDÉ PAR LE MJQ, A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT ANDRÉ COUTURE	N/A	LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 A ÉTÉ LANCÉ LE 6 DÉCEMBRE 2012. LE SOUS-COMITÉ VEILLE À LA MISE EN ŒUVRE DES 35 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DE CE PLAN D'ACTION. LES MEMBRES SE SONT RENCONTRÉS À QUELQUES REPRISES DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION AFIN D'ÉCHANGER SUR LES DIFFÉRENTES INITIATIVES EN COURS AU QUÉBEC SELON LEUR CHAMP D'ACTIVITÉS ET CRÉER DES PARTENARIATS LORSQUE PERTINENTS.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	ANDRÉ COUTURE MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LE SOUS-COMITÉ A RENCONTRÉ CERTAINS GROUPES AUTOCHTONES AFIN DE DRESSER LE BILAN DE RÉALISATION DES MESURES DU PLAN D'ACTION, ÉCHU DEPUIS 2013, TOUCHANT LE MILIEU AUTOCHTONE. UN BILAN OFFICIEL SERA DÉPOSÉ SOUS PEU PAR LE BIAIS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE. LE SOUS-COMITÉ S'AFFAIRE MAINTENANT À PRÉPARER LA TENUE DE CONSULTATION AUPRÈS DU MILIEU AUTOCHTONE DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	LE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES BESOINS ET DE FAIRE LES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET DU GRAND CONSEIL DES CRIS.	JACQUES PRÉSENT	N/A	DEUX RENCONTRES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	LE GROUPE DE TRAVAIL A POUR OBJECTIF D'ANALYSER L'ÉTAT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK ET DE PROPOSER DES ACTIONS EN VUE D'AMÉLIORER SON ACCÈS ET D'OFFRIR DES SERVICES RÉPONDANT DAVANTAGE AUX BESOINS DES INUITS. CE GROUPE DE TRAVAIL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE MÊME QUE DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK.	JACQUES PRÉSENT	N/A	DEUX RENCONTRES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	STRUCTURE AYANT POUR MANDAT DE METTRE DE L'AVANT, EN COLLABORATION AVEC CERTAINS MINISTÈRES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES, DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES. UN COMITÉ DIRECTEUR COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES DU MJQ, MSP, DU MSSS ET DU SAA FAIT LE SUIVI DES TRAVAUX DU FORUM.	FRANCE LYNCH RENÉE MADORE	N/A	PROPOSITION DE PLAN D'ACTION ÉLABORÉ. CONSULTATION DU MILIEU AUTOCHTONE À COMPLÉTER.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER DES ACTIONS AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS ET DE VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION).	MYRIAM CANTIN ROSGARYS MERCADO	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. DEUX RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN ÉVENTUEL PLAN D'ACTION ET LA TROISIÈME RENCONTRE AURA LIEU EN MAI 2014.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	LE MANDAT DE CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNE LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DES PLANS D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ANDRÉ COUTURE ROSGARYS MERCADO	N/A	LANCEMENT DU NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN VIOLENCE CONJUGALE LE 6 DÉCEMBRE 2012. POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013, IL Y A EU 8 RENCONTRES, DONT QUATRE DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, SOIT UNE AVEC LE COMITÉ-CONSEIL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET TROIS AVEC LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET GROUPES DE RECHERCHE CONCERNÉS PAR CETTE PROBLÉMATIQUE. EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE : L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE POUR L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ PRODUIT PAR LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN JUIN 2013.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
				EN TENANT COMPTE QUE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE PRENAIT FIN EN DÉCEMBRE 2013 LE COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE A DÉCIDÉ EN JUIN 2013, DE PROLONGER LEUR MISE EN ŒUVRE JUSQU'À LA PUBLICATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION ET DE CONFIER AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL LE MANDAT DE PRODUIRE UN BILAN SUR LA MISE EN ŒUVRE DE CE PLAN D'ACTION AINSI QU'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION EN CETTE MATIÈRE. LES PUBLICATIONS DU BILAN ET D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION SONT PRÉVUES À L'ÉTÉ 2014 ET À L'HIVER 2015 RESPECTIVEMENT.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2004-2009 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	LE SOUS-COMITÉ, PRÉSIDÉ PAR LE MJQ, A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	ANDRÉ COUTURE MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LE PLAN D'ACTION 2012-2017 COMPREND 135 MESURES DONT 35 CONCERNENT DIRECTEMENT LES POPULATIONS AUTOCHTONES. CES MESURES DONNENT SUITE AUX CONSULTATIONS ET AUX RECOMMANDATIONS DES MILIEUX AUTOCHTONES.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICIAIRES.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2013-2014, UNE RENCONTRE S'EST TENUE LE 6 JUIN 2013.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES MESURES EXTRA-JUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE CADRE ET CONDITIONS D'APPLICATION DES MESURES EXTRA-JUDICIAIRES PAR LES POLICIERS.	AUDREY TURMEL	N/A	CINQ RENCONTRES SE SONT TENUES À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC. LE 30 AVRIL 2014, UNE PRÉSENTATION A ÉTÉ FAITE DU NOUVEAU CADRE AUPRÈS DE PLUS DE 180 PARTICIPANTS.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRA-JUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2013-2014, TROIS RENCONTRES ONT EU LIEU SUR CE DOSSIER ET D'AUTRES SONT À VENIR AFIN DE CONCLURE UNE ENTENTE AU PLUS TARD EN MARS 2015. LES TRAVAUX AVANCENT BIEN.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	AUDREY TURMEL SOPHIE JONCAS	N/A	EN 2013-2014, TROIS RENCONTRES ONT EU LIEU SUR CE DOSSIER ET D'AUTRES SONT À VENIR AFIN DE CONCLURE UNE ENTENTE AU PLUS TARD EN MARS 2015. LES TRAVAUX AVANCENT BIEN.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	MISE SUR PIED EN SEPTEMBRE 1995 PAR L'ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC (ASCQ), LA TABLE EST LA RÉPONSE À L'UNE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LE COMITÉ ORGANISATEUR DU COLLOQUE (« AGIR ENSEMBLE CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES ») ORGANISÉ PAR L'ASCQ. SON MANDAT EST DE SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU À LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX DE LA TABLE EN 2013-2014 LORS DES SIX RENCONTRES PORTAIENT SUR L'INTERVENTION POLICIÈRE EN MILIEU SCOLAIRE ET SUR LES PROBLÉMATIQUES D'INTIMIDATION ET L'ARRIMAGE QU'IL FAUT FAIRE ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES POLICIERS ET LES PPCP À CET EFFET.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE À L'ÉCOLE	FAVORISER LA COHÉRENCE, L'INTÉGRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES ACTIONS NATIONALES EN CE QUI A TRAIT À LA PRÉVENTION ET AU TRAITEMENT DE LA VIOLENCE.	AUDREY TURMEL	N/A	CES TRAVAUX SE SONT FAITS EN LIEN AVEC LES TRAVAUX DE LA TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU JEU EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	UN GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DIRIGÉ PAR LE MSP EXAMINE LA QUESTION DU JEU NOTAMMENT EN TERRITOIRE AUTOCHTONE EN VUE DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. CE TRAVAIL S'INSCRIT DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION DU QUÉBEC AU GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU QUI EXAMINE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES QUI POURRAIENT ÊTRE PROPOSÉES AU CODE CRIMINEL. CE GROUPE DE TRAVAIL AVAIT SUSPENDU SES TRAVAUX.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LE COMITÉ A TENU DES CONFÉRENCES TÉLÉPHONNIQUES SUR LES CHANGEMENTS PROPOSÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT TOUJOURS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'HARMONISATION DES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DESTINÉES AU RÉSEAU SCOLAIRE	FAVORISER UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DU SYSTÈME DE JUSTICE PAR LES JEUNES EN PARTICIPANT À CE COMITÉ INTER DONT LE MANDAT COMPORTE DEUX VOLETS : FAVORISER L'HARMONISATION ENTRE LES DOCUMENTS ET PROGRAMMES DE DIFFÉRENTES PROVINCES ET FACILITER L'ACCÈS DES ÉCOLES À CES DOCUMENTS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	N/A	NOUS AVONS ASSISTÉ À LA RENCONTRE DU 24 MAI 2013.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRENER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRENER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	RENÉE MADORE AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LA FORMATION DES PARTENAIRES AU SUJET DU PL 180 SE FAIT MAINTENANT DANS TOUTE LA PROVINCE. PLUS DE 55 FORMATIONS DANS 12 RÉGIONS DU QUÉBEC ONT ÉTÉ DISPENSÉES DEPUIS LE LANCEMENT DU PLAN D'ACTION. DE PLUS, L'ENTENTE SOCIO-JUDICIAIRE SUR LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EST EN PROJET PILOTE DEPUIS AVRIL 2014 DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC. UN AUTRE PROJET PILOTE POUR UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE EST EN ÉLABORATION DANS CETTE MÊME RÉGION.
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX DES POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR CONTRER LA VIOLENCE ENVERS LES ÂÎNÉS	EN COLLABORATION AVEC LE C ^{SSS} DE QUÉBEC, ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES ÂÎNÉS.	AUDREY TURMEL	N/A	EN PLUS DES RENCONTRES MENSUELLES, NOUS COLLABORONS À LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES LIÉS À L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET AU SECRET PROFESSIONNEL.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL GANG DE RUE	PRENDRE EN CHARGE LE DOSSIER GANG DE RUE À L'ÉCHELLE PROVINCIALE ET AMÉLIORER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2013-2014, UNE RENCONTRE S'EST TENUE À MONTRÉAL. NOUS AVONS PARTAGÉ LES RÉSULTATS DE NOTRE RECHERCHE AUPRÈS DES PARTENAIRES.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ANDRÉ COUTURE	N/A	LE COMITÉ TIENT HUIT RENCONTRES PAR ANNÉE. IL ÉLABORE NOTAMMENT UN NOUVEAU CADRE DE RÉFÉRENCE SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE.
COMITÉ BAVAC-CAVAC-MSP SUR LES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	ÉLABORER UN GUIDE ET UNE POLITIQUE SUR LES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES POUR LES CAVAC ET VOIR À LEUR IMPLANTATION.	ANDRÉ COUTURE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT À CHAQUE APPEL D'OFFRES, SOIT DEUX FOIS PAR ANNÉE.
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI VEILLE À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER. LE RÉPONDANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONSEILLE LE COMITÉ SUR LES ASPECTS JURIDIQUES.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014, LE COMITÉ A MIS À JOUR ET ÉLABORÉ UN CERTAIN NOMBRE DE PRATIQUES POLICIÈRES. IL S'EST RÉUNI À QUATRE REPRISES.
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET-PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ASSURER LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE DOSSIER PAR RAPPORT AUX RESPONSABILITÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MARIE-ANDRÉE ALLARD AMÉLIE COUTURE-ROY ISABELLE DESROCHES SABRINA GRAND (DPCP) MARIE-JOSÉE HOULE (BIA) MARC LAHAIE PIERRE NADEAU JACQUES VACHON	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS	NOUVEAU COMITÉ CHARGÉ DE RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	HÉLÈNE MATHIEU NANCY SYLVESTRE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	INSTITUÉ EN MAI 1998, CE COMITÉ EST CHARGÉ DE VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANT AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. LE COMITÉ DOIT, NOTAMMENT, ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER ROSGARYS MERCADO PIERRE TANGUAY	N/A	LE RAPPORT A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 2 AVRIL 2009. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2012. LES SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE SONT MAINTENANT DISPONIBLES DANS LES 42 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE DEPUIS LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2012. D'AUTRES MODIFICATIONS ONT FAIT PARTIE DE LA RÉFORME DU CPC ADOPTÉE EN FÉVRIER 2014. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE DEVONT ÊTRE APPORTÉES EN VUE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU NCPC.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE	ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ DE PROCÉDER À UNE RÉFORME DE L'ENSEMBLE DU DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOIS. PROPOSER LES ÉLÉMENTS DEVANT ÊTRE REVUS.	MYRIAM ANCTIL MONIQUE DUCHARME MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER RENÉE MADORE PIERRE TANGUAY MARIE TRAHAN	N/A	LE RAPPORT PRÉLIMINAIRE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 18 OCTOBRE 2013. LE COMITÉ A ENTAMÉ LA 2 ^E PARTIE DE SON MANDAT QUI S'ÉCHELONNERA SUR UNE PÉRIODE DE 12 À 18 MOIS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DES ACTIONS ET RÉALITÉS MASCULINES (CISARM)	ASSURER LE SUIVI DES DONNÉES RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION MASCULINE EN LIEN AVEC LES ACTIONS ET LES RÉSEAUX DES MINISTÈRES CONCERNÉS, ÉTABLIR ET SOUTENIR LES MÉCANISMES DE COLLABORATION TANT AU SEIN QU'ENTRE LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES, ET RÉALISER, S'IL Y A LIEU, DES ACTIVITÉS PONCTUELLES DE SENSIBILISATION OU DE FORMATION ÉTUDIER LA FAISABILITÉ D'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES HOMMES (SEBH).	PIERRE TANGUAY	N/A	LE RAPPORT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES RÉALITÉS MASCULINES (CIRM) A ÉTÉ DÉPOSÉ EN DÉCEMBRE 2009. EN ACCORD AVEC L'UNE DES RECOMMANDATIONS, LE CISARM EST MIS SUR PIED POUR ASSURER LES TRAVAUX DE SUIVI SUR LA SEBH. UN BILAN DES ACTIONS CONCERNANT LES RÉALITÉS MASCULINES A ÉTÉ PRODUIT EN 2011-2012. EN MAI 2013, LE RAPPORT FINAL DE L'ACTION CONCERTÉE DE RECHERCHE PORTANT SUR « LES EFFETS DES SERVICES PRÉ-VENTIFS POUR LES PÈRES EN DIFFICULTÉ ET LEURS ENFANTS » EST DÉPOSÉ. IL EST INTITULÉ : SOUTENIR LES PÈRES EN CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ ET LEURS ENFANTS : DES SERVICES AU RENDEZ-VOUS, ADÉQUATS ET EFFICACES. À LA DEMANDE DU COMITÉ, AVRIL 2013, LE MSSS CONFIRME LA VOLONTÉ DU MINISTRE D'ÉLABORER LA POLITIQUE SEBH (DÉC. 2013). UNE NOTE DU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX SERA DÉPOSÉE AU CONSEIL DES MINISTRES AFIN DE MANDATER, SOUS LA COORDINATION DU MSSS,

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE PRODUIRE UN PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES SERVICES DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS DE FÉVRIER 2004.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	N/A	LE COMITÉ POUR L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN SBEH ATTENDUE EN 2015. TOUTEFOIS, LES INTENTIONS DU NOUVEAU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DOIVENT ÊTRE SIGNIFIÉES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL A CIBLÉ DES ACTIONS PRIORITAIRES À METTRE EN ŒUVRE AFIN D'AMÉLIORER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOURVEMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	CE GROUPE DE TRAVAIL, FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MRI, ET DE REVENUE QUÉBEC, ÉTUDIE LA CONVENTION DE 2007 SUR LE RECOURVEMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	MAGDALENA KAWINSKA FRANCE RÉMILLARD FRÉDÉRIQUE SABOURIN JOSÉE TREMBLAY, DAJ TESS	N/A	LE GROUPE SE RÉUNIT MENSUELLEMENT DEPUIS OCTOBRE 2011. L'ANALYSE DE CONFORMITÉ DE LA CONVENTION AVEC LE DROIT CIVIL QUÉBÉCOIS EST COMPLÉTÉE.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AMÉLIE COUTURE-ROY RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	TROIS RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES, SOIT LES 11 JUIN ET 17 OCTOBRE 2013, AINSI QUE LE 21 JANVIER 2014 CONDUISANT, NOTAMMENT, À LA PRÉPARATION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE CONCERTATION EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS À LA LPJ, DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SUR L'APPLICATION DE LA LPJ ONT ÉTÉ SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. SANS PROPOSER UNE NOUVELLE RÉVISION DE LA LOI, LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) CONSIDÈRENT QU'IL Y A LIEU D'EXAMINER LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES ET DE SE PENCHER SUR LES SOLUTIONS À METTRE DE L'AVANT.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKI	N/A	EN 2013-2014, LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES AUX MINISTRES DU MJQ ET DU MSSS. DE PLUS, CE COMITÉ A ÉTÉ SOLlicitÉ POUR SE PENCHER SUR LA PROBLÉMATIQUE DES CRIMES D'HONNEUR ET DES GROUPES SECTAIRES. CINQ RENCONTRES ONT EU LIEU DURANT CETTE PÉRIODE ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE	CE COMITÉ A ÉTÉ FORMÉ POUR S'ASSURER DE L'ARRIMAGE ENTRE LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET LA PROCÉDURE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKI	N/A	DES TRAVAUX INTENSIFS SUR CETTE QUESTION ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES EN 2013-2014. HUIT RENCONTRES ONT EU LIEU PENDANT CETTE PÉRIODE ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE POUR ENFANT	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MELS, LE MSP ET LE DPCP.	AUDREY TURMEL	N/A	DIX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2013-2014 ET UNE FORMATION A ÉTÉ DONNÉE AUX PARTENAIRES LE 22 NOVEMBRE 2013.
SOUS-GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉNONCIATION D'ABUS PAR LES PROFESSIONNELS	SE PENCHER SPÉCIFIQUEMENT SUR LES OBSTACLES À LA DÉNONCIATION PAR LES PROFESSIONNELS ET TROUVER DES PISTES DE SOLUTIONS.	AUDREY TURMEL	N/A	SUITE AU DÉPÔT DU RAPPORT, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DE RECONDUIRE CE COMITÉ POUR VEILLER AU LANCEMENT D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE POUR TROUVER D'AUTRES PISTES DE SOLUTIONS. LES CHERCHEURS ONT DÉBUTÉ LEURS TRAVAUX EN 2012. LES TRAVAUX SONT TOUJOURS EN COURS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE LA DIVERSITÉ : UNE VALEUR AJOUTÉE	CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES D'UNE MESURE DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013, AFIN DE PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES QUI Y FIGURENT. LE SECRÉTARIAT EST ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LE COMITÉ S'EST RENCONTRÉ À PLUSIEURS REPRISES AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE AFIN DE FAIRE PROGRESSER LES TRAVAUX ENTOURANT L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION. LE MJQ EST À REGARDER LA POSSIBILITÉ D'INCLURE UNE MESURE À CELUI-CI ET RÉPON-DANT AUX BESOINS EXPRIMÉS EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE DU PROFILAGE RACIAL.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	CE GROUPE DE TRAVAIL A ÉTÉ MIS SUR PIED AFIN D'ÉtudIER LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉ-RENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PU-BLIQS. LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DOIT ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMO-NISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2013-2014, NOUS AVONS ASSISTÉ À TROIS RENCONTRES. NOUS COLLABORONS DANS CE DOSSIER POUR LE RÉGIME DE L'IVAC.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXERCICE DE LA PARTIE XXVII DU CODE CRIMINEL DANS LES COURS MUNI-CIPALES	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE À PROPOSER DES AMÉNAGEMENTS À L'EXERCICE DE LA JURIDICTION DE LA PARTIE XXVII PAR LES COURS MUNICIPALES; IL POURRA ÉGALEMENT FAIRE DES RECOMMANDATIONS SUR L'AVENIR DES COURS MUNICIPALES.	AMÉLIE COUTURE-ROY MARC LAHAIE RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	DEUX RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES LES 16 AOÛT ET 26 NOVEMBRE 2013.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION SPÉCIALE POUR FRAIS DE SÉJOUR EN TOXICOMANIE DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS	ASSURER LE SUIVI DE LA CLIENTÈLE NÉCESSITANT DES BESOINS SPÉCIAUX.	MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ASSURANCE DE FRAIS FUNÉ-RAIRES	CE COMITÉ A POUR MANDAT LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS SUR LA VENTE DE FRAIS FUNÉRAIRES.	RENÉE MADORE DOMINIQUE MALÉZA	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	CE GROUPE DE TRAVAIL ÉTUDIE LA CONVENTION, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS.	FREDÉRIQUE SABOURIN, FRANCE RÉMILLARD (MJQ-DGAJL), SYLVIE SCHERRER (MRIF-DAJ),	N/A	N/A
CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉTAT CIVIL	RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LE CHANGE-MENT DE SEXE, DANS UN PREMIER TEMPS, ET D'AUTRES SUJETS, DANS UN DEUXIÈME TEMPS.	ANDRÉ BRETON JOSÉE LALANCETTE FREDÉRIQUE SABOURIN	N/A	UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS
CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LA SIGNIFICATION	RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION	FREDÉRIQUE SABOURIN	N/A	DEUX CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES TOUS LES MOIS
CHLC- PERSONNES DISPARUES	RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME PERMETTANT AUX POLICIERS D'AVOIR ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR MENER LES ENQUÊTES NÉCESSAIRES SUR LES PERSONNES DISPARUES	MYRIAM CANTIN FREDÉRIQUE SABOURIN	N/A	UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS
GROUPE CONSULTATIF SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	DÉSIGNÉE PAR LE SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE POUR PRÉSENTER LE QUÉBEC AU SEIN DE CE GROUPE DE TRAVAIL CRÉÉ EN 1973 PAR LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, IL S'AGIT DE CONSEILLER CE MINISTÈRE SUR LES QUESTIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPE-MENT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR LE QUÉBEC.	FREDÉRIQUE SABOURIN	N/A	UNE RENCONTRE DE DEUX JOURS A LIEU AU PRINTEMPS À OTTAWA ET UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE À L'AUTOMNE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNES) ET LE SOUS-COMITÉ ASSUJETTISSEMENT / DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDINATION DES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT	JULIEN FRENETTE, RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONE (DAJ)	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONE. ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES	JEAN-FRANÇOIS JOBIN, CTX Mtl, ALAIN LOUBIER, DDP, FRÉDÉRIC MAHEUX, CTX QC SOPHIE LÉPINE ZARUBA, DDP	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU CIRDI	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN VEILLANT AU RESPECT DES COMPÉTENCES CONSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS.	NATHALIE LATULIPPE, RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONE (DAJ), FRÉDÉRIQUE SABOURIN, DOP PASCALE BRIÈRE, DAJ-JUSTICE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES AFFAIRES DE L'OIT	EXAMEN DES PROJETS DE CONVENTIONS, DES PROJETS DE RECOMMANDATIONS OU DE PROJETS D'INSTRUMENTS (PAR EX : DES DÉCLARATIONS) DE L'OIT ET EXAMENS DIVERS DONT LA CONFORMITÉ DE TELS PROJETS PAR RAPPORT AU DROIT INTERNE.	PIERRE MÉRETTE, RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONE (DAJ)	N/A	SUIVI BISANNUEL DES CONFÉRENCES DE L'OIT INCLUANT LA PRÉPARATION DE RÉPONSES DU QUÉBEC AUX PROJETS DE CONVENTIONS PROPOSÉS. IL N'Y A PAS EU DE RÉUNION FORMELLE DU COMITÉ.
COSSIG	COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE POUR LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE.	PATRICK GINGRAS, DAJ-ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS, RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONE, TOURISME ET AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES	N/A	IL N'Y A PAS EU DE RÉUNION EN 2013.
GRUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA	ANALYSE DE CONFORMITÉ DES MESURES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUVAINT ÊTRE RELATIVES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES (APA) DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION. MANDAT EN VOIE DE RÉVISION LORS DE LA PROCHAINE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL PRÉVUE LE 21 MARS 2012	MÉLANIE ROCHETTE-MERCIER, (DAJ-RNF)	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GRUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVAINT NECESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME	SOPHIE LÉPINE ZARUBA MARC-ANDRÉ FOURNIER STÉPHANE MARSOLOIS – DIRECTION DU DROIT PUBLIC	N/A	MISE EN ŒUVRE DU GUIDE INTÉRIEURE DE CONSULTATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET ÉLABORATION OU LA MISE À JOUR DE DIFFÉRENTS OUTILS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
<p>GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DU CHAPITRE 17 DE L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR PORTANT SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS</p>	<p>CONFORMÉMENT AU MANDAT CONFÉ PAR LE CONSEIL DE LA FÉDÉRATION, LE GROUPE DE TRAVAIL EST CHARGÉ DE PROPOSER DES SOLUTIONS POUR RÉPONDRE AUX PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES SE RAPPORTANT AU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SOUS L'ACI</p>	<p>JEAN-FRANÇOIS LORD, ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS (DAJ) MARIE-ANDRÉE MARQUIS, MEIE MÉLANIE ROCHETTE-MERCIER, DAJ-RNF MARIE BLANCHET DAJ MTQ ET AUTRES (NOTAMMENT MAPAQ)</p>	<p>N/A</p>	<p>LE COMITÉ EST DISSOUT PUISQUE LES TRAVAUX ONT ÉTÉ COMPLÉTÉS. LES PARTIES ONT ADOPTÉ UN NOUVEAU PROCESSUS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS QUI A ÉTÉ INTÉGRÉ DANS L'ACI.</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL JUSTICE-MRN SUR LA RÉVISION DES MÉCANISMES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE</p>	<p>ANALYSER LES DEMANDES D'ÉVENTUELLES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÈGLEMENTAIRES PRINCIPALEMENT EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE FORMULÉES PAR LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DU REGISTRE FONCIER. PRODUIRE UN RAPPORT FORMULANT LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL EN VUE D'UNE CONSULTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN CE DOMAINE.</p>	<p>FRANCE FRADETTE (DGAJL-DGE) ALAIN ARCHAMBAULT STÉPHANIE CASHMAN-PELLETIER (OFFICIERE DE LA PUBLICITÉ DES DROITS) MARIE-JOSÉE PELCHAT (MRN-DGRF) CHANTAL POULIOT (MRN-DGRF) DIANE BLOS (DAJ-MRN) SABRINA DESGAGNÉ (DAJ-MRN) ISABELLE GIGUÈRE (DAJ-MRN) YANN DUGUAY (DAJ-JUSTICE) JOSÉE LALANCETTE (DAJ-JUSTICE) GHISLAINE MONTPETIT (DRC DGSJR)</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA GESTION DE LA PRÉSENCE AU QUÉBEC</p>	<p>TABLE DE JURISTES EN SUPPORT AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRÉSENCE AU QUÉBEC</p>	<p>JURISTE RRQ JURISTE RAMQ JURISTE ARQ STÉPHANIE GAUVIN, DAJ TESS</p>	<p>N/A</p>	<p>N/A</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES EN MATIÈRE JURIDICO-TECHNOLOGIQUE</p>		<p>PATRICK GINGRAS, DAJ MRI STÉPHANIE GAUVIN, DAJ TESS MYRIAM CYR, DAJ TESS, CAROLINE DOUCET, DGSJR MJQ ET PLUSIEURS AUTRES JURISTES PROVENANT D'AUTRES MINISTÈRES ET DE DIVERS ORGANISMES</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE RENCONTRE S'EST TENUE EN 2013-2014. SUJET ABORDÉS : INCIDENTS JURIDIQUES DE L'UTILISATION DE L'INFONJAGUE PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. PROGRAMME CIVIL DE FORMATION DES ENQUÊTEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE ET PROGRAMME CIVIL DE FORMATION DES ENQUÊTEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE.</p>

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE GESTION DU REGISTRE LSJPA	COMITÉ FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA DGSJR DU MJQ, DU DPCP, DU MSSS ET DU MSP TRAITANT DES QUESTIONS RELATIVES À L'ÉVOLUTION DU REGISTRE LSJPA.	SOPHIE JONCAS, DGSJR-MJQ	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MEMBRES SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	ANDRÉE BLANCHET (DGSJR) CAROLE PICARD (DGSJR) PAUL CHARBONNEAU (DGSJR) JACQUES VACHON (BIA) HALA SAMAAN (DGSJR) DENIS CHAREST (DGSJR) PATRICE BLACKBURN (DGSJR) CAROLINE LANDRY (DGSJR) ET DES REPRÉSENTANTS DU DPCP, DU MSP, DE L'AMF ET DE L'ARQ	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES MINISTÈRES CONCERNÉS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERNÉES AUX PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	ANDRÉE BLANCHET (DGSJR) CAROLINE LANDRY (DGSJR) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	FRANCE LYNCH (DGSJR) CHANTAL COUTURIER (DGSJR) ANDRÉE BLANCHET (DGSJR) CHRISTIAN G. SIROIS (DGSJR) DONALD TREMBLAY (DGSJR) ANNIE TURCOTTE (DGSJR) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX (DGSJR) ANNIE TURCOTTE (DGSJR) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME	DÉVELOPPER DES CONSENSUS ET ASSURER UN PARTAGE D'INFORMATION QUANT À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME	SUZANNE POTVIN PLAMONDON DON DRC (DGSJR) LISE CADORET DRC (DGSJR)	N/A	IL N'Y A PAS EU DE RENCONTRE EN 2013-2014. CÉPENDANT, LES DEUX ORGANISATIONS ONT, SUR UNE BASE RÉGULIÈRE, DES ÉCHANGES RELATIFS AU REGISTRE.
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LES SERVICES CORRECTIONNELS (MSP).	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERNÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE (DGSJR) ET REPRÉSENTANTS DU MSP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
COMITÉ DE CONCERTATION POUR LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUÉS AU NORD DU QUÉBEC	DISCUTER ET RÉGLER LES PROBLÉMATIQUES CONCERNANT LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUÉS DANS LE NORD DU QUÉBEC	PAUL CHARBONNEAU (DGSJR) ET REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU KRPF	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
SCG : COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR L'AUTHENTIFICATION GOUVERNEMENTALE	LES TRAVAUX VISENT À ORIENTER L'ÉVOLUTION DES SOLUTIONS D'IDENTIFICATION ET D'AUTHENTIFICATION ÉLECTRONIQUE UTILISÉES PAR LES ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT, PAR LES RÉSEAUX AINSI QUE PAR CERTAINES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT.	LYNE BOUCHARD (SMA MJQ), REVENU QUÉBEC, SCT, SERVICES QUÉBEC, RAMQ	N/A	TRAVAUX EN COURS
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCE UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	LYNE BOUCHARD (SMA MJQ), REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	N/A	EN CONTINU.
COMITÉ DE GESTION DE L'EXPERTISE ET DU SAVOIR-FAIRE - SCT	CONSEILLER LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (RH) EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (RI) PARTAGER L'EXPERTISE ET LE SAVOIR-FAIRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AFIN DE FAVORISER LA MISE EN COMMUN CONTRIBUER AUX TRAVAUX PRIORISÉS PAR LE COMITÉ	LISON DUBÉ (DG-DRI-MJQ), REVENU QUÉBEC, MRN, CNT, FADG, CSST, CARRA, MTQ	N/A	EN CONTINU.
DÉMARCHE ÉLABORATION DU PROFIL DE COMPÉTENCES DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE D'AFFAIRES	ÉLABORATION DU PROFIL DE COMPÉTENCES DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE D'AFFAIRES	CHRISTINE LAROUCHE (DRI-DPI), MRN, CNT, SCT, CSST	N/A	PROFIL DÉPOSÉ.
TABLE DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE D'ENTREPRISE	FAVORISER LA COHÉRENCE DES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE GOUVERNEMENTALE	GHISLAIN DUBÉ (DRI-DPI)	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
RENCONTRES HEBDOMADAIRES DU CERT/AQ (DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES)	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL	IMED MASMOUDI OU GILLES FORTIER DU MJQ ET DES AGENTS DE LIAISON TECHNIQUE EN SÉCURITÉ DE PLUSIEURS MINISTÈRES	N/A	EN CONTINU.
RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE VALIDATION DU VOLET SÉCURITÉ DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	VALIDER LE VOLET DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ GOUVERNEMENTAL POUR FIN JUIN 2014	IMED MASMOUDI (DRI-DSCET) ET DES ARCHITECTES EN SÉCURITÉ DES M/O (ENVIRON 8 MEMBRES)	N/A	EN COURS.
COMITÉ DES CLIENTS UTILISATEURS DE LA PFI	OPTIMISATION DES SERVICES ACTUELS DE LA PLATEFORME INTERMÉDIAIRE. IMPLIQUER LES CLIENTS DANS LA REDÉFINITION DU CATALOGUE DE SERVICES	SYLVAIN RIVARD (DRI-DSCET) MAMROT, MD-DELCC, MJQ, MESS, CTQ, MIDI, CSPQ, CARRA, SCT, SERVICES QUÉBEC	N/A	EN CONTINU.
CSPQ, STORI : ATELIER DE TRAVAIL "TRAITEMENT ET STOCKAGE"	COLLIGER LES BESOINS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT ET STOCKAGE DES M/O AFIN DE RECOMMANDER UNE SOLUTION DE MISE EN COMMUN POUR L'HÉBERGEMENT DES CENTRES DE TRAITEMENTS DU GOUVERNEMENT.	CHRISTIAN BOISVERT (DRI-DSCET) LES PRINCIPAUX PARTENAIRES IMPLIQUÉS SONT DU : CSPQ, MTQ, MA-PAG, SCT, MRN, SAAQ ET RAMQ	N/A	EN COURS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2013-2014	RÉSULTATS ATTEINTS
SCT: GUIDE INFONUAGIQUE	ÉLABORATION D'UN GUIDE D'UTILISATION DES SOLUTIONS INFONUAGIQUES POUR LES M/O	CHRISTIAN BOISVERT (DRI-DSCET) LES PRINCIPAUX PARTENAIRES IMPLIQUÉS SONT DU : CSPQ, CSST, SAAQ ET SCT	N/A	GUIDE DÉPOSÉ.
SCT : GROUPE DE TRAVAIL TÉLÉCOMMUNICATION AU NUNAVIK	RÉALISATION D'ÉTUDES ET ANALYSE CONDUISANT À UNE RECOMMANDATION POUR ADRESSER LA CONTINUITÉ DU SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION DANS LES COMMUNAUTÉS DU NUNAVIK DONT LE CONTRAT AVEC TÉLÉSAT ARRIVE À ÉCHÉANCE EN 2016	CHRISTIAN BOISVERT (DRI-DSCET) LES PRINCIPAUX PARTENAIRES IMPLIQUÉS SONT DU : SCT, CSPQ, MIESL, MCE, MAMROT, MRN ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATVIK	N/A	EN COURS.
FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE (FRVI)	FAVORISER UNE GESTION EFFICACE DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES PAR L'EXERCICE ET LA PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE. RENFORCER ET SOUTENIR LES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE AINSI QUE LEUR ÉQUIPE.	FRANCINE ASSELIN, MJQ (PRÉSIDENTE) PIERRE GAGNÉ, RQ HODA ABDEL-MALAK, SAAQ ANDRÉ BÉLANGER, SQI ANDRÉ DUGAS, HYDRO QUÉBEC CHRISTIAN BOIVIN, ÉDUCATION ANNIE TREMBLAY, SHQ SYLVAIN AYOTTE, MSP MAGDA GREISS, BNAQ	N/A	RÉSEAUTAGE ENTRE LES VÉRIFICATEURS INTERNES. ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE FORMATION. ÉCHANGE SUR LES ENJEUX EN VI ET LES DIFFÉRENTS DOSSIERS À METTRE DE L'AVANT. TRAVAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS/GUIDES EN COLLABORATION AVEC LE SCT.

P. 5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2013-2014	1493	3451	43,3 %

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

2013-2014	NOMINATION D'OCCASIONNELS	%
TOTAL MJQ	167	11,2
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES (DGSJR)	114	9,5
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À L'ORGANISATION (DGSO)	7	24,1
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES (DGAJL)	4	3,3
COUR D'APPEL	8	14,8
BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA)	16	29,1
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	0	0,0
BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	0,0
CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	0	0,0
DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP)	1	50,0
DIRECTION DES COMMUNICATIONS (DC)	0	0,0
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE (DVI)	0	0,0
FONDS ACCÈS JUSTICE (NO MINISTÈRE 771)	0	0,0
FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (NO MINISTÈRE 872)	1	100,0
FONDS DES REGISTRES (NO MINISTÈRE 878)	16	84,2

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION H:\1100_ADMIN\1141_REDDITION_COMPTE\INFORMATION_GESTION\INFORMATION DE GESTION 2013-2014\BASE DE DONNÉES MJQ 2013-2014

P. 6 VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. 7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

SONDAGES COMMANDÉS

SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
REPÉRAGE ET ANALYSE DES CONVERSATIONS SUR LES MÉDIAS SOCIAUX CONCERNANT LA CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	SOM RECHERCHES ET SONDAGES	750,00 \$

DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES

AUCUN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

SONDAGES COMMANDÉS

SONDAGE	FIRME	COÛT DU CONTRAT
ENQUÊTE PAR CLIENTS-MYSTÈRES – SERVICE À LA CLIENTÈLE DE LA DRC (REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS ET REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMEN-TATION)	SOM RECHERCHES & SONDAGES	11 260 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 8 LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

MINISTÈRE

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFIS EN 2013-2014 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.64 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P. 9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013 ET 2013-2014. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

MINISTÈRE

BUREAU DU SOUS-MINISTRE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC., LES	SERVICES DE RÉDACTION ET TRADUCTION.	155,28 \$

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC Cri (FR.-ANG.)	146,25 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	894,20 \$
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC NUNAVIK (FR.-ANG.)	146,25 \$
TRADUCTION WATERHOUSE INC. (LES)	AJUSTEMENT CONTRAT CAVAC	23,00 \$

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CSPQ	AIDE JURIDIQUE AU CRIMINEL	412,65 \$
GARDNER, CHRISTINE	TRADUCTION - DISCOURS NATHALIE DROUIN (JUSTICE ET SÉCURITÉ CIVILE).	82,32 \$
GARDNER, CHRISTINE	TRADUCTION (BERNIE ADAMS - PLAINTÉ).	38,85 \$
PAQUET, CAROLE	RÉVISION LINGUISTIQUE DU "RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2012-2013 MJQ".	630,00 \$
PAQUET, CAROLE	RÉVISION "FONDS ACCÈS JUSTICE".	200,00 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC., LES	TRADUCTION VERS L'ANGLAIS ET RÉVISION DE TEXTES ANGLOPHONES.	5659,00 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BOUCHARD, JEAN	TRAVAUX DE TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS JURIDIQUES (VERS LE FRANÇAIS) DANS LE DOSSIER DU LAC-MÉGANTIC.	3820,50 \$
CAROLINE, DORIS	SERVICE DE RÉVISION LINGUISTIQUE ET TRADUCTION DE DEUX RAPPORTS D'EXPERT DANS LE DOSSIER "LITIGE MAJEUR".	1768,50 \$
CSPQ	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS	7516,97\$
GRUPE D'ANALYSE LTÉE	TRADUCTION EN LANGUE ANGLAISE DU RAPPORT D'EXPERTISE DANS LE DOSSIER "LITIGE MAJEUR".	7500,00 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ANGLOCOM INC.	SERVICES DE TRADUCTION.	1127,08 \$
BARDOUL, ÉVELYNE (LES MOTS À L'ENVOI)	SERVICES DE TRADUCTION.	1762,02 \$
CSPQ	SERVICES DE TRADUCTION.	539968,00\$
CHAHAL-BHULLER, MANPREET	SERVICES DE TRADUCTION.	14,04 \$
CHAREST, MURJANIE	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	2652,72 \$
CORTACANS, CONCEPCION	SERVICES DE TRADUCTION.	988,56 \$
DEMERS, GUY	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	16077,88 \$
HEL, SAMBATH	SERVICES DE TRADUCTION.	4730,58 \$
HILAL CHOLAK, LAMICE	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	471,24 \$
HILCHEY, KAREN	SERVICES DE TRADUCTION.	7,20 \$
HILCHEY, KAREN	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	58,24 \$
JORDAN, GASTON	SERVICES DE TRADUCTION	129,00 \$
KAAL, STEVEN	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	2187,92 \$
KARLOZIAN, HAGOP	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	406,28 \$
KUBACKI, ALEXANDRE	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	15,96 \$
LELLOUCHE, SOPHIE	SERVICES DE TRADUCTION.	2919,96 \$
MARTINEZ, DAVID	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	89,88 \$
MARTINEZ, DAVID	SERVICES DE TRADUCTION.	94,50 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	140,00 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICES DE TRADUCTION.	16151,00 \$
SCALLEN, JENNIFER	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	51,24 \$
SCHWARTZ, ANNABEL	SERVICES DE TRADUCTION - TERMES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES.	134,96 \$
TRADUCTIONS KLM INC.	SERVICES DE TRADUCTION.	4642,00 \$
TRADUSIGNE	SERVICES DE TRADUCTION.	1938,07 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CSPQ	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	321,30 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC., LES	PROCÉDER À LA TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	1454,29 \$

BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
COMMUNICATION WRITE TOUCH	TRADUCTION DOCUMENT JURIDIQUE	520,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	LETRE POUR LE DOSSIER # 620, LETTRE POUR LE DOSSIER # 626 ET LETTRE POUR LE DOSSIER # 628 (22-04-13)	441.36 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	LETRE POUR LE DOSSIER # 626 (31-05-13)	76.68 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	LETTRE POUR LE DOSSIER 618 ET LETTRE POUR LE DOSSIER # 628 (21-06-13)	141.84 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	DÉCISION RENDUE DANS LE DOSSIER # 618 + 2 LETTRES (10-07-13)	313.20 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	AVIS DE CONVOCATION POUR LE DOSSIER # 626 + LETTRE DANS LE DOSSIER # 642 (26 AOÛT 13)	87.12 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	DÉCISION RENDUE DANS LE DOSSIER # 650 (4-10-13)	140.40 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	DÉCISION RENDUE DANS LE DOSSIER # 683 (18-12-13)	88.38 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL	TRADUCTION D'UNE LETTRE DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION. CONTRAT NÉGOCIÉ. SEPTEMBRE 2013	70 \$
BABIN, DENISE	TRADUCTION VERS L'ANGLAIS D'UN DOCUMENT DE LA COMMISSION. CONTRAT NÉGOCIÉ. MARS 2014	1 690 \$
BILODEAU, COLLEEN	TRADUCTION DE 8 DOCUMENTS TELS COMMUNIQUÉS, AJOUTS AU SITE WEB, POUR LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. ENTENTE OUVERTE À TAUX FIXE POUR 2013-2014, CONCLUE PAR SOUMISSION SUR INVITATION. DATES DIVERSES : AU TOTAL : 8 DEMANDES	1 604 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS EN LIEN AVEC UN DOSSIER D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION. AVRIL 2013	2 573 \$
NLP TECHNOLOGIES	TRADUCTION DE PLUS D'UNE CINQUANTAINÉ DE DOCUMENTS EN LIEN AVEC LES DOSSIERS D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION. PRINCIPALEMENT : CORRESPONDANCE, DÉCLARATIONS DES PARTIES AU DOSSIER, EXPOSÉS FACTUELS, RAPPORTS D'ENQUÊTE ET RÉSOLUTIONS DE LA COMMISSION. ENTENTE OUVERTE À TAUX FIXE POUR 2013-2014, CONCLUE PAR SOUMISSION SUR INVITATION. DATES DIVERSES : ENVIRON 3 À 4 DEMANDES PAR MOIS	21 379 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	RAPPORT POUR L'ANNÉE 2013 DE L'ALAP.	167.70 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "LA REPRISE DU LOGEMENT PAR LE LOCATEUR"	165.60 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'IVAC DIT QUE JE SUIS L'ARTISAN DE MON PROPRE MALHEUR, QUE PUIS-JE FAIRE?"	175.20 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "DILAPIDATION DES BIENS : CONSÉQUENCES LORS DU PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL"	139.50 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'OBLIGATION ALIMENTAIRE POUR CONJOINTS"	172.20 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'INCONDUITE ET L'ASSURANCE-EMPLOI"	230.10 \$
BETTINA KARPEL	DIVERS TEXTES (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB).	68.10 \$
BETTINA KARPEL	FORMULAIRE D'AUTORISATION DE DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS.	78.30 \$
BETTINA KARPEL	TEXTE PUBLIÉ SUR LE SITE WEB SUR LE SERVICE D'AIDE È L'HOMOLOGATION ET DU FORMULAIRE H (POUR LA DEMANDE D'AIDE À L'HOMOLOGATION D'UNE ENTENTE).	705.60 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "PUIS-JE ÊTRE À LA FOIS INDEMNISÉ PAR L'IVAC ET POURSUIVRE MON AGRESSEUR?"	253.80 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISION DU COMITÉ DE RÉVISION DANS LE DOSSIER 13-0202.	333.90 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "QUI RECEVRA LA PRESTATION FISCALE CANADIENNE POUR ENFANTS EN CAS DE RUPTURE?"	158.70 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB) - "COMMENT EXÉCUTER UNE DÉCISION DE LA RÉGIE DU LOGEMENT?"	205.50 \$
BETTINA KARPEL	COMMUNIQUÉ DE PRESSE: - "LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES REMET LES PRIX ROBERT-SAUVÉ 2013"	155.40 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "POURQUOI L'AIDE SOCIALE M'OBLIGE-T-ELLE À PRENDRE UN RECOURS ALIMENTAIRE?"	160.50 \$
BETTINA KARPEL	COMMUNIQUÉ SUR LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ.	66.30 \$
BETTINA KARPEL	DEUX CHRONIQUES JURIDIQUES (PUBLIÉES SUR LE SITE WEB): - "LE SAH - SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION D'UNE ENTENTE" - "LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE, C'EST QUOI?" TEXTES POUR LE SITE WEB: "LE SARPA" ET "L'ÉMISSION JUSTICE POUR TOUS".	445.40 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "CONJOINTS DE MÊME SEXE, UNE RÉALITÉ... VOS DROITS!)"	162.60 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "CE QUE JE PEUX DIRE OU FAIRE SUR FACEBOOK"	117.00 \$
BETTINA KARPEL	DEUX TEXTES CONCERNANT LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION.	65.40 \$
BETTINA KARPEL	TEXTE SUR LES "FAIT SAILLANTS 2012-2013".	324.00 \$
BETTINA KARPEL	COMMENTAIRES SUR L'ENTENTE DE RÉCIPROCITÉ.	102.90 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BHULLER TEJINDER SINGH	TRADUCTION DU TUNJAB AU FRANÇAIS	161 \$
BOTBOL, JUDITH	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	172 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	975 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 743 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 482 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU LETTON AU FRANÇAIS	4 068 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	1 053 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	56 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU LETTON AU FRANÇAIS	684 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'HÉBREU	433 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	5 460 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU PORTUGAIS	3 157 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	5 165 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ALLEMAND AU FRANÇAIS	766 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	474 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	51 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	6 028 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	604 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU LETTON	558 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ALLEMAND AU FRANÇAIS	48 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	356 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	117 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	6 457 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU LETTON	4 180 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU LETTON AU FRANÇAIS	26 378 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU MANDARIN	1 980 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'HÉBREU	5 120 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	62 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 984 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU PORTUGAIS	2 149 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 045 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 738 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU LETTON AU FRANÇAIS	2 796 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	29 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 310 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU PORTUGAIS	355 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	151 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	786 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	98 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	392 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	448 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ALLEMAND	1 039 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	10 454 \$
MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 536 \$

CERTAINES DÉPENSES ONT ÉTÉ REMBOURSÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
COMMUNICATION WRITETOUCH	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	889,40 \$
NLP TECHNOLOGIES INC.	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	66 568,97 \$
CENTRE DE LA COMMUNAUTÉ SOURDE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	342,50 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	11 979,30 \$
GRIMARD JOSETTE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	589,63 \$
AMIR M. MAASOUMI	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	350,00 \$
SIVET SERVICE D'INTERPRETATION VISUELLE & TACTILE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	412,50 \$
SERVICE REGIONAL D'INTEPR L'EST QUEBEC INC.	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	1 140,00 \$

MINISTÈRE

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

DATE	NOMBRE DE MANDATS	PALAIS DE JUSTICE	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES 2013-2014
2013-08-01	1	ALMA	SÉCURISER - COMPTOIR GREFFE	42 156,58 \$	6 030,40 \$
2013-08-01	1	ALMA	RÉTROCESSION D'ESPACE AU DPCP	0,00 \$	(4 935,04 \$)
2013-10-04	1	ALMA	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	17 003,24 \$	15 604,64 \$
2013-09-01	1	CHICOUTIMI	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	57 507,65 \$	17 054,05 \$
2013-10-04	1	ROBERVAL	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	16 935,11 \$	11 100,04 \$
2014-03-01	1	ROBERVAL	RELOCALISATION DU BUREAU DU JPM DANS LE PALAIS DE JUSTICE	52 217,02 \$	933,69 \$
2013-06-01	1	BAIE-COMEAU	RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE LA MAGISTRATURE	701 623,69 \$	46 938,14 \$
2014-02-01	1	SEPT-ÎLES	ÉCHANGE DE LOCAUX ENTRE LE MSP ET LE MJQ	2 555,50 \$	2 123,66 \$
2013-10-30	1	SEPT-ÎLES	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	17 327,49 \$	17 327,49 \$
2013-10-01	1	GATINEAU	TRAVAUX URGENTS ANCIENS LOCAUX DE LA COUR MUNICIPALE	9 175,13 \$	9 175,13 \$
2013-07-01	1	GATINEAU	AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT ESPACE - PHASE II ÉTAPE 1 (RÉAMÉNAGEMENT ANCIENS LOCAUX DE VILLE)	31 225,93 \$	80 961,48 \$
2013-09-01	1	GATINEAU	AMÉNAGER 3 BUREAUX DE JUGES - RELOCALISER LA BIBLIOTHÈQUE DU CAIJ	190 523,79 \$	81 216,84 \$
2014-03-31	1	GATINEAU	EXPLOITATION SPÉCIALE - MAINTIEN AUX CONDITIONS NORMALES LORS DES JOURS FÉRIÉS (FRAIS)	2 532,00 \$	2 532,00 \$
2014-03-01	1	JOLIETTE	MODIFICATION DU BANC DES ACCUSÉS: SALLE 1.05 ET SÉCURITÉ	38 120,94 \$	38 120,94 \$
2014-02-01	1	JOLIETTE	AJOUT D'UN NOUVEAU BOX POUR ACCUSÉS - SALLE 2.20	15 610,00 \$	15 610,00 \$
2014-03-31	1	JOLIETTE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	21 173,37 \$	21 173,37 \$
2013-05-15	1	KUUJUAQ	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	8 935,66 \$	8 935,66 \$
2014-01-01	1	KUUJUARAPIK	ENTREPOSAGE MOBILIER DSPC DANS LOCAUX MJQ	0,00 \$	(2 228,58 \$)
2014-02-01	1	KUUJUARAPIK	LOCATION TEMPORAIRE SALLE D'AUDIENCE	0,00 \$	(3 152,80 \$)
2014-03-31	1	KUUJUARAPIK	RELOCALISATION DU PALAIS À WHAPMA-GOOSTUI	0,00 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	LAVAL	AMÉNAGER NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ (PH 2 - 1 JUGE)	2 267,04 \$	2 267,04 \$
2014-03-31	1	LAVAL	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	22 596,19 \$	21 723,70 \$
2013-05-14	1	L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	AMÉNAGER TEMPORAIREMENT UNE SALLE AUX ASSISES (PROCÈS PRÉVU LE 20 MAI 2013)	741,10 \$	741,10 \$
2013-05-15	1	NEW CARLISLE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	2 402,15 \$	2 124,93 \$
2013-05-15	1	PERCÉ	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	2 844,51 \$	2 124,93 \$
2014-03-01	1	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	RÉLOCALISATION DU CAVAC AU LOCAL 1.20	3 767,92 \$	1 839,27 \$
2013-10-01	1	MONTRÉAL	RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGES (GLOBAL) (2010-0006) - HONORAIRES	101 710,98 \$	10 912,14 \$
2013-06-01	1	MONTRÉAL	ACCROISSEMENT D'ESPACE	300 811,49 \$	109 766,70 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	PALAIS DE JUSTICE	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES 2013-2014
2013-06-01	1	MONTRÉAL	SALLE DRH, LOCAL 8.83	36 916,07 \$	12 909,50 \$
2013-04-01	1	MONTRÉAL	ESPACE D'ENTREPOSAGE SÉCURITAIRE POUR MANDATS DE PERQUISITIONS	0,00 \$	4 891,20 \$
2014-01-01	1	MONTRÉAL	RÉTROCESSION DU LOCAL 15.57X	0,00 \$	(476,64 \$)
2014-02-01	1	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SALLES DE DÉLIBÉRATION - 14 JURÉS	0,00 \$	0,00 \$
2013-12-31	1	MONTRÉAL	RAFFRAÎCHISSEMENT DU CORRIDOR ET D'UN BUREAU DE JUGE ET SALLE DE DÉLIBÉRÉE	18 843,50 \$	18 843,50 \$
2013-12-01	1	MONTRÉAL	ÉTUDE DE FAISABILITÉ (ENLEVER 2 COLONNES LOCAL 5.113)	10 585,81 \$	10 585,81 \$
2014-04-01	1	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PQI	176 520,50 \$	0,00 \$
2014-04-01	1	MONTRÉAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	1 313 065,90 \$	0,00 \$
2013-05-01	1	MONTRÉAL - CJ	AMÉNAGER UNE SALLE DE CONCILIATION INSONORISÉE	194 842,78 \$	56 445,51 \$
2014-03-31	1	MONTRÉAL - CJ	CONTRAT DE SERVICES D'ENTRETIEN POUR L'ARCHE DE DÉTECTION - CHJ	5 594,75 \$	5 594,75 \$
2013-07-30	1	MONTRÉAL - CJ	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	3 288,16 \$	3 288,16 \$
2013-12-04	1	MONTRÉAL - CJ	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	8 209,82 \$	8 209,82 \$
2013-11-05	1	LA MALBAIE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	8 300,04 \$	8 300,04 \$
2014-03-31	1	QUÉBEC	TRAVAUX DIVERS - SUITE RÉNOVATION DES BUREAUX DES RECHERCHISTES (PROJETS LOCAUX)	1 902,64 \$	1 902,64 \$
2013-11-01	1	QUÉBEC	RÉTROCESSION LOCAL RC-14C AU MSP	0,00 \$	(1 071,70 \$)
2014-03-31	1	QUÉBEC	REAMÉNAGEMENT VESTIAIRE DES AVOCATS - ANALYSE	0,00 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	QUÉBEC	CA - SIGNALISATION	7 085,17 \$	7 085,17 \$
2013-12-01	1	QUÉBEC	CLIMATISER LA RÉGIE (1.06)	4 839,10 \$	4 839,10 \$
2013-06-01	1	QUÉBEC	AMÉNAGER UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ ET PERSONNEL DE SOUTIEN	0,00 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	QUÉBEC	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	46 111,60 \$	44 986,10 \$
2014-01-01	1	QUÉBEC	CA - TAPIS & PEINTURE, GREFFE ET RECHERCHISTES(4.27 & 5.09)	58 788,40 \$	3 153,60 \$
2013-07-01	1	QUÉBEC	AJOUT DE DEUX BOUTONS PANIQUES - COUR D'APPEL	749,28 \$	749,28 \$
2014-02-01	1	QUÉBEC	GIVRAGE DU VITRAGE DES PORTES EXTÉRIEURES DES SALLES D'AUDIENCE	2 058,09 \$	2 058,09 \$
2014-03-31	1	_GLOBAL	CLIMATISATION ET ÉCLAIRAGE(FRAIS) (2013-2014)	1 399,33 \$	1 399,33 \$
2013-04-25	1	CHAMBLY	PEINTURE BUREAU	3 005,43 \$	3 005,43 \$
2013-12-01	1	MONTRÉAL - CA	DÉGÂT D'EAU DU 19 MAI 2013	1 242,39 \$	1 242,39 \$
2014-03-31	1	MONTRÉAL - CA	RÉAMÉNAGEMENT DU CORRIDOR ADJACENT À LA BIBLIOTHÈQUE	3 321,67 \$	3 321,67 \$
2014-03-31	1	MONTRÉAL - CA	CONTRAT DE SERVICE D'ENTRETIEN POUR L'ARCHE DE DÉTECTION - CA- 2013-2014	2 190,00 \$	2 190,00 \$
2014-02-01	1	QUÉBEC	DÉPLACEMENT D'UNE UNITÉ DE LA DRI VERS LE DELTA	163 584,50 \$	28 681,30 \$
2013-10-01	1	QUÉBEC-1200	REPLACEMENT DU SYSTÈME DE CLIMATISATION DU CTI	41 192,16 \$	4 419,36 \$
2013-10-15	1	QUÉBEC-1200	AMÉLIORATION LOCATIVE (PEINTURE ET SÉCURITÉ CPE LA PETITE COUR)	5 630,75 \$	5 630,75 \$
2013-10-15	1	QUÉBEC-1200	AMÉLIORATION LOCATIVE (SÉCURITÉ CPE LA PETITE COUR)	0,00 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	QUÉBEC-1200	RÉAMÉNAGEMENT 7IÈME (DPEPD ET DGA_DGSJR)	8 012,40 \$	5 512,82 \$
2013-04-30	1	QUÉBEC-1200	ÉCLAIRAGE ET VENTILATION	568,65 \$	568,65 \$
2013-06-01	1	QUÉBEC-1200	INSTALLATION D'AFFICHES PLASTIFIÉES SUR CHACUN DES ÉTAGES (DÉFIBRILATEURS)	451,58 \$	451,58 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	PALAIS DE JUSTICE	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES 2013-2014
2013-07-18	1	QUÉBEC-1200	CIRCUIT INDÉPENDANT POUR LA SALLE DE REPOS	808,38 \$	808,38 \$
2013-04-01	1	RIMOUSKI	AMÉNAGER BUREAU POUR NOUVEAU JUGE CS	37 957,53 \$	8 144,64 \$
2014-01-01	1	RIMOUSKI	AMÉNAGER UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ (RELOCALISATION CAIJ)	211 388,95 \$	13 032,21 \$
2013-04-26	1	RIVIÈRE-DU-LOUP	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	10 441,62 \$	667,97 \$
2014-03-31	1	MONT-LAURIER	EXPLOITATION SPÉCIALE - MAINTIEN AUX CONDITIONS NORMALES LORS DES JOURS FÉRIÉS (FRAIS)	3 065,09 \$	3 065,09 \$
2013-10-01	1	MONT-LAURIER	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	6 311,58 \$	6 034,36 \$
2013-10-21	1	MONT-LAURIER	RÉPARER PROBLÈME AVEC SERRURE SALLE DE BAIN DANS LE GREFFE	122,15 \$	122,15 \$
2013-04-01	1	SAINT-JÉRÔME	RELOCALISATION DU MSP-SÉCURITÉ CIVILE	0,00 \$	(23 446,80 \$)
2013-07-01	1	SAINT-JÉRÔME	RELOCALISATION ET MISE AU NORME DU CAVAC	0,00 \$	4 899,15 \$
2013-12-10	1	SAINT-JÉRÔME	SÉCURISATION DES DÉPLACEMENTS DES JURÉS	26 035,24 \$	26 035,24 \$
2014-03-31	1	SAINT-JÉRÔME	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	29 991,68 \$	27 229,48 \$
2014-02-01	1	SAINT-JÉRÔME	MODIFICATION DU POSTE DE GREFFIER EN SALLE D'AUDIENCE(B1.01) (ERGONOMIE)	9 812,00 \$	9 812,00 \$
2013-12-31	1	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	REMPLACEMENT DES TAPIS DANS LES SALLES 1.12 ET 1.14 PUIS PEINTURE DES 5 SALLES D'AUDIENCE	16 768,15 \$	16 768,15 \$
2014-01-01	1	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	27 966,97 \$	27 689,75 \$
2014-03-31	1	THETFORD MINES	HONORAIRE POUR REMPLACEMENT DU TAPIS ET TRAVAUX DIVERS	15 265,77 \$	15 265,77 \$
2013-05-01	1	THETFORD MINES	EXPANSION DU DPCP - IMPACTS MJQ	59 254,31 \$	23 963,06 \$
2013-06-20	1	THETFORD MINES	MEUBLES SUPPLÉMENTAIRES DEMANDÉS PAR LE CAVAC(SALLE DE VICTIME)	688,93 \$	688,93 \$
2013-07-18	1	SAINT-HYACINTHE	TRAITEMENT DOCUMENT - BRIS D'EAU À L'ENTRÉE DE L'ÉDIFICE	12 660,00 \$	12 660,00 \$
2013-05-30	1	SAINT-HYACINTHE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	3 927,96 \$	968,00 \$
2013-05-01	1	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PQI (SCT)	4 200 104,18 \$	874 466,68 \$
2013-12-01	1	SOREL-TRACY	RÉCUPÉRATION ESPACE BPD SERVICE QUÉBEC	0,00 \$	4 780,76 \$
2013-11-01	1	SOREL-TRACY	ESPACE D'ENTREPOSAGE POUR MOBILIER LONGUEUIL	0,00 \$	5 192,20 \$
2014-03-31	1	SOREL-TRACY	CÂBLAGE RÉSEAU AU BUREAU DU CAVAC	408,20 \$	408,20 \$
2014-01-01	1	GRANBY	SALLE DE DÉLIBÉRATION (INSONORISATION ET RÉAMÉNAGEMENT)	108 101,55 \$	6 054,42 \$
2013-12-31	1	GRANBY	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	10 895,14 \$	10 895,14 \$
2013-06-01	1	SHERBROOKE	AJOUT D'UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ ET PERSONNEL DE SOUTIEN	4 708,25 \$	4 708,25 \$
2014-03-31	1	SHAWINIGAN	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	24 198,15 \$	24 198,15 \$
2013-11-19	1	TROIS-RIVIÈRES	FRAIS POUR LA DÉSIGNATION DE LA SALLE DE PRESSE	780,00 \$	780,00 \$
2014-03-31	1	TROIS-RIVIÈRES	REMPLACEMENT D'UN SYSTÈME DE BOUTONS D'APPEL D'URGENCE OU D'ASSISTANCE	479,45 \$	479,45 \$
2013-05-01	1	TROIS-RIVIÈRES	RÉTROCESSION DU 2E ÉTAGE À TONNAN-COUR AU DPCP	0,00 \$	(29 486,82 \$)
2013-11-01	1	AMOS	RELOCALISATION CPA	127 443,06 \$	49 446,05 \$
2014-03-31	1	AMOS	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	27 156,59 \$	23 637,45 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	PALAIS DE JUSTICE	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES 2013-2014
2013-08-23	1	VAL D'OR	CORRECTIONS SYSTÈME D'APPEL DE TÉMOINS	394,15 \$	394,15 \$
2014-02-01	1	VAL D'OR	SIGNALISATION COMPTOIRS GREFFES	520,57 \$	520,57 \$
2014-03-31	1	VAL D'OR	DÉBLAIEMENT DE L'ENTRÉE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$
2013-07-01	1	VAL D'OR	AJOUT D'UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ ET PERSONNEL DE SOUTIEN	0,00 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	VAL D'OR	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS	4 993,54 \$	4 993,54 \$
2013-08-30	1	VAL D'OR	INSTALLATION DE TABLETTES DESTINÉES AUX AGENTS CORRECTIONNELS (INSTALLATION À COMPLÉTER)	422,56 \$	422,56 \$
2013-05-01	1	VAL D'OR	ESPACE ARCHIVAGE (PHASE 2 - OBTENIR LOCAL 7.6) TRANSFERT DES ESPACES DE LA SIQ -MJQ	9 362,71 \$	10 121,16 \$
2013-06-07	1	DRUMMONDVILLE	PROTECTION DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES (SOUS-SOL)	2 782,21 \$	2 782,21 \$
2013-10-01	1	VICTORIANVILLE	TRAVAUX D'INSONORISATION GÉNÉRAL ET AJOUT DE TOILETTE AU BUREAU 1.13	92 913,55 \$	9 968,34 \$
2013-09-01	1	VICTORIANVILLE	AMÉNAGER UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ	9 224,84 \$	0,00 \$
2014-03-31	1	VICTORIANVILLE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	20 813,63 \$	20 813,63 \$
TOTAUX :				8 908 233,59 \$	1 964 721,75 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
FÉVRIER 2014	1	RELOCALISATION DU BUREAU DE SEPT-ÎLES (INCLUANT LES TRAVAUX ET DÉMÉNAGEMENT)	12 000 \$
MARS 2014	1	RÉDUCTION DE L'ESPACE, TRAVAUX, DÉMÉNAGEMENT, RELOCALISATION DE FIN DE BAIL	29 000 \$
TOTAUX :			41 000 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
01-10-2013	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD (COWANSVILLE)	168 286 \$
01-10-2013	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – ABITIBI (VAL D'OR)	45 576 \$
01-03-2014	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – LAURENTIDES (ST-JÉRÔME)	159 140 \$
TOTAUX :			373 002 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2013-05-01	1	PROJET MAJEUR – 400 BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	433 074,03 \$
2013-05-01	1	PROJET MAJEUR – 74, RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	496 192,09 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2013-05-01	1	PROJET MAJEUR – 693, RUE SAINT-AL-PHONSE NORD, THETFORD MINES	846 254,74 \$
2013-05-15	1	PROJET MAJEUR – 878, RUE DE TONNAN-COUR, TROIS-RIVIÈRES	240 258,59 \$
2013-08-22	1	PROJET MAJEUR – 375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 074 815,40 \$
2013-09-15	1	PROJET MAJEUR – 300, BOUL. JEAN-LE-SAGE, QUÉBEC	35 033,20 \$
2013-10-01	1	PROJET MAJEUR – 850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	124 239,81 \$
2013-10-31	1	PROJET MAJEUR – 2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	441 891,44 \$
2013-12-05	1	PROJET MAJEUR – 212, 6E RUE, SHAWINIGAN	620 815,78 \$
2013-12-12	1	PROJET MAJEUR – 227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	115 070,41 \$
2013-12-20	1	PROJET MAJEUR – 372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	826 111,81 \$
2014-03-01	1	PROJET MAJEUR – 410, RUE BELLECHASSE, MONTRÉAL	47 317,96 \$
N/A	10	AMÉNAGEMENTS RELIÉS À LA SÉCURITÉ	24 693,45 \$
N/A	6	DÉMÉNAGEMENT / MANUTENTION	4 768,87 \$
N/A	2	HONORAIRES POUR PLANS ET DEVIS	17 305,86 \$
N/A	6	SIGNALISATION	597,07 \$
N/A	23	TRAVAUX DIVERS	13 750,63 \$
N/A	10	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	8 594,35 \$
TOTAL :			5 370 785,49 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 213-2014 :

A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;

B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSIQUÉ LA VALEUR DE CES PRIX;

C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE

AUCUN.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

AUCUN.

DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES

AUCUN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES

AUCUN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 12 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE	NOM DE LA FIRME	DATE	OBJECTIFS
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE 2013	9 229,21 \$	CSPQ PJJ PRODUCTIONS INC. NUMÉRIX IMPRESSIONS ASYSTEL	JUIN 2013	SEMAINE DES RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE	NOM DE LA FIRME	DATE	OBJECTIFS
CAMPAGNE DANS LES JOURNAUX.	52 367 \$	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	11 FÉVRIER 2014	PUBLICISER LA "HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUES".

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 13 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
 B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
 C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : **NON APPLICABLE**

MONTANT GLOBAL : **17 664 600 \$**

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **BAVAC**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	804 930
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 040 250
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	484 050
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	812 690
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ESTRIE	801 840
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	624 620
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	1 058 440
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	942 390
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL	559 880
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 204 470
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	1 167 010
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL	2 062 140
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU NUNAVIK	982 020
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	886 940
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE QUÉBEC	1 077 820
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 164 120
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CRI	387 840
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	150 000
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
FINANCEMENT DE BASE	S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	837 450

VOIR LA QUESTION PCAQ.103, P.82 ET P.83.

PROGRAMME : **PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

MONTANT GLOBAL : **845 009 \$**

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **BAVAC**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	111 700
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC DE LA MAURICIE	49 412
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	49 990
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC DE MONTRÉAL	233 200
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	110 200
RÉFÉRENCE POLICIÈRE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	59 000
SÉMINAIRE AGRESSION SEXUELLE	CAVAC CÔTE-NORD	5 000
GUIDES INFORMATION ET RÉFÉRENCES	AQPV	40 940
COLLOQUE	CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	30 000
PRODUCTION TÉLÉVISUELLE	ALLIANCE GASPÉSIENNE MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT	76 265
ÉTUDE VICTIMISATION-DÉLINQUANCE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	42 612
ÉTUDE SANTÉ DES JEUNES AGRESSÉS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	36 690

VOIR LA QUESTION PCAQ.103 ET LP.83.

PROGRAMME : **LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE**

MONTANT VERSÉS EN 2013-2014 : **93 805 \$***

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE)**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
AGIR POUR LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS MULTIPLES VÉCUES PAR LES IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS LGBT RACISÉS	AGIR ACTION LESBIENNE, GAI, BISEXUELLE, TRANS ET QUEER AVEC LES IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS	3 000 \$
LE SOLEIL EST AU ZÉNITH : DE LA VULNÉRABILITÉ À LA VISIBILITÉ DES LGBT AFRO-ANTILLAIS DU QUÉBEC	ARC-EN-CIEL D'AFRIQUE	3 000 \$
PROJET DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES JEUNES TRANS (14-25 ANS) DU PROGRAMME JEUNESSE IDEM	BUREAU RÉGIONAL D'ACTION SIDA - PROGRAMME JEUNESSE IDEM	3 000 \$
TRANSOLIDAIRE CONTRE LA VIOLENCE 2	CACTUS MONTRÉAL - PROGRAMME ASTTeQ	5 000 \$
REFLET D'ALLIANCES – PHASE 2	COALITION D'AIDE AUX LESBIENNES, GAIS ET BISEXUELS-LES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 488 \$
VIVRE SA VIE! - THÉÂTRE D'INTERVENTION SUR L'HOMOPHOBIE ET LA TRANS-PHOBIE	COALITION D'AIDE AUX LESBIENNES, GAIS ET BISEXUELS-LES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 500 \$
STRATÉGIES POUR EN FINIR AVEC L'HOMOPHOBIE : LA FORMATION DES MAÎTRES	COALITION DES FAMILLES HOMOPARENTALES	5 000 \$
INTERVENTION THÉÂTRALE « 10 %, C'EST DU MONDE »	GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE (GRIS) – MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	6 125 \$
2E TOURNÉE PROVINCIALE DU CINÉMA FORUM H... MUET POUR MAXIMISER LA LUTTE À L'HOMOPHOBIE EN RÉGION AU QUÉBEC	MISE AU JEU, ANIMATION THÉÂTRALE ET DYNAMIQUE DE GROUPE	5 000\$
DÉVELOPPER DES INTERVENTIONS PÉDAGOGIQUES POUR ABORDER L'HOMOPHOBIE DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES DE LA MONTÉRÉGIE : UNE EXPERTISE COMMUNAUTAIRE	JEUNES ADULTES GAI-E-S	15 512 \$
NOUS ET LA LOI	CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	10 755 \$
LA SANTÉ DES LESBIENNES : L'IMPACT ET LES CONSÉQUENCES DE LA LESBOPHOBIE SUR NOTRE SANTÉ	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	7 425 \$
REGISTRE QUÉBÉCOIS DES ACTES HOMOPHOBES	GAI ÉCOUTE INC.	15 000 \$

* SOMMES ENGAGÉES ET VERSÉES À LA SUITE DES DEUX APPELS DE PROJETS PRÉCÉDENTS (2011-2012 ET 2012-2013).

DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE

AUCUN.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

AUCUN.

DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES

PROGRAMME : **PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES**

MONTANT GLOBAL : **1 185 600 \$**

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **DGSJR**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CE PROGRAMME QUI EST EN PLACE DEPUIS LES ANNÉES 90 A PRINCIPALEMENT POUR OBJECTIF: D'AIDER LES AUTOCHTONES DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE À COMPRENDRE LA NATURE ET LES CONSÉQUENCES DES ACCUSATIONS, LE PROCESSUS JUDICIAIRE, LES DÉCISIONS RENDUES PAR LE TRIBUNAL AINSI QUE LEURS DROITS ET LEURS RESPONSABILITÉS EN REGARD DES DIVERSES LOIS; D'ACCROÎTRE LA SENSIBILISATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE PÉNAL AUX RÉALITÉS SOCIO-CULTURELLES DES AUTOCHTONES ET D'ASSURER LA LIAISON ENTRE CES DERNIERS ET LES ACCUSÉS AUTOCHTONES LORS DES DIVERSES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE; D'INFORMER LA POPULATION AUTOCHTONE SUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE ET LES DIVERS SERVICES COMPLÉMENTAIRES RELIÉS À LA JUSTICE.	LES SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 185 600 \$ SELON L'ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA QUI PREND FIN EN AVRIL 2018, CE DERNIER CONTRIBUE POUR UN MONTANT MAXIMAL DE 529 694 \$ PAR EXERCICE FINANCIER.

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
LA SUBVENTION ANNUELLE ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ MAKIVIK VISE À SOUTENIR LE FONCTIONNEMENT D'UNE DEMI-DOUZAIN DE COMITÉS DE JUSTICE IMPLANTÉS DANS AUTANT DE COMMUNAUTÉS. LE FINANCEMENT PERMET L'EMBAUCHE À TEMPS PLEIN OU À TEMPS PARTIEL D'UN COORDONNATEUR LOCAL ET LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT RELIÉS AUX COMITÉS DE JUSTICE, INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. CHAQUE COMITÉ EST INDÉPENDANT MAIS LEURS INTERVENTIONS ET LEURS APPROCHES SONT RELATIVEMENT SIMILAIRES. LES BUDGETS OCTROYÉS AUX COMMUNAUTÉS SONT DÉTERMINÉS PAR LA SOCIÉTÉ MAKIVIK, SUIVANT LES BESOINS PARTICULIERS ET LES RÉALITÉS SOCIALES ET DÉMOGRAPHIQUES DE CHACUN DES VILLAGES. NOTONS QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LA SOCIÉTÉ MAKIVIK OCTROIENT ÉGALEMENT UN FINANCEMENT POUR CE PROJET.	LA SOCIÉTÉ MAKIVIK	50 000 \$
CE BUDGET PERMET GLOBALEMENT DE SOUTENIR LE PROCESSUS DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW (PROJET ACTIF AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE ADULTE ET VISANT LA PROMOTION DE LA RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS PAR L'ENTREMISE DE GROUPES DE CITOYENS DÉSIGNÉS COMME CONSEILS DE SAGES) ET LE SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW (UN PROCESSUS D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS DE JEUNES DÉLINQUANTS ET LORSQUE LE DÉVELOPPEMENT D'UN ENFANT OU D'UN JEUNE EST COMPROMIS). CE BUDGET PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UN RESPONSABLE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS ATIKAMEKWS DE WEMOTACI ET DE MANAWAN DONT LE MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES DE MÊME QUE D'ASSURER LE SECRÉTARIAT LIÉ À LA PRÉPARATION ET AU TRAITEMENT DES DOSSIERS. D'AUTRE PART, LE FINANCEMENT PERMET DE SOUTENIR LES DEUX CONSEILS DE SAGES, IMPLANTÉS DANS CHACUNE DES COMMUNAUTÉS, EN ASSUMANT LEURS FRAIS DE FONCTIONNEMENT, INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. NOTONS QUE CHAQUE COMITÉ EST INDÉPENDANT, MAIS LEURS INTERVENTIONS ET LEURS APPROCHES DANS LA GESTION DES CAS SONT RELATIVEMENT SIMILAIRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	LE CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	63 055 \$
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET, D'UNE PART, L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET ET D'UNE ASSISTANTE DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À FAIRE LA PROMOTION AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE MODES DE RÉOLUTION ALTERNATIFS, D'ASSISTER LES DEMANDEURS ET LES MÉDIATEURS, DE PRÉPARER ET DE FAIRE LE SUIVI DES DOSSIERS. D'AUTRE PART, LA SUBVENTION PERMET LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. PAR AILLEURS, 43 000 \$ ONT ÉTÉ ATTRIBUÉS POUR LA TENUE D'UN SÉMINAIRE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE. LES OBJECTIFS DE CET ÉVÉNEMENT SONT DE RASSEMBLER LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS INTERPELLÉS PAR CETTE PROBLÉMATIQUE AFIN DE PARTAGER LEUR VISION RESPECTIVE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE ET D'IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS CONCRÈTES POUR MIEUX INTERVENIR. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION POUR LES DEUX (2) ACTIVITÉS.	LE CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	95 500 \$
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS ENTOURANT LA JUSTICE COMMUNAUTAIRE ET, D'AUTRE PART, LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LES GOUVERNEMENTS ONTARIEN ET FÉDÉRAL OCTROIENT ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	LE CONSEIL DES MOHAWKS D'AKWESASNE	23 575 \$
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	LA NATION NASKAPIE DE KAWAWACHIKAMACH	20 000 \$
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET, D'UNE PART, L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	LE CONSEIL DE LA NATION LISTUGUJ MI'GMAQ	27 500 \$
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	LE CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	41 150 \$
CETTE SUBVENTION PERMET LE DÉMARRAGE D'UN PROGRAMME DE JUSTICE ALTERNATIVE DANS LA COMMUNAUTÉ DE KITCISAKI EN MATIÈRE ADULTE ET EN MATIÈRE DE JEUNES CONTREVENANTS, APPLIQUÉ PAR UN COMITÉ DE JUSTICE LOCAL.	LE CONSEIL DES ANICINAPEK DE KITCISAKI	35 000 \$

PROGRAMME : **COORDINATION EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE L'ASSOCIATION « FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC. »**

MONTANT GLOBAL : **60 000 \$**

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES)**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DES DOSSIERS TOUCHANT DES QUESTIONS LIÉES À LA JUSTICE DE MÊME QUE CEUX VISANT L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. LE MANDAT PRINCIPAL DE LA COORDONNATRICE CONSISTE À SUSCITER, PARTICULIÈREMENT AUPRÈS DES FEMMES AUTOCHTONES, UNE RÉFLEXION QUANT AUX BESOINS ET AUX ENJEUX LIÉS AUX QUESTIONS VISANT LE DROIT (DIVORCE, ADOPTION, ETC.) ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. ÉGALEMENT, IL VISE À ÉVALUER, DE CONCERT AVEC DIVERS ORGANISMES, LES ORIENTATIONS POUVANT ÊTRE MISES EN ŒUVRE EN VUE D'ASSURER DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE FAMILIALE ET D'ACTES CRIMINELS ET DE PROMOUVOIR LA DIFFUSION D'INFORMATION JURIDIQUE.	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES

AUCUN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : **NON APPLICABLE**

MONTANT GLOBAL : **1 231 190 \$**

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **FONDS ACCÈS JUSTICE**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	511 310 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE RIMOUSKI	299 010 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	420 870 \$

PROGRAMME : **AIDE FINANCIÈRE-ACCÈS JUSTICE**

MONTANT GLOBAL : **430 000 \$ ***

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : **FONDS ACCÈS JUSTICE**

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACCÈS JUSTICE	ASS. COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU GRAND-PORTAGE (ACEF)	10 000 \$
ACCÈS JUSTICE	ASS. DES CONSOMMATEURS POUR LA QUALITÉ DE LA CONSTRUCTION (ACQC)	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	AVENUE CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CENTRE DE FORMATION SOCIALE MARIE-GUÉRIN-LAJOIE	40 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP DE L'ESTRIE	50 000 \$
ACCÈS JUSTICE	COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
ACCÈS JUSTICE	L'INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	25 000 \$
ACCÈS JUSTICE	ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	PACTE BOIS-FRANCS INC.	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	LE PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	REPARS	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	RESSOURCES ALTERNATIVES RIVE-SUD	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	TRAJET INC.	30 000 \$
ACCÈS JUSTICE	AUX TROIS PIVOTS	15 000 \$

* À MÊME UN DON DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 14 POUR 2012-2013 ET 2014-2015, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2014-2015.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2013-2014
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	134 141 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	35 518 817 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	36 765 844 \$
04-01-R0	AMORTISSEMENT DES REVENUS REPORTÉS- IMMOBILISATIONS (REMBOURSEMENT PAR FONDS SÉCURITÉ ROUTIÈRE DES FRAIS ENCOURUS PAR LE BIA POUR ADAPTER SON SYSTÈME INFORMATIQUE POUR TRAITEMENT DES CONSTATS RADAR-PHOTO)	15 036 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	546 665 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS	313 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE	174 \$
04-02-34	INTÉRÊTS SUR LES DÉBITEURS	40 \$
04-03-02	DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	1 500 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	58 666 095 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL	16 831 404 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL)	28 356 425 \$
04-03-27	FRAIS – CHÈQUES SANS PROVISION	252 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CONTRIBUTION DE 10 \$ PERÇUE SUR TOUTE INFRACTION DE NATURE PÉNALE)	20 469 538 \$
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES	92 566 \$
04-04-04	RECouvreMENT - RÉMUNÉRATION	59 517 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (REVENU POUR LA GESTION DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS)	514 692 \$
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE)	529 694 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (SUBVENTION FÉDÉRALE POUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES SENTENCES)	64 293 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (SUBVENTION FÉDÉRALE)	34 335 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (SUBVENTION FÉDÉRALE)	42 188 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (SUBVENTION FÉDÉRALE)	26 182 938 \$
TOTAL REVENUS		224 826 467 \$

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2013-2014
540336	CONTRIBUTIONS PÉNALES 10 \$	10 279 500 \$
540315	SURAMENDES COMPENSATOIRES	2 884 019 \$
540316	CONTRIBUTIONS PÉNALES	2 400 \$
540318	PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS	86 024 \$
5403150203	SURAMENDES COMPENSATOIRES (15 % ADOLESCENT)	6 842 \$
TOTAL REVENUS		14 508 785 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2013-2014
04-03-AJ (442066)	CONTRIBUTIONS PÉNALES DE 4\$	6 661 991 \$
04-05-99 (444999)	TRANSFERTS ET DONATIONS DE TIERS (SUBVENTIONS OU CONTRIBUTIONS AUTRES)	430 000 \$
56-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 700 000 \$
56-04-32 (484025)	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (MJQ)	2 580 400 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS (COMPTE DE BANQUE)	15 348 \$
(443010)	RECouvreMENTS (DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES)	19 008 \$
TOTAL REVENUS		12 406 747 \$

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2013-2014
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	31 576 578 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	119 942 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	200 418 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	579 301 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 935 \$
TOTAL REVENUS		32 481 174 \$

P. 15 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC LES ANNÉES 2010-2011 ET 2011-2012.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	31 MARS 2014 - \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	171,9
REVENUS	147,2
RECETTES	125,8
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	184,9

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE ET EXCLUT LES DOSSIERS DE 100 K\$ ET PLUS.
LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 8,4 M\$ QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2014.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

DANS SON RAPPORT SUR L'OPTIMISATION DES RESSOURCES DE L'AUTOMNE 2013, LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (VGQ) A FORMULÉ DES RECOMMANDATIONS QUI CONCERNENT L'OPTIMISATION DU RECOUVREMENT AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES. LE BUREAU A DÉBUTÉ LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE VGQ. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES (DPA) A NOTAMMENT ÉLABORÉ UN OUTIL POUR SUIVRE LA VOLUMÉTRIE HEBDOMADAIRE AFIN DE PRIORISER LES INTERVENTIONS SELON LES MONTANTS À RECEVOIR ET LE TYPE JURIDIQUE, PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE. DES DIRECTIVES ONT ÉTÉ RÉVISÉES AFIN DE MIEUX DOCUMENTER LA SITUATION FINANCIÈRE DES DÉFENDEURS, ET LES PROCESSUS CONCERNANT LE RECOURS AUX SAISIES BANCAIRES SONT MAINTENANT EFFECTUÉS SYSTÉMATIQUEMENT APRÈS ANALYSE.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS

ÉVOLUTION DU RATION RECETTES/REVENUS

31 MARS 2014 - EN %	
	RÉSULTATS OBTENUS
INFRACTIONS	101,7
PERCEPTION	76,6
TOTAL DU BIA	85,5

P. 16 POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 \$ ET PLUS À PART.

MINISTÈRE

TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS	DOSSIER DE PLUS DE 100 K\$	TOTAL
Total			
Actes juridiques	44 744 460,58 \$	3 152 417,24 \$	47 896 877,82 \$
Infractions - Code sécurité routière	34 244 571,22 \$		34 244 571,22 \$
Infractions - Code criminel	54 616 393,45 \$	4 263 666,00 \$	58 880 059,45 \$
Infractions - Diverses lois	241 410 063,75 \$	173 271 667,73 \$	414 681 731,48 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	2 042 755,38 \$	4 000,00 \$	2 046 755,38 \$
TOTAL	377 058 244,38 \$	180 691 750,97 \$	557 749 995,35 \$

P. 17 POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

MINISTÈRE

CES INFORMATIONS NE SONT PAS DISPONIBLES.

P. 18 POUR LES ANNÉES 2003 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D'UN AN OU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.

MINISTÈRE

VALEUR TOTALE DES CRÉANCES DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES PAR TRANCHE D'ÂGE AU 31 MARS 2014

ÂGE	TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS	DOSSIERS DE PLUS DE 100 K\$	TOTAL
1 an et moins				
	Actes juridiques	15 560 013,89 \$	381 885,76 \$	15 941 899,65 \$
	Infractions - Code sécurité routière	13 111 533,64 \$	- \$	13 111 533,64 \$
	Infractions - Code criminel	18 022 390,59 \$	240 000,00 \$	18 262 390,59 \$
	Infractions - Diverses lois	60 425 848,60 \$	43 422 236,82 \$	103 848 085,42 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	843 965,03 \$	1 380,00 \$	845 345,03 \$
Sous-total - 1 an et moins		107 963 751,75 \$	44 045 502,58 \$	152 009 254,33 \$
1 - 2 ans				
	Actes juridiques	7 339 565,60 \$	524 903,76 \$	7 864 469,36 \$
	Infractions - Code sécurité routière	4 676 260,50 \$	- \$	4 676 260,50 \$
	Infractions - Code criminel	6 884 603,22 \$	238 000,00 \$	7 122 603,22 \$
	Infractions - Diverses lois	31 693 140,01 \$	33 567 064,21 \$	65 260 204,22 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	341 489,37 \$	1 360,00 \$	342 849,37 \$
Sous-total 1 - 2 ans		50 935 058,70 \$	34 331 327,97 \$	85 266 386,67 \$
2 - 3 ans				
	Actes juridiques	5 072 087,09 \$	427 720,41 \$	5 499 807,50 \$
	Infractions - Code sécurité routière	3 354 330,34 \$	- \$	3 354 330,34 \$
	Infractions - Code criminel	4 119 036,10 \$	3 140 666,00 \$	7 259 702,10 \$
	Infractions - Diverses lois	21 797 338,54 \$	24 000 612,91 \$	45 797 951,45 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	221 061,40 \$	490,00 \$	221 551,40 \$
Sous-total 2 - 3 ans		34 563 853,47 \$	27 569 489,32 \$	62 133 342,79 \$
3 - 4 ans				
	Actes juridiques	3 509 630,94 \$	905 879,10 \$	4 415 510,04 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 252 628,84 \$	- \$	2 252 628,84 \$
	Infractions - Code criminel	3 950 220,04 \$	- \$	3 950 220,04 \$
	Infractions - Diverses lois	18 440 730,47 \$	13 477 840,63 \$	31 918 571,10 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	149 320,73 \$	270,00 \$	149 590,73 \$
Sous-total 3 - 4 ans		28 302 531,02 \$	14 383 989,73 \$	42 686 520,75 \$
4 - 5 ans				
	Actes juridiques	2 756 018,97 \$	136 507,79 \$	2 892 526,76 \$
	Infractions - Code sécurité routière	1 780 321,45 \$	- \$	1 780 321,45 \$
	Infractions - Code criminel	2 290 551,82 \$	- \$	2 290 551,82 \$
	Infractions - Diverses lois	16 337 108,35 \$	9 031 902,16 \$	25 369 010,51 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	128 091,31 \$	160,00 \$	128 251,31 \$
Sous-total 4 - 5 ans		23 292 091,90 \$	9 168 569,95 \$	32 460 661,85 \$
5 ans et plus				
	Actes juridiques	10 507 144,09 \$	775 520,42 \$	11 282 664,51 \$
	Infractions - Code sécurité routière	9 069 496,45 \$	- \$	9 069 496,45 \$
	Infractions - Code criminel	19 349 591,68 \$	645 000,00 \$	19 994 591,68 \$
	Infractions - Diverses lois	92 715 897,78 \$	49 772 011,00 \$	142 487 908,78 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	358 827,54 \$	340,00 \$	359 167,54 \$
Sous-total 5 ans et plus		132 000 957,54 \$	51 192 871,42 \$	183 193 828,96 \$
Total				
	Actes juridiques	44 744 460,58 \$	3 152 417,24 \$	47 896 877,82 \$
	Infractions - Code sécurité routière	34 244 571,22 \$	- \$	34 244 571,22 \$
	Infractions - Code criminel	54 616 393,45 \$	4 263 666,00 \$	58 880 059,45 \$
	Infractions - Diverses lois	241 410 063,75 \$	173 271 667,73 \$	414 681 731,48 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	2 042 755,38 \$	4 000,00 \$	2 046 755,38 \$
TOTAL		377 058 244,38 \$	180 691 750,97 \$	557 749 995,35 \$

P. 19 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDICANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. INDICER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

LE MJQ N'A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2013-2014.

LES RÉALISATIONS 2013-2014

- REFONTE DU SITE WEB DU MJQ (PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES COMPLÉTÉ)
- OUTIL D'AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (APPROBATION DU DOSSIER D'AFFAIRES OBTENUE. INITIATION DU PROJET)
- DÉPLOIEMENT DU CENTRE CONTACT CLIENT, 3E PANIER DE SERVICES (RÉALISATION EN COURS)
- IMPLANTATION DE SIRA À LA DIVISION D'APPEL DE MONTRÉAL (DOSSIER D'AFFAIRES TERMINÉ)
- CUMULATEUR DE TEMPS (RÉALISATION COMPLÉTÉE)
- NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE – DGSJR (INITIATION DU PROJET)
- TROUSSE DES PETITES CRÉANCES, PHASE 2 (RÉALISATION EN COURS)
- IMPLANTATION DU NOUVEAU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) (DOSSIER D'AFFAIRES TERMINÉ)
- CONCEPTION SITE INTRANET COUR D'APPEL (RÉALISATION EN COURS)
- REFONTE SITE INTERNET COUR D'APPEL (RÉALISATION EN COURS)
- ENVELOPPE DU PROGRAMME TOJ 2013-2014 (RÉALISATION EN COURS)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC (DOSSIER D'AFFAIRES EN COURS)
- UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC (INITIATION DU PROJET)
- MISE À NIVEAU DE L'INFRASTRUCTURE APPLICATIVE (RÉALISATION COMPLÉTÉE)
- OUTILS DE DÉVELOPPEMENT ORIENTÉ SERVICE (RÉALISATION COMPLÉTÉE)
- HÉBERGEMENT DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE DE SAINTE-FOY (RÉALISATION EN COURS)
- OPTIMISATION DES IMPRESSIONS (RÉALISATION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PHASE PRÉPARATOIRE (RÉALISATION EN COURS)
- SAGIR LIVRAISON 2 (SGR2) (RÉALISATION EN COURS)
- OPTIMISATION DE L'INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOMMUNICATION/VISIOCONFÉRENCE (RÉALISATION EN COURS)
- MISE À NIVEAU DE L'INFRASTRUCTURE DE VIRTUALISATION DES SERVEURS (RÉALISATION EN COURS)
- REHAUSSEMENT DU SERVICE DE STOCKAGE (SAN) (RÉALISATION EN COURS)
- REHAUSSEMENT DU SYSTÈME D'ALIMENTATION SANS INTERRUPTION (UPS) (RÉALISATION TERMINÉE)
- ORIENTATIONS EN COMMUNICATION UNIFIÉES (SANS FILS) (DOSSIER D'AFFAIRES TERMINÉ)
- PROGRAMME MITIGATION (RÉALISATION EN COURS)
- CONFORMITÉ À LA NORME PCI-DSS (RÉALISATION EN COURS)
- GREFFE VIRTUEL - PHASE 1 (RÉALISATION TERMINÉE)

FONDS DES REGISTRES

LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2013-2014

POUR TOUS LES SYSTÈMES DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION :

- RÉALISATION DES TRAVAUX DE BONIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DONNÉES CLIENTÈLE ET INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE
- TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE POUR UNE PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES POUR LA LIVRAISON NUMÉRIQUE DES DOCUMENTS CERTIFIÉS ET NON CERTIFIÉS POUR LA CLIENTÈLE DU RDPRM
- ÉLABORATION ET RÉDACTION DU DOSSIER D'AFFAIRES POUR LA MISE EN PLACE DU REGISTRE DES VENTES, PARTIE INTÉGRANTE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC)
- TRAVAUX PRÉLIMINAIRES VISANT LA CERTIFICATION DE LA DRC À LA NORME PCI (SÉCURITÉ DES DONNÉES DES COMPTES DE PAIEMENT V.3)

POUR LE RDPRM :

- MISE À NIVEAU DU LOGICIEL DE GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE (CRM v.4 à v. 2011)
- AJUSTEMENT DE L'APPLICATION DU RDPRM POUR LA RENDRE COMPATIBLE AU FURETEUR INTERNET EXPLORER (v.9)
- CRÉATION D'INDICATEURS DE GESTION POUR LES CENTRES D'APPELS ET MISE À JOUR DE LA DOCUMENTATION AFFÉRENTE
- CORRECTION DE LA FONCTIONNALITÉ DE PRODUCTION DES RELEVÉS DE COMPTE DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE FONDS ÉLECTRONIQUE
- ANALYSE DE LA FONCTION DE PRÉ-AUTORISATION DANS LE CAS D'UNE CONSULTATION PAR CODE CLIENT ET CORRECTION DE LA FONCTIONNALITÉ DE PRODUCTION DES IMAGES DES RÉQUISITIONS D'INSCRIPTION
- AJUSTEMENT DE LA FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DOSSIERS CLIENT (GDC) EN LIEN AVEC LE PROJET D'OPTIMISATION DES PROCESSUS DE GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE (OPGRC)

- EXTRACTION DE STATISTIQUES POUR LE SUIVI DES NIVEAUX DE SERVICES POUR LE SERVICE À LA CLIENTÈLE ET LE CENTRE D'ASSISTANCE TECHNOLOGIQUE
- DEMANDES D'AMÉLIORATIONS DE LA FONCTION COMMUNE DE GESTION DU DOSSIER CLIENT (GDC)
- MESURE DE LA PERFORMANCE DE LA FONCTION DE GESTION DU DOSSIER CLIENT (GDC) APRÈS IMPLANTATION DU PROJET D'OPTIMISATION DES PROCESSUS DE GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE (OPGRC)

POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :

- AUTOMATISATION DE LA FONCTION DE GESTION DE LA LISTE DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET RÉALISATION DE CERTAINS TRAVAUX DE CONFORMITÉ AUX NOUVELLES EXIGENCES GOUVERNEMENTALES
- RÉALISATION DES DEMANDES D'AMÉLIORATIONS AUX AVIS TRANSMIS PAR TÉLÉMESSAGERIE OU PAR COURRIEL
- AUTOMATISATION DE L'AFFICHAGE DES TRIBUNES AU SEIN DU SITE INFORMATIONNEL
- AUTOMATISATION DE L'ÉMISSION DE L'AVIS DE REFUS, DE L'AVIS DE RAPPEL OU DE DEMANDE DE CORRECTIONS DE PROJET ET SAUVEGARDE DANS LE SYSTÈME DE CONSERVATION (GCO) DE LA DRC
- CONTRÔLE DE LA VALIDITÉ DE LA CLÉ DE SIGNATURE (EX : REFUS D'UTILISATION D'UNE CLÉ RÉVOQUÉE)
- POSSIBILITÉ D'UTILISATION D'UN IDENTIFIANT ET UN MOT DE PASSE POUR FINS DE TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES FORMULAIRES D'INSCRIPTION AU REGISTRE
- MODIFICATIONS DU SITE INFORMATIONNEL

POUR LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION :

- AUTOMATISATION DU PROCESSUS DE GESTION DES REFUS D'UNE PREMIÈRE DEMANDE OU D'UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT
- PERMETTRE, À DISTANCE, AUX COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION DE FAIRE UNE DEMANDE DE CHANGEMENT DU TERRITOIRE POUR LEQUEL IL EST AUTORISÉ À FAIRE PRÊTER SERMENT
- AMÉLIORATIONS AUX FORMULAIRES D'INSCRIPTION AU REGISTRE
- INTÉGRATION D'UNE FONCTION DE RÉTROACTION À L'ÉGARD DE LA QUALITÉ DES SERVICES RENDUS À LA CLIENTÈLE
- AUTOMATISATION DE L'AFFICHAGE DES ÉVÈNEMENTS ET DES COMMUNIQUÉS AU SEIN DU SITE INFORMATIONNEL
- MODIFICATIONS DU CONTENU DU SITE INFORMATIONNEL POUR RESPECTER LA NORME D'ACCESSIBILITÉ (FRANÇAIS ET ANGLAIS)

POUR LE SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG) :

- MISE À NIVEAU DE LA SOLUTION DE SAUVEGARDE DE L'ICPG
- MISE À JOUR DES LOGICIELS DE L'ICPG (LOGICIEL D'ADMINISTRATION DE LA SÉCURITÉ V.7 À V.8.1, LOGICIEL D'AUTHENTIFICATION, APPLICATION DES RUSTINES...)
- DÉBUT DES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU DE LA TAILLE DE LA CLÉ DE SIGNATURE DE L'AUTORITÉ DE CERTIFICATION (1024 BITS À 2048 BITS)
- FINALISATION DES TRAVAUX DE MIGRATION DE L'INFRASTRUCTURE LOGICIELLE UTILISÉE PAR LA SAAQ POUR FINS D'AUTHENTIFICATION

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET RÉELS POUR 2013-2014, TELS QU'INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D'INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI) :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS (000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	163,0	139,1	(23,9)	EFFECTIF RÉDUIT.
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	744,1	857,7	113,6	LA COMMISSION A PROCÉDÉ À UN AUDIT DE SÉCURITÉ ET A EXÉCUTÉ LES CORRECTIFS NÉCESSAIRES AFIN DE SÉCURISER L'INFRASTRUCTURE RÉSEAU.
PROJETS ⁽¹⁾	328,2	287,3	(40,9)	LA TRANSMISSION DE L'EXPERTISE ET DES CONNAISSANCES A PERMIS DE RÉDUIRE LES SERVICES EXTERNES.
TOTAL	1 235,3	1 284,1	48,8	AUTOFINANCÉ PAR LA CDPDJ QUI A TERMINÉ L'EXERCICE 2013-2014 EN ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE.

⁽¹⁾AU COURS DE L'EXERCICE 2013-2014, LE DÉVELOPPEMENT DE L'APPLICATION CLIC_MARC (CHEMISE DE LIAISON INFORMATIQUE DU CLIENT_MÉTHODE ALTERNATIVE DE RÉOLUTION DES CONFLITS) POUR LES DOSSIERS D'ENQUÊTES S'EST POURSUIVI PAR LA MISE EN PLACE D'UN MODULE PERMETTANT DE COLLIGER TOUS LES DOCUMENTS ASSOCIÉS AUX TABLES DE GESTION. ACCESSIBLE VIA L'INTRANET DE L'ORGANISATION, CETTE SECTION OFFRE L'OPPORTUNITÉ À SES DIRIGEANTS D'ACCÉDER RAPIDEMENT À TOUTES DOCUMENTATIONS OU RÉFÉRENCES EN VUE DE LA TENUE DE RÉUNIONS. LA COMMISSION PRÉVOIT QUE LES TRAVAUX DE PARACHÈVEMENT DU CLIC_MARC PRENDRONT FIN EN COURS D'EXERCICE 2014-2015.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2013-2014 PHASE 14
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 817
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	31 474
CÔTE-NORD	13 601
ESTRIE	31 691
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	9 355
MAURICIE-BOIS-FRANCS	27 505
MONTRÉAL	69 347
OUTAOUAIS	38 433
QUÉBEC	46 941
RIVE-SUD	75 940
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	30 174
CSJ	116 102
TOTAL	505 930

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET - STATUT (AU 31-03-2014)	RÉALISATION EN 2013-2014
MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (SUSPENDU)	LIVRAISONS TERMINÉES : <ul style="list-style-type: none"> • REA-L6A-HARMONISATION RÉSEAUX QC • REA-L7-NORMALISATION ET SEGMENTATION • SERVEURS
PVÉ - PROCÈS VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (SUSPENDU)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> • REA-L4-ARRIMAGE INTERFACES GDN
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> • REA-MEP-L1-CETM
MIGRATION À WINDOWS 7	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DU PARC BUREAUTIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> • REA-L1-PRÉPARATION À LA MIGRATION LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"> • REA-L2-DÉPLOIEMENT WINDOWS 7
MODERNISATION DES TI	MODERNISATION DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE MISSION – RÉALISATION NON DÉBUTÉE	CE PROJET CIBLE LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DU TAQ. PLUSIEURS OPÉRATIONS SONT ACTUELLEMENT RÉALISÉES MANUELLEMENT ET NÉCESSITERONT L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR ASSURER LA PÉRENNITÉ DU SERVICE. L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ D'ARRIMAGE AVEC SISTA EST COMPLÉTÉE ET UNE SECONDE ÉTAPE PRÉALABLE SERA RÉALISÉE PAR LE TRIBUNAL DANS LA PROCHAINE ANNÉE.
SÉCURITÉ DE L'INFORMATION - PLAN D'ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – EN RÉALISATION (FORT RALENTISSEMENT)	LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none"> • PREA-L1-PLANIFICATION DE LA SI • PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI • PREA-L3-SENSIBILISATION ET FORMATION EN SI
ARCHITECTURE D'ENTREPRISE	MISE EN PLACE D'UNE FONCTION D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE – EN RÉALISATION (SUSPENDU)	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"> • REA-L3-VISION CIBLE

P. 20 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2012-2013 ET 2013-2014. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2014-2015. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.

MINISTÈRE

LISTE DES PROJETS	RESSOURCES HUMAINES UTILISÉES (\$) AU 31 MARS 2014	RESSOURCES FINANCIÈRES UTILISÉES (\$) AU 31 MARS 2014	TOTAL
TOJ – ENVELOPPE DU PROGRAMME TOJ 2013-2014	515 820.68\$	945 813.99\$	1 461 634.67 \$

P. 21 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).

MINISTÈRE

ACCOMMODEMENTS DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2013-2014
GROSSESSE	2
PROLONGATION INVALIDITÉ - CONGÉ SANS TRAITEMENT	2
LIMITATIONS FONCTIONNELLES	4
TOTAL	8

GROSSESSE:

- OCTROI D'UN DÉLAI AFIN DE PROLONGER LE STAGE PROBATOIRE À LA SUITE D'UNE GROSSESSE.
- OCTROI D'UN CONGÉ DE MATERNITÉ DE 21 SEMAINES ALORS QUE L'EMPLOYÉE ÉTAIT EN INVALIDITÉ.

PROLONGATION D'INVALIDITÉ – CONGÉS SANS TRAITEMENT :

- OCTROI D'UN CONGÉ SANS TRAITEMENT AU TERME DUQUEL L'EMPLOYÉE DEVAIT FOURNIR UN RAPPORT MÉDICAL COMPLET.
- OCTROI D'UN CONGÉ SANS TRAITEMENT AU TERME DUQUEL L'EMPLOYÉE DEVRA FOURNIR UN RAPPORT MÉDICAL POUR LEQUEL L'EMPLOYEUR EST EN ATTENTE.

LIMITATIONS FONCTIONNELLES :

- ACCOMMODEMENT POUR DES RAISONS MÉDICALES TEMPORAIRES LIÉES À UNE INCAPACITÉ PHYSIQUE FAISANT EN SORTE QUE L'EMPLOYÉE A OCCUPÉ UN AUTRE EMPLOI DURANT LA PÉRIODE VISÉE.
- ENTENTE PORTANT SUR UN HORAIRE DE TRAVAIL PARTICULIER AFIN DE RESPECTER UNE CONDITION MÉDICALE PHYSIQUE QUI NÉCESSITE QUE LA PERSONNE BÉNÉFICIE DE PÉRIODES DE REPOS.
- ENTENTE APRÈS 104 SEMAINES D'INVALIDITÉ POUR UNE MODIFICATION DES TÂCHES.
- ENTENTE POUR UN RECLASSEMENT DE CORPS D'EMPLOI EN RAISON D'UNE INCAPACITÉ PHYSIQUE PERMANENTE EMPÊCHANT LA PERSONNE D'EXERCER SES TÂCHES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2013-2014
GROSSESSE	1
HANDICAP ET/OU MALADIE	7
TOTAL	8

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES NE DISPOSE PAS DE DONNÉES SUFFISANTES POUR RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 22 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ D'EXPERTS POUR ÉVALUER LA VIABILITÉ DU PROJET D'UNE ASSURANCE JURIDIQUE ÉTENDUE. INDICHER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. LE CAS ÉCHÉANT, DÉTAILLER LES TRAVAUX MENÉS. INDICHER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA ET LE CAS ÉCHÉANT, LE PLAN D'ACTION POUR 2014 2015.

MINISTÈRE

LE RAPPORT DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ASSURANCE JURIDIQUE A ÉTÉ DÉPOSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC LE 28 NOVEMBRE 2012.

P. 23 INDICER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2013-2014.

MINISTÈRE

LA COUR DU QUÉBEC EST SOUCIEUSE DE MAINTENIR L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ENTRE TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC ET S'EMPLOIE À RÉALISER CET EXERCICE ANNUELLEMENT.

MINISTÈRE

EN VERTU DU DÉCRET 709-2005 DU 3 AOÛT 2005, LE MONTANT ANNUEL AU-DELÀ DUQUEL L'APPROBATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE EST REQUISE POUR QUE LE CONSEIL PUISSE FAIRE DES DÉPENSES ADDITIONNELLES DANS L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES CONCERNANT LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EST FIXÉ À 1 176 400 \$.

DEPUIS 2007-2008, DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE L'ORDRE DE 30 300 \$ SONT ACCORDÉS POUR LE PERFECTIONNEMENT DE JUGES AINSI QUE DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE 31 000 \$ POUR L'AJOUT DE DIX NOUVEAUX JUGES EN 2012-2013. CECI PORTE DONC LE BUDGET EN PERFECTIONNEMENT À 1 237 700 \$.

BUDGET ALLOUÉ AU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN 2012-2013

DOCUMENTATION JURIDIQUE : 567 905,70 \$

ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT : 669 794,30 \$

EN VERTU DU DÉCRET 709-2005 DU 3 AOÛT 2005, LE MONTANT ANNUEL AU-DELÀ DUQUEL L'APPROBATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE EST REQUISE POUR QUE LE CONSEIL PUISSE FAIRE DES DÉPENSES ADDITIONNELLES DANS L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES CONCERNANT LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EST FIXÉ À 1 176 400 \$.

DEPUIS 2007-2008, DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE L'ORDRE DE 30 300 \$ SONT ACCORDÉS POUR LE PERFECTIONNEMENT DE JUGES AINSI QUE DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE 62 000 \$ POUR L'AJOUT DE DIX NOUVEAUX JUGES EN 2012-2013 ET DE 10 NOUVEAUX JUGES EN 2013-2014. CECI PORTE DONC LE BUDGET EN PERFECTIONNEMENT À 1 268 700 \$.

BUDGET ALLOUÉ AU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN 2013-2014

DOCUMENTATION JURIDIQUE : 575 074,56 \$

ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT : 693 625,44 \$

P. 25 VENTILATION DES BUDGETS 2012-2013 ET 2013-2014 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

	2013-2014 DÉPENSES ESTIMÉES		
	CA	CS	CQ
ORDINATEUR	1 250,00 \$	25 500,00 \$	42 500,00 \$
APPAREIL BLACKBERRY + ACCESSOIRE	NA	NA	9 125,00 \$
DICTAPHONE	375,00 \$	5 400,00 \$	12 800,00 \$

P. 26 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2014, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDICHER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDICHER LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDICHER LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

RÉGIONS	COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES - PAR RÉGION AU 31 MARS 2014						JUGE PUIÑÉ		JUGE SUPPLÉANT	
	CHAMBRES	H	F	POSTES VACANTS	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		5	5			0	0	0	0	
ESTRIE		8	10			6	0	0	0	
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE		28	12			4	1			
MAURICIE-BOIS-FRANCS		10	3			0	0			
OUTAOUAIS		7	7			4	1			
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN		7	3			4	0			
MONTRÉAL		45	42	1	2013-12-18	11	4			
MONTÉRÉGIE		20	18			9	0			
QUÉBEC-CHAUDIÈRES-APPALACHES		27	14	1	2013-02-08	8	0			
BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-IDIM		10	6	1	2014-03-29	5	0			
Sous-total :		167	120	3		51	6			
TOTAL :								57		

*UN JUGE DE PAIX MAGISTRAT SUPPLÉANT EST COMPTABILISÉ DANS LA COLONNE JUGE SUPPLÉANT (« HOMME »).

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2014 : 0

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR
QUÉBEC AU 31 MARS 2014

INSTANCES JUDICIAIRES	31 MARS 2014		
	F	H	TOTAL
COUR DU QUÉBEC	120	167	287
COURS MUNICIPALES	18	54	72
			%
			42%
			25 %

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2014

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	17	31	48
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	38	26	64
CHAMBRE CIVILE	34	22	56
JURIDICTION MIXTE	77	41	118
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1	0	1
TOTAL	167	120	287

P. 27 DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2013 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014, COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
ASSELIN, JEAN	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE	2013-04-10
BOURASSA, HÉLÈNE	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	JEUNESSE	2013-04-10
BOURGEOIS, DANIEL	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CIVILE	2013-04-10
DESAULNIERS, ANOUK	OUTAOUAIS	CRIMINELLE	2013-04-10
GUIMOND, PAUL	SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	CIVILE ET CRIMINELLE	2013-04-10
OUIMETTE, MARC	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2013-04-10
PAGÉ, DOMINIC	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	JEUNESSE	2013-04-10
GENDRON, FRANCINE	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2013-05-15
LECLERC, BRUNO	LAVAL – LAURENTIDES – LANAU-DIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2013-05-15
ROULEAU, SONIA	SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	JEUNESSE	2013-05-15
SABOURIN, BENOIT	LAVAL – LAURENTIDES – LANAU-DIÈRE - LABELLE	CIVILE	2013-05-15
BOUTHILLETTE, PATSY	OUTAOUAIS	CIVILE	2013-08-22
FAULLEM, JEAN	OUTAOUAIS	CIVILE	2013-08-22
BELLEMARE, MARIE-PIERRE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAU-DIÈRE - LABELLE	CIVILE ET JEUNESSE	2013-09-25
GAGNÉ, JEAN-JACQUES	LAVAL – LAURENTIDES – LANAU-DIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2013-09-25
GODRI, STÉPHANE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE	2013-09-25
HAMEL, ÉRIC	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2013-09-25
JOLY, DOMINIQUE B.	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2013-09-25
JUTRAS, MARIE-PIERRE	ESTRIE	JEUNESSE	2013-09-25
LABRIE, MARCO	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE	2013-09-25
MORISSETTE, LUCIE	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE - IDLM	CIVILE ET JEUNESSE	2013-09-25
NADON, THIERRY	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2013-09-25
POULIN, YVAN	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2013-09-25
CHALIFOUR, NATHALIE	MONTRÉAL	CIVILE	2014-01-29
EDWARDS, JEFFREY	MONTRÉAL	CIVILE	2014-01-29
LACHANCE, MYRIAM	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2014-01-29
LANGÉVIN, GASTON PAUL	OUTAOUAIS	CRIMINELLE	2014-01-29
LEWIS, MAGALI	MONTRÉAL	CIVILE	2014-01-29
VÉZINA, DOMINIQUE	MONTRÉAL	CIVILE	2014-01-29

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
LAFRANCE, CHRISTINE	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET PÉNALE	2013-06-12
SINCENNES, ANNE-MARIE	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE - IDLM	CRIMINELLE ET PÉNALE	2014-02-19

P. 28 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013.

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2013-2014 (DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
DAVAILT, FRANÇOIS	LEPAGE CARETTE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
GAGNÉ, SUZANNE	LÉTOURNEAU & GAGNÉ	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DE PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS :			23 985,50 \$

NOTE : ⁽¹⁾ MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION

P. 29 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

MINISTÈRE

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES

NATURE ET CHEMINEMENT	NOMBRE
PLAINTES REÇUES	107

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	74
PLAINTES AYANT CONDUIT À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 267	7
PLAINTES DEVENUES SANS OBJET	16
PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	2
PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT	8

P. 30 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	2013-2014
JUGE EN CHEF	27 686,76\$ ¹
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	25 379,53\$ ¹
JUGES EN CHEF ADJOINTS	20 765,07\$ ¹
JUGES COORDONNATEURS	18 457,84\$ ¹
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	13 843,38\$ ¹
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	11 785,50\$ ²
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	13 843,38\$ ¹

¹ SALAIRE DE 230 423 \$

² SALAIRE DE 196 425 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	2013-2014
JUGE EN CHEF	12 000\$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000\$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000\$
JUGES COORDONNATEURS	6 000\$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000\$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000\$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000\$

P. 31 POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :

- A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL ;
- B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ;
- C. LES JURISTES DE L'ÉTAT.

MINISTÈRE

JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DES COURS MUNICIPALES

ANNÉE	JUGE COUR DU QUÉBEC	% D'AUGMENTATION SALARIALE	JUGE DES COURS MUNICIPALES	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 ^{ER} JUILLET 2013	236 722 \$	2,6 %	201 532 \$	2,6 %

JURISTE DE L'ÉTAT

ANNÉE	JURISTE DE L'ÉTAT	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 ^{ER} JUILLET 2013	105 364 \$ (MAX.)	1,75 %

* DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, UN NIVEAU EXPERT EST INTRODUIT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES JURISTES ET REPRÉSENTE 15 % DU TRAITEMENT MAXIMUM DE L'ÉCHELLE. LE JURISTE DOIT RÉPONDRE AUX DEUX CONDITIONS SUIVANTES POUR Y ACCÉDER : AVOIR SÉJOURNÉ DEUX ANNÉES AU DERNIER ÉCHELON (18) ET AVOIR EU UN RENDEMENT SATISFAISANT. CELA PORTE LA RÉMUNÉRATION DU JURISTE À 121 169 \$ POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014.

NOTE : LES JUGES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC SONT NOMMÉS SOUS JURIDICTION FÉDÉRALE, NOUS NE POSSÉDONS PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR RÉMUNÉRATION.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FOURNIRA LES DONNÉES EN CE QUI CONCERNE LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL AINSI QUE POUR LES JURISTES DE L'ÉTAT.

015 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(Taux annuels)
Heures par semaine : 35:00

		Taux au 2010-04-01 (\$)	Taux au 2011-04-01 (\$)	Taux au 2012-04-01 (\$)	Taux au 2013-04-01 (\$)	Taux au 2014-04-01 (\$)
Classe Échelon						
1	1	44 384	50 607	51 366	52 266	53 310
1	2	46 252	52 737	53 528	54 466	55 554
1	3	48 200	54 957	55 781	56 757	57 892
1	4	50 230	57 271	58 130	59 147	60 330
1	5	52 344	59 683	60 578	61 638	62 871
1	6	54 548	62 196	63 129	64 234	65 519
1	7	56 845	64 814	65 786	66 937	68 276
1	8	59 239	67 544	68 557	69 757	71 152
1	9	61 733	70 387	71 443	72 693	74 147
1	10	64 332	73 351	74 451	75 754	77 269
1	11	67 041	76 438	77 585	78 943	80 522
1	12	69 863	79 658	80 853	82 268	83 913
1	13	72 805	83 012	84 257	85 731	87 446
1	14	75 869	86 506	87 804	89 341	91 128
1	15	79 065	90 149	91 501	93 102	94 964
1	16	82 394	93 944	95 353	97 022	98 962
1	17	85 862	97 899	99 367	101 166	103 128
1	18	89 478	102 022	103 552	105 364	107 471
1	19	93 245				
1	20	97 170				
1	21	101 263				

SOURCE : SITE INTERNET DU SecrÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

ÉCHELLES DE TRAITEMENT
FONCTION PUBLIQUE

**915 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(TAUX ANNUELS)**

	Taux au 2010-04-01 (\$)	Taux au 2011-04-01 (\$)	Taux au 2012-04-01 (\$)	Taux 2012-04-25 (\$)	Taux 2013-04-01 (\$)	Taux 2014-04-01 (\$)						
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum						
Procureur en chef adjoint	96 656	116 451	97 381	117 324	98 842	119 084	121 789	146 730	123 920	149 298	126 398	152 284
Procureur en chef	105 060	126 578	105 848	127 527	107 436	129 440	132 377	159 489	134 694	162 280	137 388	165 526

SOURCE : SITE INTERNET DU SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

P. 32 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

ORGANISME

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES **À TEMPS PLEIN** AU 31 MARS 2014

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
CORMIER, LOUIS – ARMAND -V.P.	151 227 \$	SAE
BOUCHARD, DIANE	123 512 \$	SAE
LANTHIER, PIERRE	123 512 \$	SAE
LAVERDIÈRE, ODETTE	123 512 \$	SAE
RENY, GILLES	123 512 \$	SAE

5

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
BOUTIN, FRANÇOIS	122 199 \$	STE
LACROIX, ODETTE	123 512 \$	STE
LÉVESQUE, SUZANNE	120 422 \$	STE

3

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
GAGNON, GUY	123 512 \$	SAI
BÉLANGER, LOUISE	123 512 \$	SAI
BISSON, DENIS	123 512 \$	SAI
BOUCHARD, MARIO	123 512 \$	SAI
CHAREST, MARIE	123 512 \$	SAI
COLLIN, RÉAL	123 512 \$	SAI
DE CHAMPLAIN, CLAUDE	123 512 \$	SAI
DE KOVACHICH, HÉLÈNE	123 512 \$	SAI
DION, JEAN	117 299 \$	SAI
GOSSELIN, CHARLES	123 512 \$	SAI
GOULET, CLÉMENT	123 512 \$	SAI
GOYER, MANON	123 512 \$	SAI
OUELLET, GÉRARD	123 512 \$	SAI
PELLETIER, VÉRONIQUE	123 512 \$	SAI
PROULX, JOSÉE	104 795 \$	SAI
SANCHE, ROBERT	123 512 \$	SAI
SÉGUIN, PIERRE	123 512 \$	SAI

17

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
LEJEUNE, NATALIE – V.P.	135 863 \$	SAS
ALLARD, DANIELLE	123 512 \$	SAS
ARSLANIAN, CHAHÉ-PHILIPPE	123 512 \$	SAS
BEAUMIER, HÉLÈNE	123 512 \$	SAS
BÉGIN, LORRAINE	128 156 \$	SAS
BERGERON, JOSEPH-ARTHUR	123 512 \$	SAS
BÉRUBÉ, SUZANNE	123 512 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
BIBEAU, LISE	123 512 \$	SAS
BIBEAU, NATALIE	123 512 \$	SAS
BISSON JOLIN, LINA	123 512 \$	SAS
BOISSY, BENOIT	128 156 \$	SAS
BOTTINO, PRESHIA	119 927 \$	SAS
BOUCHARD, CAROL	100 591 \$	SAS
BOULANGER, JACQUES	115 500 \$	SAS
BOURASSA, SYLVAIN	123 512 \$	SAS
BOURGAULT, RICHARD	118 401 \$	SAS
CARON, JOSÉE	128 156 \$	SAS
COHEN, BERNARD	123 512 \$	SAS
CÔTÉ, CHRISTINE	123 512 \$	SAS
DAVIAULT, MICHEL	123 512 \$	SAS
DESAULNIERS, CLAIRE	123 512 \$	SAS
DIONNE, MARIE-JOSÉE	91 492 \$	SAS
DUCHARME, ANDRÉE	128 156 \$	SAS
DUFOUR, JEAN-MARC	123 512 \$	SAS
ÉVANGELISTE, MARIO	116 921 \$	SAS
FONTAINE, GILLES	91 492 \$	SAS
GAGNON, MARIE ANNIK	123 512 \$	SAS
GAGNON, SYLVIE	123 512 \$	SAS
GARIÉPY, PHILIPPE M.	97 787 \$	SAS
GONTHIER, CAROLINE	123 512 \$	SAS
GOUIN, HÉLÈNE	123 512 \$	SAS
HAMEL, LOUISE	128 156 \$	SAS
HARVEY, DANIEL	123 512 \$	SAS
LAGUEUX, DANIEL	123 512 \$	SAS
LANDRY, FRANÇOIS	123 512 \$	SAS
LAPORTE, MICHEL	123 512 \$	SAS
LAVOIE, MARTINE	123 512 \$	SAS
LE FRANÇOIS, LUCIE	123 512 \$	SAS
LE MOYNE, YVAN	123 512 \$	SAS
LECLERC, CARL	123 512 \$	SAS
LÉGARÉ, GILLES	123 512 \$	SAS
LEMIRE, SUZANNE	123 512 \$	SAS
LESSARD, ROBERT	123 512 \$	SAS
LEYDET, ANNE	123 512 \$	SAS
MARCIL, DOMINIQUE	128 156 \$	SAS
MÉNARD, ÉRIC	123 512 \$	SAS
MERCURE, PAUL	123 512 \$	SAS
MORISSETTE, ÉRIC	104 134 \$	SAS
OUELLET, CAROLE	119 927 \$	SAS
PHANEUF, STELLA	128 156 \$	SAS
PILETTE-KANE, YOLANDE	68 118 \$	SAS
PROULX, MATHIEU – PRÉSIDENT	166 350 \$	SAS
RANDOIN, MICHÈLE	128 156 \$	SAS
RIVARD, HUGUETTE	123 512 \$	SAS
ROULEAU, YVAN	123 512 \$	SAS
SAUVÉ, DENIS	117 064 \$	SAS
TARDY, SOLANGE	128 156 \$	SAS
TURPIN, CLAUDE	123 512 \$	SAS
SAUCIER, MÉDARD – PRÉSIDENT CETM	123 512 \$	CETM (SAS)
ANGLADE, JOSEPH	123 512 \$	CETM (SAS)
AUDET, DOMINIQUE	123 512 \$	CETM (SAS)
AUDET, JEAN	123 512 \$	CETM (SAS)
BORDUAS, ROBERT	123 512 \$	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2014	SECTION
GAGNON, KATHIA	112 084 \$	CETM (SAS)
LACASSE, GISÈLE	123 512 \$	CETM (SAS)
LAUZON, JUDITH	123 512 \$	CETM (SAS)
ROCHELIN, GERTRUDE	108 928\$	CETM (SAS)

67

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2014

PRÉNOM ET NOM	SECTION
AUGER, CLAIRE	SAS
CARPENTIER, JOCELYN	SAS
CZYIWIW, ÉLIZABETH	SAS
DEMERS, HUGUETTE	SAS
DUCHESNE, LINE	SAS
GALARNEAU, LOUISE	SAS
L'HEUREUX, BRUNO	SAS
ROBERGE, DANIEL	SAS
THÉRIAULT, GILLES	SAS
BECK, PHILIP	CETM (SAS)
BLAIN, LOUISE M	CETM (SAS)
CARON, CHANTAL	CETM (SAS)
CARPENTIER, PIERRE	CETM (SAS)
COURNOYER, GÉRARD	CETM (SAS)
COURTEMANCHE, MARCEL	CETM (SAS)
FABBRO, FRANK	CETM (SAS)
LA HAYE, ANDRÉ	CETM (SAS)
LABRIE, JACQUES	CETM (SAS)
LACERTE, JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)
LAMBERT, LIONEL	CETM (SAS)
LEBLANC, LUCIEN	CETM (SAS)
MALTAIS, LOUISE	CETM (SAS)
MÉNARD, BERNARD STANLEY	CETM (SAS)
NOBÉCOURT, PHILIPPE	CETM (SAS)
PAINCHAUD, GEORGES	CETM (SAS)
QUINTAL, MARIE-LUCE	CETM (SAS)
ROY, LOUIS	CETM (SAS)
TREMBLAY, GUY	CETM (SAS)
VILLENEUVE, ANDRÉ	CETM (SAS)
FORGUES, JACQUES	SAI

30

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

EN 2013-2014

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET REVOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L'AMENDEMENT APPORTÉ À LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CURRICULUM VITAE

EN 2013-2014

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET REVOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
BIBEAU	NATALIE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2014-02-17			123 512 \$
BOUCHARD	CAROL	TRAVAILLEUR SOCIAL	SAS	2014-02-17			100 591 \$

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET REVOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DIONNE	MARIE-JOSÉE	AVOCATE	SAS	2014-02-17			91 492 \$
FONTAINE	GILLES	AVOCAT	SAS	2014-02-17			91 492 \$
GAGNON	MARIE ANNIK	AVOCAT	SAS	2014-02-17			123 512 \$
LECLERC	CARL	AVOCAT	SAS	2014-02-17			123 512 \$
L'HEUREUX	BRUNO J.	MÉDECIN	SAS	2014-02-17			T. PARTIEL
MÉNARD	ÉRIC	AVOCAT	SAS	2014-02-17			123 512 \$
MORISSETTE	ÉRIC	PSYCHOLOGUE	SAS	2014-02-17			104 134 \$
PILETTE-KANE	YOLANDE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2014-02-17			68 118 \$
QUINTAL	MARIE-LUCE	PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2013-07-08			T. PARTIEL

13

- P. 33** POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDICHER :
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
 - B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;
 - C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;
 - D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS;
 - E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
 - F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.).

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (EN JOURS)

L'ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE MENTIONNE QUE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT COPIE DU DOSSIER RELATIF À L'AFFAIRE.

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	8
IMMIGRATION	38
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	46
RÉGIME DE RENTES	34
SÉCURITÉ DU REVENU	27
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	29
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	22
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	36
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	21

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	6,1
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9,2
RÉGIME DE RENTES	9,0
SÉCURITÉ DU REVENU	9,2
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	2,1
EXPROPRIATION	1,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	0,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	1,6

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	12,2
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	11,4
RÉGIME DE RENTES	6,1
SÉCURITÉ DU REVENU	8,7
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1,7
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,9
EXPROPRIATION	3,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	8,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	25,4
IMMIGRATION	8,0
INDEMNISATIONS DIVERSES	20,1
RÉGIME DE RENTES	19,6
SÉCURITÉ DU REVENU	23,5
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	6,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	12,0
EXPROPRIATION*	18,4
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	6,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	7,0

* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, À COMPTER DE L'ANNÉE 2013-2014, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DE LA « RÉCLAMATION DÉTAILLÉE » ET NON PLUS À PARTIR DE CELLE DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER). EN RAISON DES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA MÉTHODE DE CALCUL, LE RÉSULTAT DE 2013-2014 N'EST PAS COMPARABLE AVEC CELUI DE 2012-2013.

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN JOURS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	55
IMMIGRATION	28
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	52
RÉGIME DE RENTES	47
SÉCURITÉ DU REVENU	50
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	43
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	29
EXPROPRIATION	70
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	68
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	72

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT ET LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,6
IMMIGRATION	14,6
INDEMNISATIONS DIVERSES	25,1
RÉGIME DE RENTES	21,8
SÉCURITÉ DU REVENU	19,9
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	10,3
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	16,1
EXPROPRIATION*	30,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	11,5
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	13,4

*EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, À COMPTER DE L'ANNÉE 2013-2014, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DE LA « RÉCLAMATION DÉTAILLÉE » ET NON PLUS À PARTIR DE CELLE DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER). EN RAISON DES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA MÉTHODE DE CALCUL, LE RÉSULTAT DE 2013-2014 N'EST PAS COMPARABLE AVEC CELUI DE 2012-2013.

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

AFIN DE DONNER SUITE AUX RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC À LA SUITE DE LA VÉRIFICATION EN OPTIMISATION DES RESSOURCES, UN EXERCICE DE CATÉGORISATION ET DE VALIDATION DE L'ENSEMBLE DES RAPPORTS STATISTIQUES EST EN COURS AU TRIBUNAL.

D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 943
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	706
RÉGIME DE RENTES	374
SÉCURITÉ DU REVENU	1 999
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	624
AUTRES RECOURS*	136
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	619
EXPROPRIATION	722
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	61
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	97
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	9 281

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 407
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	576
RÉGIME DE RENTES	508
SÉCURITÉ DU REVENU	3 466
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1 290
AUTRES RECOURS*	116
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	976
EXPROPRIATION	332
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	110
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	134
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	10 915

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 277
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	214
RÉGIME DE RENTES	260
SÉCURITÉ DU REVENU	1 145
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	565
AUTRES RECOURS*	29
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	660
EXPROPRIATION	83
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	124
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	48
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	4 405

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR ACCORD À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 048
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	49
RÉGIME DE RENTES	26
SÉCURITÉ DU REVENU	693
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1
EXPROPRIATION	19
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	3
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 840

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

3. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	41
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9
RÉGIME DE RENTES	25
SÉCURITÉ DU REVENU	154
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	232

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

4. DOSSIERS FERMÉS PAR RÈGLEMENT SANS DÉCISION

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	403
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	20
RÉGIME DE RENTES	7
SÉCURITÉ DU REVENU	48
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	6
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	3
EXPROPRIATION	287
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	3
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	777

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

5. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	662
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	104
RÉGIME DE RENTES	141
SÉCURITÉ DU REVENU	447
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	392
AUTRES RECOURS*	59
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	124
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	56
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	17
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	2 002

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

6. DOSSIERS FERMÉS – AUTRES MOTIFS

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	543
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	13
RÉGIME DE RENTES	1
SÉCURITÉ DU REVENU	39
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	27
AUTRES RECOURS*	4
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	4
EXPROPRIATION	2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	633

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

7. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 974
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	409
RÉGIME DE RENTES	460
SÉCURITÉ DU REVENU	2 526
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	992
AUTRES RECOURS*	92
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	792
EXPROPRIATION	391
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	185
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	68
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	9 889

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

MINISTÈRE

LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS NE SONT PAS DISPONIBLES.

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	41
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9
RÉGIME DE RENTES	25
SÉCURITÉ DU REVENU	154
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	232

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION/MATIÈRE(S)	2013-2014 DU 1 ^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	662
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	104
RÉGIME DE RENTES	141
SÉCURITÉ DU REVENU	447
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	392
AUTRES RECOURS*	59
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	124
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	56
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	17
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	2 002

* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

P. 35 POUR LES ANNÉES 2006 À AUJOURD'HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.

MINISTÈRE

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014, QUATRE (4) REQUÊTES POUR FIXATION D'UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 114.1 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (RLRQ, CHAPITRE J-3) ONT ÉTÉ TRAITÉES PAR LES JUGES ADMINISTRATIFS DANS UNE DÉCISION. POUR CES REQUÊTES, DEUX (2) IMPLIQUAIENT LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, UNE (1) IMPLIQUAIT LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL - DIRECTION DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) ET UNE (1) IMPLIQUAIT LA VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON ET LA MRC LES PAYS-D'EN-HAUT. AUCUNE DE CES REQUÊTES N'A ÉTÉ ACCUEILLIE (DEUX (2) REQUÊTES ONT ÉTÉ REJETÉES, UNE (1) A ÉTÉ RÉFÉRÉE AU FOND ET IL Y A EU UN (1) DÉSISTEMENT). LE TAQ N'A DONC FIXÉ AUCUN MONTANT POUR CES INDEMNITÉS.

P. 36 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES : TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

2013-2014	CONCILIATION NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS
AVRIL	311
MAI	450
JUIN	323
JUILLET	240
AOÛT	209
SEPTEMBRE	369
OCTOBRE	350
NOVEMBRE	298
DÉCEMBRE	284
JANVIER	359
FÉVRIER	328
MARS	428
TOTAL	3 949

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT

2013-2014	CONCILIATION NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS
AVRIL	79
MAI	173
JUIN	172
JUILLET	144
AOÛT	105
SEPTEMBRE	130
OCTOBRE	177
NOVEMBRE	157
DÉCEMBRE	149
JANVIER	110
FÉVRIER	227
MARS	292
TOTAL	1 915

MINISTÈRE

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. IL SE DÉPLACE CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2013-2014, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS 192 LIEUX D'AUDIENCE RÉPARTIS DANS 64 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES LOCAUX DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS DES HÔPITAUX AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT ENTRE AUTRES DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES. IL A D'AILLEURS FAIT DES REPRÉSENTATIONS AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AFIN D'AVOIR ACCÈS AUX SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET A RENOUVELÉ SON ENTENTE AVEC LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES. DANS LE CAS OÙ LES LOCAUX GOUVERNEMENTAUX NE SONT PAS DISPONIBLES NOUS PROCÉDONS À LA LOCATION DE SALLE DANS DIFFÉRENTS HÔTELS.

LES LIEUX DISPONIBLES NÉCESSITENT MINIMALEMENT UN DÉCORUM, UN ESPACE SUFFISANT, UN SUPPORT INFORMATIQUE ET AUTRES ÉLÉMENTS JUGÉS ESSENTIELS AU BON DÉROULEMENT DES AUDIENCES ET DES SÉANCES DE CONCILIATION. EN 2013-2014, DES DÉMARCHES ONT ÉTÉ RÉALISÉES POUR PRENDRE CONNAISSANCE DE L'ÉTAT DES LIEUX ET ÉTABLIR UN PORTRAIT EXHAUSTIF DE LA SITUATION.

P. 38 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE;

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2003.

MINISTÈRE

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2014

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	CORMIER	LOUIS-ARMAND – V.P.	SAE	1997-01-06
	BOUCHARD	DIANE	SAE	2012-06-04
	LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
TOTAL	LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
5	RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
TOTAL	LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
3	LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	GAGNON	GUY	SAI	1992-09-03
	BÉLANGER	LOUISE	SAI	2006-07-17
	BISSON	DENIS	SAI	1987-03-16
	BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
	CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
	COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
	DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
	DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
	DION	JEAN	SAI	2009-03-02
	GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
	GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
	GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
	OUELLET	GÉRARD	SAI	2006-12-01
	PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
	PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
TOTAL	SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
17	SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	LEJEUNE	NATALIE – V.P.	SAS	2009-02-23
	ALLARD	DANIELLE	SAS	2007-10-09
	ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
	BEAUMIER	HÉLÈNE	SAS	1998-01-05
	BÉGIN	LORRAINE	SAS	2004-12-01
	BERGERON	JOSEPH-ARTHUR	SAS	1997-12-01
	BÉRUBÉ	SUZANNE	SAS	1999-06-28
	BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
	BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
	BISSON-JOLIN	LINA	SAS	1995-10-23
	BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
	BOTTINO	PERSHA	SAS	2006-04-24
	BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
	BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
	BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
	BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
	CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
COHEN	BERNARD	SAS	1984-10-29
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUCHARME	ANDRÉE	SAS	2000-10-10
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GARIÉPY	PHILIPPE	SAS	2012-06-18
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HARVEY	DANIEL	SAS	1975-08-01
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LAVOIE	MARTINE	SAS	2006-04-18
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
LEMIRE	SUZANNE	SAS	1999-09-07
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
MARCIL	DOMINIQUE	SAS	2000-05-08
MÉNARD	ÉRIC	SAS	2014-02-17
MERCURE	PAUL	SAS	1980-04-01
MORISSETTE	ÉRIC	SAS	2014-02-17
OUELLET	CAROLE	SAS	2007-10-09
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTÉ-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
PROULX	MATHIEU – PRÉSIDENT	SAS	1997-03-24
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-03-23
RIVARD	HUGUETTE	SAS	2006-04-24
ROULEAU	YVAN	SAS	1997-11-20
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
SAUCIER	MÉDARD – PRÉSIDENT CETM	CETM (SAS)	1992-07-06
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
GAGNON	KATHYA	CETM (SAS)	2008-10-14
LACASSE	GISÈLE	SAS	2011-03-28
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19

TOTAL
67

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2014

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	AUGER	CLAIRE	SAS	2010-08-01
	CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
	CZYIWIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
	DEMERS	HUGUETTE	SAS	2011-03-28
	DUCHESNE	LINE	SAS	2012-06-04
	GALARNEAU	LOUISE	SAS	2011-03-28
	L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
	ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
	THÉRIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
	BECK	PHILIP	CETM (SAS)	1996-02-21
	BLAIN	LOUISE-M	CETM (SAS)	1996-02-21
	CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
	CARPENTIER	PIERRE	CETM (SAS)	1993-01-20
	COURNOYER	GÉRARD	CETM (SAS)	2012-11-26
	COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
	FABBRO	FRANK	CETM (SAS)	2012-06-18
	LA HAYE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2012-06-04
	LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
	LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
	LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
	LEBLANC	LUCIEN	CETM (SAS)	2009-11-16
	MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
	MÉNARD	BERNARD STANLEY	CETM (SAS)	2000-11-13
	NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
	PAINCHAUD	GEORGES	CETM (SAS)	2006-01-04
	QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
	ROY	LOUIS	CETM (SAS)	1993-03-10
	TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
TOTAL	VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2003-03-10
30	FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2014

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	08034	2008-11-30
	08061	2010-07-31
	08068	2012-10-05
TOTAL	08083	2013-01-13
5	08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2014

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	8924	2012-07-01
1		

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2003

AU 31 MARS 2014

	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
	6	SAS
	1	CETM (SAS)
TOTAL	3	SAI
11	1	SAE – STE

ORGANISME

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2013-2014

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
86	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTES POUR L'EXERCICE 2013-2014	
28	DOSSIERS DE PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
58	DOSSIERS DE PLAINTES OUVERTS DANS L'EXERCICE 2013-2014	
72		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
5		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
1		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
1		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
12		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P. 40 LA DÉPENSE TOTALE (ESTIMÉE), INCLUANT LA MASSE SALARIALE NÉCESSAIRE POUR COMBLER LES POSTES DE JUGES ADMINISTRATIFS SELON LE DÉCRET 439-98 DU 1^{ER} AVRIL 1998 QUI FIXAIT LE NOMBRE DE JUGES À 97 MEMBRES À TEMPS PLEIN ET À 31 MEMBRES À TEMPS PARTIEL.

MINISTÈRE

POUR L'EXERCICE 2014-2015, LE TAQ ESTIME QUE LA DÉPENSE TOTALE POUR LES 97 JUGES ADMINISTRATIFS À TEMPS PLEIN ET LES 31 JUGES ADMINISTRATIFS À TEMPS PARTIEL (INCLUANT LES FRAIS CONNEXES : FRAIS DE DÉPLACEMENT, COTISATIONS PROFESSIONNELLES ET FORMATION) SERA DE 18 995,0 k\$.

P. 41 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2013-2014 (DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014)

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS	MONTANT DES AMENDES PERÇUES
0610001 MONTRÉAL UNIVERSITY / NOTRE-DAME	1713	275 867\$
0610002 MONTRÉAL DÉCARIE / PARÉ	1277	205 780\$
0610003 MONTRÉAL SAINTE-CATHERINE / D'IBERVILLE	0	0\$
0620001 MONTRÉAL MACDOUGALL	117	11 359\$
0620002 MONTRÉAL A15 SUD	19047	3 593 124\$
0630001 MONTRÉAL (MOBILE)	6704	569 105\$
1210001 THETFORD MINES	137	22 056\$
1210002 LÉVIS PRÉSIDENT-KENNEDY	938	151 003\$
1220001 LÉVIS A20	3076	290 392\$
1220002 ST-GEORGES DE BEAUCE	938	151 003\$
1230001 BEAUCEVILLE (MOBILE)	615	57 774\$
1610001 ST-CONSTANT	95	15 322\$
1620001 BOUCHERVILLE	10838	972 428\$
1620002 PINCOURT	8233	948 553\$
1630001 MARIEVILLE (MOBILE)	275	23 949\$
CHANTIERS DE CONSTRUCTION (MOBILE)	41359	10 404 592\$
TOTAL	95362	17 692 307 \$

P. 42 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE), DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2014.

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région							
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	7 862	7 010	89,2%	626	8,0%	226	2,9%
Bas St-Laurent-Gaspésie	8 507	7 517	88,4%	919	10,8%	71	0,8%
Côte-Nord	4 625	4 212	91,1%	298	6,4%	115	2,5%
Estrie	11 813	10 524	89,1%	1 126	9,5%	163	1,4%
Laurentides-Lanaudière	24 470	20 023	81,8%	4 158	17,0%	289	1,2%
Mauricie-Bois-Francs	15 595	12 912	82,8%	2 476	15,9%	207	1,3%
Montréal	59 456	46 458	78,1%	11 740	19,7%	1 258	2,1%
Outaouais	11 547	9 723	84,2%	1 685	14,6%	139	1,2%
Québec	20 087	17 050	84,9%	2 800	13,9%	237	1,2%
Rive-Sud	27 134	22 376	82,5%	3 683	13,6%	1 075	4,0%
Saguenay-Lac St-Jean	8 030	7 050	87,8%	833	10,4%	147	1,8%
Total	199 126	164 855	82,8%	30 344	15,2%	3 927	2,0%

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	6 997	99,8%	13	0,2%	7 010
Bas St-Laurent-Gaspésie	7 496	99,7%	21	0,3%	7 517
Côte-Nord	4 211	100,0%	1	0,0%	4 212
Estrie	10 495	99,7%	29	0,3%	10 524
Laurentides-Lanaudière	19 997	99,9%	26	0,1%	20 023
Mauricie-Bois-Francs	12 858	99,6%	54	0,4%	12 912
Montréal	46 399	99,9%	59	0,1%	46 458
Outaouais	9 709	99,9%	14	0,1%	9 723
Québec	17 037	99,9%	13	0,1%	17 050
Rive-Sud	22 334	99,8%	42	0,2%	22 376
Saguenay-Lac St-Jean	7 038	99,8%	12	0,2%	7 050
Total	164 571	99,8%	284	0,2%	164 855

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	3 011	43,0%	3 986	57,0%	6 997
Bas St-Laurent-Gaspésie	4 615	61,6%	2 881	38,4%	7 496
Côte-Nord	2 028	48,2%	2 183	51,8%	4 211
Estrie	5 717	54,5%	4 778	45,5%	10 495
Laurentides-Lanaudière	7 408	37,0%	12 589	63,0%	19 997
Mauricie-Bois-Francs	6 152	47,8%	6 706	52,2%	12 858
Montréal	22 056	47,5%	24 343	52,5%	46 399
Outaouais	5 917	60,9%	3 792	39,1%	9 709
Québec	7 964	46,7%	9 073	53,3%	17 037
Rive-Sud	10 167	45,5%	12 167	54,5%	22 334
Saguenay-Lac St-Jean	3 460	49,2%	3 578	50,8%	7 038
Total	78 495	47,7%	86 076	52,3%	164 571

4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	616	98,4%	10	1,6%	626
Bas St-Laurent-Gaspésie	904	98,4%	15	1,6%	919
Côte-Nord	298	100,0%	0	0,0%	298
Estrie	1 120	99,5%	6	0,5%	1 126
Laurentides-Lanaudière	4 144	99,7%	14	0,3%	4 158
Mauricie-Bois-Francs	2 424	97,9%	52	2,1%	2 476
Montréal	11 703	99,7%	37	0,3%	11 740
Outaouais	1 684	99,9%	1	0,1%	1 685
Québec	2 784	99,4%	16	0,6%	2 800
Rive-Sud	3 662	99,4%	21	0,6%	3 683
Saguenay-Lac St-Jean	829	99,5%	4	0,5%	833
Total	30 168	99,4%	176	0,6%	30 344

5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	228	36,4%	398	63,6%	626
Bas St-Laurent-Gaspésie	547	59,5%	372	40,5%	919
Côte-Nord	166	55,7%	132	44,3%	298
Estrie	589	52,3%	537	47,7%	1 126
Laurentides-Lanaudière	1 201	28,9%	2 957	71,1%	4 158
Mauricie-Bois-Francs	1 112	44,9%	1 364	55,1%	2 476
Montréal	7 299	62,2%	4 441	37,8%	11 740
Outaouais	1 176	69,8%	509	30,2%	1 685
Québec	1 435	51,3%	1 365	48,8%	2 800
Rive-Sud	1 984	53,9%	1 699	46,1%	3 683
Saguenay-Lac St-Jean	385	46,2%	448	53,8%	833
Total	16 122	53,1%	14 222	46,9%	30 344

6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	4	1,8%	222	98,2%	226
Bas St-Laurent-Gaspésie	3	4,2%	68	95,8%	71
Côte-Nord	3	2,6%	112	97,4%	115
Estrie	10	6,1%	153	93,9%	163
Laurentides-Lanaudière	34	11,8%	255	88,2%	289
Mauricie-Bois-Francs	1	0,5%	206	99,5%	207
Montréal	814	64,7%	444	35,3%	1 258
Outaouais	9	6,5%	130	93,5%	139
Québec	51	21,5%	186	78,5%	237
Rive-Sud	519	48,3%	556	51,7%	1 075
Saguenay-Lac St-Jean	10	6,8%	137	93,2%	147
Total	1 458	37,1%	2 469	62,9%	3 927

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région							
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	2 929	2 610	89,1%	228	7,8%	91	3,1%
Bas St-Laurent-Gaspésie	3 034	2 612	86,1%	310	10,2%	112	3,7%
Côte-Nord	1 610	1 473	91,5%	62	3,9%	75	4,7%
Estrie	4 090	3 631	88,8%	322	7,9%	137	3,3%
Laurentides-Lanaudière	8 592	7 040	81,9%	1 446	16,8%	106	1,2%
Mauricie-Bois-Francs	5 230	4 421	84,5%	702	13,4%	107	2,0%
Montréal	19 768	15 588	78,9%	3 621	18,3%	559	2,8%
Outaouais	4 351	3 738	85,9%	521	12,0%	92	2,1%
Québec	7 419	6 261	84,4%	955	12,9%	203	2,7%
Rive-Sud	9 189	7 391	80,4%	1 250	13,6%	548	6,0%
Saguenay-Lac St-Jean	2 642	2 341	88,6%	213	8,1%	88	3,3%
Total	68 854	57 106	82,9%	9 630	14,0%	2 118	3,1%

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région					
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	2 598	99,5%	12	0,5%	2 610
Bas St-Laurent-Gaspésie	2 599	99,5%	13	0,5%	2 612
Côte-Nord	1 472	99,9%	1	0,1%	1 473
Estrie	3 623	99,8%	8	0,2%	3 631
Laurentides-Lanaudière	7 032	99,9%	8	0,1%	7 040
Mauricie-Bois-Francs	4 389	99,3%	32	0,7%	4 421
Montréal	15 557	99,8%	31	0,2%	15 588
Outaouais	3 730	99,8%	8	0,2%	3 738
Québec	6 252	99,9%	9	0,1%	6 261
Rive-Sud	7 365	99,6%	26	0,4%	7 391
Saguenay-Lac St-Jean	2 335	99,7%	6	0,3%	2 341
Total	56 952	99,7%	154	0,3%	57 106

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région					
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	1 095	42,1%	1 503	57,9%	2 598
Bas St-Laurent-Gaspésie	1 511	58,1%	1 088	41,9%	2 599
Côte-Nord	714	48,5%	758	51,5%	1 472
Estrie	1 943	53,6%	1 680	46,4%	3 623
Laurentides-Lanaudière	2 620	37,3%	4 412	62,7%	7 032
Mauricie-Bois-Francs	1 999	45,5%	2 390	54,5%	4 389
Montréal	7 563	48,6%	7 994	51,4%	15 557
Outaouais	2 237	60,0%	1 493	40,0%	3 730
Québec	2 847	45,5%	3 405	54,5%	6 252
Rive-Sud	3 165	43,0%	4 200	57,0%	7 365
Saguenay-Lac St-Jean	1 235	52,9%	1 100	47,1%	2 335
Total	26 929	47,3%	30 023	52,7%	56 952

4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région					
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	221	96,9%	7	3,1%	228
Bas St-Laurent-Gaspésie	308	99,4%	2	0,6%	310
Côte-Nord	61	98,4%	1	1,6%	62
Estrie	322	100,0%	0	0,0%	322
Laurentides-Lanaudière	1 444	99,9%	2	0,1%	1 446
Mauricie-Bois-Francs	685	97,6%	17	2,4%	702
Montréal	3 605	99,6%	16	0,4%	3 621
Outaouais	521	100,0%	0	0,0%	521
Québec	953	99,8%	2	0,2%	955
Rive-Sud	1 240	99,2%	10	0,8%	1 250
Saguenay-Lac St-Jean	212	99,5%	1	0,5%	213
Total	9 572	99,4%	58	0,6%	9 630

5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région					
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	75	32,9%	153	67,1%	228
Bas St-Laurent-Gaspésie	164	52,9%	146	47,1%	310
Côte-Nord	34	54,8%	28	45,2%	62
Estrie	164	50,9%	158	49,1%	322
Laurentides-Lanaudière	448	31,0%	998	69,0%	1 446
Mauricie-Bois-Francs	290	41,3%	412	58,7%	702
Montréal	2 248	62,1%	1 373	37,9%	3 621
Outaouais	376	72,2%	145	27,8%	521
Québec	463	48,5%	492	51,5%	955
Rive-Sud	680	54,4%	570	45,6%	1 250
Saguenay-Lac St-Jean	106	49,8%	107	50,2%	213
Total	5 048	52,4%	4 582	47,6%	9 630

6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région					
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	0	0,0%	91	100,0%	91
Bas St-Laurent-Gaspésie	1	0,9%	111	99,1%	112
Côte-Nord	1	1,3%	74	98,7%	75
Estrie	5	3,6%	132	96,4%	137
Laurentides-Lanaudière	21	19,8%	85	80,2%	106
Mauricie-Bois-Francs	1	0,9%	106	99,1%	107
Montréal	157	28,1%	402	71,9%	559
Outaouais	3	3,3%	89	96,7%	92
Québec	43	21,2%	160	78,8%	203
Rive-Sud	190	34,7%	358	65,3%	548
Saguenay-Lac St-Jean	19	21,6%	69	78,4%	88
Total	441	20,8%	1 677	79,2%	2 118

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2014

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2014 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SEIZE (96) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 17,5 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2014.

P. 43 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;

B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;

C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;

D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

a) Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région							
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	466	453	97,2%	9	1,9%	4	0,9%
Bas St-Laurent-Gaspésie	398	390	98,0%	8	2,0%	0	0,0%
Côte-Nord	155	152	98,1%	0	0,0%	3	1,9%
Estrie	614	611	99,5%	2	0,3%	1	0,2%
Laurentides-Lanaudière	1 659	1 564	94,3%	80	4,8%	15	0,9%
Mauricie-Bois-Francs	759	703	92,6%	41	5,4%	15	2,0%
Montréal	2 759	2 677	97,0%	58	2,1%	24	0,9%
Outaouais	477	471	98,7%	4	0,8%	2	0,4%
Québec	1 088	1 059	97,3%	22	2,0%	7	0,6%
Rive-Sud	1 393	1 332	95,6%	45	3,2%	16	1,1%
Saguenay-Lac St-Jean	449	439	97,8%	2	0,4%	8	1,8%
Total	10 217	9 851	96,4%	271	2,7%	95	0,9%

b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants							
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit							
Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.							

c) Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit					
Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	251	55,4%	202	44,6%	453
Bas St-Laurent-Gaspésie	276	70,8%	114	29,2%	390
Côte-Nord	81	53,3%	71	46,7%	152
Estrie	446	73,0%	165	27,0%	611
Laurentides-Lanaudière	566	36,2%	998	63,8%	1 564
Mauricie-Bois-Francs	342	48,6%	361	51,4%	703
Montréal	1 047	39,1%	1 630	60,9%	2 677
Outaouais	399	84,7%	72	15,3%	471
Québec	764	72,1%	295	27,9%	1 059
Rive-Sud	643	48,3%	689	51,7%	1 332
Saguenay-Lac St-Jean	220	50,1%	219	49,9%	439
Total	5 035	51,1%	4 816	48,9%	9 851

d) Coût moyen	
Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 est de 555 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.	

a) Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région							
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	173	163	94,2%	1	0,6%	9	5,2%
Bas St-Laurent-Gaspésie	146	141	96,6%	4	2,7%	1	0,7%
Côte-Nord	35	32	91,4%	0	0,0%	3	8,6%
Estrie	158	153	96,8%	3	1,9%	2	1,3%
Laurentides-Lanaudière	500	467	93,4%	31	6,2%	2	0,4%
Mauricie-Bois-Francs	239	224	93,7%	8	3,3%	7	2,9%
Montréal	988	968	98,0%	15	1,5%	5	0,5%
Outaouais	175	174	99,4%	1	0,6%	0	0,0%
Québec	374	363	97,1%	7	1,9%	4	1,1%
Rive-Sud	356	339	95,2%	7	2,0%	10	2,8%
Saguenay-Lac St-Jean	157	154	98,1%	0	0,0%	3	1,9%
Total	3 301	3 178	96,3%	77	2,3%	46	1,4%

b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants							
Du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.							

c) Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région							
Du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées		
Abitibi-Témiscamingue	90	55,2%	73	44,8%	163		
Bas St-Laurent-Gaspésie	109	77,3%	32	22,7%	141		
Côte-Nord	14	43,8%	18	56,3%	32		
Estrie	103	67,3%	50	32,7%	153		
Laurentides-Lanaudière	182	39,0%	285	61,0%	467		
Mauricie-Bois-Francs	115	51,3%	109	48,7%	224		
Montréal	409	42,3%	559	57,7%	968		
Outaouais	159	91,4%	15	8,6%	174		
Québec	273	75,2%	90	24,8%	363		
Rive-Sud	121	35,7%	218	64,3%	339		
Saguenay-Lac St-Jean	88	57,1%	66	42,9%	154		
Total	1 663	52,3%	1 515	47,7%	3 178		

d) Coût moyen							
Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 est de 517 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.							

P. 44 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;

B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;

C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;

D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

a) Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par Du 1 ^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	4	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Côte-Nord	2	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%
Estrie	44	38	86,4%	6	13,6%	0	0,0%
Laurentides-Lanaudière	18	9	50,0%	9	50,0%	0	0,0%
Mauricie-Bois-Francs	18	11	61,1%	7	38,9%	0	0,0%
Montréal	3 218	2 938	91,3%	270	8,4%	10	0,3%
Outaouais	64	56	87,5%	8	12,5%	0	0,0%
Québec	23	18	78,3%	5	21,7%	0	0,0%
Rive-Sud	42	32	76,2%	10	23,8%	0	0,0%
Saguenay-Lac St-Jean	10	8	80,0%	2	20,0%	0	0,0%
Total	3 444	3 116	90,5%	318	9,2%	10	0,3%

b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques) Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

c) Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	1	100,0%	0	0,0%	1
Bas St-Laurent-Gaspésie	2	50,0%	2	50,0%	4
Côte-Nord	0	0,0%	1	100,0%	1
Estrie	6	15,8%	32	84,2%	38
Laurentides-Lanaudière	3	33,3%	6	66,7%	9
Mauricie-Bois-Francs	2	18,2%	9	81,8%	11
Montréal	587	20,0%	2 351	80,0%	2 938
Outaouais	13	23,2%	43	76,8%	56
Québec	5	27,8%	13	72,2%	18
Rive-Sud	4	12,5%	28	87,5%	32
Saguenay-Lac St-Jean	5	62,5%	3	37,5%	8
Total	628	20,2%	2 488	79,8%	3 116

d) Coût moyen

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 est de 818 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

a)	Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
	Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
	Abitibi-Témiscamingue	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Bas St-Laurent-Gaspésie	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Côte-Nord	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Estrie	6	4	66,7%	2	33,3%	0	0,0%
	Laurentides-Lanaudière	5	5	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Mauricie-Bois-Francs	6	3	50,0%	3	50,0%	0	0,0%
	Montréal	1 061	957	90,2%	99	9,3%	5	0,5%
	Outaouais	25	19	76,0%	6	24,0%	0	0,0%
	Québec	3	1	33,3%	2	66,7%	0	0,0%
	Rive-Sud	20	15	75,0%	4	20,0%	1	5,0%
	Saguenay-Lac St-Jean	1	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%
	Total	1 130	1 007	89,1%	117	10,4%	6	0,5%
b)	Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques) Du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
	Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.							
c)	Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région Du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 - volet contributif et volet gratuit							
	Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées		
	Abitibi-Témiscamingue	1	100,0%	0	0,0%	1		
	Bas St-Laurent-Gaspésie	0	0,0%	1	100,0%	1		
	Côte-Nord	0	0,0%	1	100,0%	1		
	Estrie	2	50,0%	2	50,0%	4		
	Laurentides-Lanaudière	2	40,0%	3	60,0%	5		
	Mauricie-Bois-Francs	0	0,0%	3	100,0%	3		
	Montréal	204	21,3%	753	78,7%	957		
	Outaouais	1	5,3%	18	94,7%	19		
	Québec	0	0,0%	1	100,0%	1		
	Rive-Sud	2	13,3%	13	86,7%	15		
	Saguenay-Lac St-Jean	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0		
	Total	212	21,1%	795	78,9%	1 007		
d)	Coût moyen							
	Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 est de 778 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.							

P. 45 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;

B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;

C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;

D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

a) Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région							
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit							
Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	3	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	44	39	88,6%	5	11,4%	0	0,0%
Côte-Nord	459	449	97,8%	1	0,2%	9	2,0%
Estrie	29	24	82,8%	5	17,2%	0	0,0%
Laurentides-Lanaudière	880	733	83,3%	144	16,4%	3	0,3%
Mauricie-Bois-Francs	482	437	90,7%	41	8,5%	4	0,8%
Montréal	966	782	81,0%	174	18,0%	10	1,0%
Outaouais	6	6	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Québec	1 204	1 142	94,9%	50	4,2%	12	1,0%
Rive-Sud	289	281	97,2%	8	2,8%	0	0,0%
Saguenay-Lac St-Jean	3	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	4 365	3 899	89,3%	428	9,8%	38	0,9%

b) Répartition des motifs de refus en droit carcéral	
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit	
Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.	

c) Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit					
Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	1	33,3%	2	66,7%	3
Bas St-Laurent-Gaspésie	28	71,8%	11	28,2%	39
Côte-Nord	205	45,7%	244	54,3%	449
Estrie	1	4,2%	23	95,8%	24
Laurentides-Lanaudière	4	0,5%	729	99,5%	733
Mauricie-Bois-Francs	31	7,1%	406	92,9%	437
Montréal	216	27,6%	566	72,4%	782
Outaouais	0	0,0%	6	100,0%	6
Québec	79	6,9%	1 063	93,1%	1 142
Rive-Sud	1	0,4%	280	99,6%	281
Saguenay-Lac St-Jean	2	66,7%	1	33,3%	3
Total	568	14,6%	3 331	85,4%	3 899

d) Coût moyen	
Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 est de 579 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.	

a)	Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région						
	Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit						
	Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées
				%			%
	Abitibi-Témiscamingue	6	6	100,0%	0	0,0%	0
	Bas St-Laurent-Gaspésie	12	12	100,0%	0	0,0%	0
	Côte-Nord	139	136	97,8%	0	0,0%	3
	Estrie	10	10	100,0%	0	0,0%	0
	Laurentides-Lanaudière	375	341	90,9%	34	9,1%	0
	Mauricie-Bois-Francs	215	202	94,0%	10	4,7%	3
	Montréal	330	289	87,6%	34	10,3%	7
	Outaouais	2	2	100,0%	0	0,0%	0
	Québec	627	583	93,0%	33	5,3%	11
	Rive-Sud	215	210	97,7%	5	2,3%	0
	Saguenay-Lac St-Jean	1	1	100,0%	0	0,0%	0
	Total	1 932	1 792	92,8%	116	6,0%	24
b)	Répartition des motifs de refus en droit carcéral						
	Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit						
	Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.						
c)	Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région						
	Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit						
	Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées	
	Abitibi-Témiscamingue	0	0,0%	6	100,0%	6	
	Bas St-Laurent-Gaspésie	8	66,7%	4	33,3%	12	
	Côte-Nord	91	66,9%	45	33,1%	136	
	Estrie	0	0,0%	10	100,0%	10	
	Laurentides-Lanaudière	2	0,6%	339	99,4%	341	
	Mauricie-Bois-Francs	38	18,8%	164	81,2%	202	
	Montréal	59	20,4%	230	79,6%	289	
	Outaouais	0	0,0%	2	100,0%	2	
	Québec	19	3,3%	564	96,7%	583	
	Rive-Sud	0	0,0%	210	100,0%	210	
	Saguenay-Lac St-Jean	0	0,0%	1	100,0%	1	
	Total	217	12,1%	1 575	87,9%	1 792	
d)	Coût moyen						
	Le coût moyen d'un dossier en droit carcéral confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1 ^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 est de 432 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.						

P. 46 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 8 OCTOBRE 2008 AUX PAGES 5429 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	846 629 \$	5,8 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	562 716 \$	3,9 %
CÔTE-NORD	321 808 \$	2,2 %
ESTRIE	779 667 \$	5,3 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 134 388 \$	14,6 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	925 736 \$	6,3 %
MONTRÉAL	4 105 971 \$	28,1 %
OUTAOUAIS	716 378 \$	4,9 %
QUÉBEC	1 815 617 \$	12,4 %
RIVE-SUD	1 734 575 \$	11,9 %
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	659 103 \$	4,5 %
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	14 602 588 \$	100,0 %

C. DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C.	E.				F.
49 761	22 196	5	16 857	938	437,00 \$

DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C.	E.				F.
34 005	19 756	1	9 644	447	756,00 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

Du 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

		COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES										Lecture au 17 février 2014				
		Consolide des 11 régions										Volet contributif et gratuit				
		Analyse de l'évolution des demandes du 2013-04-01 au 2013-12-31														
		MOTIFS de REFUS														
		Application de l'article 4.11					Application de l'article 70									
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service non nommé exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution déraisonnable	Refus impossible règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien renseign.	Refus de Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70	
Civil et administratif	8,282	1 177	1,601	170	250	2,420	400	760	45	14	249	209	1	2,213	30	37
Familial	6,752	1 280	2,287	2	4	135	137	139	10	6	18	169	2	2,899	33	53
Protection de la jeunesse	820	99	147	0	0	8	12	7	0	3	4	39	0	509	9	12
Immigration	318	53	86	0	0	9	5	12	0	0	0	5	0	132	0	14
Homologation	27	1	2	0	0	2	3	0	0	0	0	1	0	6	0	0
Civil	53.4%	2 610	4,123	172	254	2,574	557	918	55	23	271	423	3	5,759	72	116
		16,1%	25,5%	1,1%	1,6%	15,9%	3,4%	5,7%	0,3%	0,1%	1,7%	2,6%	0,0%	35,6%	0,4%	0,7%
Carcéral	428	8	32	0	0	14	1	2	0	0	0	17	0	353	3	5
Criminel	3,765	278	551	16	0	213	7	10	0	1	4	60	2	2,621	19	45
Criminel/Jeunesse	271	20	23	1	0	6	1	0	0	0	0	10	0	210	0	4
Criminel/Sommaire	9,142	561	1,279	59	0	1,757	15	12	1	1	2	95	0	5,546	30	93
Criminel	44.8%	867	1,885	76	0	1,990	24	24	1	2	6	182	2	8,730	52	147
		6,4%	13,9%	0,6%	0,0%	14,6%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	1,3%	0,0%	64,2%	0,4%	1,1%
Notarial	176	12	10	0	0	125	2	0	0	0	1	8	0	25	0	3
Notarial	0.6%	12	10	0	0	125	2	0	0	0	1	8	0	25	0	3
		6,8%	5,7%	0,0%	0,0%	71,0%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	4,5%	0,0%	14,2%	0,0%	1,7%
Données Incomplètes	363	9	39	3	0	29	3	2	0	0	0	8	0	276	2	2
Données incomplètes	1.2%	9	39	3	0	29	3	2	0	0	0	8	0	276	2	2
		2,5%	10,7%	0,8%	0,0%	8,0%	0,8%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	2,2%	0,0%	76,0%	0,6%	0,6%
Grand Total	100.0%	30,344	6,057	251	254	4,718	586	944	56	25	278	621	5	14,790	126	268
		11,5%	20,0%	0,8%	0,8%	15,5%	1,9%	3,1%	0,2%	0,1%	0,9%	2,0%	0,0%	48,7%	0,4%	0,9%

A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 8 OCTOBRE 2008 AUX PAGES 5429 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	330 461 \$	5,7 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	155 825 \$	2,7 %
CÔTE-NORD	189 638 \$	3,3 %
ESTRIE	259 298 \$	4,5 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	715 473 \$	12,4 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	390 830 \$	6,7 %
MONTRÉAL	1 951 542 \$	33,7 %
OUTAOUAIS	225 635 \$	3,9 %
QUÉBEC	607 351 \$	10,5 %
RIVE-SUD	677 439 \$	11,7 %
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	287 321 \$	5,0 %
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	5 790 813	100,0 %

C. DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE

DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C.	E.				F.
16 563	7 360	4	5 524	257	437,00 \$


DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION

DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C.	E.				F.
11 412	6 815	0	3 069	156	756,00 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
 Consolide des 11 regions
 Analyse de l'évolution des demandes du 2014-01-01 au 2014-03-31

Lecture au 18 mai 2014
 Volet contributif et gratuit

		Application de l'article 4.11										Application de l'article 70				
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommé exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraisonnable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif	354	423	51	81	843	116	269	21	1	1	82	97	0	762	10	11
Familial	333	661	1	2	35	40	46	4	4	0	2	53	0	998	12	7
Protection de la jeunesse	19	35	0	0	2	4	10	0	0	0	1	15	0	137	0	1
Immigration	7	19	0	0	4	0	12	0	0	0	0	1	0	73	0	2
Homologation	1	2	0	0	1	4	0	0	0	0	2	2	0	3	0	0
Civil	714	1,140	52	83	885	164	337	25	5	1	87	168	0	1,973	22	21
	13,9%	22,1%	1,0%	1,6%	17,2%	3,2%	6,5%	0,5%	0,1%	0,0%	1,7%	3,3%	0,0%	38,3%	0,4%	0,4%
Carcéral	3	3	0	0	15	1	0	0	0	0	1	8	0	86	0	2
Criminel	62	124	6	0	64	5	2	0	1	0	3	26	0	822	1	10
Criminel/Jeunesse	8	7	0	0	1	3	0	0	0	0	2	2	0	54	0	2
Criminel/Sommaire	137	360	17	0	655	5	2	0	1	0	2	32	0	1,816	9	29
Criminel	210	494	23	0	735	14	4	0	2	0	6	68	0	2,778	10	43
	4,9%	11,6%	0,5%	0,0%	17,2%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	1,6%	0,0%	65,2%	0,2%	1,0%
Notarial	1	1	1	0	44	0	0	0	0	0	4	2	0	9	0	0
	0,6%	0,6%	1,7%	0,0%	4,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4,0%	2,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,0%
Données Incomplètes	2	11	3	0	10	1	0	0	0	0	0	5	0	124	1	1
	1,7%	1,7%	1,7%	0,0%	75,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,9%	3,4%	0,0%	15,5%	0,0%	0,0%
Données incomplètes	2	11	3	0	10	1	0	0	0	0	0	5	0	124	1	1
	1,3%	7,0%	1,9%	0,0%	6,4%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,2%	0,0%	79,0%	0,6%	0,6%
Grand Total	927	1,646	79	83	1,674	179	341	25	7	1	97	243	0	4,884	33	65
	100,0%	17,1%	0,8%	0,9%	17,4%	1,9%	3,5%	0,3%	0,1%	0,0%	1,0%	2,5%	0,0%	50,7%	0,3%	0,7%

P. 47 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A.	C.		D.
DROIT CIVIL ET ACTIF	32 072	6 721	16 828	507,00 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)
DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 DÉCEMBRE 2013 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT



AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 régions

Lecture au 17 février 2014

Analyse de l'évolution des demandes du 2013-04-01 au 2013-12-31

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

	Application de l'article 4.11											Application de l'article 70				
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service non nommé. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus d'application règlement raisonn.	Autres serv. dison.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign. inexacts	Autre cas Art.70	
Civil et administratif	8,282	1 177	1,601	170	250	2,420	400	760	45	14	249	209	1	2,213	30	37
Familial	6,752	1 280	2,287	2	4	135	137	139	10	6	18	169	2	2,899	33	53
Protection de la jeunesse	820	99	147	0	0	8	12	7	0	3	4	39	0	509	9	12
Immigration	318	53	86	0	0	9	5	12	0	0	0	5	0	132	0	14
Homologation	27	1	2	0	0	2	3	0	0	0	0	1	0	6	0	0
Civil	16,199	2,610	4,123	172	254	2,574	557	918	55	23	271	423	3	5,759	72	116
	100.0%	16.1%	25.5%	1.1%	1.6%	15.9%	3.4%	5.7%	0.3%	0.1%	1.7%	2.6%	0.0%	35.6%	0.4%	0.7%
Carcéral	428	8	32	0	0	14	1	2	0	0	0	17	0	353	3	5
Criminel	3,765	278	551	16	0	213	7	10	0	1	4	60	2	2,621	19	45
Criminel/Jeunesse	271	20	23	1	0	6	1	0	0	0	0	10	0	210	0	4
Criminel/Sommaire	9,142	561	1,279	59	0	1,757	15	12	1	1	2	95	0	5,546	30	93
Criminel	13,606	867	1,885	76	0	1,990	24	24	1	2	6	182	2	8,730	52	147
	100.0%	6.4%	13.9%	0.6%	0.0%	14.6%	0.2%	0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	1.3%	0.0%	64.2%	0.4%	1.1%
Notarial	176	12	10	0	0	125	2	0	0	0	1	8	0	25	0	3
Notarial	176	12	10	0	0	125	2	0	0	0	1	8	0	25	0	3
	0.6%	0.7%	0.1%	0.0%	0.0%	7.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.6%	4.5%	0.0%	14.2%	0.0%	1.7%
Données incomplètes	363	9	39	3	0	29	3	2	0	0	0	8	0	276	2	2
Données incomplètes	363	9	39	3	0	29	3	2	0	0	0	8	0	276	2	2
	1.2%	0.1%	0.3%	0.2%	0.0%	0.8%	0.2%	0.6%	0.0%	0.0%	0.0%	2.2%	0.0%	76.0%	0.6%	0.6%
Grand Total	30,344	3,498	6,057	251	254	4,718	586	944	56	25	278	621	5	14,790	126	268
	100.0%	11.5%	20.0%	0.8%	0.8%	15.5%	1.9%	3.1%	0.2%	0.1%	0.9%	2.0%	0.0%	48.7%	0.4%	0.9%

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)

DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
DROIT CIVIL ET ACTIF	A. 11 397	C. 2 458	6 121	D. 426,00 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)

DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES															
	Consolidé des 11 régions															
Analyse de l'évolution des demandes du 2014-01-01 au 2014-03-31																
MOTIFS de REFUS																
	Application de l'article 4.11						Application de l'article 70									
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommé. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraisonnable	Coût impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif	2,702	354	423	51	81	843	116	269	21	1	1	82	97	0	762	11
Familial	2,069	333	661	1	2	35	40	46	4	4	0	2	53	0	998	7
Protection de la jeunesse	221	19	35	0	0	2	4	10	0	0	0	1	15	0	137	1
Immigration	117	7	19	0	0	4	0	4	0	0	0	0	1	0	73	0
Homologation	43	1	2	0	0	1	4	0	0	0	0	2	2	0	3	0
Civil	5,152	714	1,140	52	83	885	164	337	25	5	1	87	168	0	1,973	22
	100.0%	13.9%	22.1%	1.0%	1.6%	17.2%	3.2%	6.5%	0.5%	0.1%	0.0%	1.7%	3.3%	0.0%	38.3%	0.4%
Carcéral	116	3	3	0	0	15	1	0	0	0	0	1	8	0	86	0
Criminel	1,107	62	124	6	0	64	5	2	0	1	0	3	26	0	822	1
Criminel/Jeunesse	77	8	7	0	0	1	3	0	0	0	0	0	2	0	54	0
Criminel/Sommaire	2,963	137	360	17	0	655	5	2	0	1	0	2	32	0	1,816	9
Criminel	4,263	210	494	23	0	735	14	4	0	2	0	6	68	0	2,778	10
	100.0%	4.9%	11.6%	0.5%	0.0%	17.2%	0.3%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	1.6%	0.0%	65.2%	0.2%
Notarial	58	1	1	1	0	44	0	0	0	0	0	4	2	0	9	0
Notarial	58	1	1	1	0	44	0	0	0	0	0	4	2	0	9	0
	100.0%	1.7%	1.7%	1.7%	0.0%	75.9%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	6.9%	3.4%	0.0%	15.5%	0.0%
Données Incomplètes	157	2	11	3	0	10	1	0	0	0	0	0	5	0	124	1
Données incomplètes	157	2	11	3	0	10	1	0	0	0	0	0	5	0	124	1
	100.0%	1.3%	7.0%	1.9%	0.0%	6.4%	0.6%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	3.2%	0.0%	79.0%	0.6%
Grand Total	9,630	927	1,646	79	83	1,674	179	341	25	7	1	97	243	0	4,884	33
	100.0%	9.6%	17.1%	0.8%	0.9%	17.4%	1.9%	3.5%	0.3%	0.1%	0.0%	1.0%	2.5%	0.0%	50.7%	0.3%



Lecture au 18 mai 2014
Volet contributif et gratuit

P. 48 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;

B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;

C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;

D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

a) Demandes relatives au droit civil				
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit				
Nature	Total	Acceptées		Coût moyen
	des	pratique	salariés	pratique
	demandes	privée		privée (1)
	a)	c)		d)
Changement de nom	146	16	71	263,00 \$
Succession (2)	995	197	468	342,00 \$
Services notariaux (3)	286	285	1	376,00 \$
Logement	5 492	1 105	2 897	434,00 \$
(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.				
(2) Incluant les dossiers relatifs au testament.				
(3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.				

a) Demandes relatives au droit civil				
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit				
Nature	Total	Acceptées		Coût moyen
	des	pratique	salariés	pratique
	demandes	privée		privée (1)
	a)	c)		d)
Changement de nom	37	4	20	263,00 \$
Succession (2)	385	85	185	342,00 \$
Services notariaux (3)	215	154	0	376,00 \$
Logement	2 093	413	1 127	434,00 \$
(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.				
(2) Incluant les dossiers relatifs au testament.				
(3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.				

P. 49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 DÉCEMBRE 2013 ET DU 1^{ER} JANVIER 2014 AU 31 MARS 2014 (DEPUIS L'AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE) :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

a) Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial				
Du 1^{er} avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit				
Nature	Total	Acceptées		Coût moyen
	des	pratique	salariés	pratique
	demandes	privée		privée (1)
	a)	c)		d)
Droit matrimonial et familial (2)	63 236	26 690	28 713	779,00 \$
(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2013 au 31 décembre 2013, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.				
(2) Incluant la protection de la jeunesse.				
b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial				
Du 1er avril 2013 au 31 décembre 2013 - Volet contributif et volet gratuit				
Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.				

a) Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial				
Du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit				
Nature	Total	Acceptées		Coût moyen
	des	pratique	salariés	pratique
	demandes	privée		privée (1)
	a)	c)		d)
Droit matrimonial et familial (2)	21 547	9 367	9 700	741,00 \$
(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.				
(2) Incluant la protection de la jeunesse.				
b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial				
Du 1er janvier 2014 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit				
Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.				

P. 50 DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2006 :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
-

- A. EN 2013-2014, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES CONCERNÉS ET ELLE A ÉTÉ ACCEPTÉE. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- C. 12 143 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- D. 5 698 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- E. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014, EST DE 3 243. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2. CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3. LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4. LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6. LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats salariés, par catégorie de frais, par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit					
Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	59 306	63,4%	34 187	36,6%	93 493
Bas St-Laurent-Gaspésie	104 888	60,8%	67 759	39,2%	172 647
Côte-Nord	40 582	92,6%	3 242	7,4%	43 824
Estrie	204 344	88,8%	25 879	11,2%	230 223
Laurentides-Lanaudière	219 945	88,1%	29 683	11,9%	249 628
Mauricie-Bois-Francs	134 348	87,1%	19 863	12,9%	154 211
Montréal	935 961	92,3%	77 657	7,7%	1 013 618
Outaouais	180 581	96,2%	7 199	3,8%	187 780
Québec	150 282	79,4%	39 072	20,6%	189 354
Rive-Sud	306 136	93,7%	20 523	6,3%	326 659
Saguenay-Lac St-Jean	80 186	96,9%	2 596	3,1%	82 782
Total	2 416 559	88,1%	327 660	11,9%	2 744 219

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région					
Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit					
Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	123 528,00	45,0%	150 993,00	55,0%	274 521
Bas St-Laurent-Gaspésie	107 833,00	56,3%	83 804,00	43,7%	191 637
Côte-Nord	45 170,00	34,2%	86 879,00	65,8%	132 049
Estrie	224 124,00	71,8%	88 004,00	28,2%	312 128
Laurentides-Lanaudière	544 891,00	65,8%	283 774,00	34,2%	828 665
Mauricie-Bois-Francs	190 164,00	56,5%	146 285,00	43,5%	336 449
Montréal	1 492 385	69,3%	662 006,00	30,7%	2 154 391
Outaouais	60 371,00	43,5%	78 481,00	56,5%	138 852
Québec	274 189,00	43,7%	353 346,00	56,3%	627 535
Rive-Sud	498 842,00	77,3%	146 354,00	22,7%	645 196
Saguenay-Lac St-Jean	80 258,00	59,5%	54 642,00	40,5%	134 900
Total	3 641 755	63,0%	2 134 568	37,0%	5 776 323

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

Répartition des frais d'expertise encourus par les avocats salariés, par catégorie de frais, par région Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit					
Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	24 477	46,6%	28 074	53,4%	52 551
Bas St-Laurent-Gaspésie	57 628	63,0%	33 774	37,0%	91 402
Côte-Nord	3 819	63,9%	2 153	36,1%	5 972
Estrie	57 548	59,3%	39 471	40,7%	97 019
Laurentides-Lanaudière	31 475	46,7%	35 902	53,3%	67 377
Mauricie-Bois-Francs	34 279	53,8%	29 423	46,2%	63 702
Montréal	162 880	57,1%	122 189	42,9%	285 069
Outaouais	35 694	76,4%	11 004	23,6%	46 698
Québec	41 707	58,3%	29 891	41,7%	71 598
Rive-Sud	38 385	49,2%	39 584	50,8%	77 969
Saguenay-Lac St-Jean	22 162	64,2%	12 359	35,8%	34 521
Total	510 054	57,1%	383 824	42,9%	893 878

Répartition des frais d'expertise encourus par les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 - Volet contributif et volet gratuit					
Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	19 202,00	69,1%	8 581,00	30,9%	27 783
Bas St-Laurent-Gaspésie	27 740,00	68,4%	12 840,00	31,6%	40 580
Côte-Nord	2 349,00	46,5%	2 700,00	53,5%	5 049
Estrie	57 386,00	67,6%	27 525,00	32,4%	84 911
Laurentides-Lanaudière	176 714,00	88,1%	23 865,00	11,9%	200 579
Mauricie-Bois-Francs	18 062,00	71,1%	7 327,00	28,9%	25 389
Montréal	335 025	70,4%	140 748,00	29,6%	475 773
Outaouais	7 600,00	100,0%	0,00	0,0%	7 600
Québec	71 188,00	69,6%	31 153,00	30,4%	102 341
Rive-Sud	111 113,00	90,1%	12 266,00	9,9%	123 379
Saguenay-Lac St-Jean	16 207,00	70,1%	6 900,00	29,9%	23 107
Total	842 586	75,5%	273 905	24,5%	1 116 491

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

SUBVENTION 2014-2015 VERSÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE	162 002,0 K\$
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0 K\$
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	13 159,1 K\$
TOTAL	177 661,1 K\$

CECI EXCLUT LES COÛTS D'HONORAIRES ET DE DÉBOURS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LE CHAPITRE III (MÉGA-PROCÈS), LES COÛTS DES DOSSIERS FÉDÉRAUX ET LES COÛTS D'IMPLANTATION DU NOUVEAU SERVICE SARPA.

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,6		8,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	3,0	2,0		5,0
Kuujuuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	5,0	1,0	11,0
Baie-Comeau	4,0	4,0		8,0
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,0	1,0	22,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,5		4,5
Lac Mégantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	2,5		4,5
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	13,0	14,1	1,0	28,1
Joliette	9,0	9,0	0,5	18,5
Mont-Laurier	2,0	2,4		4,4
Ste-Thérèse	2,0	3,7		5,7
Repentigny	2,0	4,5		6,5
Ste-Agathe	1,0	1,5		2,5
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	2,0		3,0
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,3	1,5	78,8
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
Trois-Rivières (1350 Royale)	9,0	9,0	0,5	18,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	6,5		11,5
Victoriaville	4,0	4,5	0,5	9,0
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	25,0	30,5	1,5	57,0
MONTREAL				
Laval	12,0	10,0	0,5	22,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. jeunesse (5800 St-Denis)	12,0	8,5	0,5	21,0
Division criminelle	21,0	26,0	2,0	49,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	8,0	10,0	0,5	18,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	23,5		26,5
Immigration	4,0	8,0		12,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	4,0	2,0		6,0
Service de garde	6,0	1,0		7,0
	110,0	141,0	6,0	257,0
OUTAOUAIS				
Gatineau (Civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau - Section criminelle	6,0	6,0	0,5	12,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
St-André Avellan	0,2			0,2
	26,0	33,5	0,5	60,0
QUÉBEC				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	5,0	7,0		12,0
	39,0	48,0	2,0	89,0
RIVE-SUD				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil - Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	4,0	5,0		9,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	5,0	5,0		10,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Criminel & Jeunesse	10,0	7,0		17,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,0		2,0
	46,0	52,5	1,5	100,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
Chicoutimi	6,0	9,0		15,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION				
	14,0	40,0		54,0
TOTAL DES EFFECTIFS				
	380,0	503,5	16,5	900,0

AU COURS DE L'ANNÉE 2009, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EN COLLABORATION AVEC LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES RÉGIONAUX D'AIDE JURIDIQUE A PRODUIT UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DÉROGATIONS À L'ARTICLE 60 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES (LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE) QUI SONT AUSSI COMMUNÉMENT APPELÉES : « MANDATS-PLUS ». CETTE TROUSSE FOURNIT AUX GESTIONNAIRES DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE UNE PROCÉDURE UNIFORME À APPLIQUER LORSQU'UN BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE FORMULE UNE PLAINTÉ CONTRE SON AVOCAT DE LA PRATIQUE PRIVÉE À QUI IL A VERSÉ DES SOMMES D'ARGENT.

CE DOCUMENT COMPREND UNE DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE CETTE DÉROGATION ET LES RÉFÉRENCES AUX ARTICLES PERTINENTS DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET DES RÈGLEMENTS ADOPTÉS EN VERTU DE CETTE LOI. ON Y RETROUVE DE PLUS LES ARTICLES DU CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS QUI S'APPLIQUENT EN L'INSTANCE.

L'ANNEXE DE CE DOCUMENT COMPREND DE LA JURISPRUDENCE PORTANT SUR CE TYPE DE SITUATION, UN MODÈLE DE LETTRE ADRESSÉE À UN AVOCAT QUI A PERÇU DES SOMMES D'ARGENT D'UNE PERSONNE BÉNÉFICIAIRE D'UN MANDAT D'AIDE JURIDIQUE ET UN AVIS QUI EST REMIS À TOUTE PERSONNE QUI BÉNÉFICIE D'UN MANDAT D'AIDE JURIDIQUE POUR PAYER LES FRAIS DE SON AVOCAT DE PRATIQUE PRIVÉE. CET AVIS EST GÉNÉRALEMENT AFFICHÉ DANS LES SALLES D'ATTENTE DES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

LES GESTIONNAIRES DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE SONT DONC AU FAIT DE CE TYPE DE SITUATION ET ILS ONT EN MAIN LES OUTILS NÉCESSAIRES POUR INTERVENIR EFFICACEMENT DANS LES CAS OÙ IL Y A UNE DÉROGATION À L'ARTICLE 60 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES.

P. 56 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION DE 4 \$ RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS AVRIL 2012 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2012 JUSQU'À MARS 2014.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

AVRIL 2013 = 140 449,75 \$

MAI 2013 = 685 333,55 \$

JUIN 2013 = 204 406,73 \$

JUILLET 2013 = 284 467,10 \$

AOÛT 2013 = 177 740,38 \$

SEPTEMBRE 2013 = 1 132 650,77 \$

OCTOBRE 2013 = 288 218,29 \$

NOVEMBRE 2013 = 1 025 556,40 \$

DÉCEMBRE 2013 = 253 895,29 \$

JANVIER 2014 = 277 562,70 \$

FÉVRIER 2014 = 816 783,36 \$

MARS 2014 = 1 374 926,71 \$

TOTAL = 6 661 991,03 \$

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

CES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LE DOCUMENT

- BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX, PAGE 60

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

FONCTIONNEMENT - 104 711,73 \$

EFFECTIFS - 2

P. 59 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉMUNÉRATION	0.00 \$
FONCTIONNEMENT	2 500.00 \$

P. 60 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

LE FONDS ACCÈS JUSTICE FINANCE LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LEQUEL EST PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

P. 61 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

SE RÉFÉRER À LA QUESTION P. 60.

P. 62 LE COÛT RELATIF AUX TRAVAUX MENÉS À CE JOUR PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDICER LES PRÉVISIONS POUR LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL.

MINISTÈRE

	2013-2014
FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MEMBRES EXTERNES, LOCATION DE SALLE ET REPAS ¹	11 706 \$
CONTRAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	10 000 \$
TOTAL	21 706 \$

¹ LE MINISTÈRE NE PRÉVOIT AUCUNE RÉMUNÉRATION POUR LES MEMBRES EXTERNES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. TOUTEFOIS, LE MINISTÈRE ASSUME LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT.

P. 63 POUR LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCODÉ
ASS. COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU GRAND-PORTAGE (ACEF)	10 000 \$
ASS. DES CONSOMMATEURS POUR LA QUALITÉ DE LA CONSTRUCTION (ACQC)	15 000 \$
L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
AVENUE CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
CENTRE DE FORMATION SOCIALE MARIE-GUÉRIN-LAJOIE	40 000 \$
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP DE L'ESTRIE	50 000 \$
COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
L'INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	25 000 \$
ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE	15 000 \$
PACTE BOIS-FRANCS INC.	15 000 \$
LE PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
REPARS	15 000 \$
RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	15 000 \$
RESSOURCES ALTERNATIVES RIVE-SUD	15 000 \$
TRAJET INC.	30 000 \$
AUX TROIS PIVOTS	15 000 \$

* LES SOMMES SONT PAYÉES À MÊME UNE CONTRIBUTION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (430 000 \$).

P. 64 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LESCRPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2014-2015 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CING ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*

* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »).

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6.2) B) DU TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

H TAUX HORAIRE

1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE

2 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2013-2014 (DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BERNIER, LOUIS P.	250 \$/H1	REPRÉSENTER LES EMPLOYEURS DE L'ÉTAT DANS DES LITIGES EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL.	0,00 \$
CARRIÈRE, MYLÈNE, NOTAIRE	70 \$/H	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	0,00 \$
CASTONGUAY, JOSÉE, NOTAIRE	70 \$/H	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	0,00 \$
CLARK, MATTHEW J.	620 \$ US/H2	ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL, NOTAMMENT AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES OU INTERNATIONALES ET CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LE DROIT AMÉRICAIN.	0,00 \$
DESPINS, LUC A.	HORS QUÉBEC MONTANT FORFAITAIRE 50 000 \$/ CAN	FAIRE DES REPRÉSENTATIONS AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES ET PARTICIPER AUX RENCONTRES D'INFORMATION DANS LE CADRE DE LA FAILLITE DE MMA/USA À LA SUITE DE LA TRAGÉDIE FERROVIAIRE SURVENUE À LAC-MÉGANTIC.	0,00 \$
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	180 \$/H1	REPRÉSENTER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, À TITRE D'EMPLOYEUR, DANS DES DOSSIERS RELEVANT DES RELATIONS DE TRAVAIL.	0,00 \$
DWYER, SARAH, NOTAIRE	50 \$/H	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	50,00 \$
HÉBERT, PIERRE-G.	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	3 302,50 \$
LEFEBVRE, THIERRY, NOTAIRE	70 \$/H	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	0,00 \$
THIBEAULT, RÉNALD, NOTAIRE	100 \$/H	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	0,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			3 352,50 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
AUGER, JULIE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	338,10 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	680,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
BÉLANGER, TANIA	50 \$/H	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	360,00 \$
DAOUST, ÉRIC	100 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	800,00 \$
FERLAND, PHILIPPE	100 \$/H	REPRÉSENTER LE COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE DANS UNE REQUÊTE EN NULLITÉ ET EN SURSIS.	2 180,00 \$
LALONDE, MARC	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC DANS UN DOSSIER D'ACCÈS.	3 805,00 \$
LANDRY, PIERRE	100 \$/H2	AGIR COMME CORRESPONDANT AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA POUR LE COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	842,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	0,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE DE DEUX DEMANDES D'ACCÈS LOGÉES PAR LE MÊME DEMANDEUR.	0,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	415,00 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LECHASSEUR, MARC-ANDRÉ	100 \$/H	CONSEILLER LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC DANS LE DOMAINE DU DROIT MUNICIPAL.	24 860,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	ASSISTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET SON COMITÉ D'ENQUÊTE DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	6 479,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS UN LITGE.	1 680,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	CONSEILLER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE POURSUIVI DANS LE CADRE D'UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE.	0,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	ASSISTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET SON COMITÉ D'ENQUÊTE DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	0,00 \$
PARADIS, MICHEL	100 \$/H	REPRÉSENTER UNE CORONER DU BUREAU DU CORONER DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE METTANT EN CAUSE SA COMPÉTENCE.	0,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			42 439,10 \$

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	(VOIR TOTAL FIN DE SECTION)
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉ COMME TÉMOIN DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
DAVIAULT, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
DAVIAULT, FRANÇOIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
DESAULNIERS, YVES	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	(VOIR TOTAL FIN DE SECTION)
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
SOUS-TOTAL			29 587,00 \$
*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION			

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	(VOIR TOTAL FIN DE SECTION)
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN OFFICIER RETRAITÉ DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGNÉ, SUZANNE	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DE PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
LEBEL, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	CONSEILLER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT RELIÉ À UN MÉDIA D'INFORMATION.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉ COMME TÉMOIN DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉ COMME TÉMOIN DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉ COMME TÉMOIN DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
PARADIS, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UNE AVOCATE À LA SUITE DE PLAINTES DÉONTOLOGIQUES LOGÉES À SON ÉGARD DEVANT LE BARREAU.	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ACCUSATION CRIMINELLE.	

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE COURS D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	(VOIR TOTAL FIN DE SECTION)	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.		
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE COURS D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉ COMME TÉMOIN DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
SOUS-TOTAL				53 863,60 \$
*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	(VOIR TOTAL FIN DE SECTION)	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE EFFECTUÉE PAR UN AUTRE CORPS POLICIER.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.		
TREMBLAY, ÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UNE FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.		
SOUS-TOTAL				7 125,00 \$
*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS			90 575,60 \$	
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			136 367,20 \$	

AUCUN MANDAT N' A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

D. LES MONTANTS EN HONORAIRES DÉVOILÉS POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES CONFÉRIÉS AUX AVOCATS ET AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE CORRESPONDENT À LA FACTURATION RÉELLE DES TRAVAUX POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014 ET, COMPTE TENU DE LA NATURE DES CONTRATS ET DES SERVICES À OBTENIR, IL EST IMPOSSIBLE D'EN ESTIMER LA VALEUR TOTALE.
(À NOTER QUE CETTE RÉPONSE, CONVENUE AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, EST FORMULÉE LORS DU DÉVOILEMENT DE CE TYPE DE CONTRAT DANS LE SEO).

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES - ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

NOM ET PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
AUGER, JULIE	MARTINEAU DAoust BOULIANNÉ PELLETIER AVOCATS	4, RUE PRINCIPALE NORD, BUREAU 102	AMOS (QUÉBEC)	J9T 2K6
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE LORTIE LADOUCEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D'OR (QUÉBEC)	J9P 3W8
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA	1100, AVE DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL, 10 ^E ÉTAGE, C.P. 17	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 2S2
BÉLANGER, TANIA	CLICHE LORTIE LADOUCEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D'OR (QUÉBEC)	J9P 3W8
BERNIER, LOUIS P.	FASKEN MARTINEAU	C.P. 242, TOUR DE LA BOURSE, 800, PLACE VICTORIA, BUREAU 3700	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H4Z 1E9
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHARD, PAGÉ, TREMBLAY, AVOCATS	825, BOUL. LÉBOURGNEUF, BUREAU 510	QUÉBEC (QUÉBEC)	G2J 0B9
CARRIÈRE, MYLÈNE, NOTAIRE		297, RUE LABELLE	SAINT-JÉRÔME (QUÉBEC)	J7Z 5L2
CASTONGUAY, JOSÉE, NOTAIRE		37, RANG ST-FRANÇOIS	LANORAIE (QUÉBEC)	J0K 1E0
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX	1050, CONNECTICUT AVENUE N.W.	WASHINGTON, D.C.	20036-5339 USA
DAOUST, ÉRIC	MARTINEAU, DAoust, BOULIANNÉ, PELLETIER AVOCATS	201, AVENUE MURDOCH	ROUYN-NORANDA (QUÉBEC)	J9X 1E5
DAVIAULT, FRANÇOIS	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 2W2
DESAULNIERS, YVES	DESAULNIERS, AVOCATS	38, RUE ST-GERMAIN E., # 301	RIMOUSKI (QUÉBEC)	G5L 1A2
DESPINS, LUC A.	PAUL HASTINGS	75, EAST 55TH STREET	NEW YORK (USA)	10022 USA
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	BBD AVOCATS	2875, BOUL. LAURIER, BUREAU 1320	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 2M2
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	TRUDEL NADEAU AVOCATS	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2X 4B7
DWYER, SARAH, NOTAIRE	HÉNAULT SABOURIN & ASSOCIÉS	514, RUE PRINCIPALE, # 1	LACHUTE (QUÉBEC)	J8H 1Y3
FERLAND, PHILIPPE	FERLAND, VIGNEAULT ET ASSOCIÉS	417, RUE DES SEIGNEURS, 2 ^E ÉTAGE	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3J 1X7
FISSET, ANDRÉ	LES CONSEILLERS FISSET ET ASSOCIÉS, SPÉCIALISÉS REL. TRAV.	1068, AVENUE OLIER-PAYETTE	LAVAL (QUÉBEC)	H7L 5L2
GAGGINO, MARCO	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN DU BORD-DU-LAC	DORVAL (QUÉBEC)	H9S 2A5
GAGNÉ, SUZANNE	LÉTOURNEAU & GAGNÉ	116, RUE SAINT-PIERRE, BUREAU 111	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 4A7
HÉBERT, PIERRE G.	DUPRESNE HÉBERT COMEAU	PLACE VICTORIA, 800, PLACE VICTORIA, # 4500, C.P. 391, SUCC. TOUR DE LA BOURSE	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H4Z 1J2
LALONDE, MARC	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, PORTE 900	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 2G2
LEBEL, FRANÇOIS	LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE, 2820, BOULEVARD LAURIER, T3, 13 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 0C1
LECHASSEUR, MARC-ANDRÉ	LECHASSEUR AVOCATS LIÉE	393, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 258	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 1N9

NOM ET PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
LEFEBVRE, THIERRY, NOTAIRE	LEFEBVRE, LEFEBVRE, THÉORÉT, NOTAIRES	18086, RUE CHARLES E.	MIRABEL (QUÉBEC)	J7J 1C5
LEMIEUX, MADELEINE	PARADIS, LEMIEUX, FRANCIS	1, RUE DE LA RIVIÈRE	BEDFORD (QUÉBEC)	J0J 1A0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, # 2830	MONTREAL (QUÉBEC)	H2Y 2W2
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLÉE OUEST, # 600	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1S 1E5
PARADIS, MICHEL	JOLI-COEUR LACASSE	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLÉE OUEST, # 600	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1S 1E5
ROBERGE, MICHEL	DUMAS GAGNÉ LABRECQUE	400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, #310	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 8W1
SCHNEIDER, PHILIP	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN BORD-DU-LAC	DORVAL (QUÉBEC)	H9S 2A5
THIBEAULT, RÉNALD, NOTAIRE		1250, BOULEVARD DUSSAULT, BUREAU 103	ST-MARC-DES-CARRIÈRES (QUÉBEC)	G0A 4B0
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR TOUMA & ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTREAL (QUÉBEC)	H2Y 2W8
TREMBLAY, ÉRIC	TREMBLAY & TREMBLAY AVOCATS INC.	274, RUE SAINT-PIERRE	MATANE (QUÉBEC)	G4W 2B5

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE LES **MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIS AVANT LE 1ER AVRIL 2013. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1ER AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014.

F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME TOTAL POUR L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES ET POUR LA REPRÉSENTATION DES INDIVIDUS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014, ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013:	48 226,40 \$ (PÉRIODE DU 1ER AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012)
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013, ANNÉE FINANCIÈRE 2011-2012:	168 940,45 \$
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012, ANNÉE FINANCIÈRE 2010-2011:	185 175,05 \$ (INCLUANT LA COMMISSION BASTARACHE)
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011, ANNÉE FINANCIÈRE 2009-2010:	199 189,25 \$
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010, ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009:	229 549,34 \$

Ministère des Transports

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
 - quittance provisionnelle;
 - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Direction générale de Québec et de l'Est

- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau
- Direction de la Mauricie-Centre du Québec

Direction générale de Montréal et de l'Ouest

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval-Mille-Îles
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais

Service de l'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (DGQE)

Période du 2013-04-01 au 2014-03-31

Direction générale de Québec et de l'Est

Unité adm. Resp.	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6200204022	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaéтан- Archambault G5J 2J1 QC	2014-01-22	2013-12-18	293,00 \$	2 075,00 \$	2 678,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6200404061	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Q C	2013-10-25	2013-10-11	299,00 \$	1 200,00 \$	1 678,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6200404063	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Q C	2013-09-12	2013-09-05	50,00 \$	300,00 \$	394,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504124	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord GOL 1E0 QC	2013-04-03	2013-01-28	3 918,73 \$		3 918,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704148	58844	Bouchard, Gaéтан	120, boul. de l'Hôtel-de- Ville, bureau 201 C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2013-04-12	2013-01-30	500,00 \$		500,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704149	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5 R3C8 Québec	2013-04-22	2013-04-02	40,00 \$	750,00 \$	902,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704171	58844	Bouchard, Gaéтан	120, boul. de l'Hôtel-de- Ville, bureau 201 C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2013-09-11	2013-09-04	20,00 \$	225,00 \$	278,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704185	58844	Bouchard, Gaéтан	120, boul. de l'Hôtel-de- Ville, bureau 201 C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2013-12-13	2013-11-21	144,00 \$	1 239,00 \$	1 568,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804044	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques- Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-05-16	2013-04-11	137,00 \$	600,00 \$	826,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804053	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Q C	2014-03-03	2014-02-14	15,00 \$	100,00 \$	129,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804060	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques- Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2014-02-10	2014-01-10		250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804067	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Q C	2013-12-04	2013-11-13	25,00 \$	100,00 \$	139,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804072	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques- Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-10-22	2013-10-08		250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804073	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques- Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-10-15	2013-09-24		250,00 \$	287,44 \$

DT Bas-St-Laurent	6200804074	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-05-17	2013-04-15	250,00 \$	1 200,00 \$	1 629,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804075	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2014-02-11	2014-01-28	159,00 \$	1 100,00 \$	1 423,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804082	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-10-31	2013-10-25		250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804126	198189	Soucy, Annie (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2013-09-16	2013-09-13	2,00 \$	100,00 \$	116,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804126	198189	Soucy, Annie (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2013-07-09	2013-06-06	1,00 \$	100,00 \$	115,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804130	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-10-28	2013-08-29	40,00 \$	775,00 \$	931,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804134	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-09-18	2013-08-29	363,00 \$	1 550,00 \$	2 145,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804142	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2014-01-15	2013-11-19	40,00 \$	900,00 \$	1 074,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804145	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-09-11	2013-08-29	165,00 \$	1 555,00 \$	1 952,86 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904054	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2013-03-28	2013-03-25	705,00 \$		705,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904230	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2014-03-03	2014-02-25	40,00 \$	350,00 \$	442,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904241	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-12-09	2013-11-05	164,00 \$	1 600,00 \$	2 003,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004023	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-09-18	2013-08-08	149,00 \$	1 260,00 \$	1 597,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004037	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Q C	2013-12-03	2013-11-13	139,00 \$	400,00 \$	598,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004043	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord 1E0 QC G0L	2014-02-20	2013-11-22		1 200,00 \$	1 379,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004043	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord 1E0 QC G0L	2014-02-20	2013-11-22	154,00 \$	1 300,00 \$	1 648,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004046	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord 1E0 Québec G0L	2014-03-06	2014-02-24	15,00 \$	750,00 \$	877,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004051	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord 1E0 Québec G0L	2013-08-20	2013-07-31	124,00 \$	1 075,00 \$	1 359,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004059	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord 1E0 Québec G0L	2014-01-22	2013-12-09		550,00 \$	632,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004111	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-05-09	2013-04-10	169,00 \$	2 100,00 \$	2 583,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004118	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-09-03	2013-08-15	154,00 \$	800,00 \$	1 073,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004119	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-08-22	2013-07-16	154,00 \$	800,00 \$	1 073,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004120	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec G5	2013-07-16	2013-07-05	154,00 \$	700,00 \$	958,83 \$

DT Bas-St-Laurent	6201004129	76441	Me Jacques Michaud	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2013-06-01	2013-04-16	130,00 \$	1 175,00 \$	1 480,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104028	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2014-01-27	2013-12-19	288,00 \$	1 254,00 \$	1 729,79 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104049	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 QC	2013-04-15	2013-03-22	160,00 \$		160,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104051	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2014-02-17	2014-01-22	154,00 \$	700,00 \$	958,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104052	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2013-08-22	2013-07-31	124,01 \$	945,00 \$	1 210,52 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104056	198189	Soucy, Annie (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2013-12-04	2013-11-28	149,00 \$	500,00 \$	723,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2013-10-23	2013-09-23	30,00 \$	350,00 \$	432,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204027	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2014-01-27	2014-01-07	286,00 \$	1 450,00 \$	1 953,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204028	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2013-06-25	2013-06-04	328,00 \$	950,00 \$	1 420,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204029	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2014-01-27	2014-01-07	281,00 \$	1 550,00 \$	2 063,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204030	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2013-10-15	2013-09-23	134,00 \$	600,00 \$	823,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204032	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2014-03-17	2014-03-06	20,00 \$	300,00 \$	364,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204038	315629	Me Hélène Bouffard, Notaire inc.	675, avenue du Phare est G4W 1A 9 Québec	2013-11-07	2013-10-09	338,00 \$	850,00 \$	1 315,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204039	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2013-11-18	2013-10-25	134,00 \$	500,00 \$	708,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204040	71689	Bernier, Serge	330, avenue D'Amours G4W 2X9 QC	2013-09-18	2013-09-03	124,00 \$	500,00 \$	698,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204045	59833	Boudreault, Julie (002)	287, rue Pierre-Saindon Bureau 501 G5L 9A7 QC	2013-04-30	2013-04-10	110,00 \$	530,00 \$	719,37 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204046	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2014-02-17	2014-02-04	15,00 \$	260,00 \$	313,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204091	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2014-02-05	2014-01-30	15,00 \$	260,00 \$	313,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204093	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2013-07-17	2013-07-12	154,00 \$	730,00 \$	993,32 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204094	59087	Gagnon, Claude (004)	658, rue Taché G0L 3Y0 QC	2013-10-31	2013-10-21	263,00 \$	894,00 \$	1 290,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204095	59087	Gagnon, Claude (004)	658, rue Taché G0L 3Y0 QC	2013-10-31	2013-10-22	351,00 \$	894,00 \$	1 378,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204097	59833	Boudreault, Julie (002)	287, rue Pierre-Saindon Bureau 501 G5L 9A7 QC	2014-01-21	2014-01-20	136,00 \$	600,00 \$	825,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204102	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2013-09-05	2013-08-20	125,00 \$	525,00 \$	728,62 \$

DT Bas-St-Laurent	6201204111	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2013-10-15	2013-09-23	134,00 \$	600,00 \$	823,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204124	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier G5H 2W1 Québec	2014-03-03	2014-02-28	134,00 \$	508,00 \$	718,07 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304004	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec	2014-02-18	2013-12-19	154,00 \$	550,00 \$	786,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304006	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec	2014-01-28	2014-01-10	154,00 \$	1 000,00 \$	1 303,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304012	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec	2014-01-08	2013-12-02	154,00 \$	700,00 \$	958,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304020	66941	Rioux, Nadine	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2014-01-15	2014-01-09	10,00 \$	50,00 \$	67,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304039	58772	Charbonneau, Bernard	302-1555, boulevard Jacques-Cartier Case postale 363 G5H 3L2 QC	2014-01-20	2013-12-13	134,00 \$	500,00 \$	708,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304053	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec	2014-03-03	2014-02-19	149,00 \$	650,00 \$	896,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304056	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 R3C8 Québec	2013-11-11	2013-10-23	154,00 \$	950,00 \$	1 246,26 \$
Total DT Bas-St-Laurent							13 608,74 \$	49 579,00 \$	70 612,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200512156	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2014-03-03	2014-01-31	352,60 \$	1 110,00 \$	1 628,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200512162	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2013-07-17	151,00 \$	1 350,00 \$	1 703,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812112	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-11-11	2013-10-16	3,00 \$	377,92 \$	437,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812113	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-08-21	2013-07-17	150,00 \$	1 530,42 \$	1 909,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812134	618642	Mario Bilodeau, notaire	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec	2013-09-13	2013-08-14	185,00 \$	568,75 \$	838,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812187	409756	André Poirier SENC	305, 107e Rue, bureau 202 R8 Québec	2014-02-25	2014-01-13		605,00 \$	695,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812198	409756	André Poirier SENC	305, 107e Rue, bureau 202 R8 Québec		2013-07-18		605,00 \$	695,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912094	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2013-07-11	2013-06-14	278,00 \$	1 342,48 \$	1 821,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912105	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2013-06-27	2011-09-19	939,00 \$	0,00 \$	939,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912146	375172	Veilléux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC	2013-08-09	2013-05-22		475,00 \$	546,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912156	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-08-30	2013-07-09	105,00 \$	400,00 \$	564,90 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201012015	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2010-10-25	520,00 \$		520,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012018	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-12-19	2013-11-18	120,00 \$	771,20 \$	1 006,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012019	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-08-08	2013-06-28	160,00 \$	1 463,08 \$	1 842,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012039	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-02-26	2012-12-21	167,00 \$	1 005,00 \$	1 172,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012144	59765	Baillargeon, Francine	1574, route 277, suite A G0R 1S0 QC	2013-05-10	2013-04-03		475,00 \$	546,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012187	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2014-03-03	2014-01-31	304,00 \$	550,00 \$	936,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012200	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-09-24	2013-07-09	105,00 \$	400,00 \$	564,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112009	409756	André Poirier SENC	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8 Québec	2013-05-21	2013-05-16	30,00 \$	1 125,00 \$	1 323,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112013	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2012-06-20	633,33 \$		633,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112014	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-09-20	2012-06-20	498,38 \$		498,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112059	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-05-09	2013-04-11	753,11 \$		753,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112059	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-08-08	2013-06-03	130,00 \$	570,00 \$	785,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112077	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2014-03-10	2014-01-31	533,00 \$	920,00 \$	1 590,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112083	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC	2014-02-03	2013-12-31	110,00 \$	400,00 \$	569,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112084	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC	2014-02-03	2013-12-31	110,00 \$	577,75 \$	774,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112095	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 Québec		2013-05-17	25,00 \$	720,00 \$	852,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112096	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-03-22	2013-03-05	416,50 \$		416,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112097	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-05-03	2013-03-21	316,50 \$		316,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112099	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-03-28	2013-03-14	403,00 \$		403,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112100	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-03-22	2013-03-05	316,50 \$		316,50 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112101	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-03-22	2013-03-04	416,50 \$		416,50 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201112103	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-05-10	2013-03-28	330,00 \$		330,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112104	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires, S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2013-04-02	2013-03-21	515,00 \$		515,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112110	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2013-03-22	2013-03-08	727,00 \$		727,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112110	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2014-03-11	2014-01-24	131,00 \$	675,00 \$	907,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112111	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-03-28	2013-03-14	403,00 \$	0,00 \$	403,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112114	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-05-03	2013-03-25	428,00 \$		428,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112114	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2013-07-09	255,00 \$	285,00 \$	582,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112145	58981	Thivierge, Rénaud	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC	2013-03-28	2013-02-27	510,00 \$		510,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112147	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2014-03-03	2014-01-31	233,00 \$	620,00 \$	945,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112148	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC	2013-04-02	2013-03-15	1 627,91 \$		1 627,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112151	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106 G6G 6N7 QC	2013-10-03	2013-09-23	126,30 \$	575,00 \$	787,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112154	58981	Thivierge, Rénaud	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC	2013-03-28	2013-02-27	853,00 \$		853,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112170	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin G5V 2S7 Québec		2013-11-05	128,00 \$	405,09 \$	593,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112172	618642	Mario Bilodeau, notaire	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec	2013-09-30	2013-04-26	165,40 \$	499,25 \$	739,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112179	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-08-23	2013-07-10		350,00 \$	402,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112179	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2014-02-17	2014-01-30		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112180	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-10-16	2013-09-20		150,00 \$	172,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112181	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC	2013-07-11	2013-06-20		310,00 \$	356,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112182	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-12-10	2013-11-20	138,42 \$	425,00 \$	627,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112192	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2013-04-26	34,03 \$	493,33 \$	601,24 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201112192	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-05-10	2013-04-05	470,93 \$		470,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112197	296259	Poirier, Esther (notaire)	1270, 6e Avenue, bureau 222 G5Y 3V5 QC	2013-04-02	2012-11-12	313,00 \$		313,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112200	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC	2013-07-11	2013-06-20		310,00 \$	356,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112201	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2013-09-04	2013-07-12	10,00 \$	240,00 \$	285,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112203	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2014-01-15	2013-12-23		400,00 \$	459,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112203	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2013-08-29	2013-07-10		400,00 \$	459,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112204	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-08-28	2013-07-19	114,00 \$	500,00 \$	688,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112205	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-11-11	2013-11-18	138,42 \$	295,00 \$	477,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112206	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-12-20	2013-11-20	138,42 \$	300,00 \$	483,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112207	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC	2013-12-20	2013-11-20	321,00 \$	325,00 \$	694,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112214	452859	Bergeron Larochelle, sociét é de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale G0S 1Z0 Qué bec	2013-09-09	2013-06-25	103,00 \$	520,00 \$	700,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212009	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2014-03-03	2013-05-30	133,00 \$	675,00 \$	909,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212014	136199	De Blois & De Blois, notaire s S.E.N.C.	85, rue Notre- Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2014-01-23	2014-01-08	28,00 \$	425,00 \$	516,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212017	136199	De Blois & De Blois, notaire s S.E.N.C.	85, rue Notre- Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2014-01-23	2014-01-08	25,00 \$	325,00 \$	398,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-03-10	2014-01-23	11,50 \$	305,00 \$	362,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-03-10	2014-02-05	129,00 \$	215,00 \$	376,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212023	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-03-12	2014-01-09	11,50 \$	455,00 \$	534,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212024	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-02-17	2014-01-30	238,50 \$	615,00 \$	945,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212025	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-01-14	2013-12-19	11,50 \$	280,00 \$	333,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212025	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2013-03-28	2013-03-05	103,00 \$		103,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212026	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2013-03-28	2013-03-05	103,00 \$		103,00 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201212026	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2014-03-12	2014-01-09	11,50 \$	330,00 \$	390,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212027	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2014-02-20	141,00 \$	503,34 \$	719,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212028	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-03-28	2013-03-14	300,00 \$		300,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212028	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2014-01-17	1,00 \$	413,34 \$	476,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212029	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2014-01-23	2013-12-20	26,00 \$	675,00 \$	802,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212031	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC		2014-01-22	23,00 \$	675,00 \$	799,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212032	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-03-28	2013-03-06	154,00 \$		154,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212032	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2014-02-17	2014-01-28	11,50 \$	280,00 \$	333,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212033	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-03-28	2013-03-06	158,00 \$		158,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212035	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q		2012-03-05	155,00 \$		155,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212035	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q		2014-02-11	4,00 \$	100,00 \$	118,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212036	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-04-02	2013-03-21	157,00 \$		157,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212037	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q		2013-05-16	22,00 \$	250,00 \$	309,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212038	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2014-03-21	2014-02-18	11,50 \$	330,00 \$	390,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212038	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-03-28	2013-03-06	156,00 \$		156,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212039	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-03-28	2013-03-06	160,00 \$		160,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212041	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert uébec G5X 1S1 Q	2013-03-28	2013-03-06	103,00 \$		103,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212042	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-03-22	2013-03-06	421,00 \$		421,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212044	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2014-01-23	2013-12-16		231,67 \$	266,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212044	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-03-22	2013-03-11	171,00 \$		171,00 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201212045	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-03-22	2013-03-11	379,00 \$		379,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212046	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2014-01-23	2013-12-18	11,50 \$	330,00 \$	390,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212046	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2013-03-28	2013-03-06	160,00 \$		160,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212049	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-04-02	2013-03-14	652,00 \$		652,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212050	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Q uébec	2013-03-28	2013-03-06	159,00 \$		159,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212051	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2014-03-17	2014-01-23	25,00 \$	600,00 \$	714,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212055	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais G0S 2V0 Q C	2013-03-22	2013-02-25	963,00 \$		963,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212056	135823	Vachon & Associés, Notaire . Conseillers Juridiques, S. E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 Q uébec	2013-05-10	2013-03-27	1 329,55 \$		1 329,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212057	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais G0S 2V0 Q C	2013-03-22	2013-02-27	1 131,00 \$		1 131,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212061	135823	Vachon & Associés, Notaire . Conseillers Juridiques, S. E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 Q uébec	2013-05-03	2013-03-26	1 184,23 \$		1 184,23 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212069	73014	Plante, Roger (003)	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Q C	2014-01-24	2013-12-05	12,00 \$	300,00 \$	356,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212074	567566	Binet & Carbonneau Notaire s	159, rue Principale G0R 1M0 Québ ec	2013-12-06	2013-11-04	8,00 \$	250,00 \$	295,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212088	73014	Plante, Roger (003)	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Q C	2014-01-23	2013-12-05	24,00 \$	500,00 \$	598,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212089	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre- Dame Nord G6E 3Z5 Québec		2014-01-20	5,00 \$	205,01 \$	240,71 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212093	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre- Dame Nord G6E 3Z5 Québec	2014-02-03	2014-01-20	38,00 \$	710,00 \$	854,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212097	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre- Dame Nord G6E 3Z5 Québec		2014-01-27	24,00 \$	1 030,01 \$	1 208,25 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212105	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2013-09-03	2013-07-10	351,00 \$	912,30 \$	1 399,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212105	595912	Tousignant Rodrigue Veille ux Mathieu, notaires S.E.N. C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québe c	2013-06-27	2013-03-29	600,00 \$		600,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212113	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC		2013-04-22	231,00 \$	859,00 \$	1 218,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212113	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-11-11	2013-10-15		50,00 \$	57,49 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201212115	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2013-04-30	131,32 \$	625,00 \$	849,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212129	89014	Poirier, Paul (notaire)	428, rue Principale, C.P. 86 G0M 1V0 QC	2013-03-22	2013-03-11	829,36 \$		829,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212131	89014	Poirier, Paul (notaire)	428, rue Principale, C.P. 86 G0M 1V0 QC	2013-03-22	2013-03-11	640,00 \$		640,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212135	135823	Vachon & Associés, Notaire . Conseillers Juridiques, S. E.N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 Québec	2013-05-10	2013-03-27	1 321,31 \$		1 321,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212136	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2013-10-07	158,31 \$	550,00 \$	790,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212137	199106	Fortier, Guy (notaire)	700, chemin Pintendre G6C 1G9 QC		2013-06-11	15,00 \$	400,00 \$	474,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212138	138167	Marceau, Denis (notaire)	5000 3ième Avenue Ouest Suite 201 G1H 7J1 QC	2013-05-03	2013-03-22	983,00 \$		983,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212146	81721	Christian Arcand , notaire	5000, 3ième Avenue Ouest Suite 201 G1H 7J1 QC	2013-05-16	2013-05-08	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212152	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2014-03-10	2014-01-31	124,00 \$	620,00 \$	836,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212154	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2013-02-26	2013-01-21	386,16 \$	1 086,00 \$	1 472,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212155	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2013-08-30	126,00 \$	1 088,07 \$	1 377,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212155	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-11-08	2013-10-29	117,00 \$	249,58 \$	403,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212156	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue G0R 1Z0 Québec	2013-12-18	2013-12-31	253,00 \$	367,50 \$	675,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212157	429331	Notaires Maltais & Audet, S .E.N.C., Les	78, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 Québec	2014-01-17	2013-11-29	282,00 \$	840,00 \$	1 247,79 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212158	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2013-12-09	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212159	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2014-01-23	2013-12-09	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212161	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2014-02-04		600,00 \$	689,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212161	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2014-02-04	114,00 \$		114,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212169	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2013-12-19	2013-11-25	114,00 \$	600,00 \$	803,85 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201212170	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2013-11-25	114,00 \$	600,00 \$	803,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212171	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2014-01-23	2013-12-09	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212173	429331	Notaires Maltais & Audet, S.E.N.C., Les	78, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 Québec	2014-01-17	2013-11-29	129,00 \$	660,00 \$	887,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212174	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec		2014-01-13		60,00 \$	68,99 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212174	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec	2013-12-18	2013-10-04	12,00 \$	58,33 \$	79,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212174	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec	2014-01-15	2013-12-19	255,00 \$	221,50 \$	509,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212175	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2013-12-19	2013-11-25	124,00 \$	675,00 \$	900,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212176	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2013-12-19	2013-11-25	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212211	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue de l'Église, C.P. 223 G6Z 2L5 Québec	2013-06-27	2013-05-27	25,35 \$	500,00 \$	600,23 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212212	19521	Gilbert Martin	10500, 1er avenue G5Y 2C1 QC		2013-07-22	300,00 \$	570,00 \$	955,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212223	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2014-03-24	2014-02-19	144,00 \$	562,30 \$	790,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212224	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2014-03-21	2014-02-28	144,00 \$	647,30 \$	888,24 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212228	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés S.E.N.C.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 Québec	2014-01-23	2013-12-17	268,00 \$	1 028,00 \$	1 449,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212230	130871	Leblond, Nathalie	2789, avenue Royal G0R 2T0 QC		2014-01-03	6,00 \$	275,00 \$	322,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312003	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-09-30	2013-09-17	138,00 \$	370,00 \$	563,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312004	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2014-01-23	2014-01-07	13,00 \$	125,00 \$	156,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312034	136199	De Blois & De Blois, notaires S.E.N.C.	85, rue Notre-Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2013-12-18	2013-11-19	139,00 \$	475,00 \$	685,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312035	334524	Lavigne, Paule (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2014-03-13	2014-01-14	290,60 \$	765,00 \$	1 170,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312042	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-08-08	2013-07-05	4,00 \$	422,92 \$	490,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312043	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-08-08	2013-07-05	7,00 \$	483,34 \$	562,72 \$

DT Chaudière-Appalaches	6201312048	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2014-03-17	2014-02-25		1 161,30 \$	1 335,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312060	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2013-08-14	138,00 \$	370,00 \$	563,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312061	131276	Hamel, Martin	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2013-11-08	2013-10-21	114,00 \$	554,00 \$	750,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312064	633424	Goulet, Dorice (notaire)	793, rue Commerciale, C.P. 181 G6Z2L4 Québec	2014-01-23	2013-12-23	135,00 \$	960,00 \$	1 238,76 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312065	135884	Morin Simard S.E.N.C.R.L.	Martine Simard 1170 boulevard Lebourgneuf Bureau 304 G2K 2E3 Québec	2013-12-10	2013-11-22	176,39 \$	568,75 \$	830,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312070	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2014-02-16	129,00 \$	525,00 \$	732,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312073	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue de l'Église, C.P. 223 G6Z2L5 Québec	2013-11-11	2013-10-09	136,00 \$	315,67 \$	498,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312074	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S1Y0 QC	2013-10-22	2013-09-06	149,00 \$	332,40 \$	531,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312131	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2014-03-10	2014-01-24	125,00 \$	462,09 \$	656,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312136	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2013-11-08	2013-10-21	12,00 \$	250,00 \$	299,44 \$
Total DT Chaudière-Appalaches							36 639,83 \$	63 322,99 \$	109 132,41 \$
DT Côte-Nord	6200708024	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC		2014-02-04	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
DT Côte-Nord	6200708025	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2014-03-03	2014-02-12	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
DT Côte-Nord	6200708028	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2014-03-03	2014-02-12	134,00 \$	500,00 \$	708,88 \$
DT Côte-Nord	6200708029	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2014-03-03	2014-02-12	134,00 \$	500,00 \$	708,88 \$
DT Côte-Nord	6200808005	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2013-03-19	2012-12-18	290,00 \$		290,00 \$
DT Côte-Nord	6200908004	135785	PME Inter Notaires Baie-Comeau	330, boul. Lasalle G4Z 2S5 Québec	2013-10-02	2013-08-31	20,00 \$	1 100,00 \$	1 284,73 \$
DT Côte-Nord	6200908007	135785	PME Inter Notaires Baie-Comeau	330, boul. Lasalle G4Z 2S5 Québec	2013-06-11	2013-05-24	20,00 \$	600,00 \$	709,85 \$
DT Côte-Nord	6200908027	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2013-10-02	2013-09-12	247,00 \$	800,00 \$	1 166,80 \$
DT Côte-Nord	6200908029	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2013-10-03	2013-09-12	726,41 \$	1 000,00 \$	1 876,16 \$
DT Côte-Nord	6200908032	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec	2013-06-18	2013-06-05	153,00 \$	2 170,00 \$	2 647,96 \$
DT Côte-Nord	6200908043	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2013-04-12	2013-03-18	717,00 \$		717,00 \$

DT Côte-Nord	6200908055	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2013-04-12	2013-03-18	988,00 \$		988,00 \$
DT Côte-Nord	6200908098	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2014-02-04	2014-01-21	248,00 \$	1 150,00 \$	1 570,21 \$
DT Côte-Nord	6201308006	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2014-02-18	2014-01-13	287,00 \$	2 545,00 \$	3 213,11 \$
DT Côte-Nord	6201308009	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2014-03-03	2014-02-12	154,00 \$	700,00 \$	958,83 \$
DT Côte-Nord	6201308010	76959	Boulangier, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2014-03-03	2014-02-14	30,00 \$	350,00 \$	432,41 \$
Total DT Côte-Nord							4 396,41 \$	12 615,00 \$	18 900,52 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6198802678	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2014-03-04	2014-01-27	303,00 \$	1 300,00 \$	1 797,68 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200200085	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2014-01-28	2014-01-06	129,00 \$	450,00 \$	646,39 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200200088	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2014-01-20	2013-12-05	263,00 \$	1 210,00 \$	1 654,20 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200300008	76968	Couture, Jean (006)	153, Grande Allée Est Case postale 758 G0C 1V0 QC	2013-05-17	2013-04-15	128,00 \$	625,00 \$	846,59 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200300012	334979	Hermel, Joseph (notaire)	61, boulevard Gérard-D.-Levesque Ouest G0C 2K0 QC	2013-04-30	2013-04-10	233,00 \$	1 060,00 \$	1 451,74 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200300019	76970	Leblanc, Annie (009)	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2013-12-05	2013-10-02	241,00 \$	1 280,00 \$	1 712,68 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500102	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2013-12-17	2013-11-14	134,00 \$	783,65 \$	1 035,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500125	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2013-09-04	2013-08-12	10,00 \$	700,00 \$	814,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500127	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2013-09-24	2013-08-08	10,00 \$	450,00 \$	527,39 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500128	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2013-09-24	2013-08-08	10,00 \$	700,00 \$	814,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500129	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2013-09-24	2013-07-30	10,00 \$	700,00 \$	814,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200500135	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.-Levesque Case postale 159 G0C 1Z0 QC	2014-02-20	2013-11-06	224,00 \$	1 250,00 \$	1 661,19 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800043	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-09-18	2013-09-10	144,00 \$	600,00 \$	833,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900028	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2013-06-20	2013-06-03	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900029	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-05-28	2013-05-17		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900030	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-09-04	2013-06-25	288,00 \$	1 425,00 \$	1 926,39 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900032	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-11-26	2013-11-15	150,00 \$	1 025,00 \$	1 328,49 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900033	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-08-21	2013-07-23	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900034	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François- Xavier Est	G0E 1K0 QC	2013-09-18	2013-08-29	115,00 \$	960,00 \$	1 218,76 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900035	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-10-15	2013-09-29	366,00 \$	1 150,00 \$	1 688,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900047	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-12-13	2013-12-06	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900048	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-10-25	2013-10-09	134,00 \$	650,00 \$	881,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900050	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-06-02	2013-05-15		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900051	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-03-27	2013-03-19	400,00 \$		400,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900051	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-06-13	2013-05-29		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900052	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-04-12	2013-04-05	128,00 \$	750,00 \$	990,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900055	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-11-11	2013-10-31		225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900055	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-04-26	2013-04-23		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900059	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-10-31	2013-10-22	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900062	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-10-25	2013-10-11	144,00 \$	600,00 \$	833,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900062	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-06-05	2013-05-23		225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900063	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-08-22	2013-07-25		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900065	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2014-03-06	2014-02-14		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900066	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-08-20	2013-07-26	278,00 \$	600,00 \$	967,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900066	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-10-15	2013-09-23	129,00 \$	800,00 \$	1 048,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900066	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine bec	G4X 2R1 Qué	2013-07-17	2013-06-20		200,00 \$	229,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900067	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine bec	G4X 1T5 Qué	2013-06-18	2013-06-03	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900068	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-08-23	2013-07-26		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900068	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-04-03	2013-03-27	400,00 \$		400,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900073	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-05-27	2013-04-12	238,00 \$	1 000,00 \$	1 387,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900074	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2014-01-17	2013-12-05	134,00 \$	1 000,00 \$	1 283,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900076	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-06-13	2013-06-03	696,00 \$	2 100,00 \$	3 110,48 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900078	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-09-03	2013-07-26	454,00 \$	975,00 \$	1 575,01 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900080	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-08-21	2013-07-26	139,00 \$	650,00 \$	886,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900088	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-07-04	2013-06-18	123,00 \$	1 010,00 \$	1 284,25 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900092	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-07-16	2013-06-25		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900096	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-06-20	2013-06-06	123,00 \$	1 200,00 \$	1 502,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900099	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2013-03-28	2013-03-18	1 350,00 \$		1 350,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900102	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-11-05	2013-07-31	278,00 \$	1 100,00 \$	1 542,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900106	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2013-07-12	2013-06-13	150,00 \$	1 250,00 \$	1 587,19 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900110	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec		2013-06-07	366,00 \$	1 400,00 \$	1 975,65 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900112	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-03-27	2013-03-19	925,00 \$		925,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000042	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 2K0 QC		2013-02-20	1 226,00 \$		1 226,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000047	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2013-09-03	2013-07-30	116,00 \$	550,00 \$	748,36 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000062	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2013-07-19	2013-07-18	103,00 \$	750,00 \$	965,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000062	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC		2013-02-06	579,00 \$		579,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000077	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2013-09-03	2013-08-20	115,00 \$	1 200,00 \$	1 494,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000093	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec		2013-03-13	544,00 \$		544,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000100	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec		2013-03-13	512,00 \$		512,00 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100001	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-07-16	2013-06-17	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100003	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec		2013-06-03	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100006	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-06-20	2013-06-03	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100008	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-08-21	2013-07-12	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100009	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-06-18	2013-06-06	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100010	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-08-21	2013-07-31	139,00 \$	800,00 \$	1 058,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100013	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-09-10	2013-07-31	139,00 \$	800,00 \$	1 058,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100014	78866	Me Richard Deraiche	96, boulevard Gérard-D.- Levesque Case postale 159 G0C 1Z 0 QC	2014-02-10	2014-01-28	134,00 \$	350,00 \$	536,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100017	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-09-03	2013-06-28	278,00 \$	775,00 \$	1 169,06 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100018	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-07-17	2013-06-17	150,00 \$	850,00 \$	1 127,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100021	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-08-23	2013-07-26	139,00 \$	650,00 \$	886,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100022	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-11-28	2013-11-18	139,00 \$	1 000,00 \$	1 288,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100023	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-08-21	2013-07-25	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100024	472137	Abdelnour et Desrosiers, no taires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-07-04	2013-06-21	351,00 \$	825,00 \$	1 299,54 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100025	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-07-24	2013-07-15	278,00 \$	875,00 \$	1 284,03 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100026	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-08-21	2013-07-11	139,00 \$	500,00 \$	713,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100032	71951	Barriault, Serge	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2013-09-10	2012-10-30	920,00 \$		920,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100035	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-04-12	2013-03-20	725,00 \$		725,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100068	59200	Abdelnour, Claude	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2013-06-01	2013-05-24	125,00 \$	725,00 \$	958,57 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200001	58952	Tremblay, Gilles (004)	119B, boulevard Perron Ouest C.P. 6 68 G0C 2B0 QC	2013-09-03	2013-08-15	174,00 \$	500,00 \$	748,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200012	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-06-19	2013-05-23	275,00 \$	1 075,00 \$	1 510,98 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200012	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Qué bec	2013-05-29	2013-05-23	500,00 \$	850,00 \$	1 477,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200026	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2014-03-03	2014-02-19	135,00 \$	700,00 \$	939,80 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200027	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2014-03-03	2014-02-19	638,00 \$	1 700,00 \$	2 592,60 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200030	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2014-01-30	2014-01-27		280,00 \$	321,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200030	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2014-01-30	2014-01-08		280,00 \$	321,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200032	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2014-03-03	2014-02-24	131,00 \$	805,00 \$	1 056,55 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200090	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-11-01	2013-10-11		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200094	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-03-27	2013-03-21	875,00 \$		875,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200100	44440	Lacasse, Cécile (notaire)	38A, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R1 QC	2013-10-15	2013-09-17	114,00 \$	600,00 \$	803,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200102	44440	Lacasse, Cécile (notaire)	38A, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R1 QC	2013-07-19	2013-07-03	114,00 \$	500,00 \$	688,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200107	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-08-21	2013-07-23	139,00 \$	975,00 \$	1 260,01 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200111	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-11-01	2013-10-23	134,00 \$	800,00 \$	1 053,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200112	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-07-17	2013-07-10	139,00 \$	550,00 \$	771,36 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200113	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-04-12	2013-03-22	665,00 \$	0,00 \$	665,00 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200117	58843	Gagné, Raymond	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2013-09-19	2013-09-06	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200119	58952	Tremblay, Gilles (004)	119B, boulevard Perron Ouest C.P. 68 G0C 2B0 QC	2013-10-31	2013-10-18	174,00 \$	700,00 \$	978,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200122	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal G4T 1H1 QC	2013-11-01	2013-09-26	30,00 \$	320,00 \$	397,92 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200138	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2013-10-25	2013-10-16	124,00 \$	700,00 \$	928,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200139	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-02-26	2014-01-28	263,00 \$	925,00 \$	1 326,52 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200160	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-10-15	2013-09-19	129,00 \$	750,00 \$	991,31 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200161	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2013-10-15	2013-09-24	129,00 \$	880,00 \$	1 140,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300017	76968	Couture, Jean (006)	153, Grande Allée Est Case postale 758 G0C 1V0 QC	2013-08-21	2013-08-02		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300027	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-13	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300028	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-12	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300029	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-12	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300044	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-01-31	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300047	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-12	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300048	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-21	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300050	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal G4T 1H1 QC	2014-02-10	2013-12-31	138,00 \$	1 230,00 \$	1 552,19 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300062	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-26	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300065	72127	Renaud, André-Pierre	780, chemin Principal G4T 1H1 QC	2014-01-28	2013-12-31	138,00 \$	1 200,00 \$	1 517,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300066	76970	Leblanc, Annie (009)	780, chemin Principal G4T 1H1 Qu ébec	2014-03-03	2014-02-20	138,00 \$	1 230,00 \$	1 552,19 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300068	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-19	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300070	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2014-03-03	2014-02-13	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300072	76970	Leblanc, Annie (009)	780, chemin Principal G4T 1H1 Qu ébec	2014-03-06	2014-02-27	144,00 \$	1 200,00 \$	1 523,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300083	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2014-03-03	2014-02-05	130,00 \$	975,00 \$	1 251,01 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300097	59512	Desrosiers, Line	155, rue de la Reine G4X 2R1 Qué bec	2014-02-11	2014-01-30	139,00 \$	850,00 \$	1 116,29 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300098	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François- Xavier Est G0E 1K0 QC	2014-01-28	2014-01-08	130,00 \$	400,00 \$	589,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300098	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François- Xavier Est G0E 1K0 QC	2014-01-28	2013-12-10	135,00 \$	900,00 \$	1 169,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300099	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François- Xavier Est G0E 1K0 QC	2014-03-05	2014-03-04	249,00 \$	1 375,00 \$	1 829,91 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de- Madeleine							25 337,00 \$	86 253,65 \$	124 507,18 \$

DT Québec	6200032025	639935	Beaulieu, Claire (004)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 Québec	2014-03-21	2014-01-23	160,00 \$	2 450,00 \$	2 976,89 \$
DT Québec	6200132114	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2013-03-28	2013-03-14	2 366,59 \$		2 366,59 \$
DT Québec	6200432080	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 R8 Québec G3Z 2	2013-05-03	2013-03-27	2 282,50 \$		2 282,50 \$
DT Québec	6200532040	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec	2014-01-23	2013-12-10	124,00 \$	550,00 \$	756,36 \$
DT Québec	6200532067	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2013-11-13	103,00 \$	1 100,00 \$	1 367,73 \$
DT Québec	6200532079	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Nairne G5A 1M4 QC	2013-09-30	2012-12-10	275,00 \$	0,00 \$	275,00 \$
DT Québec	6200532112	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2013-05-10	2013-04-03		300,00 \$	344,93 \$
DT Québec	6200532121	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2013-09-24	2013-08-22		350,00 \$	402,41 \$
DT Québec	6200532124	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2014-03-21	2014-02-27		500,00 \$	574,88 \$
DT Québec	6200532133	326004	Thibeault et Caron, notaires	605, boulevard de Comporté C.P. 246 G5A 1T8 Québec	2013-08-08	2013-07-04	134,00 \$	458,33 \$	660,97 \$
DT Québec	6200532186	599136	Roy, J. Denis (notaire)	5600, boulevard des Galeries, bureau 240 G1C 3S7 Québec		2013-01-07	800,00 \$		800,00 \$
DT Québec	6200532206	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 R8 Québec G3Z 2	2013-11-08	2013-10-16	124,00 \$	1 369,00 \$	1 698,01 \$
DT Québec	6200532220	135884	Morin Simard S.E.N.C.R.L.	Jean Morin 1170 boulevard Lebourgneuf Bureau 304 G2K 2E3 Québec	2013-12-10	2013-11-21		200,00 \$	229,95 \$
DT Québec	6200532226	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2013-06-18	2012-12-05	400,00 \$		400,00 \$
DT Québec	6200532260	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2013-05-29	10,00 \$	230,00 \$	274,44 \$
DT Québec	6200532260	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2014-03-06	2014-02-07	159,00 \$	307,00 \$	511,97 \$
DT Québec	6200532268	326946	Joël Lafrenière notaire inc.	825, boulevard Lebourgneuf, bureau 205 G2J 0B9 Québec	2013-08-21	2013-06-25	8,00 \$	333,45 \$	391,38 \$
DT Québec	6200532302	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2013-06-03	2013-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Québec	6200532322	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2013-10-07	5,00 \$	112,50 \$	134,35 \$

DT Québec	6200532335	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-11-11	2013-10-15		100,00 \$	114,98 \$
DT Québec	6200532335	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-08-23	2013-04-22	11,00 \$	225,00 \$	269,69 \$
DT Québec	6200532346	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2103-08-23	2013-04-22	18,00 \$	275,00 \$	334,18 \$
DT Québec	6200532356	638544	Côté Bélanger Mousseau n otaires inc.	8500, boulevard Henri-Bourassa, S- 210 G1G 5X1 Québec	2014-02-17	2014-01-31		339,50 \$	390,35 \$
DT Québec	6200532377	326946	Joël Lafrenière notaire inc.	825, boulevard Lebourgneuf, bureau 205 G2J 0B9 Québec	2013-08-21	2013-07-05	2,00 \$	257,50 \$	298,07 \$
DT Québec	6200532408	74143	Houle & Bouchard	668- B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2013-05-03	2013-03-25	351,00 \$		351,00 \$
DT Québec	6200532419	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-05-21	2013-04-02	20,00 \$	525,00 \$	623,62 \$
DT Québec	6200532420	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-11-29	2013-10-31	20,00 \$	400,00 \$	479,90 \$
DT Québec	6200532423	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, not aires, S.E.N.C.R.L.	5600 boulevard des Galeries Bureau 240 G2K 2H6 Québec	2014-01-14	2013-12-17	22,00 \$	1 900,00 \$	2 206,53 \$
DT Québec	6200532423	76634	Gauvreau, Stanley P.	5600, boul des Galeries Bureau 240 G2K 2H6 QC		2013-12-17	208,98 \$		208,98 \$
DT Québec	6200532432	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-08-23	2013-04-22	36,00 \$	625,01 \$	754,60 \$
DT Québec	6200532434	197726	Boilard, Renaud Notaires in c.	196, avenue Saint- Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québe c		2013-03-27	700,00 \$		700,00 \$
DT Québec	6200532476	176661	Lévesque, Gaétan (notaire)	3000, rue Alexandra Bureau 202 G1 E7C8 QC	2013-09-05	2013-08-06	18,84 \$	375,00 \$	450,00 \$
DT Québec	6200532500	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2013-03-15	1 131,25 \$		1 131,25 \$
DT Québec	6200532502	196592	Milot, Nicole (notaire)	160 rue Bertrand G1B 1H7 QC	2014-03-14	2014-02-24	135,00 \$	600,00 \$	824,85 \$
DT Québec	6200532511	205455	Marcoux, Gariépy & Associ és, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Qu ébec	2014-02-17	2014-01-29		300,00 \$	344,93 \$
DT Québec	6200532602	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	987, route Lagueux G5J 1K1 Québ ec	2014-03-10	2014-01-10	126,00 \$	279,00 \$	446,78 \$
DT Québec	6200632044	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-05-16	2013-05-06	20,00 \$	525,00 \$	623,62 \$
DT Québec	6200632057	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R .L.	5, Place Ville- Marie, bureau 900 H3B 2G2 Québe c	2013-06-12	2013-02-20	2 906,64 \$		2 906,64 \$
DT Québec	6200632057	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R .L.	5, Place Ville- Marie, bureau 900 H3B 2G2 Québe c		2013-05-29		1 252,56 \$	1 440,13 \$
DT Québec	6200632059	66531	Dion, Annie (002)	325, rue de l'Église bureau 12 G3M 2A2 QC	2013-05-10	2013-02-27	2 891,00 \$		2 891,00 \$

DT Québec	6200632061	285707	Thibeault, Rénauld (notaire)	1250, boulevard Bona Dussault, local 103 G0A 4B0 QC		2013-10-17	105,00 \$	625,00 \$	823,59 \$
DT Québec	6200632062	285707	Thibeault, Rénauld (notaire)	1250, boulevard Bona Dussault, local 103 G0A 4B0 QC		2013-10-17	401,00 \$	1 425,00 \$	2 039,39 \$
DT Québec	6200632063	84213	Leclerc, Raynauld (notaire)	655, avenue de l'Église G0A 2Y0 QC	2012-10-12	2012-09-12	135,00 \$	850,00 \$	985,00 \$
DT Québec	6200732009	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-07-11	2012-06-18	1 132,80 \$		1 132,80 \$
DT Québec	6200732032	76594	Boivin, Christian (002)	185, rue St-Jean Baptiste #1 G3Z 1N1 QC		2013-12-17	134,00 \$	625,00 \$	852,59 \$
DT Québec	6200832004	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-05-10	2013-03-27	545,00 \$		545,00 \$
DT Québec	6200832006	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2013-08-09	2013-06-18	10,00 \$	401,25 \$	471,33 \$
DT Québec	6200832018	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-11-11	2013-10-15		100,00 \$	114,98 \$
DT Québec	6200832018	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2013-08-23	2013-04-22	6,00 \$	175,00 \$	207,21 \$
DT Québec	6200832025	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC	2013-09-05	2013-07-15	124,00 \$	715,00 \$	946,07 \$
DT Québec	6200832036	629227	Étude notariale Laurie Blais	231, rue Jean-Juneau G3A 2W1 Québec	2014-03-14	2014-01-18	124,00 \$	850,00 \$	1 101,29 \$
DT Québec	6200832039	629227	Étude notariale Laurie Blais	231, rue Jean-Juneau G3A 2W1 Québec	2014-03-10	2014-01-18		425,00 \$	488,64 \$
DT Québec	6200832047	417135	Julien, Jean-Pierre (notaire)	630, avenue Jacques-Cartier, local 30 G3M 2X1 QC	2013-05-21	2013-04-11		330,00 \$	379,42 \$
DT Québec	6200932038	59391	Godin, Rémi	7746, boulevard Sainte-Anne G0A 1N0 QC		2012-06-22	1 162,00 \$		1 162,00 \$
DT Québec	6200932048	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec	2014-02-03	2014-01-14		300,00 \$	344,93 \$
DT Québec	6200932051	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2013-05-21	2013-05-27	5,00 \$	291,25 \$	339,86 \$
DT Québec	6200932069	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec	2013-11-08	2013-10-16		410,00 \$	471,40 \$
DT Québec	6200932071	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	987, route Lagueux G5J 1K1 Québec	2013-08-23	2013-04-25	10,00 \$	200,00 \$	239,95 \$
DT Québec	6201032004	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Nairne G5A 1M4 QC	2013-09-05	2013-08-08	276,00 \$	825,00 \$	1 224,54 \$
DT Québec	6201032011	326004	Thibeault et Caron, notaires	605, boulevard de Comporté C.P. 246 G5A 1T8 Québec	2013-07-11	2013-06-18	120,00 \$	650,00 \$	867,34 \$
DT Québec	6201032017	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Nairne G5A 1M4 QC		2013-08-30	600,00 \$	100,00 \$	714,98 \$
DT Québec	6201032024	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2013-10-03	2013-09-24	114,00 \$	650,00 \$	861,34 \$

DT Québec	6201032025	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Nairne G5A 1M4 QC	2014-01-15	2013-12-17	134,00 \$	448,79 \$	650,00 \$
DT Québec	6201032030	326004	Thibeault et Caron, notaires	605, boulevard de Comporté C.P. 24 6 G5A 1T8 Québec	2013-09-23	2013-08-23	134,00 \$	665,00 \$	898,58 \$
DT Québec	6201032041	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2 R8 Québec		2013-06-07	153,00 \$	705,00 \$	963,57 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2014-03-14	2014-02-26	153,00 \$	455,00 \$	676,14 \$
DT Québec	6201132018	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2014-01-17	2013-11-20	386,42 \$	806,25 \$	1 313,40 \$
DT Québec	6201132025	285707	Thibeault, Rénald (notaire)	125, rue Saint-Jacques GOA 4L0 QC	2013-04-02	2012-03-11	828,00 \$		828,00 \$
DT Québec	6201132026	285707	Thibeault, Rénald (notaire)	125, rue Saint-Jacques GOA 4L0 QC	2013-10-31	2013-02-25	1 089,00 \$		1 089,00 \$
DT Québec	6201132029	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2014-01-15	2013-12-12	169,00 \$	490,00 \$	732,38 \$
DT Québec	6201132030	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-11-14	2013-11-19	144,00 \$	380,00 \$	580,91 \$
DT Québec	6201132030	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2014-01-14	2013-12-12	179,46 \$	480,00 \$	731,34 \$
DT Québec	6201232004	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2 R8 Québec	2013-11-04	2013-10-16	136,00 \$	2 380,00 \$	2 872,41 \$
DT Québec	6201232007	303333	BCF S.E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest 25e étage H3B 5C9 Québec	2013-08-09	2013-05-30	116,00 \$	815,32 \$	1 053,42 \$
DT Québec	6201232018	66531	Dion, Annie (002)	325, rue de l'Église bureau 12 G3M 2A2 QC	2013-08-09	2013-05-09	263,00 \$	1 400,00 \$	1 872,65 \$
DT Québec	6201232019	66531	Dion, Annie (002)	325, rue de l'Église bureau 12 G3M 2A2 QC	2014-03-14	2014-02-25	396,00 \$	1 825,00 \$	2 494,29 \$
DT Québec	6201232021	66531	Dion, Annie (002)	325, rue de l'Église bureau 12 G3M 2A2 QC	2013-08-09	2013-05-08	148,00 \$	900,00 \$	1 182,78 \$
DT Québec	6201232025	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2013-05-07	246,00 \$	1 471,25 \$	1 937,57 \$
DT Québec	6201232031	66284	Gariépy, Alain	371 rue Seigneuriale G1C 3P7 QC		2013-03-13	435,00 \$		435,00 \$
DT Québec	6201232046	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N.C.R.L.	5600 boulevard des Galeries Bureau 240 G2K 2H6 Québec	2013-05-09	2013-04-02	130,00 \$	750,00 \$	992,31 \$
DT Québec	6201232049	59440	Villeneuve, Élise	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2013-05-16	2013-05-06	141,05 \$	822,50 \$	1 086,72 \$
DT Québec	6201232067	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2 R8 Québec	2013-06-18	2013-05-30	113,00 \$	820,00 \$	1 055,80 \$

DT Québec	6201232070	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2013-09-24	243,00 \$	950,00 \$	1 335,26 \$
DT Québec	6201232071	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-16	2013-05-06	139,00 \$	640,25 \$	875,12 \$
DT Québec	6201232072	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-24	2013-05-06	122,00 \$	621,50 \$	836,57 \$
DT Québec	6201232073	370288	Me Claudine Poirier, notaire s.a.	1670, Jules-Verne, local 115 G2G 2R1 Québec		2013-05-16	149,00 \$	550,00 \$	781,36 \$
DT Québec	6201232074	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-16	2013-05-06	126,00 \$	615,25 \$	833,38 \$
DT Québec	6201232075	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-24	2013-05-06	248,00 \$	748,25 \$	1 108,30 \$
DT Québec	6201232076	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2013-05-24	2013-05-07	421,00 \$	2 331,33 \$	3 101,45 \$
DT Québec	6201232077	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-16	2013-05-06	127,00 \$	596,50 \$	812,83 \$
DT Québec	6201232078	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2013-05-21	2013-04-03	261,00 \$	2 385,00 \$	3 003,15 \$
DT Québec	6201232080	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 R8 Québec G3Z 2	2013-05-24	2013-04-16	403,00 \$	1 540,00 \$	2 173,62 \$
DT Québec	6201232081	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2013-08-23	2013-04-23	228,00 \$	875,00 \$	1 234,03 \$
DT Québec	6201232082	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 R8 Québec G3Z 2	2013-09-19	2013-07-04	214,00 \$	497,50 \$	786,01 \$
DT Québec	6201232083	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-06-18	2013-06-07	257,00 \$	802,75 \$	1 179,96 \$
DT Québec	6201232084	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N .C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-05-24	2013-05-06	499,00 \$	989,25 \$	1 636,39 \$
DT Québec	6201232088	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2013-05-24	2013-05-13	297,99 \$	2 991,66 \$	3 737,65 \$
DT Québec	6201232091	313653	Martin, Roger (notaire)	979, rue De Bourgogne, bureau 550 G1W 2L4 QC		2013-03-07	981,33 \$		981,33 \$
DT Québec	6201232093	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2013-10-24	2013-10-07	201,00 \$	450,00 \$	718,39 \$
DT Québec	6201232095	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2013-10-25	2013-10-16	88,00 \$		88,00 \$
DT Québec	6201232095	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec		2013-10-07	278,00 \$	480,00 \$	829,88 \$
DT Québec	6201232097	417135	Julien, Jean-Pierre (notaire)	630, avenue Jacques-Cartier, local 30 G3M 2X1 QC	2013-09-23	2013-08-26	375,00 \$	1 350,00 \$	1 927,16 \$
DT Québec	6201232101	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2013-11-27	2013-10-31	186,00 \$	430,00 \$	680,39 \$

DT Québec	6201332004	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2013-08-01	2013-03-19	500,00 \$		500,00 \$
DT Québec	6201332005	76013	Bouchard, Nancy (002)	944, boulevard Monseigneur-De Laval G3Z 2W2 QC	2014-03-21	2014-02-17	156,00 \$	1 062,50 \$	1 377,61 \$
DT Québec	6201332014	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2014-03-21	2014-02-17	142,00 \$	1 554,00 \$	1 928,71 \$
DT Québec	6201332014	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boul. Monseigneur-De-Laval G3Z 2W2 Québec	2013-10-03	2013-09-19	144,00 \$	755,00 \$	1 012,06 \$
DT Québec	6201332015	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC	2013-11-29	2013-11-05	144,00 \$	845,00 \$	1 115,54 \$
DT Québec	6201332016	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2013-12-20	2013-10-31	201,00 \$	430,00 \$	695,39 \$
DT Québec	6201332037	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2013-11-29	2013-11-04	114,00 \$	775,00 \$	1 005,06 \$
DT Québec	6201332044	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC		2014-02-26	258,00 \$	1 000,00 \$	1 407,75 \$
Total DT Québec							33 569,85 \$	68 366,20 \$	112 046,66 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216072	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2013-07-09	2013-05-30	178,60 \$	843,31 \$	1 148,20 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816027	339959	Plourde, Dominique (notaire)	802, boul. Sacré-Coeur G8K 1S6 QC	2013-08-20	2013-07-10	152,00 \$	825,00 \$	1 100,54 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816027	339959	Plourde, Dominique (notaire)	802, boul. Sacré-Coeur G8K 1S6 QC	2013-09-11	2013-07-10		150,00 \$	172,46 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816076	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SENC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2013-10-15	2013-09-26	10,00 \$	1 234,58 \$	1 429,46 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201116013	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2013-05-09	2013-04-24	106,00 \$	680,00 \$	887,83 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216002	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SENC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2013-04-02	2012-12-06	1 203,00 \$		1 203,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216011	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2013-10-15	2013-09-19	490,00 \$	672,50 \$	1 263,21 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216013	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2014-02-28	2014-02-25	133,00 \$	450,00 \$	650,39 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216019	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2013-08-06	2013-07-03	228,00 \$	870,00 \$	1 228,28 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216027	382735	Samuel Blais, Notaire inc.	112, Avenue de l'Église G8L 4W4 Qc	2013-10-15	2013-09-13	123,00 \$	391,16 \$	572,74 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216065	399531	Gagnon, Allyre (002)	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 Qc	2013-11-20	2013-10-28	123,60 \$	925,00 \$	1 187,12 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216066	159804	Boisvert, Gagnon, Minier, Notaires (inactif)	991, rue Victoria G7B 3M9 Québec	2013-06-28	2013-06-19	103,00 \$	713,34 \$	923,17 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216068	404046	Lavoie et Tremblay, notaires	2383, rue St-Dominique, C.P. 638 G7X 6L4 Qc	2013-08-06	2013-06-21	113,00 \$	809,00 \$	1 043,15 \$

DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216070	71910	Boily, Carole	1920, rue Davis, Bureau 101 G7S 3 B6 QC	2013-04-02	2013-03-13	685,00 \$		685,00 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216071	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2014-02-28	2013-12-23	258,00 \$	850,00 \$	1 235,29 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316000	599669	Gagnon & Tremblay, notaires	692, rue Victoria, bureau 1 G6B 3M 7 Qc		2013-04-15	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316001	599669	Gagnon & Tremblay, notaires	692, rue Victoria, bureau 1 G6B 3M 7 Qc	2013-04-24	2013-04-15	141,00 \$	700,00 \$	945,83 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316004	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2013-12-04	2013-11-27	243,00 \$	477,50 \$	792,01 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316005	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2013-08-06	2013-07-10	114,00 \$	395,00 \$	568,15 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316006	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-08-06	2013-07-10	114,00 \$	395,00 \$	568,15 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316017	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SENC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Q C	2013-12-10	2013-11-27		466,67 \$	536,55 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316020	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2013-10-31	2013-10-22	129,00 \$	1 040,00 \$	1 324,74 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316021	454937	Gertrude Lacroix notaire inc	365, Racine Est G7H 1S8 Qc	2013-11-11	2013-10-23	125,48 \$	735,00 \$	970,55 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316022	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2013-10-31	2013-10-23	133,00 \$	1 070,00 \$	1 363,23 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316023	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2013-10-31	2013-10-18	140,00 \$	1 600,00 \$	1 979,60 \$
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est							5 161,68 \$	16 793,06 \$	24 469,53 \$
Région de la Mauricie	6200628000	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey G8T 2V8 Québec	2013-11-15	2013-10-24	116,00 \$	400,00 \$	575,90 \$
Région de la Mauricie	6200628001	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey G8T 2V8 Québec	2013-11-13	2013-10-25	128,00 \$	350,00 \$	530,41 \$
Région de la Mauricie	6200628020	137736	Germain, Marchildon & Pruneau, Notaires SENC	165, boulevard Sainte-Madeleine G8T 3L7 Québec	2014-03-17	2013-12-02	300,88 \$	870,00 \$	1 301,16 \$
Région de la Mauricie	6200628023	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-25	2013-02-27	4 558,00 \$		4 558,00 \$
Région de la Mauricie	6200928004	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2014-02-20	2013-12-11	129,00 \$	1 439,40 \$	1 783,95 \$
Région de la Mauricie	6200928005	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2014-02-19	2013-12-16	0,00 \$	435,00 \$	500,14 \$
Région de la Mauricie	6200928006	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2014-02-19	2013-12-16	0,00 \$	435,00 \$	500,14 \$
Région de la Mauricie	6200928007	137736	Germain, Marchildon & Pruneau, Notaires SENC	165, boulevard Sainte-Madeleine G8T 3L7 Québec		2014-03-21	100,00 \$	300,00 \$	444,93 \$
Région de la Mauricie	6200928010	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région de la Mauricie	6200928011	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$

Région de la Mauricie	6200928012	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec		2014-03-24	100,00 \$	400,00 \$	500,00 \$
Région de la Mauricie	6200928013	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région de la Mauricie	6200928019	59480	Brodeur, Pierre (002)	2811, H.P.-Millot J0K 3G0 QC		2014-03-21	100,00 \$	300,00 \$	444,93 \$
Région de la Mauricie	6200928020	59480	Brodeur, Pierre (002)	2811, H.P.-Millot J0K 3G0 QC		2014-03-21	100,00 \$	300,00 \$	444,93 \$
Région de la Mauricie	6200928036	59480	Brodeur, Pierre (002)	2811, H.P.-Millot J0K 3G0 QC		2014-03-21	100,00 \$	300,00 \$	444,93 \$
Région de la Mauricie	6200928063	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2013-06-17	2013-01-31	879,40 \$		879,40 \$
Région de la Mauricie	6200928065	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-22	2013-02-25	2 029,50 \$		2 029,50 \$
Région de la Mauricie	6200928065	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-25	2013-02-25	2 029,50 \$		2 029,50 \$
Région de la Mauricie	6200928069	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2014-02-19	2013-12-11		492,50 \$	566,26 \$
Région de la Mauricie	6200928070	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-22	2013-03-04	1 524,55 \$		1 524,55 \$
Région de la Mauricie	6200928073	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-25	2013-02-25	1 622,00 \$		1 622,00 \$
Région de la Mauricie	6200928073	75337	Leclerc, Rosaire (notaire)	309, RUE ST-JOSEPH G9X 1K9 QC	2013-03-22	2013-02-25	1 622,00 \$		1 622,00 \$
Région de la Mauricie	6200928075	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2014-02-20	2013-12-11	0,00 \$	480,00 \$	551,88 \$
Région de la Mauricie	6201028010	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410 G9A 6A7 Qc	2013-08-28	2013-06-26	133,00 \$	765,00 \$	1 012,56 \$
Région de la Mauricie	6201028011	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410 G9A 6A7 Qc	2013-08-28	2013-06-26	133,00 \$	790,00 \$	1 041,30 \$
Région de la Mauricie	6201028012	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410 G9A 6A7 Qc	2013-08-28	2013-06-26	113,00 \$	720,00 \$	940,82 \$
Région de la Mauricie	6201028013	140404	Notaires Leblanc Martin & associés, Conseillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 Québec	2013-09-17	2013-04-10	184,20 \$	595,00 \$	868,30 \$
Région de la Mauricie	6201028014	626033	Maître Poisson, Julie	951, rue des Mélèzes G8Y 2M6 Qc	2013-11-27	2013-03-31	1 099,00 \$		1 099,00 \$
Région de la Mauricie	6201028014	626033	Maître Poisson, Julie	951, rue des Mélèzes G8Y 2M6 Qc	2013-11-27	2013-09-06	124,00 \$	150,00 \$	296,46 \$
Région de la Mauricie	6201028025	399177	Légaré, Gilles (notaire)	395, boulevard Sainte-Madeleine G8T 9T5 Québec	2013-08-28	2013-01-25	1 657,95 \$		1 657,95 \$
Région de la Mauricie	6201028030	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2013-05-15	2012-11-01	383,00 \$		383,00 \$
Région de la Mauricie	6201028030	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2013-05-15	2012-12-13	408,00 \$	0,00 \$	408,00 \$
Région de la Mauricie	6201028030	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2013-05-15	2012-12-13	408,00 \$		408,00 \$
Région de la Mauricie	6201028030	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2014-01-27	2014-01-14	197,84 \$	631,25 \$	923,62 \$

Région de la Mauricie	6201028034	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2014-02-18	2013-11-20	207,46 \$	681,25 \$	990,72 \$
Région de la Mauricie	6201028050	199797	Notaires Harvey & Gagnon	221, rue Principale G0X 2L0 Québec	2014-01-27	2014-01-23	120,00 \$	2 059,60 \$	2 488,03 \$
Région de la Mauricie	6201028053	285707	Thibeault, Rénald (notaire)	1250, boulevard Bona Dussault, local 103 G0A 4B0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région de la Mauricie	6201128010	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale J0K 3M0 QC	2014-02-20	2013-12-02	149,00 \$	866,66 \$	1 145,44 \$
Région de la Mauricie	6201128011	567594	Me Serge Robinette, notaire inc.	1688, boulevard des Laurentides Bureau 202 H7M 2P4 Québec	2013-06-19	2013-05-09	153,00 \$	1 670,00 \$	2 073,08 \$
Région de la Mauricie	6201128013	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	800, 6e Avenue G9P 5H1 Québec	2013-08-28	2013-07-31	341,00 \$	500,00 \$	915,88 \$
Région de la Mauricie	6201128014	542325	St-Arnaud Charrette notaires inc.	144, rue Bonaventure G9A 2B1 Québec	2014-02-21	2014-02-03		16,67 \$	19,16 \$
Région de la Mauricie	6201128016	140404	Notaires Leblanc Martin & associés, Conseillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 Québec	2014-03-18	2014-01-24	0,00 \$	250,00 \$	287,44 \$
Région de la Mauricie	6201128016	140404	Notaires Leblanc Martin & associés, Conseillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 Québec		2014-04-18	100,00 \$	300,00 \$	444,93 \$
Région de la Mauricie	6201128024	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale J0K 3M0 QC	2014-02-20	2013-12-02	288,00 \$	1 500,00 \$	2 012,63 \$
Région de la Mauricie	6201128025	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale J0K 3M0 QC	2014-02-20	2013-12-02	154,00 \$	866,66 \$	1 150,44 \$
Région de la Mauricie	6201128026	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale J0K 3M0 QC	2014-02-20	2013-12-02	149,00 \$	858,33 \$	1 135,87 \$
Région de la Mauricie	6201228022	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2013-09-30	2013-10-18	208,94 \$	647,65 \$	953,57 \$
Région de la Mauricie	6201228023	137641	De Charrette, Patricia (notaire)	462, rue Notre-Dame G0X 1E0 QC	2013-11-15	2013-10-07	731,83 \$	1 417,00 \$	2 361,03 \$
Région de la Mauricie	6201328004	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	800, 6e Avenue G9P 5H1 Québec	2014-02-19	2013-12-19	15,00 \$	410,00 \$	486,40 \$
Région de la Mauricie	6201328017	137736	Germain, Marchildon & Pruneau, Notaires SENC	129, rue Carré Proteau G0X 3G0 Québec		2014-03-19	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Total Région de la Mauricie							23 397,05 \$	24 196,97 \$	51 157,64 \$
Région du centre du Québec	6200624000	134475	Gauthier, Denis (notaire)	568, 1e Avenue J1T 4N3 QC	2013-06-20	2013-06-04		300,00 \$	344,93 \$
Région du centre du Québec	6200624002	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2013-03-22	2013-03-13	318,00 \$		318,00 \$
Région du centre du Québec	6200624012	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2013-03-22	2013-03-13	164,00 \$		164,00 \$
Région du centre du Québec	6200624014	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2013-03-22	2013-03-13	238,00 \$		238,00 \$
Région du centre du Québec	6200724004	261573	Baril, André (notaire)	12, rue des Érables G6L 4M9 Québec	2013-11-28	2013-03-30	820,00 \$		820,00 \$
Région du centre du Québec	6200724010	261573	Baril, André (notaire)	12, rue des Érables G6L 4M9 Québec	2013-11-28	2013-03-30	820,00 \$		820,00 \$

Région du centre du Québec	6200924007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2014-03-21	0,00 \$	100,00 \$	114,98 \$
Région du centre du Québec	6200924011	550644	Kathleen, Blanchard (Blanchard Shooner* notaires grefes*)	1565, Boulevard Lemire J2C 5A5 Québec	2013-06-19	2013-05-17	391,00 \$	1 395,00 \$	1 994,90 \$
Région du centre du Québec	6200924012	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2013-06-17	2013-12-21	1 485,50 \$	0,00 \$	1 485,50 \$
Région du centre du Québec	6200924013	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2013-06-17	2012-12-21	1 485,50 \$		1 485,50 \$
Région du centre du Québec	6200924015	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2013-03-25	2012-12-21	1 440,50 \$		1 440,50 \$
Région du centre du Québec	6200924016	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2013-06-17	2012-12-21	1 490,50 \$		1 490,50 \$
Région du centre du Québec	6201024004	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V 6 Québec	2013-11-14	2013-10-18	2,00 \$	425,00 \$	490,64 \$
Région du centre du Québec	6201024004	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V 6 Québec	2013-11-14	2013-10-18	323,00 \$	567,50 \$	975,49 \$
Région du centre du Québec	6201024006	261584	Gagnon, Guy (notaire)	62, boul. Bois-Francis Sud G6P 4S1 QC	2013-11-18	2013-10-04	455,00 \$	1 515,00 \$	2 196,87 \$
Région du centre du Québec	6201024013	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2013-06-17	2013-03-04	1 011,39 \$		1 011,39 \$
Région du centre du Québec	6201024014	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2013-06-17	2013-03-04	869,39 \$		869,39 \$
Région du centre du Québec	6201024015	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2013-06-17	2013-03-04	849,39 \$		849,39 \$
Région du centre du Québec	6201024018	27091	Péloquin, Louise	10, Route Marie-Victorin JOG 1M0 QC	2013-03-25	2013-03-04	641,56 \$		641,56 \$
Région du centre du Québec	6201024030	543633	Matte, Claude (notaire)	88, boulevard Gall J2C 1H6 Québec	2013-06-11	2012-01-31	433,00 \$		433,00 \$
Région du centre du Québec	6201024031	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Normand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2014-02-21	2012-03-31	245,00 \$		245,00 \$
Région du centre du Québec	6201024031	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Normand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2014-02-21	2013-03-31	295,00 \$		295,00 \$
Région du centre du Québec	6201024036	466218	Nicole Provencher	517, rue St-Georges, C.P. 9 G0X 1V0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région du centre du Québec	6201024041	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Normand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2014-03-21	2013-12-17	0,00 \$	400,00 \$	459,90 \$
Région du centre du Québec	6201024041	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Normand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2014-03-21	2013-12-17	263,00 \$	745,00 \$	1 119,56 \$
Région du centre du Québec	6201024042	550644	Kathleen, Blanchard (Blanchard Shooner* notaires grefes*)	1565, Boulevard Lemire J2C 5A5 Québec	2013-06-18	2013-02-13	846,74 \$		846,74 \$

Région du centre du Québec	6201024073	486997	Martel, St-Pierre et Rheault, notaires	85, rue Notre-Dame, bureau 101 J3T1V8 QC	2013-06-19	2013-05-14	113,00 \$	1 020,00 \$	1 285,75 \$
Région du centre du Québec	6201024073	486997	Martel, St-Pierre et Rheault, notaires	85, rue Notre-Dame, bureau 101 J3T1V8 QC	2013-03-25	2012-06-06	162,00 \$		162,00 \$
Région du centre du Québec	6201124008	27091	Péloquin, Louise	10, Route Marie-Victorin J0G 1M0 QC	2013-03-25	2013-03-04	618,33 \$	0,00 \$	618,33 \$
Région du centre du Québec	6201124009	27091	Péloquin, Louise	10, Route Marie-Victorin J0G 1M0 QC	2013-03-25	2013-03-04	952,89 \$		952,89 \$
Région du centre du Québec	6201124013	396769	Côté, Béchar, Gagnon et associés notaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2013-09-23	2013-09-05	419,00 \$	654,00 \$	1 170,94 \$
Région du centre du Québec	6201124014	396769	Côté, Béchar, Gagnon et associés notaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2013-09-03	2013-08-28	143,00 \$	400,00 \$	602,90 \$
Région du centre du Québec	6201124020	66380	Corbeil, Pierre (002)	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2014-02-18	2013-11-18	124,00 \$	652,95 \$	874,73 \$
Région du centre du Québec	6201124020	66380	Corbeil, Pierre (002)	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2013-06-18	2013-04-11	50,00 \$	1 130,00 \$	1 349,22 \$
Région du centre du Québec	6201124021	345511	Corbeil et Drouin Notaires S.ENC	601, boul. Simoneau J1T 4G7 Québec	2013-11-14	2013-10-15	164,00 \$	1 023,77 \$	1 341,08 \$
Région du centre du Québec	6201124022	349010	Houle, Nathalie (notaire)	108, rue Olivier, suite 203 G6P 6V6 QC	2013-10-02	2013-09-25	126,00 \$	375,00 \$	557,16 \$
Région du centre du Québec	6201224000	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2013-07-26	2013-07-04	124,00 \$	863,75 \$	1 117,10 \$
Région du centre du Québec	6201224001	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 G9H 1X5 Québec	2013-03-25	2013-02-19	368,00 \$	0,00 \$	368,00 \$
Région du centre du Québec	6201224007	542325	St-Arnaud Charrette notaires inc.	144, rue Bonaventure G9A 2B1 Québec	2013-03-25	2013-02-27	354,25 \$		354,25 \$
Région du centre du Québec	6201224008	542325	St-Arnaud Charrette notaires inc.	144, rue Bonaventure G9A 2B1 Québec	2014-02-20	2013-03-28	490,00 \$		490,00 \$
Région du centre du Québec	6201224012	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301 H4L 3L8 Québec	2014-02-21	2014-02-13	124,00 \$	1 077,20 \$	1 362,51 \$
Région du centre du Québec	6201224020	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0 S 1V0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région du centre du Québec	6201224021	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0 S 1V0 QC		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région du centre du Québec	6201224024	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2014-03-25	2013-12-05	568,00 \$	1 347,50 \$	2 117,29 \$
Région du centre du Québec	6201224027	366965	Pelletier, Jean-Pierre (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6 V6 QC	2013-10-18	2013-10-09	142,00 \$	509,00 \$	727,22 \$
Région du centre du Québec	6201224028	366965	Pelletier, Jean-Pierre (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6 V6 QC	2013-10-18	2013-10-09	143,00 \$	435,00 \$	643,14 \$

Région du centre du Québec	6201224036	620734	Joyal, Adam, Landry, Jobin Notairesinc.	1577, boulevard St- Joseph J2C 2G2Qc		2014-03-25	100,00 \$	400,00 \$	500,00 \$
Région du centre du Québec	6201224037	421938	Lévesque, Gaudette, Major- Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Fernand- Lafontaine, bureau 102 J4G 2R8 Q uébec	2014-02-21	2014-01-30	116,00 \$	1 673,24 \$	2 039,81 \$
Région du centre du Québec	6201224039	137736	Germain, Marchildon & Pru- neau, Notaires SENC	165, boulevard Sainte- Madeleine G8T 3L7 Québec		2014-03-21	100,00 \$	400,00 \$	559,90 \$
Région du centre du Québec	6201224040	620734	Joyal, Adam, Landry, Jobin Notairesinc.	1577, boulevard St- Joseph J2C 2G2Qc		2014-03-25	100,00 \$	400,00 \$	500,00 \$
Région du centre du Québec	6201224045	620734	Joyal, Adam, Landry, Jobin Notairesinc.	1577, boulevard St- Joseph J2C 2G2Qc	2013-09-30	2013-09-18	124,00 \$	400,00 \$	583,90 \$
Région du centre du Québec	6201224046	408783	Levasseur & Thisdale, S.E. N.C.R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 G9H 1X5 Québec	2014-03-03	2013-12-16	253,00 \$	735,00 \$	1 098,07 \$
Région du centre du Québec	6201224047	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2 B8N8 Québec	2014-03-25	2013-12-05	124,00 \$	507,50 \$	707,50 \$
Total Région du centre du Québec							21 289,94 \$	20 651,41 \$	44 914,13 \$
Total général							163 400,50 \$	341 778,28 \$	555 740,36 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DGMO)

Période du 2013-04-01 au 2014-03-31

Direction générale de Montréal et de l'Ouest

Unité adm. Resp.	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264023	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2013-06-04	2013-05-29		385,00 \$	442,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264027	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2013-06-20	2013-05-27		385,00 \$	442,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264029	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2013-06-04	2013-05-29		385,00 \$	442,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264032	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2013-07-24	2013-07-08		385,00 \$	442,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264046	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec		2013-05-29		385,00 \$	442,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064002	578260	Chabot, Vachon, Bourget, Carreau & Gingras, notaires	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2013-03-27	2013-03-07	970,66 \$		970,66 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064061	131869	Drolet, Bernard (notaire)	31, des Oblats Nord J9V 1H9 QC	2013-09-23	2013-09-16	114,00 \$	275,00 \$	430,18 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064063	131869	Drolet, Bernard (notaire)	31, des Oblats Nord J9V 1H9 QC	2013-09-23	2013-09-12	114,00 \$	275,00 \$	430,18 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164017	472731	Corbeil Simard Savoie & associés S.E.N.C., notaires	19, rue Gamble Ouest, bureau 200 J9X 2R3 QC	2013-06-27	2013-06-10		314,18 \$	361,23 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264007	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2014-02-24	2014-02-10	353,95 \$	510,00 \$	940,32 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264008	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2014-02-24	2014-02-10	220,35 \$	435,00 \$	720,49 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264009	59485	Taschereau, Jean-François (notaire)	142, avenue Principale J9X 4P5 QC	2013-10-21	2013-10-09	103,00 \$	400,00 \$	562,90 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264009	59485	Taschereau, Jean-François (notaire)	142, avenue Principale J9X 4P5 QC	2013-10-21	2013-10-09		280,00 \$	321,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264010	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2013-07-24	2013-07-08	7,00 \$	137,50 \$	165,10 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264012	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2013-12-10	2013-11-08	114,00 \$	391,67 \$	564,32 \$

DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264015	472731	Corbeil Simard Savoie & as sociés S.E.N.C., notaires	19, rue Gamble Ouest, bur eau 200 J9X 2R3 QC	2013-09-23	2013-09-13	218,00 \$	631,67 \$	944,26 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264026	59099	Tousignant, Denis (notaire)	1123, 6e rue C.P. 1728 J9 P 5Y9 QC	2013-03-06	2013-02-06	960,00 \$		960,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264030	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-09-06	2013-08-30	369,25 \$	530,00 \$	978,62 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264030	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-03-06	2013-02-12	430,33 \$		430,33 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264031	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-03-06	2013-02-12	512,67 \$		512,67 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264031	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-09-06	2013-08-30	250,25 \$	425,00 \$	738,89 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264032	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-09-06	2013-08-30	250,25 \$	435,00 \$	750,39 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264032	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-03-06	2013-02-12	393,00 \$		393,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264033	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-09-06	2013-08-30	250,34 \$	375,00 \$	681,50 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201264033	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	855, 10e Avenue J0Y 2M 0 Québec	2013-03-06	2013-02-12	452,33 \$		452,33 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364002	32238	Séguin, Francine (notaire)	80, Monseigneur- Tessier Est Bureau 101 J 9X 3B9 QC	2013-05-10	2013-04-10		220,00 \$	252,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364002	32238	Séguin, Francine (notaire)	80, Monseigneur- Tessier Est Bureau 101 J 9X 3B9 QC	2013-06-27	2013-06-17	113,00 \$	290,00 \$	446,43 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364004	472731	Corbeil Simard Savoie & as sociés S.E.N.C., notaires	19, rue Gamble Ouest, bur eau 200 J9X 2R3 QC	2013-04-05	2013-03-20	420,00 \$		420,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364005	472731	Corbeil Simard Savoie & as sociés S.E.N.C., notaires	19, rue Gamble Ouest, bur eau 200 J9X 2R3 QC	2013-10-11	2013-09-26		188,34 \$	216,55 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364006	472731	Corbeil Simard Savoie & as sociés S.E.N.C., notaires	19, rue Gamble Ouest, bur eau 200 J9X 2R3 QC	2013-11-06	2013-10-15		255,00 \$	293,19 \$
Total DT Abitibi- Témis.- N. Québec							6 616,38 \$	8 293,36 \$	16 151,67 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200244072	67307	Prud'Homme, Fontaine, Doi an S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401 J4B 7L4 QC		2013-03-01	2 867,71 \$		2 867,71 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200344011	458835	Robitaille, André (notaire)	109, boulevard Bromont, s uite 200 J2L 2K7 QC	2014-03-11	2014-02-13		1 530,00 \$	1 759,12 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444029	444314	Racine, Ghislain (notaire)	720, rue Dollard ouest J2 N 3A9 QC	2014-02-28	2014-01-27	7,00 \$	585,00 \$	679,60 \$

DT Est-de-la-Montérégie	6200644016	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, Chemin de Chambly, bureau 400 J4H 3Z6 Québec		2013-03-06	3 700,00 \$	0,00 \$	3 700,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644016	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, Chemin de Chambly, bureau 400 J4H 3Z6 Québec		2013-03-27	190,00 \$	0,00 \$	190,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644032	217971	Tardif April Marchand Jodoin, notaires	370, Chemin de Chambly, bureau 400 J4H 3Z6 Québec	2013-03-27	2013-03-20	510,00 \$	0,00 \$	510,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744001	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC		2012-12-11	476,01 \$		476,01 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744003	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2013-12-18	2013-12-04	425,68 \$	665,00 \$	1 190,26 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744003	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2014-01-27	2013-12-04		30,00 \$	34,49 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744028	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec	2013-11-21	2013-10-17	10,00 \$	200,00 \$	239,95 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744033	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et consultants juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 QC	2013-10-24	2013-04-25	323,00 \$	2 390,00 \$	3 070,90 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744049	607558	Steve Rodier notaire inc.	755, avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2013-06-18	2012-12-18	505,00 \$	0,00 \$	505,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200844020	76499	Larivière, Hugues (notaire)	112, 9e Avenue J2X 1J5 QC	2014-01-12	2013-12-12	20,00 \$	500,00 \$	594,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200944044	329152	St-François, Jacques	4796, rue Foster, C.P. 460 JOE 2N0 QC	2014-02-03	2013-12-16	237,99 \$	1 985,00 \$	2 520,24 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044039	457098	Marcel Tétreault notaire inc.	29, rue Principale Nord J0E2K0 Québec	2013-10-02	2013-09-09	323,00 \$	520,00 \$	920,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044041	197595	Gallagher Gagné notaires inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2013-03-22	2013-03-11	187,00 \$		187,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044050	334534	Jacques Pénelle, notaire inc.	400, rue Bonin J0H 1A0 Québec	2014-03-10	2014-02-21	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044056	473260	Denicourt, Gagnon et Denicourt, notaires	1124, avenue de l'Union J0L 1T0 Québec	2013-10-31	2012-12-21	2 010,00 \$	0,00 \$	2 010,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044060	197595	Gallagher Gagné notaires inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2013-04-25	2013-03-21	226,00 \$		226,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044061	197595	Gallagher Gagné notaires inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2013-04-25	2013-03-21	312,00 \$		312,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044062	197595	Gallagher Gagné notaires inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2013-04-25	2013-03-21	397,00 \$		397,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044063	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec	2013-04-02	2013-03-07	250,00 \$		250,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044067	609523	BK notaires inc.	465, rue Saint-Jean, bureau 801 H2Y 2R6 Québec	2013-06-28	2013-06-12	4,00 \$	350,00 \$	406,41 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144002	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2014-01-24	2013-06-27	328,10 \$	1 000,00 \$	1 477,85 \$

DT Est-de-la-Montérégie	6201144023	433436	Bibeau Desaliers Lamarre, notaires S.E.N.C.R.L.	190, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4G7 Québec	2013-04-25	2013-02-28	767,00 \$		767,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144026	72813	Handfield, Louis	133, rue Messier, bureau 301 J3H 2W8 QC	2013-10-18	2011-09-29	384,00 \$	0,00 \$	384,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144033	392113	Gougeon, Gilles (notaire)	645, boul. Marie-Victorin J3R 1K9 QC	2013-08-06	2013-06-19	369,00 \$	1 040,00 \$	1 564,74 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144034	392113	Gougeon, Gilles (notaire)	645, boul. Marie-Victorin J3R 1K9 QC	2013-06-11	2013-05-07	118,00 \$	747,91 \$	977,91 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144035	170236	Pépin, Couturier, notaires, SENCRL	614, route Marie-Victorin J3R 1K7 Québec	2013-06-10	2013-04-22	235,00 \$	433,00 \$	732,84 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144036	397808	Jacob, Luce (notaire)	288, boul. Fiset J3P 3R1 QC	2014-02-17	2013-09-10	180,58 \$	400,00 \$	640,48 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144037	392113	Gougeon, Gilles (notaire)	645, boul. Marie-Victorin J3R 1K9 QC	2013-05-16	2011-11-14	777,00 \$	0,00 \$	777,00 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144052	139817	Barry, Line	66, rue Principale Case postale 450 J0J 1A0 QC	2014-01-14	2013-11-18	131,00 \$	1 200,00 \$	1 510,70 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144056	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont J0J 1A0 QC	2013-08-06	2013-06-17	133,00 \$	612,50 \$	837,23 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144057	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec	2013-08-06	2013-05-31	244,00 \$	640,00 \$	979,84 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144066	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec	2013-09-24	2013-08-12	480,94 \$	1 320,00 \$	1 998,61 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244001	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3Q Québec	2013-10-24	2013-09-30	352,20 \$	1 126,66 \$	1 647,57 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244001	573693	Claude Gravel notaire inc.	12, rue Saint-Antoine Sud, J2G 6W3Q Québec	2013-10-23	2013-09-30	24,00 \$	808,33 \$	953,38 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244002	71661	Meunier, Louis	111, rue de la Rivière J2K 1M7 QC	2013-10-31	2013-10-17	17,00 \$	210,00 \$	258,45 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244014	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-10-24	2013-10-15	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244015	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244017	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2014-01-24	2013-12-24	248,00 \$	1 020,00 \$	1 420,75 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244019	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-26	248,00 \$	1 020,00 \$	1 420,75 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244020	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-10-31	2013-10-18	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244020	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244021	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-11-25	2013-10-22	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$

DT Est-de-la-Montérégie	6201244021	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-19	124,00 \$	920,00 \$	1 181,77 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244022	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-10-24	2013-10-15	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244023	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244025	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec		2013-10-08	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244026	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2014-01-24	2013-12-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244027	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-11-25	2013-11-08	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244028	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-10-31	2013-10-18	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244028	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2014-03-10	2014-02-13	124,00 \$	720,00 \$	951,82 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244029	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-10-24	2013-10-15	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244030	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-11-25	2013-11-08	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244031	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-26	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244032	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-10-23	2013-10-03	263,00 \$	520,00 \$	860,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244034	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2014-01-24	2013-12-24	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244034	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244035	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244036	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244038	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244040	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244041	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-10-24	2013-10-15	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244043	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	248,00 \$	1 020,00 \$	1 420,75 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244044	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec		2013-11-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244045	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-12-04	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244048	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramez ay J3M 1J7 Québec	2013-12-18	2013-11-21	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$

DT Est-de-la-Montérégie	6201244049	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2023-10-24	2013-10-15	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244050	545531	Notaire s.v.p. inc., Un	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2014-01-24	2013-12-19	124,00 \$	520,00 \$	721,87 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244055	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2014-02-03	2013-12-04	34,99 \$	300,00 \$	379,92 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244087	215061	Moissonnier, Nadine (notaire)	888, rue Bernard-Pilon J3G 5E8 Québec	2013-12-05	2013-11-05	725,00 \$	162,20 \$	911,49 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244100	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec	2013-11-22	2013-11-23	15,00 \$	112,50 \$	144,35 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344012	385903	Lévesque, Pierre (notaire)	6148, route Marie-Victorin J0L 1C0 QC	2013-09-23	2013-07-04	178,29 \$	885,00 \$	1 195,82 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie							23 082,49 \$	38 993,10 \$	67 914,83 \$
DT Estrie	6200260041	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-04-15		300,00 \$	344,93 \$
DT Estrie	6200260041	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-04-25	125,00 \$	350,00 \$	527,41 \$
DT Estrie	6200360080	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 QC		2013-11-14	150,00 \$	434,88 \$	650,00 \$
DT Estrie	6200560023	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 JOB 1R0 QC		2013-11-07		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6200560024	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 JOB 1R0 QC		2013-11-07		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6200960022	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2013-10-14		150,00 \$	172,46 \$
DT Estrie	6200960032	329152	St-François, Jacques	4797, rue Foster, C.P. 460 JOE 2N0 QC	2013-08-12	2013-07-23	125,00 \$	350,00 \$	527,41 \$
DT Estrie	6200960033	329152	St-François, Jacques	4797, rue Foster, C.P. 460 JOE 2N0 QC	2013-08-12	2013-07-23	125,00 \$	350,00 \$	527,41 \$
DT Estrie	6200960035	329152	St-François, Jacques	4797, rue Foster, C.P. 460 JOE 2N0 QC	2013-08-29	2013-07-23		55,90 \$	64,28 \$
DT Estrie	6200960035	329152	St-François, Jacques	4797, rue Foster, C.P. 460 JOE 2N0 QC	2013-08-29	2013-08-27	264,00 \$	600,00 \$	953,85 \$
DT Estrie	6200960036	606237	Darche, Lyne (notaire)	900, rue Périgny, bureau 203 J3L 1W6 Québec		2013-09-04	114,00 \$	496,00 \$	684,28 \$
DT Estrie	6200960036	406491	Drapeau, Richard (notaire)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC	2013-08-29	2013-08-28		75,00 \$	86,23 \$
DT Estrie	6200960037	485217	Gagné, Marielle (notaire)	394, rue Claude de Ramezay J3M 1J6 QC		2013-09-17	129,00 \$	375,00 \$	560,16 \$

DT Estrie	6200960038	585336	Ménard, David. F. (David F. Ménard notaire)	12, rue St-Antoine Sud J2G 6W3 Québec		2013-11-14	292,00 \$	1 267,28 \$	1 749,05 \$
DT Estrie	6200960049	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC		2013-10-22	139,00 \$	500,00 \$	713,88 \$
DT Estrie	6200960049	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC		2013-10-22	139,00 \$	500,00 \$	713,88 \$
DT Estrie	6200960050	578574	Drouin, Guylaine (notaire)	2424, rue King Ouest, bureau au 110 J1J 2E8 QC		2014-02-04	133,00 \$	500,00 \$	707,88 \$
DT Estrie	6200960054	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2013-08-28		850,00 \$	977,29 \$
DT Estrie	6200960065	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 QC	2013-07-23	2013-07-17	135,00 \$	354,00 \$	542,01 \$
DT Estrie	6200960071	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2013-09-25	114,00 \$	750,00 \$	976,31 \$
DT Estrie	6200960095	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-12-16	259,00 \$	1 996,50 \$	2 554,48 \$
DT Estrie	6200960100	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC		2013-10-10	129,00 \$	512,13 \$	717,82 \$
DT Estrie	6200960102	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2014-01-08	124,00 \$	415,00 \$	601,15 \$
DT Estrie	6200960102	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2013-12-17	124,00 \$	473,00 \$	667,83 \$
DT Estrie	6200960104	84526	Beaudry, Michael	7976, boul. Maurice-Duplessis H1E 3L9 Québec	2013-04-05	2013-03-11	1 885,00 \$	0,00 \$	1 885,00 \$
DT Estrie	6201060024	406491	Drapeau, Richard (notaire)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC	2013-08-26	2013-08-13		300,00 \$	344,93 \$
DT Estrie	6201060048	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec	2013-08-22	2013-08-15	118,00 \$	800,00 \$	1 037,80 \$
DT Estrie	6201160016	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 QC	2013-05-15	2013-05-08	15,00 \$	350,00 \$	417,41 \$
DT Estrie	6201160034	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-04-18	2013-04-10	126,00 \$	600,00 \$	815,85 \$
DT Estrie	6201160056	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-07-26	2013-07-23		302,00 \$	347,22 \$
DT Estrie	6201160057	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-05-08	2013-05-06		305,00 \$	350,67 \$
DT Estrie	6201160058	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec	2013-06-06	2013-06-04	113,00 \$	500,00 \$	687,88 \$
DT Estrie	6201160061	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC		2013-10-07	2,00 \$	185,00 \$	214,70 \$
DT Estrie	6201160062	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC		2013-10-10	130,00 \$	372,13 \$	557,86 \$

DT Estrie	6201160062	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord 0B 2H0 QC	J 2013-08-13	2013-07-15	134,00 \$	581,40 \$	802,46 \$
DT Estrie	6201160062	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord 0B 2H0 QC	J 2012-10-23	2012-10-16	6,00 \$	185,00 \$	191,00 \$
DT Estrie	6201160064	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord 0B 2H0 QC	J	2013-10-09	2,00 \$	185,00 \$	214,70 \$
DT Estrie	6201160070	412901	Lassonde, Joselle (notaire)	2235, rue King Ouest, bure au 205 J1J 2G2 QC	2013-04-05	2013-03-22	255,00 \$	0,00 \$	255,00 \$
DT Estrie	6201160077	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord 0B 2H0 QC	J	2013-10-10	128,00 \$	472,13 \$	670,83 \$
DT Estrie	6201160081	130966	Paré, Tanguay, notaires [S. E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-10-22	284,00 \$	1 030,00 \$	1 468,24 \$
DT Estrie	6201160083	71981	Bellefeuille, Philippe	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 QC		2013-10-24	243,00 \$	783,00 \$	1 143,25 \$
DT Estrie	6201160099	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2013-05-27	2013-05-14	238,00 \$	800,00 \$	1 157,80 \$
DT Estrie	6201160100	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2013-05-27	2013-05-24	238,00 \$	800,00 \$	1 157,80 \$
DT Estrie	6201160101	75171	Sylvestre Lagassé Sencrl	455, Rue King Ouest, Bure au 610 J1H 6E9 Québec	2013-06-19	2013-06-17	270,00 \$	1 153,50 \$	1 596,24 \$
DT Estrie	6201160103	78976	Demers, Luc	2727, King Ouest, bureau 2 10 J1L 1C2 QC		2013-03-25	485,00 \$	0,00 \$	485,00 \$
DT Estrie	6201160107	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0 B 1M0 QC	2013-07-03	2013-06-13	245,00 \$	850,00 \$	1 222,29 \$
DT Estrie	6201160108	399700	Lamoureux Léonard, notair es SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2013-06-07		375,00 \$	431,16 \$
DT Estrie	6201160109	58805	Gérin, Henri	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-04-18	2013-04-11	238,00 \$	950,00 \$	1 330,26 \$
DT Estrie	6201260011	536475	Turcotte Paquette, notaires inc.	189, avenue St- Jacques J0B 1R0 Québe c		2013-08-29	125,00 \$	543,00 \$	749,31 \$
DT Estrie	6201260016	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-06-06	2013-06-04	113,00 \$	659,00 \$	870,69 \$
DT Estrie	6201260017	59750	Morissette, Yves	98, rue Norton J1A 1R9 QC	2013-08-19	2013-08-13	253,00 \$	800,00 \$	1 172,80 \$
DT Estrie	6201260026	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2013-05-08	2013-05-06	235,00 \$	953,00 \$	1 330,71 \$
DT Estrie	6201260027	320925	Cyr, René (notaire)	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 QC	2013-06-20	2013-05-07	113,00 \$	550,00 \$	745,36 \$
DT Estrie	6201260028	575756	Laquerre, Marie- Claude (notaire)	31, rue Brooks J1H 4X7 QC		2013-11-18	293,00 \$	608,00 \$	992,05 \$
DT Estrie	6201260029	412904	Samson Charron notaires S .E.N.C.	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Québec		2013-10-28	273,00 \$	625,00 \$	991,59 \$

DT Estrie	6201260031	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2013-09-13	129,00 \$	600,00 \$	818,85 \$
DT Estrie	6201260032	575756	Laquerre, Marie-Claude (notaire)	31, rue Brooks J1H 4X7 QC		2013-10-16	139,00 \$	250,00 \$	426,44 \$
DT Estrie	6201260032	575756	Laquerre, Marie-Claude (notaire)	31, rue Brooks J1H 4X7 QC		2013-08-21	129,00 \$	350,00 \$	531,41 \$
DT Estrie	6201260033	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec	2013-08-29	2013-08-22		958,40 \$	1 101,92 \$
DT Estrie	6201260034	83431	Paré Pratte notaires [SNC]	166, rue King Ouest, bureau 200 J1H1P7 Québec		2013-08-29		300,00 \$	344,93 \$
DT Estrie	6201260035	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2013-09-16	114,00 \$	550,00 \$	746,36 \$
DT Estrie	6201260037	578574	Drouin, Guylaine (notaire)	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 QC		2014-02-04	141,00 \$	400,00 \$	600,90 \$
DT Estrie	6201260038	139238	Bouffard, Claire (notaire)	247, rue Albert J0B 3B0 QC	2013-05-30	2013-05-28		1 546,60 \$	1 778,20 \$
DT Estrie	6201360000	592205	Veilleux, Chantal (notaire)	15, rue Laurier J1X 2K2 Québec		2013-12-12	144,00 \$	500,00 \$	718,88 \$
DT Estrie	6201360001	591765	Lacasse, Maryse (002)	1160, rue Sherbrooke J1 X 5B5 Québec	2013-05-16	2013-04-12	231,00 \$	455,00 \$	754,14 \$
DT Estrie	6201360001	591765	Lacasse, Maryse (002)	1160, rue Sherbrooke J1 X 5B5 Québec		2013-05-07	125,00 \$	300,00 \$	469,93 \$
DT Estrie	6201360004	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2013-11-29	376,00 \$	1 221,00 \$	1 779,84 \$
DT Estrie	6201360005	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2013-10-23	263,00 \$	974,00 \$	1 382,86 \$
DT Estrie	6201360006	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2013-10-28	263,00 \$	972,00 \$	1 380,56 \$
DT Estrie	6201360007	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2013-10-21	124,00 \$	673,00 \$	897,78 \$
DT Estrie	6201360010	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-10-23	139,00 \$	600,00 \$	828,85 \$
DT Estrie	6201360011	81842	Maheux, Gaétan (notaire)	905, rue de la Ste-Famille J1E 1T9 QC		2013-11-19	130,00 \$	500,00 \$	704,88 \$
DT Estrie	6201360012	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-10-23	278,00 \$	950,00 \$	1 370,26 \$
DT Estrie	6201360015	81356	Simard, André (notaire)	13, rue Murray J1G 2K2 QC		2013-11-04	114,00 \$	500,00 \$	688,88 \$
DT Estrie	6201360021	81841	Talbot, Jean (notaire)	1941, rue Belvédère Sud J1H 5S1 QC		2014-01-20	411,00 \$	631,50 \$	1 137,07 \$
DT Estrie	6201360029	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2013-12-16	134,00 \$	638,50 \$	868,12 \$

DT Estrie	6201360032	564370	Caron, André (notaire)	497, rue Principale Ouest J1X 2B2 QC		2013-11-25	124,00 \$	300,00 \$	468,93 \$
DT Estrie	6201360034	591765	Lacasse, Maryse (002)	1160, rue Sherbrooke J1 X 5B5 Québec		2013-12-03	140,00 \$	520,00 \$	737,87 \$
Total DT Estrie							12 828,00 \$	43 361,85 \$	62 655,62 \$
DT Ile-de-Montréal	2197201539	631189	Litvack Alain Notaires	4119, rue Sherbrooke Oues t Bureau 200 H3Z 1A7 Qc		2013-11-11		700,00 \$	804,82 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	421938	Lévesque, Gaudette, Major- Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Fernand- Lafontaine, bureau 102 J 4G 2R8 Québec		2013-11-07	443,29 \$	2 025,00 \$	2 771,54 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740004	620557	Gagné, Carole (Carole Gag né, notaire)	615, boulevard René- Lévesque Ouest, bureau 30 0 H3B 1P5 Québec		2013-10-09	75,00 \$	1 000,00 \$	1 224,75 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740004	620557	Gagné, Carole (Carole Gag né, notaire)	615, boulevard René- Lévesque Ouest, bureau 30 0 H3B 1P5 Québec		2014-01-09		500,00 \$	574,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840004	77937	Me Jacques Roberge	507, Place d'Armes Bureau 1300 H2Y2W8 QC		2013-04-24	172,50 \$	1 615,00 \$	2 029,35 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840007	576883	Watson Venne, inc.	2000, avenue McGill Colleg e, bureau 1600 H3A 3H3 Québec		2012-12-07	1 825,56 \$		1 825,56 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840007	576883	Watson Venne, inc.	2000, avenue McGill Colleg e, bureau 1600 H3A 3H3 Québec		2012-12-07	1 056,47 \$		1 056,47 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840007	576883	Watson Venne, inc.	2000, avenue McGill Colleg e, bureau 1600 H3A 3H3 Québec		2012-12-07	300,00 \$		300,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840017	217234	Chartrand, Stéphane (notair e)	2670, rue Allard, bureau 20 3 H4E 2L6 QC	2013-03-12	2012-02-28	634,00 \$	0,00 \$	634,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840019	217234	Chartrand, Stéphane (notair e)	2670, rue Allard, bureau 20 3 H4E 2L6 QC		2013-10-01		300,00 \$	344,93 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840031	59381	Lavoie, Martial (notaire)	3131, boul. Saint- Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 QC		2013-07-16	24,00 \$	700,00 \$	828,83 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140000	79094	Sheiner Litvack Alain (inacti f)	4119, rue Sherbrooke Oues t Bureau 200 H3Z 1A7 QC		2013-03-25	601,00 \$	0,00 \$	601,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140006	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R .L.	5, Place Ville- Marie, bureau 900 H3B 2 G2 Québec		2012-12-31	535,00 \$		535,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140006	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R .L.	5, Place Ville- Marie, bureau 900 H3B 2 G2 Québec		2013-05-29	92,00 \$	1 688,28 \$	2 033,10 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240006	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R .L.	5, Place Ville- Marie, bureau 900 H3B 2 G2 Québec		2012-12-31	3 285,00 \$	0,00 \$	3 285,00 \$

Total DT Ile-de-Montréal							9 043,82 \$	8 528,28 \$	18 849,23 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200352010	527257	Raymond & Sigouin, notaires	470, rue principale J0T 2 C0 Qc		2013-06-26	242,00 \$	1 275,00 \$	1 707,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200452019	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1 Y3 Québec		2013-12-09	155,00 \$	1 300,00 \$	1 649,68 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200452023	606161	Ladouceur, Yves	14-D, avenue des Seigneurs J0R 1R4 Québec		2013-05-06		1 900,00 \$	2 184,53 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200652079	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2013-10-02	124,00 \$	625,00 \$	842,59 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752015	328562	Poudrier, Gislain (notaire)	430, rue de l'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2013-06-18		175,00 \$	201,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752017	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-01-31	945,80 \$		945,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752024	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-10-25		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752028	328562	Poudrier, Gislain (notaire)	430, rue de l'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2013-06-18	113,00 \$	600,00 \$	802,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752045	328562	Poudrier, Gislain (notaire)	430, rue de l'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2013-12-13	245,00 \$	700,00 \$	1 049,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852024	66484	Joly, Carole (002)	182, rue Notre-Dame J9E 2J5 QC		2013-03-07	500,00 \$		500,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852029	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2012-11-02	1 315,00 \$		1 315,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952063	25746	Léonard, Ruel, Venne et associés, notaires, S.E.N.C.R.L.	100, rue de la Gare J7Z 2 C1 QC		2013-09-09	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952081	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-02-08	1 492,50 \$		1 492,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952091	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H 0 QC		2013-03-05	1 838,67 \$		1 838,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952094	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H 0 QC		2013-06-06	115,00 \$	983,00 \$	1 245,20 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952096	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H 0 QC		2013-01-31	2 465,67 \$		2 465,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952098	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H 0 QC		2013-06-06	158,00 \$	1 200,00 \$	1 537,70 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952104	59640	Janelle, Nicole (notaire)	Bureau 101 578, rue L'annonciation Nord J0T 1T0 QC		2013-05-03		250,00 \$	287,44 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201052016	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC		2013-05-28	392,80 \$	1 050,00 \$	1 600,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052017	538306	Étude du notaire Michel Pilon inc.	370, rue de Saint-Jovite, bureau 1 J8E 2Z9 Québec		2013-12-19		450,00 \$	517,39 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052029	72991	Plourde, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1 K5 QC		2012-11-28	569,00 \$		569,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052034	628618	Tian, Hua	410, Saint-Nicholas, bureau 504 H2 Y 2P5 Qc		2013-11-08	18,00 \$	375,00 \$	449,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052036	174715	Carignan, Odette (notaire)	275-B, rue Paradis, bureau 202 J6A 8H2 QC		2013-01-09	1 035,00 \$		1 035,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052037	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1 A0 Québec		2013-04-15	123,00 \$	550,00 \$	755,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052131	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-12-12	124,00 \$	675,00 \$	900,08 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052136	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H0 QC		2013-02-01	966,72 \$		966,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052141	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-09-09	273,80 \$	1 500,00 \$	1 998,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052143	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-01-31	1 310,80 \$		1 310,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152001	71962	Brien, Claude (notaire)	1195, boulevard Base-de-Roc J6E 5P3 QC		2013-04-11	25,00 \$	375,00 \$	456,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152006	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1 A0 Québec		2013-11-13	1 014,00 \$	904,00 \$	2 053,37 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152023	460766	Gagnon/Cantin/Lachapelle/Sasseville/Riopel/Hébert/Lord[SENCRL]not/c.jur.	125, St-Jacques J0K 2R0 Québec		2013-10-30	259,47 \$	680,00 \$	1 041,30 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152029	133745	Léonard, Ruel, Venne, notaires en fidéicommiss	100, rue de la Gare J7Z2 C1 QC		2013-03-07	1 662,00 \$	0,00 \$	1 662,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152030	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt Notaires S.A.	18 086, rue Charles J7J 1 C5 Québec		2013-03-19	375,00 \$		375,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152032	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H0 QC		2013-06-11	156,00 \$	750,00 \$	1 018,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152035	533885	Hébert, Richard (notaire)	3450, rue Drummond #502 A H3G 1Y2 Québec		2013-05-24	286,00 \$	950,00 \$	1 378,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152036	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-05-24	113,00 \$	600,00 \$	802,85 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152046	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-08-13	317,00 \$	1 650,00 \$	2 214,09 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152049	315186	Amadei, François (notaire)	10, rue de l'Église J0T 1H0 QC		2013-08-08		400,00 \$	459,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152054	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-09-12	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152059	598474	Castonguay, Josée (003)	37, rang Saint-François J0K 1E0 Québec		2012-11-01	115,00 \$		115,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152070	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	6,00 \$	225,00 \$	264,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152075	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	8,00 \$	225,00 \$	266,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152084	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	12,00 \$	250,00 \$	299,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152088	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	524,00 \$		524,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152090	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152091	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	18,00 \$	225,00 \$	276,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152094	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	418,00 \$		418,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152096	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	412,00 \$		412,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152097	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	412,00 \$		412,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152098	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	403,00 \$		403,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152100	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	409,00 \$		409,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152104	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	6,00 \$	225,00 \$	264,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152108	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	14,00 \$	225,00 \$	272,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152109	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	419,00 \$		419,00 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152113	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	7,00 \$	225,00 \$	265,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152124	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2013-09-20	29,00 \$	325,00 \$	402,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152125	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc		2014-01-16		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152126	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	406,00 \$		406,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152128	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	7,00 \$	225,00 \$	265,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152129	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	6,00 \$	225,00 \$	264,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152131	598474	Castonguay, Josée (003)	37, rang Saint-François J0K 1E0 Québec		2012-11-01	108,00 \$		108,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152132	598474	Castonguay, Josée (003)	37, rang Saint-François J0K 1E0 Québec		2012-11-01	111,00 \$		111,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152133	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	14,00 \$	225,00 \$	272,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152138	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	5,00 \$	225,00 \$	263,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152141	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	429,00 \$		429,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152146	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	6,00 \$	225,00 \$	264,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152148	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2013-02-19	267,00 \$		267,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152149	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	12,00 \$	225,00 \$	270,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152153	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	406,00 \$		406,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152154	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	9,00 \$	225,00 \$	267,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152158	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	406,00 \$		406,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152161	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	5,00 \$	225,00 \$	263,69 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152167	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1 A0 Québec	2013-01-09	634,00 \$		634,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152168	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1 A0 Québec	2013-02-13	274,00 \$		274,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152170	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1 A0 Québec	2013-01-09	404,00 \$		404,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152171	598474	Castonguay, Josée (003)	37, rang Saint-François J0K 1E0 Québec	2012-11-01	110,00 \$		110,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152172	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	6,00 \$	225,00 \$	264,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152176	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc	2014-01-16		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152181	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	10,00 \$	225,00 \$	268,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152184	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc	2014-01-16		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152185	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc	2014-01-16		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152190	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1 A0 Québec	2013-03-04	267,00 \$		267,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152192	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	12,00 \$	225,00 \$	270,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152196	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	2,00 \$	225,00 \$	260,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152207	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	16,00 \$	225,00 \$	274,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152208	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	15,00 \$	225,00 \$	273,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152215	84529	Labrèche, Michel (notaire)	200, rue Principale Bureau 13 J0R 1R0 QC	2013-02-06	300,00 \$		300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152219	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1 A0 Québec	2013-01-09	410,00 \$		410,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152226	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	11,00 \$	225,00 \$	269,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152229	566864	Dauphin & Lauzon [SENCR L] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec	2013-09-20	6,00 \$	325,00 \$	379,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152231	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2013-10-15	14,00 \$	250,00 \$	301,44 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152232	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152234	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	17,00 \$	225,00 \$	275,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152237	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152238	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm J0K 1A0 Québec		2013-01-09	1 426,00 \$		1 426,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152241	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2013-10-15	7,00 \$	225,00 \$	265,69 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152254	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 Qc		2013-11-04	13,00 \$	400,00 \$	472,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152255	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2013-11-04		430,00 \$	494,39 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152259	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2013-01-16	820,00 \$		820,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152260	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2013-01-23	1 365,00 \$		1 365,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152262	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2013-09-10	152,48 \$	1 200,00 \$	1 532,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152262	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2013-10-11	283,00 \$	1 125,00 \$	1 576,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152263	550210	Lacoursière, Serge (notaire)	1521, avenue Gilles-Villeneuve J0K 1A0 QC		2013-02-12	1 794,84 \$		1 794,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152265	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2013-03-01	799,67 \$		799,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152266	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2013-10-02	468,00 \$	1 091,97 \$	1 723,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152268	566864	Dauphin & Lauzon [SENCR L] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2013-09-20	8,00 \$	325,00 \$	381,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152270	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 Québec		2012-10-09	1 958,74 \$		1 958,74 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152273	67536	Voizard, Voizard, Steenackers, Vallée S.E.N.C. (inactif)	1080, rue Valiquette J8B 2M3 QC		2012-12-12	750,00 \$		750,00 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201152273	67536	Voizard, Voizard, Steenackers, Vallée S.E.N.C. (inactif)	1080, rue Valiquette J8B 2M3 QC		2012-12-05	473,00 \$		473,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152273	67536	Voizard, Voizard, Steenackers, Vallée S.E.N.C. (inactif)	1080, rue Valiquette J8B 2M3 QC		2012-12-12	350,00 \$		350,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152276	67491	Salle Villeneuve, La	C.P. 610 540, rue Charbonneau J8E 3H4 QC		2013-10-10	100,00 \$	800,00 \$	1 019,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152277	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2013-08-05	149,80 \$	930,00 \$	1 219,07 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252031	25746	Léonard, Ruel, Venne et associés, notaires, S.E.N.C.R.L.	100, rue de la Gare J7Z 2 C1 QC		2013-06-12	253,00 \$	1 311,00 \$	1 760,32 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252032	25746	Léonard, Ruel, Venne et associés, notaires, S.E.N.C.R.L.	100, rue de la Gare J7Z 2 C1 QC		2013-09-23	253,00 \$	925,00 \$	1 316,52 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252033	59572	Jarry, Monique	50, rue de la Gare J7Z 2 B8 QC		2013-04-08	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252033	59572	Jarry, Monique	50, rue de la Gare J7Z 2 B8 QC		2013-04-08	533,00 \$	0,00 \$	533,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252042	75354	Beausoleil, Mireille (notaire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 QC		2013-08-20	124,00 \$	525,00 \$	727,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252043	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2013-01-22	312,00 \$		312,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252044	75354	Beausoleil, Mireille (notaire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 QC		2013-08-20	124,00 \$	525,00 \$	727,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252045	618530	Baril, Jean-François (Études d'avocats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2013-10-24	144,00 \$	692,50 \$	940,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252046	618530	Baril, Jean-François (Études d'avocats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2013-10-24	144,00 \$	692,50 \$	940,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252047	501546	Ducharme, Me Allen (notaire)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A 1 Qc		2013-07-11	122,00 \$	704,00 \$	931,42 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252048	567588	Masse, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A 1 Qc		2013-05-22	103,00 \$	790,00 \$	1 011,30 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252049	618530	Baril, Jean-François (Études d'avocats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2013-08-09	130,00 \$	792,50 \$	1 041,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252050	538306	Étude du notaire Michel Pilon inc.	370, rue de Saint-Jovite, bureau 1 J8E 2Z9 Québec		2013-02-20	1 372,50 \$	0,00 \$	1 372,50 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201252059	193372	Hamel, Gagné, Brunet & Richard, notaires	532, rue de la Madone J9 L 1S5 Québec		2013-07-02	129,00 \$	1 005,00 \$	1 284,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252060	193372	Hamel, Gagné, Brunet & Richard, notaires	532, rue de la Madone J9 L 1S5 Québec		2013-07-02	129,00 \$	875,00 \$	1 135,03 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252061	613044	Gélinas, Martin Paul	31, rue Principale Est J8 C 1J5 Qc		2013-03-12	617,00 \$		617,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252062	405359	Blanchard, Lupien Notaires S.E.N.C.R.L.	1126, boulevard Curé-Labelle, bureau 102 J7C 3J4 Québec		2013-01-10	610,00 \$		610,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252063	613044	Gélinas, Martin Paul	31, rue Principale Est J8 C 1J5 Qc		2013-04-17	234,00 \$	590,00 \$	912,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252067	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC		2013-02-21	143,72 \$		143,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252067	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC		2013-02-15	443,00 \$	0,00 \$	443,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252071	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1 Québec		2013-02-20	550,00 \$		550,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252072	193372	Hamel, Gagné, Brunet & Richard, notaires	532, rue de la Madone J9 L 1S5 Québec		2013-09-23	336,00 \$	1 275,00 \$	1 801,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252074	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2013-07-17	465,98 \$	1 425,00 \$	2 104,37 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252082	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T 0 Québec		2013-05-14	411,00 \$	1 235,00 \$	1 830,94 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252083	613023	Germain & Rivest notaires S.E.N.C.R.L.	6455, Jean-Talon Est, bureau 103 H1 S 3E8 Qc		2013-06-20	113,00 \$	990,00 \$	1 251,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252084	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T 0 Québec		2013-05-02	289,05 \$	1 200,00 \$	1 668,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252085	24403	Piché, Nathalie (004)	140, rue King J9E 2L3 Québec		2013-04-25	316,88 \$	640,00 \$	1 052,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252094	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC		2013-06-06	193,80 \$	1 119,20 \$	1 480,60 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252097	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. R L	206, rue Béthany J8H 2M 5 Québec		2013-02-06	300,00 \$		300,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252102	193372	Hamel, Gagné, Brunet & Richard, notaires	532, rue de la Madone J9 L 1S5 Québec		2013-12-05	129,00 \$	900,00 \$	1 163,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252103	25746	Léonard, Ruel, Venne et associés, notaires, S.E.N.C.R.L.	100, rue de la Gare J7Z 2 C1 QC		2013-09-09	125,00 \$	600,00 \$	814,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252104	193372	Hamel, Gagné, Brunet & Richard, notaires	532, rue de la Madone J9 L 1S5 Québec		2013-05-28	115,00 \$	935,00 \$	1 190,02 \$

DT Laurentides-Lanaudière	6201352004	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1 Y3 Québec		2013-12-03	7,00 \$	50,00 \$	64,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352012	268249	Étude notariale Bélisle inc. (inactif)	Me Guy Bélisle, notaire 159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 Québec		2013-12-19	156,24 \$	857,68 \$	1 142,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352013	58418	Tremblay, Jacques (notaire)	9070, rue Saint-Étienne, bureau 101 J7N 2P6 QC		2013-12-12	267,00 \$	750,00 \$	1 129,31 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière							47 654,93 \$	57 373,35 \$	113 619,89 \$
DT Laval-Mille-Iles	6200936002	341557	René Prince Notaire inc.	13 150, rue Sherbrooke Est, bureau 201 H1A 4B1 Québec	2013-04-05	2013-03-26	1 600,00 \$		1 600,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6200936008	263682	Duval & Roy notaires	Me Yvan Roy, notaire 178, rue Notre-Dame J5W 3E1 QC		2013-11-04	124,00 \$	883,30 \$	1 139,58 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201136000	424213	Lamoureux, Lamoureux & associés	Me Alain Lamoureux, notaire 333, boul. Saint-Martin Ouest Bureau 214 H7M 1Y7 Québec		2013-02-27	610,00 \$		610,00 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201236001	567594	Me Serge Robinette, notaire inc.	1688, boulevard des Laurentides Bureau 202 H7M 2 P4 Québec	2013-05-16	2013-04-29	133,00 \$	520,00 \$	730,87 \$
Total DT Laval-Mille-Iles							2 467,00 \$	1 403,30 \$	4 080,45 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348075	60100	Morrisseau, Annie	150, CHEMIN SAINT-LOUIS J6N 2H9 QC		2013-12-18	183,00 \$	0,00 \$	183,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348136	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH J0S 1V0 QC		2013-07-19	107,00 \$	530,00 \$	716,37 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200648025	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH J0S 1V0 QC		2013-07-19	116,00 \$	863,33 \$	1 108,62 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200848060	417025	Jean Martel, notaire en fiducie	351, rue Blain J3H 3B4 Québec		2013-11-20	563,00 \$	500,00 \$	1 137,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200848061	618649	Décosse, Martine (expropriation)	720, rue Dollard Ouest J2N 3A9 Québec		2013-06-17	303,00 \$	3 126,00 \$	3 897,12 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200848061	618649	Décosse, Martine (expropriation)	720, rue Dollard Ouest J2N 3A9 Québec		2013-06-17	321,25 \$	0,00 \$	321,25 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200948005	429947	Bourdeau, Pauline	644, Notre-Dame J0L 2L0 QC		2013-05-07	113,00 \$	250,00 \$	400,44 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200948006	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec		2014-01-29		195,00 \$	224,20 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200948006	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec		2013-07-11		177,50 \$	204,09 \$

DT Ouest-de-la-Montérégie	6200948006	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec	2013-01-14	397,50 \$	0,00 \$	397,50 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200948010	16541	Lareau, Hélène	364, rue Saint-Jacques, C.P. 970 J0J 1L0 QC	2013-05-29	166,13 \$	502,50 \$	743,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048002	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec	2013-09-29	293,00 \$	1 041,67 \$	1 490,66 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048004	197641	Martineau, Lynda (notaire)	99, rue François-D'Alpé J2W 2T7 QC	2013-06-03	157,49 \$	600,00 \$	847,34 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048005	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2013-06-27	345,30 \$	900,00 \$	1 380,08 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048007	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2013-06-27	470,30 \$	1 600,00 \$	2 309,90 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048008	410755	PME Inter notaires Montérégie inc.	439, boulevard du Séminaire Nord, Bureau 201 J3B 5L4 Québec	2012-12-12	14,00 \$		14,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048008	410755	PME Inter notaires Montérégie inc.	439, boulevard du Séminaire Nord, Bureau 201 J3B 5L4 Québec	2013-11-20	263,00 \$	575,00 \$	924,11 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048019	616510	Me René Therrien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 Québec	2013-09-16	177,54 \$	915,00 \$	1 229,56 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048025	616510	Me René Therrien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 Québec	2013-08-27	68,77 \$	575,00 \$	729,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048039	75931	Me Normand Brunet	45 BOULEVARD PIE XII J6S 6P5 QC	2013-10-31	700,00 \$	0,00 \$	700,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048055	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC	2013-04-23	255,00 \$	850,00 \$	1 232,29 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048066	534423	Vaillancourt, André (notaire)	1050, boulevard du Séminaire Nord Bureau 220 J3A 1S7 QC	2013-11-13	95,00 \$	737,25 \$	942,65 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048070	329151	Robert, Michel (notaire)	1044, rue St-Paul J0L 1T0 QC	2013-03-08	240,00 \$	1 545,00 \$	1 785,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048070	329151	Robert, Michel (notaire)	1044, rue St-Paul J0L 1T0 QC	2013-03-08	1 785,00 \$	0,00 \$	1 785,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048071	76499	Larivière, Hugues (notaire)	112, 9e Avenue J2X 1J5 QC	2013-05-28	130,00 \$	1 500,00 \$	1 854,63 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048082	599985	Diane Lépine, notaire	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 Québec	2013-04-02	1 128,88 \$	0,00 \$	1 128,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201048083	313104	David, Saint-Pierre, Gagné, Chabot, Notaires	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 Québec	2013-02-04	932,46 \$	0,00 \$	932,46 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148024	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC	2013-03-27	890,00 \$		890,00 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148029	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2013-10-28	133,00 \$	1 139,90 \$	1 443,61 \$

DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148038	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec		2013-03-11	889,48 \$	0,00 \$	889,48 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148044	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2013-05-27	213,00 \$	500,00 \$	787,88 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148045	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2013-06-18	253,00 \$	375,00 \$	684,16 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248002	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH J0S 1V0 QC		2013-02-13	121,00 \$	753,33 \$	874,33 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248002	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH J0S 1V0 QC		2013-02-13	874,33 \$	0,00 \$	874,33 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248003	46933	Côté, Bernard	184, RUE SAINT-JOSEPH J0S 1V0 QC		2013-07-19	121,00 \$	828,33 \$	1 073,38 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248020	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2013-09-12	149,00 \$	3 399,80 \$	4 057,92 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248020	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2013-09-12	40,00 \$	1 250,00 \$	1 477,19 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248022	391152	Me Gérald Lacroix, notaire	569, 1ère Rue J2X 3B5 QC		2013-11-20	178,78 \$	1 670,00 \$	2 098,86 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248033	76557	Légaré, Robert (notaire)	40 RUE MAURICE J0L 2L0 QC		2013-07-18	243,00 \$	1 101,17 \$	1 509,07 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie							13 431,21 \$	28 000,78 \$	45 281,00 \$
DT Outaouais	6200256109	58315	Méhot, Jacques (002)	149, rue Principale Suite 100 J0V 1W0 QC	2013-08-14	2013-03-31	1 300,00 \$	0,00 \$	1 300,00 \$
DT Outaouais	6200456013	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2010-03-31	2010-03-31		1 200,00 \$	1 200,00 \$
DT Outaouais	6200456013	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2014-01-28	2013-12-30	109,00 \$	691,01 \$	903,49 \$
DT Outaouais	6200456025	58315	Méhot, Jacques (002)	149, rue Principale Suite 100 J0V 1W0 QC	2014-02-20	2014-02-14		500,00 \$	574,88 \$
DT Outaouais	6200556039	615746	La Salle, Sophie (notaire)	540, rue charbonneau J8E 3H4 Québec	2014-02-18	2014-02-10		750,00 \$	862,31 \$
DT Outaouais	6200556042	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC	2013-05-07	2013-03-25	1 071,69 \$	0,00 \$	1 071,69 \$
DT Outaouais	6200656045	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1W0 QC	2013-08-14	2013-06-11	37,43 \$	536,50 \$	654,28 \$
DT Outaouais	6200656056	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1W0 QC	2013-03-13	2012-12-12	623,24 \$		623,24 \$
DT Outaouais	6200656073	58315	Méhot, Jacques (002)	149, rue Principale Suite 100 J0V 1W0 QC	2013-08-14	2013-05-14		630,00 \$	724,34 \$
DT Outaouais	6200756020	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2014-03-06	2014-03-06	175,15 \$	2 921,70 \$	3 534,38 \$

DT Outaouais	6200756028	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-11-21	2013-11-11	42,60 \$	454,18 \$	564,79 \$
DT Outaouais	6200756030	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2013-08-23	2013-07-11	15,00 \$	685,00 \$	802,58 \$
DT Outaouais	6200756030	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2013-12-18	2013-12-16		406,60 \$	467,49 \$
DT Outaouais	6201056000	58315	Méthot, Jacques (002)	149, rue Principale Suite 100 J0V 1W0 QC		2013-03-31	510,00 \$	0,00 \$	510,00 \$
DT Outaouais	6201056001	66169	Major, Louise (002)	40, rue Principale C.P. 322 J0X 1W0 QC	2013-03-13	2012-11-27	2 048,38 \$		2 048,38 \$
DT Outaouais	6201056008	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-12-12	2013-10-28	218,52 \$	1 090,00 \$	1 471,75 \$
DT Outaouais	6201056011	66169	Major, Louise (002)	40, rue Principale C.P. 322 J0X 1W0 QC	2013-10-31	2013-10-29	124,00 \$	662,43 \$	885,63 \$
DT Outaouais	6201056014	59642	Nadeau, Marc (002)	45, rue Jeanne-D'Arc J8Y 2H3 QC	2013-06-06	2013-04-15	117,25 \$	2 150,00 \$	2 589,21 \$
DT Outaouais	6201056035	58730	Ste-Marie, Jacques Marcel	175, rue Champlain, bureau 200 J8X 3R3 QC	2013-12-06	2013-11-18	213,00 \$	671,70 \$	985,29 \$
DT Outaouais	6201056039	60393	Laflamme, Gilles	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-03-07	2012-09-27	1 069,70 \$		1 069,70 \$
DT Outaouais	6201056048	495530	Lévesque, Gina (notaire)	200, rue Principale C. P. 100 J9H 6J4QC	2014-02-04	2014-01-28	141,00 \$	768,85 \$	1 024,98 \$
DT Outaouais	6201056051	494249	Foucault, Viviane (notaire)	465, boul. de la Gappe Unité 102 J8T 0A2 QC	2013-05-17	2013-04-08		205,00 \$	235,70 \$
DT Outaouais	6201056057	495530	Lévesque, Gina (notaire)	200, rue Principale C. P. 100 J9H 6J4QC	2013-10-08	2013-07-23	312,00 \$	982,30 \$	1 441,40 \$
DT Outaouais	6201056061	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3 L2 QC	2013-05-08	2013-03-29	815,55 \$		815,55 \$
DT Outaouais	6201056064	60393	Laflamme, Gilles	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-04-04	2012-09-27	1 059,70 \$		1 059,70 \$
DT Outaouais	6201056068	560361	Trépanier & associés, notaires	510, boul. Maloney Est, bureau 202 J8P 1E7 Qc		2013-03-06	586,96 \$		586,96 \$
DT Outaouais	6201056068	560361	Trépanier & associés, notaires	510, boul. Maloney Est, bureau 202 J8P 1E7 Qc		2013-03-19	414,80 \$	0,00 \$	414,80 \$
DT Outaouais	6201056069	66169	Major, Louise (002)	40, rue Principale C.P. 322 J0X 1W0 QC	2013-11-04	2013-10-31	236,00 \$	782,43 \$	1 135,60 \$
DT Outaouais	6201056070	66169	Major, Louise (002)	40, rue Principale C.P. 322 J0X 1W0 QC		2013-10-11	236,00 \$	940,88 \$	1 317,77 \$
DT Outaouais	6201056081	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3 L2 QC	2013-05-08	2013-03-19	1 405,70 \$	0,00 \$	1 405,70 \$
DT Outaouais	6201056082	307984	Monnet, Bernard (notaire)	117, rue Front Suite 206, C.P. 100 J9H 5E4 QC		2013-05-14	115,00 \$	150,00 \$	287,46 \$
DT Outaouais	6201056082	307984	Monnet, Bernard (notaire)	117, rue Front Suite 206, C.P. 100 J9H 5E4 QC		2012-09-12	410,00 \$	0,00 \$	410,00 \$

DT Outaouais	6201056083	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3 L2 QC		2013-06-06	114,18 \$	1 036,70 \$	1 306,13 \$
DT Outaouais	6201056089	495528	Laflamme, Geneviève (notaire)	765, boul. Saint-Joseph Bureau 200 J8Y 4 B7 QC	2013-09-23	2013-07-31	123,60 \$	356,57 \$	533,57 \$
DT Outaouais	6201056090	261278	Larose, Ghislain	339-1, Rue Victoria J0X 3B0 QC	2014-02-26	2014-02-25	120,00 \$	1 597,15 \$	1 956,33 \$
DT Outaouais	6201156010	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-08-05	2013-07-22	40,36 \$	587,13 \$	715,42 \$
DT Outaouais	6201156011	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1 W0 QC		2013-04-24	133,18 \$	480,04 \$	685,10 \$
DT Outaouais	6201156018	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1 W0 QC	2013-07-02	2013-06-14	20,18 \$	523,79 \$	622,41 \$
DT Outaouais	6201156019	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1 W0 QC	2013-06-04	2013-05-15	238,00 \$	369,18 \$	662,47 \$
DT Outaouais	6201156020	59715	Gratton, Guylaine	259, rue Henri-Bourassa C.P. 37 J0V1R0 QC		2013-06-05		333,00 \$	382,87 \$
DT Outaouais	6201156023	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-08-05	2013-07-10	189,28 \$	677,13 \$	967,81 \$
DT Outaouais	6201156024	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-09-24	2013-08-27	141,55 \$	721,82 \$	971,46 \$
DT Outaouais	6201156026	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-11-22	2013-11-12	174,10 \$	740,04 \$	1 024,96 \$
DT Outaouais	6201156028	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-11-06	2013-10-28	14,00 \$	365,00 \$	433,66 \$
DT Outaouais	6201156029	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306 J0X 1W0 QC		2013-05-03	113,00 \$	405,00 \$	578,65 \$
DT Outaouais	6201156030	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306 J0X 1W0 QC		2013-05-03	113,00 \$	405,00 \$	578,65 \$
DT Outaouais	6201156031	393153	Gagné, Jean-François (notaire)	188, Rue Montcalm, Bureau 300 J8Y3B5 QC		2013-08-19	103,00 \$	740,00 \$	953,82 \$
DT Outaouais	6201156033	569741	Mathieu, Denis (notaire)	460, boul gréber bureau 240 J8T 6C7QC	2013-11-18	2013-11-05	124,00 \$	462,45 \$	655,70 \$
DT Outaouais	6201156034	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306 J0X 1W0 QC		2013-03-29	912,44 \$	0,00 \$	912,44 \$
DT Outaouais	6201156035	59734	Larocque, André (notaire)	34, rue Principale C.P. 306 J0X 1W0 QC	2013-08-08	2013-07-11	194,44 \$	721,00 \$	1 023,41 \$
DT Outaouais	6201156044	569741	Mathieu, Denis (notaire)	460, boul gréber bureau 240 J8T 6C7QC	2013-11-18	2013-11-05	124,00 \$	482,45 \$	678,69 \$
DT Outaouais	6201256007	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3 L2 QC		2013-07-08		600,00 \$	689,85 \$
DT Outaouais	6201256009	393153	Gagné, Jean-François (notaire)	188, Rue Montcalm, Bureau 300 J8Y3B5 QC	2013-10-25	2013-09-30	15,00 \$	350,00 \$	417,41 \$
DT Outaouais	6201256015	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-12-16	2013-12-04	130,35 \$	955,00 \$	1 228,36 \$

DT Outaouais	6201256016	66443	Me Paul Pichette, notaire	525, boulevard Maloney Est J8P 1E8QC	2013-05-21	2013-05-07	12,00 \$	230,00 \$	276,44 \$
DT Outaouais	6201256018	61899	Robert Louis-Philippe	138, rue Principale J0V 1 W0 QC		2013-04-24	182,32 \$	694,61 \$	980,95 \$
DT Outaouais	6201256020	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2013-12-23	2013-07-23	94,35 \$	1 050,00 \$	1 301,59 \$
DT Outaouais	6201256021	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3 L2 QC	2014-01-09	2013-12-19		650,00 \$	747,34 \$
DT Outaouais	6201356002	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC	2014-01-29	2014-01-13	355,21 \$	540,00 \$	976,08 \$
DT Outaouais	6201356003	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V 8 Québec	2013-12-13	2013-12-02	125,00 \$	352,00 \$	529,71 \$
DT Outaouais	6201356003	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V 8 Québec	2013-09-25	2013-09-12	12,00 \$	560,00 \$	655,86 \$
DT Outaouais	6201356010	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2013-10-08	2013-09-26		132,50 \$	152,35 \$
DT Outaouais	6201356012	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2014-01-09	2013-12-20		245,00 \$	281,69 \$
DT Outaouais	6201356021	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2014-01-09	2013-12-20		245,00 \$	281,69 \$
DT Outaouais	6201356026	630946	Paiement, Audrey (Notaire)	259, rue Henri-Bourassa J0V 1R0 Québec	2014-01-09	2013-12-18	232,50 \$		232,50 \$
DT Outaouais	6201356033	66443	Me Paul Pichette, notaire	525, boulevard Maloney Est J8P 1E8QC	2014-02-19	2014-02-07	26,00 \$	600,00 \$	715,85 \$
DT Outaouais	6201356037	61899	Robert Louis-Philippe	183, rue Principale J0V 1 W0 Québec	2014-01-29	2014-01-14		132,50 \$	152,35 \$
Total DT Outaouais							17 584,71 \$	35 518,64 \$	58 242,62 \$
Total général							132 708,54 \$	221 472,66 \$	386 795,31 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (SEI)

Période du 2013-04-01 au 2014-03-31

Service de l'expertise immobilière

Unité adm. Resp.	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Service expertise immobilière	6200568008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B 1 QC	2013-12-02	2013-10-31		2 370,00 \$	2 724,91 \$
Service expertise immobilière	6200668016	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A 9 Québec		2013-10-28	28,00 \$	860,00 \$	1 016,79 \$
Service expertise immobilière	6200968037	385068	Drazin, Friedman	2021, Union, Suite 888 H3A 2S9 Québec	2013-07-29	2013-02-05	70,00 \$	0,00 \$	70,00 \$
Service expertise immobilière	6200968038	58222	Me René Leroux	507, PLACE D'ARMES, SUITE 130 0 H2Y 2W8 QC		2013-01-29	440,00 \$	0,00 \$	440,00 \$
Service expertise immobilière	6200968059	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc		2013-02-28	3 116,00 \$	0,00 \$	3 116,00 \$
Service expertise immobilière	6201068006	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2014-01-14	2013-12-17	141,00 \$	766,67 \$	1 022,48 \$
Service expertise immobilière	6201068007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2013-12-17	141,00 \$	751,67 \$	1 005,23 \$
Service expertise immobilière	6201068010	466218	Nicole Provencher	517, rue St-Georges, C.P. 9 G0X 1V0 QC		2013-02-07	1 203,00 \$		1 203,00 \$
Service expertise immobilière	6201068016	395273	Paule Lavigne, notaire (expropriation)	1677, avenue St-Louis G6L 2N1 Québec		2012-11-28	648,60 \$	0,00 \$	648,60 \$
Service expertise immobilière	6201068028	334524	Lavigne, Paule (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2014-01-21	2014-01-20	189,79 \$	525,00 \$	793,41 \$
Service expertise immobilière	6201168000	315629	Me Hélène Bouffard, Notaire inc.	675, avenue du Phare est G4W 1 A9 Québec		2012-12-18	535,00 \$	0,00 \$	535,00 \$
Service expertise immobilière	6201168025	374124	Larochelle, Lachance, Douville, Delamarre, Simard, La Rue, notaires	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 Québec	2013-08-28	2013-01-10	3 489,00 \$	0,00 \$	3 489,00 \$
Service expertise immobilière	6201268022	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2013-07-08	2013-06-28	20,00 \$	695,00 \$	819,08 \$
Service expertise immobilière	6201368031	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec		2013-11-04	57,00 \$	1 757,57 \$	2 077,77 \$
Total Service expertise immobilière							10 078,39 \$	7 725,91 \$	18 961,27 \$
Total général							10 078,39 \$	7 725,91 \$	18 961,27 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE, MELOCHE, LARIVIÈRE & ASSOCIÉS	150\$/HEURE	CONSEILLER, ACCOMPAGNER ET/OU REPRÉSENTER LA COMMISSION EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL. CONTRAT NÉGOCIÉ.	1 759 \$
ME PASCALE GOUIN, ASSOCIÉE LJT LITIGE INC.	150\$/HEURE	ASSURER LE SERVICE CONSEIL D'UN MEMBRE DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DU CONTENTIEUX, DANS LE CADRE D'UNE REQUÊTE EN DÉSAVEU ET EN ANNULATION D'ENGAGEMENT. CONTRAT NÉGOCIÉ.	3 532 \$
ME FRANÇOIS LECOMPTÉ	400\$/JOUR	MANDAT D'ENQUÊTER DANS TROIS DOSSIERS DISTINCTS DE LA COMMISSION, EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS (PRÉSENCE DE CONFLITS D'INTÉRÊT). CONTRAT NÉGOCIÉ AU TARIF DES MANDATAIRES ET ARBITRES CONFORMÉMENT AU DÉCRET NUMÉRO 1725-90.	6 960 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			12 251 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUIS-MARIE CHABOT	100\$/HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	675 \$
ME LUCIE DUFRESNE	100\$/HEURE	VÉRIFICATION DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE JURIDIQUE.	5 250 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	235\$/HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	317 \$
GAUTHIER, BÉDARD, S.E.N.C.	168\$/HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	3 574 \$
GOWLING LAFLEUR HENDERSON S.E.N.C.R.L., S.R.L.	250\$/HEURE	OPINION SUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL.	6 550 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	273\$/HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	6 206 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			22 572 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME YOLAND COÛTU	100,00\$/HEURE	RÉVISION DE PLUSIEURS ANCIENS DOSSIERS EN COURS (FACTURES POUR SERVICES RENDUS EN 2012-2013 ET 2013-2014)	2 730,00 \$
		DOSSIER FRANÇOISE NADON C. VILLE DE MONTRÉAL	1 016,00 \$
		DOSSIER YELENA MARKUS C. REEBOK	2 407,73 \$

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
		DOSSIER HANDICAP-VIE DIGNITÉ C. RÉSIDENCE-ST-CHARLES-BORROMÉE	553,75 \$
		DOSSIER OPTION CONSOMMATEURS C. COMPAGNIE D'ASSURANCE ING. CANADA ET AL.	6 469,15 \$
		DOSSIER ROY, GAÉLAN C. CADBURY ADAMS CANADA INC., HERSHEY CANADA INC., MARS CANADA INC., NESTLÉ CANADA	1 530,75 \$
ME GUY MATTE, FISCALISTE	225,00 \$/HEURE	DOSSIER HARMONISATION DES TAXES	3 555,61 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			17 709,24 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GODARD, BÉLISLE, ST-JEAN & ASSOCIÉS - S.E.N.C. 3, RUE PRÉFONTAINE EST SAINTE-AGATHE-DES-MONTS (QUÉBEC) J8C 1R5	275 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	5 713,55 \$
GODARD, BÉLISLE, ST-JEAN & ASSOCIÉS - S.E.N.C. 3, RUE PRÉFONTAINE EST SAINTE-AGATHE-DES-MONTS (QUÉBEC) J8C 1R5	275 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	4 516,00 \$
JOLI-COEUR LACASSE, AVOCATS 1134, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 600 QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 1E5	275 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	33 453,16 \$ *
LES AVOCATS PARADIS, LEMIEUX, FRANCIS INC 1, RUE RIVIÈRE, BEDFORD (QUÉBEC) JOJ 1A0	FORFAIT DE 800,00 \$	FORMATION INTRODUCTIVE SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS	800,00 \$
LORANGER MARCOUX 1100, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 1460 MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3B 4N4	240 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	9 037,05 \$
SHADLEY BATTISTA, S.E.N.C 1100, AV. DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL 10E ÉTAGE, BOITE 17, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2S2	275 \$/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	36 429,31 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			89 949,07 \$

* CONTRAT CONCLU ENTRE LE 1ER JANVIER 2013 ET LE 31 MARS 2013

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME MICHEL LE BEL, 18, RUE DES JARDINS-MÉRICI, APP. 521 QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 4W1	100 \$	ÉVALUER LES LIENS ENTRE UNE OPINION JURIDIQUE ÉTOFFÉE RENDUE ANTIÉRIEUREMENT PAR ME MICHEL LE BEL ET UN DOSSIER POTENTIEL.	3 500 \$
ME MICHEL ROBERGE, DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, BUR. 310 QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1	100 \$	Étudier les rapports d'enquêtes de la Sûreté du Québec, déposer les accusations appropriées et conduire les procédures judiciaires qui en découlent.	3 400 \$
ME LOUIS BELLEAU, SHADLEY BATTISTA, S.E.N.C. 1100, AVENUE DES CANADIENS-DE MONTRÉAL OUEST, 10E ÉTAGE, BOÎTE 17 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2S2	DÉROGATOIRE 180 \$	Représenter un procureur aux poursuites criminelles et pénales dans le traitement d'une demande d'enquête au bureau du syndic du barreau du Québec pour des gestes allégués dans l'exercice de ses fonctions.	0 \$
ME ANDRÉ BLANCHETTE, BLANCHETTE ET ASSOCIÉS 270, BOULEVARD LAURIER, BUREAU 200 BELOEL (QUÉBEC) J3G 4G7	100 \$	Étudier les rapports d'enquêtes de la Sûreté du Québec, déposer les accusations appropriées et conduire les procédures judiciaires qui en découlent.	0 \$
ME DENIS DIONNE, MALTAIS MALTAIS AVOCATS 710, RUE SCOTT OUEST ALMA (QUÉBEC) G8B 1R6	DÉROGATOIRE 180 \$	Représenter le directeur des poursuites criminelles et pénales pour les étapes préalables à la tenue d'un nouveau procès.	32 983 \$
ME MICHEL BRETON, 911, RUE SAINT-JOHN OTTERBURN PARK (QUÉBEC) J4H 4V3	DÉROGATOIRE 180 \$	Représenter le directeur des poursuites criminelles et pénales pour les étapes préalables à la tenue d'un nouveau procès et la conduite des procédures judiciaires, dont la tenue d'un nouveau procès, le cas échéant.	48 355 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			88 238 \$

P. 65 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014.

MINISTÈRE

AUCUN NOUVEAU MANDAT N' A ÉTÉ OCTROYÉ EN 2013-2014.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOTE EXPLICATIVE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUIS-MARIE CHABOT	100\$/HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	675 \$
ME LUCIE DUFRESNE	100\$/HEURE	VÉRIFICATION DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE JURIDIQUE.	5 250 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	235\$/HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	317 \$
GAUTHIER, BÉDARD, S.E.N.C.	168\$/HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	3 574 \$
GOWLING LAFLEUR HENDERSON S.E.N.C.R.L., S.R.L.	250\$/HEURE	OPINION SUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL.	6 550 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	273\$/HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	6 206 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			22 572 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 66 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

MINISTÈRE

AUCUN NOUVEAU MANDAT N' A ÉTÉ OCTROYÉ EN 2013-2014.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION P. 64.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN EMPLOI
ME MICHEL LE BEL 18, RUE DES JARDINS-MÉRICI, APP. 521 QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 4W1	100 \$	ÉVALUER LES LIENS ENTRE UNE OPINION JURIDIQUE ÉTOFFÉE RENDUE ANTIÉRIEUREMENT PAR ME MICHEL LE BEL ET UN DOSSIER POTENTIEL.	3 500 \$	15 OCTOBRE 2010
ME DENIS DIONNE MALTAIS MALTAIS AVOCATS 710, RUE SCOTT OUEST ALMA (QUÉBEC) G8B 1R6	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES POUR LES ÉTAPES PRÉALABLES À LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS.	32 983 \$	4 OCTOBRE 2011
ME MICHEL BRETON 911, RUE SAINT-JOHN OTTERBURN PARK (QUÉBEC) J4H 4V3	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES POUR LES ÉTAPES PRÉALABLES À LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS ET LA CONDUITE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES, DONT LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS, LE CAS ÉCHÉANT.	48 355 \$	18 SEPTEMBRE 2013
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LE DPCP			84 838 \$	

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P. 67 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES :

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2012-2013 ET 2013-2014, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
DESPINS, LUC A.	HORS QUÉBEC MONTANT FORFAITAIRE 50 000 \$/ CAN	FAIRE DES REPRÉSENTATIONS AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES ET PARTICIPER AUX RENCONTRES D'INFORMATION DANS LE CADRE DE LA FAILLITE DE MMA/USA À LA SUITE DE LA TRAGÉDIE FERROVIAIRE SURVENUE À LAC-MÉGANTIC.	0,00 \$
MONTANT DES HONORAIRES			0,00 \$

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARU DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

ANNÉE 2012-2013 : 1 MANDAT OCTROYÉ POUR LA DGAJL
 ANNÉE 2011-2012 : 2 MANDATS OCTROYÉS POUR LA DGAJL
 ANNÉE 2010-2011 : 3 MANDATS OCTROYÉS POUR LA DGAJL
 ANNÉE 2009-2010 : 3 MANDATS OCTROYÉS POUR LA DGAJL
 ANNÉE 2008-2009 : 3 MANDATS OCTROYÉS POUR LA DGAJL

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N'EXISTE PLUS. C'EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L'ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFÉÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
ME MICHEL LE BEL 18, RUE DES JARDINS-MÉRICI, APP. 521 QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 4W1	100 \$	ÉVALUER LES LIENS ENTRE UNE OPINION JURIDIQUE ÉTOFFÉE RENDUE ANTIÉRIEUREMENT PAR ME MICHEL LE BEL ET UN DOSSIER POTENTIEL.	3 500 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME MICHEL ROBERGE DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, BUREAU 310, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1	100 \$	ÉTUDIER LES RAPPORTS D'ENQUÊTES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	3 400 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME LOUIS BELLEAU SHADLEY BATTISTA, S.E.N.C. 1100, AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL OUEST, 10E ÉTAGE, BOÎTE 17, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2S2	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'ENQUÊTE AU BUREAU DU SYNDIC DU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.	0 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME ANDRÉ BLANCHETTE BLANCHETTE ET ASSOCIÉS 270, BOULEVARD LAURIER, BUR. 200 BELOEIL (QUÉBEC) J3G 4G7	100 \$	ÉTUDIER LES RAPPORTS D'ENQUÊTES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	0 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME DENIS DIONNE MALTAIS MALTAIS AVOCATS 710, RUE SCOTT OUEST ALMA (QUÉBEC) G8B 1R6	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES POUR LES ÉTAPES PRÉALABLES À LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS.	32 983 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME MICHEL BRETON 911, RUE SAINT-JOHN OTTERBURN PARK (QUÉBEC) J4H 4V3	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES POUR LES ÉTAPES PRÉALABLES À LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS ET LA CONDUITE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES, DONT LA TENUE D'UN NOUVEAU PROCÈS, LE CAS ÉCHÉANT.	48 355 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			88 238 \$	

P. 68 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2012-2013 ET EN 2013-2014.

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2013-2014 (DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014) POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE ET À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE OU À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.64 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P. 69 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
BUDGET : 59.2 M \$
LIVRAISON : 2013-05-01

B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY
BUDGET : 31.6 M \$
LIVRAISON : 2014-2015

NOM DU PROJET : REHAUSSEMENT SÉCURITÉ PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
BUDGET : 9.9 M \$
LIVRAISON : 2015-2016

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET : 72.9 M\$ (71.6 + 1.3)
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
LIVRAISON: 2018-2019

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET : 6,0 M \$
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2015-2016

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET : 46 M \$
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2018-2019

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET : 53 M \$
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGES PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
BUDGET : 19.7 M \$
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE
BUDGET : 9,3 M\$
PQI 2014-2024
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2016-2017

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE II – AGRANDISSEMENT DES ESPACES

BUDGET : 25,0 M\$

LIVRAISON : PQI 2014-2024
PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : GATINEAU – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 3,6 M\$

LIVRAISON : PQI 2014-2024
PROJET EN PLANIFICATION
2015-2016

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

P. 70 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2006 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2013-2014

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
ALMA	42 156.58 \$	6 030.40 \$
MONTRÉAL	7 784.75 \$	7 784.7514 \$
QUÉBEC	749.28 \$	749.28 \$
TERREBONNE	26 035.24 \$	26 035.24 \$
TROIS-RIVIÈRES	479.45 \$	479.45 \$
TOTAL	77 205.30 \$	41 079.12 \$

P. 71 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2006 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR 2013-2014 POUR L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE.

TOTAL	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	5 295 932 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	30 286 754 \$
PROJETS	11 116 227 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	46 698 913 \$

IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES.

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D'IMMOBILISATION (PQI) 2013-2023

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) SON PQI DES PROJETS IMMOBILIERS 2013-2023. LE SCT A APPROUVÉ CE PQI LE 24 AVRIL 2013.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PQI DEPUIS 2013

PALAIS DE JUSTICE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

LE CT A AUTORISÉ LE MJQ À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD. LE 24 NOVEMBRE 2009, LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) A AUTORISÉ LA RÉALISATION DU PROJET POUR UN MONTANT DE 59,2 M\$. LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI), AUPARAVANT LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC, A LIVRÉ LE PROJET EN AVRIL 2013 À UN COÛT INFÉRIEUR, SOIT 56,5 M\$. L'INAUGURATION OFFICIELLE A EU LIEU EN JUIN 2013.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY. LE CT AUTORISAIT LE MJQ À EFFECTUER CES TRAVAUX. LE 18 OCTOBRE 2011, LE SCT A AUTORISÉ LA RÉALISATION DU PROJET POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 30,5 M\$. LA LIVRAISON DU PROJET PAR LA SQI EST PRÉVUE POUR OCTOBRE 2014. JUSQU'À PRÉSENT, LE PROJET RESPECTE LE CADRE BUDGÉTAIRE AUTORISÉ PAR LE SCT.

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. COMPTE TENU DU COÛT PRÉVU, CE PROJET A ÉTÉ INSCRIT À LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GOUVERNANCE DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2010. LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL LE 20 MARS 2013 POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LES TRAVAUX DEVRAIENT DÉBUTER EN MAI 2016 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE POUR JUIN 2018.

LES PROFESSIONNELS ONT PRÉSENTÉ LE CONCEPT PRÉLIMINAIRE AU PRINTEMPS 2014.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL – REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

LE PROJET A POUR OBJECTIF DE REHAUSSER LES MESURES DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. IL EST EFFECTUÉ CONJOINTEMENT AVEC LE PROJET DE MAINTIEN D'ACTIF DE LA SQI QUI EST DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EXISTANTS. LE PROJET PRÉVOIT AINSI L'INSTALLATION D'ARCHES DE MÉTAL ET DES APPAREILS DE RAYONS X. LE SCT APPROUVÉ CES DEUX PROJETS QUI SONT EN COURS DE RÉALISATION.

LE COÛT POUR CES DEUX PROJETS S'ÉLÈVE À 20,3 M\$, SOIT 9,9 M\$ POUR LE REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ (MJQ) ET 10,4 M\$ POUR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ (SQI).

LES DEUX PROJETS SERONT COMPLÉTÉS POUR SEPTEMBRE 2015.

PROJETS EN PLANIFICATION ET RÉSERVE

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ.

LE PROJET SERA SOUMIS À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE. LE MJQ PRÉPARERA UN DOSSIER STRATÉGIQUE QUI SERA AUTORISÉ PAR LA MINISTRE AFIN DE RÉALISER LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL À PRÉSENTER À LA SQI.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L'AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D'ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

LE PROJET CONSISTE À RÉNOVER LE SECTEUR DES BUREAUX POUR LA MAGISTRATURE. C'EST UN PROJET DE MAINTIEN D'ACTIF. CE PROJET EST JUSTIFIÉ, CAR LE PALAIS DE JUSTICE A ÉTÉ INAUGURÉ EN 1970. TOUTEFOIS, IL EST REPORTÉ DEPUIS QUELQUES ANNÉES ÉTANT DONNÉ LE CONTEXTE BUDGÉTAIRE.

LE COÛT ESTIMÉ POUR LES TRAVAUX EST ESTIMÉ À 19,6 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS.

AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT - NOUVELLES INITIATIVES

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES, D'UNE SALLE D'AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET POUR LES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES.

LE PROJET NÉCESSITERA LA RELOCALISATION DE CERTAINS SERVICES À L'INTÉRIEUR DU PALAIS ET LA CONSTRUCTION D'ESPACES POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DONT UNE PARTIE DES COÛTS SERONT ASSUMÉS PAR LE MJQ. LES DEUX CT SONT EN PRÉPARATION POUR LES DEUX ÉTAPES DE LA PHASE 1.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 9,3 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET DE PHASE 2 PERMETTRA NOTAMMENT L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET DES LOCAUX NÉCESSAIRES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 2 EST ESTIMÉ À 25,0 M\$

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DUS À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE D'AUDIENCE POUR LES MÉGAPROCÈS.

UN CT EST EN PRÉPARATION POUR L'AUTORISATION DES TRAVAUX PAR LE SCT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 3,6 M\$.

AUTRES PROJETS INSCRITS AU PQI

AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT – PROJETS À L'ÉTUDE

CERTAINS PROJETS SONT INSCRITS AU PQI AFIN DE PRÉPARER DES ÉTUDES. ILS POURRAIENT FAIRE L'OBJET DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT IMPORTANTS. LES COÛTS INSCRITS AU PQI REPRÉSENTENT SEULEMENT LES COÛTS ESTIMÉS POUR EFFECTUER LES ÉTUDES.

PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE SOREL

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

2.0 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

À LA SUITE DES RECOMMANDATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (VG) DE NOVEMBRE 2009 SUR L'UTILISATION DES SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE, LE MJQ AVAIT DÉCIDÉ DE SURSEOIR À LA RÉALISATION DE CERTAINS PROJETS AFIN D'ANALYSER SON OFFRE DE SERVICE DANS L'ENSEMBLE DE SES PALAIS DE JUSTICE. DEPUIS LE PQI DE 2010-2015, LE MJQ PRÉSENTE DES PROJETS DE RÉNOVATION POUR LES PALAIS DE JUSTICE EN INTÉGRANT LES RECOMMANDATIONS DU VG.

P. 73 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES

PALAIS DE JUSTICE	2013-2014	PRÉVISIONS 2014-2015
GOUIN		ÉTÉ-AUTOMNE 2014 REPLACEMENT DE L'APPAREIL À RAYON X
TRIBUNAL DE LA JEUNESSE		
COUR D'APPEL		
MONTRÉAL		AUTOMNE 2015 PROJET MODERNISATION ET REHAUSSEMENT DE LA SÉCURITÉ INSTALLATION DE 14 ARCHES DE DÉTECTION ET DE 14 RAYONS X- (ST-ANTOINE ET RUE NOTRE-DAME) 2 TAMBOURS SÉCURISÉS (RUE ST-LAURENT ET ALLÉE DES HUISSIERS) ET 6 PORTILLONS (ENTRÉE DU PERSONNEL)
ARCHES MOBILES	ACHAT DE DEUX ARCHES MOBILES DÉPLOYÉES LORS DU REHAUSSEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS JUDICIAIRES PARTICULIÈRES	

MINISTÈRE

COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2006-2007

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (\$) (SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)	
1	AMQUI		95 397,0
	MATANE		255 750,0
	MONT-JOLI		143 631,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT		494 778,0
2	CHIBOUGAMAU		165 979,0
	DOLBEAU		47 749,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-ST-JEAN		213 728,0
3	SOUS-TOTAL RÉGION 03 : QUÉBEC		0,0
4	LA TUQUE		140 959,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS		140 959,0
5	GRANBY		1 189 899,0
	MAGOG		45 843,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE		1 235 742,0
6	SOUS-TOTAL RÉGION 06 : MONTRÉAL		
7	MANIWAKI		145 319,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS		145 319,0
8	VAL D'OR		804 782,0
	LA SARRE		103 477,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		908 259,0
9	FORESTVILLE		47 268,0
	COUR ITINÉRANTE		67 714,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD		114 982,0
10	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD		2 541 260,0
11	HAVRE-AUBERT		121 031,0
	STE-ANNE-DES-MONTS		155 284,0
	GASPÉ		53 357,0
	CARLETON		88 519,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		418 191,0
12	SOUS-TOTAL RÉGION 12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES		0,0
13	SOUS-TOTAL RÉGION 13 : LAVAL		2 753 614,0
14	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE		0,0
15	STE-AGATHE-DES-MONTS		15 423,0
	LACHUTE		35 213,0
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES		50 636,0
16	SOUS-TOTAL RÉGION 16 : MONTÉRÉGIE		0,0
17	SOUS-TOTAL RÉGION 17 : CENTRE DU QUÉBEC		0,0
		TOTAL	12 740 062,0

P. 75 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012 2013 ET 2013 2014 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. CHAMBRE CIVILE;
- B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
- C. CHAMBRE CRIMINELLE;
- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2013:

- A. CHAMBRE CIVILE;
DOSSIERS OUVERTS : 65 942
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 229
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 269
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 291

- B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
DOSSIERS OUVERTS : 18 938
DÉLAI D'AUDITION : 410

- C. CHAMBRE CRIMINELLE;
DOSSIERS OUVERTS : 167 606
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 59
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 157
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 172

- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.
DOSSIERS OUVERTS - DÉLINQUANCE : 15 237
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 34
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 58

DOSSIERS OUVERTS - PROTECTION : 7 888
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 40

DOSSIERS OUVERTS - ADOPTION : 860
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 29

P. 76 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2013	
TOTAL	18 938
3 000,00 \$ ET MOINS	10 527
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 078
5 000,01 \$ ET PLUS	5 333

P. 77 POUR 2012-213 ET 2013-2014, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

NOMBRE TOTAL DE BREF D'EXÉCUTION
ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES

ANNÉE CIVILE 2013	
TOTAL	5 305
JANVIER	398
FÉVRIER	417
MARS	410
AVRIL	520
MAI	528
JUIN	408
JUILLET	493
AOÛT	415
SEPTEMBRE	450
OCTOBRE	435
NOVEMBRE	438
DÉCEMBRE	393

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P. 78 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 (OU ANNÉES CIVILES).

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2013

TOTAL : 906

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2013

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 27 286

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 27 609

MINISTÈRE

	2013-2014
CÉLÉBRANTS	4866

P. 81 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014.

MINISTÈRE

	2013-2014
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	4 701

MINISTÈRE

LE TAUX D'UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D'AUDIENCE POUR LES ANNÉES CIVILES 2009, 2010, 2011, 2012 ET 2013. LES SÉANCES DE JUILLET ET D'AOUT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES PUISQU'ELLES NE REFLÈTENT PAS L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE.

PALAIS DE JUSTICE ⁽¹⁾	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)				
		2009	2010	2011	2012	2013
RIMOUSKI	4	54,10%	54,70%	56,20%	64,40%	56,63%
NEW-CARLISLE	3	50,30%	41,70%	41,70%	55,60%	41,08%
PERCE	3	33,00%	30,90%	39,60%	44,20%	44,25%
HAVRE-AUBERT	1	19,80%	21,50%	22,50%	21,60%	22,50%
AMQUI	1	33,50%	33,00%	28,30%	29,70%	32,25%
MATANE	1	46,30%	45,80%	50,00%	63,10%	48,75%
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	47,30%	60,00%	68,50%	67,20%	70,75%
MONT-JOLI	1	14,30%	16,00%	22,00%	24,10%	28,50%
GASPE	1	8,80%	9,50%	7,50%	8,40%	8,25%
CARLETON	1	9,30%	8,50%	8,80%	10,90%	7,50%
SAGUENAY (CHICOUTIMI)	9	44,00%	47,00%	49,50%	52,00%	49,89%
ROBERVAL - OBEDIJWAN	3	45,00%	46,10%	48,40%	56,60%	55,92%
ALMA	4	29,90%	32,90%	38,90%	37,30%	39,06%
SAGUENAY (JONQUIERE) ⁽²⁾	1	0,30%				
CHIBOUGAMAU	2	14,30%	14,40%	15,40%	13,00%	12,13%
DOLBEAU	1	14,80%	14,30%	15,50%	13,40%	19,00%
QUEBEC	36	59,70%	59,20%	63,60%	66,90%	66,68%
THETFORD-MINES	4	29,10%	28,40%	31,30%	33,40%	29,38%
LA MALBAIE	2	37,30%	38,90%	40,30%	47,80%	40,75%
RIVIERE-DU-LOUP	5	40,70%	40,50%	46,10%	46,10%	49,35%
MONTMAGNY	2	48,00%	53,00%	53,50%	58,80%	50,75%
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	5	36,30%	41,30%	40,80%	46,30%	42,40%
TROIS-RIVIERES	9	55,80%	60,10%	56,70%	60,20%	66,19%
DRUMMONDVILLE	4	56,20%	58,30%	61,30%	64,70%	63,69%
SHAWINIGAN	5	36,90%	40,50%	45,30%	42,50%	41,20%
VICTORIAVILLE	4	53,30%	55,50%	53,70%	58,50%	55,44%
LA TUQUE	1	46,00%	54,80%	59,30%	49,40%	41,25%
SHERBROOKE	12	49,80%	49,00%	49,80%	50,50%	51,85%
COWANSVILLE	2	29,00%	39,60%	38,50%	41,70%	38,00%
GRANBY	6	55,30%	53,50%	49,90%	52,10%	50,92%
MAGOG	1	6,80%	8,00%	6,00%	7,50%	7,00%
LAC-MEGANTIC	1	32,50%	47,80%	36,00%	32,80%	28,50%
MONTREAL	88	65,60%	66,00%	62,60%	67,60%	68,33%
LONGUEUIL	20	63,00%	60,40%	63,20%	67,80%	57,94%
MONTRÉAL - CH. DE LA JEUNESSE	18	41,90%	41,70%	43,90%	43,30%	41,44%
LAVAL	13	51,20%	51,70%	51,30%	55,10%	53,42%
GATINEAU	13	59,30%	63,00%	66,10%	64,50%	65,17%
CAMPBELL'S-BAY	2	10,90%	11,80%	13,10%	19,40%	10,63%
MONT-LAURIER	3	47,20%	52,60%	46,00%	45,40%	50,58%
MANIWAKI	2	32,30%	31,60%	29,90%	33,80%	25,38%
ROUYN-NORANDA	3	49,60%	55,90%	53,70%	54,80%	57,08%

PALAIS DE JUSTICE ⁽¹⁾	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)				
		2009	2010	2011	2012	2013
AMOS	5	21,80%	19,00%	25,10%	27,00%	40,55%
VILLE-MARIE	2	47,10%	46,30%	42,10%	44,80%	39,63%
VAL-D'OR	4	56,30%	60,30%	61,10%	59,70%	62,31%
LA SARRE	1	38,50%	32,80%	32,50%	35,60%	32,75%
SEPT-ILES	4	44,60%	36,30%	21,60%	26,30%	26,31%
BAIE-COMEAU	4	34,10%	35,10%	41,10%	42,20%	37,00%
FORESTVILLE	1	16,00%	14,30%	10,50%	14,40%	13,50%
SAINT-JEROME	17	59,60%	58,90%	59,80%	58,40%	64,40%
JOLIETTE	12	48,50%	50,20%	57,50%	63,80%	61,46%
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	1	14,00%	9,50%	9,00%	5,00%	5,00%
LACHUTE	1	7,00%	5,30%	6,00%	5,60%	6,50%
SAINT-HYACINTHE	6	50,00%	46,88%	56,42%	62,54%	60,88%
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	56,10%	57,40%	54,60%	55,30%	54,60%
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD ⁽³⁾	10	65,60%	67,30%	71,10%	77,90%	58,83%
SOREL-TRACY	5	35,10%	37,20%	39,40%	40,20%	42,55%
COUR D'APPEL - QUÉBEC	3	29,60%	26,30%	28,80%	24,70%	27,42%
COUR D'APPEL - MONTRÉAL	4	38,10%	43,10%	40,80%	38,80%	41,38%

⁽¹⁾ LES DONNÉES DES COURS ITINÉRANTES DU NORD-DU-QUÉBEC ET DE LA BASSE CÔTE-NORD NE PAS INCLUSES. LA MAJORITÉ DE CES SÉANCES NE SONT PAS TENUES DANS DES IMMEUBLES SANS AMÉNAGEMENTS PERMANENTS DE SALLE D'AUDIENCE.

⁽²⁾ DEPUIS QUE LE CENTRE DE SERVICES DE SAGUENAY (ARRONDISSEMENT JONQUIÈRE) EST DEVENU UN POINT DE SERVICE ITINÉRANT, LES SÉANCES SONT INCLUSES AVEC CELLES DU PALAIS DE JUSTICE DE SAGUENAY (ARRONDISSEMENT CHICOUTIMI).

⁽³⁾ DE 2009 À 2012, LE PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD AVAIT 8 SALLES D'AUDIENCE. À PARTIR DE 2013, IL Y A MAINTENANT 10 SALLES D'AUDIENCES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC		108
QUÉBEC	39	
BUREAU DU DIRECTEUR	9	
BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION	2	
BUREAU DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DES POURSUIVANTS	2	
BUREAU DES AFFAIRES EXTÉRIEURES	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	17	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	13	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	6	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	9	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4	
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	1	
CHARLEVOIX		1
LA MALBAIE	1	
MONTMAGNY		2
MONTMAGNY	2	
BEAUCE		4
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	4	
RIMOUSKI		8
AMQUI	0	
MATANE	3	
MONT-JOLI	0	
RIMOUSKI	4	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
KAMOURASKA		6
RIVIÈRE-DU-LOUP	5	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
GASPÉ		4
PERCÉ	3	
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	
BONAVENTURE		3
CARLETON-SUR-MER	0	
NEW CARLISLE	3	
BAIE-COMEAU		4
BAIE-COMEAU	4	
MINGAN		4
COUR ITINÉRANTE	0	
SEPT-ÎLES	4	
ROBERVAL		5
ROBERVAL	5	
CHICOUTIMI		11
CHICOUTIMI	9	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
ALMA		3
ALMA	3	
TROIS-RIVIÈRES		18
TROIS-RIVIÈRES	15	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
ARTHABASKA		4
VICTORIAVILLE	4	

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
SAINT-MAURICE		9
LA TUQUE	1	
SHAWINIGAN	8	
DRUMMOND		4
DRUMMONDVILLE	4	
SAINT-FRANÇOIS		17
SHERBROOKE	13	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
BEDFORD		6
COWANSVILLE	0	
GRANBY	5	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
FRONTENAC		2
THETFORD MINES	2	
LONGUEUIL		41
LONGUEUIL	32	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	4	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5	
IBERVILLE		6
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	
BEAUHARNOIS		15
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	12	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
RICHELIEU		4
SOREL	4	
SAINT-HYACINTHE		26
SAINT-HYACINTHE	7	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	19	
MONTRÉAL		236
MONTRÉAL	116	
BUREAU DU DIRECTEUR	1	
BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION	1	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	8	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	4	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	20	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	45	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	21	
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	20	
TERREBONNE		24
SAINT-JÉRÔME	21	
BUREAU SERVICE-CONSEIL	0	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
TÉMISCAMINGUE		0
VILLE-MARIE	0	
ABITIBI		20
AMOS	11	
GRAND NORD	0	
KUUJUAQ	1	
LA SARRE	0	
MATAGAMI	0	
SENNETERRE	0	
VAL-D'OR	7	
CHIBOUGAMAU	0	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
LABELLE		3
MANIWAKI	1	
MONT-LAURIER	2	
PONTIAC		0
CAMPBELL'S BAY	0	
GATINEAU		30
GATINEAU	24	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4	
ROUYN-NORANDA		7
ROUYN	6	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
LAVAL		14
LAVAL	11	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
JOLIETTE		21
JOLIETTE	16	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	
GRAND TOTAL		670

P. 84 POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDICER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2013-2014, HUIT PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014, IL Y A EU UN PROCUREUR CADRE QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION. IL S'AGIT DE ME JEAN-FRANÇOIS BOUVETTE.

P. 86 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2012 2013 ET 2013 2014. (EX : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
QUÉBEC				
QUÉBEC	2	5	2	1
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE			1	1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ			1	1
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ			9	
CHARLEVOIX				
LA MALBAIE				
MONTMAGNY				
MONTMAGNY				
BEAUCE				
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				
RIMOUSKI				
AMQUI				
MATANE				
MONT-JOLI				
RIMOUSKI		1		
KAMOURASKA				
RIVIÈRE-DU-LOUP				
GASPÉ				
PERCÉ				
SAINTE-ANNE-DES-MONTS				
BONAVENTURE				
CARLETON-SUR-MER				
NEW CARLISLE				
BAIE-COMEAU				
BAIE-COMEAU				
MINGAN				
COUR ITINÉRANTE				
SEPT-ÎLES				
OBERVAL				
ROBERVAL				
CHICOUTIMI				
CHICOUTIMI				
ALMA				
ALMA				
TROIS-RIVIÈRES				
TROIS-RIVIÈRES		1		2
ARTHABASKA				
VICTORIAVILLE				
SAINT-MAURICE				
LA TUQUE				
SHAWINIGAN				
DRUMMOND				
DRUMMONDVILLE				
SAINT-FRANÇOIS				
SHERBROOKE		1		
BEDFORD				
COWANSVILLE				
GRANBY				
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1		

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
FRONTENAC				
THETFORD-MINES				
LONGUEUIL				
LONGUEUIL	2	3		
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	1		
IBERVILLE				
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU				
BEAUHARNOIS				
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		2		
RICHELIEU				
SOREL				
SAINT-HYACINTHE				
SAINT-HYACINTHE		1		
MONTRÉAL				
MONTRÉAL	12	14		8
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE			1	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ			5	7
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	2		42	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	3		
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION			7	18
TERREBONNE				
SAINT-JÉRÔME		2	1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ			1	
TÉMISCAMINGUE				
VILLE-MARIE				
ABITIBI				
AMOS				
GRAND NORD				
KUUJUAQ				
LA SARRE				
MATAGAMI				
SENNETERRE				
VAL-D'OR				
CHIBOUGAMAU				
LABELLE				
MANIWAKI				
MONT-LAURIER				
PONTIAC				
CAMPBELL'S BAY				
GATINEAU				
GATINEAU	1	2		
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ			1	
ROUYN-NORANDA				
ROUYN				
LAVAL				
LAVAL	2	1	1	1
JOLIETTE				
JOLIETTE	2	2	3	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1		
GRAND TOTAL	27	41	75	39

Note :

LES PROCUREURS PRÉSENTÉS DANS LE TABLEAU SONT CEUX DONT LES DOSSIERS SPÉCIALISÉS REPRÉSENTENT PLUS DE 50 % DE LEUR TÂCHE.

LE NOMBRE DE DOSSIERS SPÉCIALISÉS VARIE D'UN POINT DE SERVICE À L'AUTRE ET DANS CERTAINS POINTS DE SERVICE AUCUN PROCUREUR N'EST AFFECTÉ SPÉCIFIQUEMENT. À CET EFFET, LES PROCUREURS AFFECTÉS ASSURENT ÉGALEMENT LE TRAITEMENT DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS.

MINISTÈRE

DÉLAI D'AUDITION MOYEN - ANNÉE CIVILE 2013

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC - CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE		
	MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2013	2013	2013
RÉGION 01			
RIMOUSKI	53,3	141,6	155,3
AMQUI	20,1	20,1	85,7
MATANE	38,9	42,0	56,4
MONT-JOLI	30,0	79,1	120,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	40,6	111,5	153,5
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	53,3	141,6	155,3
ROBERVAL	20,1	20,1	85,7
ALMA	38,9	42,0	56,4
CHIBOUGAMAU	30,0	79,1	120,3
DOLBEAU*	40,6	111,5	153,5
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,8	42,6	42,6
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	59,3	75,9	264,3
SHAWINIGAN	30,5	102,5	188,0
LA TUQUE	56,8	103,6	118,3
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	62,8	66,1
COWANSVILLE	35,0	9,7	159,9
GRANBY	35,0	9,7	159,9
LAC MÉGANTIC	89,6	94,8	165,4
RÉGION 06			
MONTRÉAL	78,0	242,5	278,3
RÉGION 07			
HULL	45,0	103,3	112,5
CAMPBELL'S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	221,7
MONT-LAURIER	75,0	97,9	136,0
RÉGION 08			
ROUYN	41,0	99,6	99,6
AMOS	46,5	112,8	112,8
VILLE-MARIE	16,8	62,5	62,5
VAL D'OR	40,1	180,9	180,9
LA SARRE	69,4	129,8	129,8
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	145,9	154,6	159,6
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	161,8	165,8	177,8
BAIE-COMEAU	53,3	80,7	110,8

RÉGION 11				
NEW-CARLISLE	18,0	20,2	20,2	
PERCÉ	60,0	57,3	105,8	
HÂVRE-AUBERT	29,0	29,0	29,0	
STE-ANNE-DES-MONTS	36,8	36,8	188,9	
CARLETON*	68,2	N/A	N/A	
RÉGION 12				
THEDFORD-MINES	86,3	151,0	162,0	
MONTMAGNY	25,0	40,0	45,0	
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	45,0	125,0	165,0	
RÉGION 13				
LAVAL	91,7	157,9	179,5	
RÉGION 14				
JOLIETTE	69,5	74,5	200,6	
RÉGION 15				
ST-JÉROME	60,0	134,8	141,3	
STE-AGATHE-DES-MONTS**	N/A	N/A	N/A	
RÉGION 16				
LONGUEUIL	44,8	253,1	294,2	
ST-HYACINTHE	40,4	220,8	168,0	
ST-JEAN	60,5	218,8	260,7	
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	45,0	188,1	337,3	
SOREL	55,9	171,7	159,9	
RÉGION 17				
DRUMMONDVILLE	45,0	88,5	88,5	
VICTORIAVILLE	76,3	142,3	160,3	

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

DÉLAI D'AUDITION MOYEN - ANNÉE CIVILE 2013

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC - CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	
	MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2013	2013
RÉGION 01		
RIMOUSKI	132,7	132,7
AMQUI	52,1	52,1
MATANE	57,0	77,1
MONT-JOLI	54,0	65,8
RIVIÈRE-DU-LOUP	349,2	100,7
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	58,5	54,3
ROBERVAL	40,8	40,8
ALMA	65,2	65,2
CHIBOUGAMAU	42,8	42,8
DOLBEAU	70,0	62,5
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	90,0	94,8
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	108,4	128,0
SHAWINIGAN	52,5	70,0
LA TUQUE	114,5	115,0
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	135,8
COWANSVILLE	91,2	105,3
GRANBY	101,2	109,9
LAC MÉGANTIC	89,9	96,3

RÉGION 06		
MONTRÉAL	79,8	85,1
RÉGION 07		
HULL	90,0	175,8
CAMPBELL'S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	138,1	138,1
RÉGION 08		
ROUYN	100,3	100,3
AMOS	74,0	74,0
VILLE-MARIE	28,0	30,8
VAL D'OR	67,7	67,7
LA SARRE	66,6	66,6
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	134,7	175,1
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	165,5	174,7
BAIE-COMEAU	99,0	117,8
RÉGION 11		
NEW-CARLISLE	32,8	32,8
PERCÉ	58,5	60,3
HÀVRE-AUBERT	30,1	30,2
STE-ANNE-DES-MONTS	49,7	61,4
CARLETON*	8,7	N/A
RÉGION 12		
THEDFORD-MINES	65,3	62,4
MONTMAGNY	30,0	90,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	112,5	92,5
RÉGION 13		
LAVAL	99,9	90,3
RÉGION 14		
JOLIETTE	71,9	60,0
RÉGION 15		
ST-JÉROME	55,0	88,0
STE-AGATHE-DES-MONTS**	N/A	N/A
RÉGION 16		
LONGUEUIL	48,7	117,1
ST-HYACINTHE	129,3	136,9
ST-JEAN	245,7	245,2
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	106,8	207,0
SOREL	68,4	68,4
RÉGION 17		
DRUMMONDVILLE	30,0	167,5
VICTORIAVILLE	78,8	91,8

* SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

** LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE PÉNALE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

P. 88 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.

MINISTÈRE

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION P. 87.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE - NON JUDICIARISATION PAR TYPE D'INFRACTION - 2013-2014

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D'UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	334 B)	2 526	37,98
POSSESSION SIMPLE D'UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	2 382	35,81
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	439	6,60
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)	334	5,02
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	199	2,99
MÉFAIT À L'ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	240	3,61
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)B)	9	0,14
FRAUDE À L'ÉGARD D'UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)B)	136	2,04
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L'EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 A)	24	0,36
RECEL D'UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	355 B)	58	0,87
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	15	0,23
INFRACTIONS DIVERSES	-	289	4,35
TOTAL		6 651	100 %

STATISTIQUE RELATIVE À LA NON JUDICIARISATION - 2013-2014

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	18	
		CHIBOUGAMAU	3	
	640	GRAND NORD	39	
		620	LA SARRE	22
	635	LG-2	12	
	625	SENNETERRE	4	
	615	VAL D'OR	42	
				140
ALMA	160	ALMA	73	
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	117	
BAIE-COMEAU	655	BAIE COMEAU	52	
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	147	
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	219	
BEDFORD	455	COWANSVILLE	77	
		460	GRANBY	70
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	29	
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	58	
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	202	
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	82	
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	34	
GASPÉ	115	HAVRE-AUBERT	7	
		110	PERCÉ	16
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	6	
				29

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
GATINEAU	550	GATINEAU	495	
				495
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	105	
				105
JOLIETTE	705	JOLIETTE	444	
				444
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	90	
				90
LABELLE	565	MANIWAKI	21	
	560	MONT LAURIER	46	
				67
LAVAL	540	LAVAL	417	
				417
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	310	
				310
MÉGANTIC	480	LAC-MÉGANTIC	6	
				6
MINGAN	652	COUR INÉRANTE	28	
	650	SEPT-ÎLES	14	
				42
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	45	
				45
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	49	
	850	VILLE DE MONTRÉAL	546	
				595
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	5	
				5
QUÉBEC	200	QUÉBEC	922	
				922
RICHELIEU	765	SOREL	77	
				77
RIMOUSKI	120	AMQUI	11	
	125	MATANE	28	
	135	MONT JOLI	15	
	100	RIMOUSKI	78	
				132
ROBERVAL	155	ROBERVAL	82	
				82
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	63	
				63
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	242	
				242
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	122	
				122
SAINT-AURICE	425	LA TUQUE	14	
	410	SHAWINIGAN	82	
				96
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	28	
				28
TÉRREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	709	
				709
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	228	
				228
GRAND TOTAL				6 651

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE 3

2014-2015 : AUCUNE PRÉVISION POSSIBLE.

2013-2014 : TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS : 4 939 230 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS : 102 948 \$

MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE 3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUE :

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ASSURE, DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE 2010 EN VERTU DU NOUVEAU CHAPITRE III DE LA LOI, LA GESTION DES HONORAIRES DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE QUI AGISSENT DANS LES MÉGAPROCÈS ET DONT LES CLIENTS SONT ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE OU QUI ONT OBTENU UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE ENJOIGNANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ASSUMER LES ÉMOLUMENTS DE CES PROCUREURS. DE PLUS, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES GÈRE LES HONORAIRES DES AVOCATS QUI AGISSENT DANS LE CADRE D'UNE DÉSIGNATION D'AVOCAT ORDONNÉE EN VERTU DU CODE CRIMINEL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

P. 91 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014. INDICER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2013-2014

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
TIVON BRADSHAW 500-01-016927-037	DÉSACCORD DU JURY 9 JUILLET 2013

P. 92 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2012-2013 ET 2013-2014. INDICHER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDICHER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2014-2015.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2013-2014 : 1

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
7 ET 8 MAI 2013	EDMONTON (ALBERTA)	ME CLAUDE LACHAPPELLE ET ME SABIN OUELLET	4 508 \$

DEPUIS DÉCEMBRE 2013, DES TRAVAUX ONT ÉTÉ AMORCÉS PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP) DU MJQ EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE SUIVANT L'ART. 717 (1) DU CODE CRIMINEL, À L'EXEMPLE DE LA PLUPART DES JURIDICTIONS CANADIENNES QUI ONT ADOPTÉ DE TELS PROGRAMMES. DANS LE COURS DE CES TRAVAUX ET SELON LES MODALITÉS QUI RESTENT À DÉFINIR, DES ÉLÉMENTS DE JUSTICE RÉPARATRICE POURRAIENT ÉGALEMENT ÊTRE ÉLABORÉS EN FAVORISANT LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU À LA SOCIÉTÉ. LES PROGRAMMES AINSI ÉLABORÉS TIENDRAIENT COMPTE DES LEURS BESOINS. COMME NOUS EN SOMMES QU'AU DÉBUT DES TRAVAUX, IL EST DIFFICILE DE PRÉVOIR LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES D'UN TEL PROGRAMME.

MINISTÈRE

SHARQC	2013-2014
RÉMUNÉRATION	98 047 \$
FONCTIONNEMENT	111 819 \$
ETC	1,55

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

2014-2015 : AUCUNE PRÉVISION POSSIBLE.

	SHARQC. I	SHARQC. II
2013-2014 :	TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS : 3 324 288 \$	650 375 \$
	TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS : 35 272 \$	0 \$

LA COMMISSION EN PARTENARIAT AVEC LE CCJ DE MONTRÉAL A AFFECTÉ UN AVOCAT RÉGULIER AU PROCÈS SHARQC. DE PLUS, LA COMMISSION A VERSÉ DES HONORAIRES À QUARANTE-SIX (46) AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU 1ER AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

OPÉRATION SHARQC 2013-2014	
DÉPENSES	MONTANT
RÉMUNÉRATION	2 207 801 \$
ASSIGNATION	22 222 \$
CELLULAIRES	445 \$
COTISATIONS PROFESSIONNELLES	27 127 \$
FOURNITURES DE BUREAU	7 195 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT	64 035 \$
INDEMNITÉS AUX TÉMOINS	1 684 \$
LOCATION DE STATIONNEMENTS	201 \$
LOYER ET AMÉNAGEMENT	349 439 \$
MESURES DE SÉCURITÉ	39 346 \$
SERVICES AUXILIAIRES	16 553 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	5 164 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	383 \$
	2 741 593 \$

AU TOTAL, 25 PROCUREURS, UN SOUTIEN ET UN TECHNICIEN EN DROIT ONT TRAVAILLÉ À L'OPÉRATION SHARQC AU COURS DE L'EXERCICE 2013-2014. CE CI REPRÉSENTE, À TEMPS COMPLET, 18 PROCUREURS, UN SOUTIEN ET UN TECHNICIEN.

MINISTÈRE

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. PGQ ET SYSTÈME DE CONSTRUCTION ET MINES SMS/COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. P.G.Q. ET SIGNALISATION SMG2 INC. 200-09-008109-131	APPEL D'UNE DÉCISION RENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN FÉVRIER 2013, AYANT REJETÉ DEUX RECOURS EN GARANTIE ENTREPRIS PAR JEVCO CONTRE LE PGQ, LESQUELS ONT TRAIT À DES RÉCLAMATIONS DE SOUS-TRAITANTS IMPLIQUÉS DANS UN CHANTIER DE CONSTRUCTION DU MTQ	INTIMÉ	05-08-2013	21-01-2014	17-04-2014		
CONFÉRENCE DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS DU Q. C. P.G.Q. 500-09-022600-126	RÉMUNÉRATION DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS	INTIMÉ	16-04-2012	16-11-2012	14-02-2013	07-11-2013	EN DÉLIBÉRÉ 26-05-2014
GESTION GABERT INC. C. P.G.Q. 655-17-000335-128	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER	DÉFENDEUR	REQUÊTE REJETÉE LE 28-03-2014				
MARIE-ÈVE ÉTHIER C. C.N., C.L.P., C.S.S.T. ET P.G.Q. 200-09-008261-148	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. AYANT REJETÉ LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA C.L.P. (CONFIRMANT LA DÉCISION DE LA C.S.S.T.)	MIS EN CAUSE	16-04-2014				
P.G.Q. C. ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC ET ALS ET P.G.C. 200-17-011000-098 200-09-008126-135	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ DU P.G.Q.	APPELANT	18-11-2013 - LA JUGE BÉLANGER A DÉFÉRÉ LA REQUÊTE POUR PERMISSION À UN BANC DE 3 JUGES QUI POURRA ÉGALEMENT SE PRONONCER SUR LE BIEN-FONDÉ DE L'APPEL	17-01-2014	21-03-2014		EN DÉLIBÉRÉ POUR 200-09-008126-135 16-05-2014
P.G.Q. C. CONSORTIUM KATZ 200-09-007553-115	EN APPEL D'UNE DÉCISION DE LA C.S. - MANQUEMENT DU MNRF À SON OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT LORS DE L'OCTROI D'UN CONTRAT DE RÉNOVATION CADASTRALE - EXCLUSION DE LA CLAUSE D'EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ	APPELANT	14-02-2011	11-04-2012 + MÉM. APP-INT. INCIDENT LE 07-11-2012	15-10-2012		AUDITION À L'AUTOMNE 2014

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q. c. McKINNON	IL S'AGIT D'UN APPEL D'UNE DÉCISION DE LA C.S. EN MATIÈRE D'INHABILITÉ D'UN ÉLU EN VERTU DE LA L.É.R.M.	APPELANT	07-01-2013	24-04-2013	15-07-2013		
P.G.Q. c. SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AL 200-09-008264-142	APPEL D'UN JUGEMENT AYANT INVALIDÉ LES DISPOSITIONS DE LA LOI PRÉVOYANT LA NON-RÉTROACTIVITÉ DES AJUSTEMENTS SALARIAUX LORS D'UN EXERCICE DE MAINTIEN D'ÉQUITÉ SALARIALE	INTIMÉ	21-02-2014	21-06-2014	11-09-2014		
PATRICK GENOIS C. AUDREY GRAVEL ET P.G.Q. 200-09-008205-137	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. SUR UNE REQUÊTE EN MODIFICATION D'UNE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANT	MIS EN CAUSE	17-12-2013			MÉMOIRE REMPLACÉ PAR UNE ARGUMENTA- TION ÉCRITE. LE JUGE ÉTABLIT AVEC LES PARTIES UNE ÉCHÉANCE POUR LA PRODUCTION DE LEUR ARGUMENTATION.	CONVENTION INTERVE- NUE À LA SUITE D'UNE MÉDIATION JUDICIAIRE ET HOMOLOGUÉE PAR LA C.A. LE 6 MARS 2014
RENVOI RELATIF À LA LOI SUR LA PROTEC- TION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES 500-09-014067-037	COMPÉTENCE FÉDÉRALE SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNE- MENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ	APPELANT	23-12-2003	15-11-2006	16-02-2007	30-03-2007	RÉÉVALUATION DU MAINTIEN DE CE RENVOI VS JUGEMENT PAR LA CSC LE 22-12-2011 DANS LE RENVOI RELATIF À LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES (2011 CSC 66)
A.J. c. S.V. ET AL 500-08-000409-120	MÈRE PORTEUSE - ADOPTION	MIS EN CAUSE		07-05-2013	09-08-2013	23-08-2013	JUGEMENT RENDU LE 10 JUIN 2014
AIR CANADA C. P.G.Q. 500-09-023371-131	RESPECT DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA	INTIMÉ	27-02-2013	27-06-2013	25-10-2013	25-09-2013	
B.M. OSBORN INVESTMENTS INC. ET AL C. GUY DÉOM ET AL 500-09-022429-120 EVA KUCHAR ET AL C. GUY DÉOM 500-09-022426-126 LA CORPORATION MUNICIPALE DE LAC-TREM- BLANT NORD C. GUY DÉOM ET AL 500-09-022427-124 PLA- CEMENTS ROVI LTÉE C. GUY DÉOM ET AL 500-09-022428-122	LES FONDS DES DEMANDEURS SONT SITUÉS EN FAÇADE DU LAC TREMBLANT. DEMANDE DE PASSAGE DANS LE PARC NATIO- NAL DU MONT-TREMBLANT. LA C.S. DÉCLARE LES FONDS ENCLAVÉS ET ACCORDE UN DROIT DE PASSAGE SUR LES TERRAINS VOI- SINS SITUÉS À L'EXTÉRIEUR DU PARC	MIS EN CAUSE	15 ET 16-02-2012	06-07-2012 ET 17-08-2012	16-11-2012	16-11-2012	EN DÉLIBÉRÉ

COUR D'APPEL DU QUÉBEC									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT		
BRUNO FORTIER C. P.G.Q. 500-09-023376-130	CONGÉDIEMENT. DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À NEW YORK. PLAINTÉ DE HARCÈLEMENT. DOMMAGES POUR PERTE DE GAINS. ATTEINTE À LA RÉPUTATION	INTIMÉ	01-03-2013	25-09-2013	27-12-2013				
ÉTIENNE CARDINAL C. MSSS 500-09-023889-132	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN NULLITÉ ET MANDAMUS VISANT À OBTENIR UN PERMIS D'IMAGERIE DE LABORATOIRE MÉDICAL	INTIMÉ	18-09-2013	16-01-2014	16-04-2014				
F.T.Q. ET AL. C. CEIC ET AL ET PGQ ET AL 500-09-024109-134	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA CEIC SUR L'UTILISATION DE L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE PAR LA CEIC	MIS EN CAUSE	28-03-2014	(30-04-2014)	(23-05-2014)	(23-05-2014)	AUDIENCE 1ER ET 2 OCTOBRE 2014		
GILLES GARGANTIEL C. PGQ ET AL 500-09-023604-135/ 500-17-074226-120	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DÉCOULANT D'UN ACCIDENT D'AUTOMOBILE	INTIMÉ	30-05-2013	20-09-2013	25-10-2013	25-10-2013	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 9 DÉCEMBRE 2013		
L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC C. 2641-5638 QUÉBEC INC. ET P.G.Q. 500-09-023116-122	LA LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC EST-ELLE VALIDE, APPLICABLE ET OPÉRANTE À L'ÉGARD D'UNE ENTREPRISE FAISANT DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION DE CIGARES, QU'ELLE ENTREPOSE DANS UN ENTREPÔT DE STOCKAGE DES DOUANES	MIS EN CAUSE	16-11-2012	24-05-2013	23-10-2013				
LES UASHAUNUAT (LES INNUS DE UASHAT ET DE MANI-UJENAM) ET AL C. PGQ ET AL 500-09-023676-133	APPEL SUR LE REJET D'UNE ORDONNANCE DE SAUVEGARDE QUANT À L'ARRÊT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LIGNES DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ DU COMPLEXE LA ROMAINE	INTIMÉ	30-07-2013						
L.M.E. ET K.K.L ET PGQ 525-43-006502-120 ET 525-43-006500-124	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC AYANT REFUSÉ DE PRONONCER L'ADOPTION DE DEUX MAJEURS	INTIMÉ	15-01-2014	15-05-2014	13-08-2014		AUDIITION 11 SEPTEMBRE 2014		
MAKIVIK CORP. ET AL C PGQ 500-09-022212-112	CONTESTATION DÉCRET FIXANT LES DATES D'OUVERTURE ET FERMETURE DE LA CHASSE AU CARBOU	INTIMÉ	07-12-2011	03-04-2012	03-07-2012		EN DÉLIBÉRÉ 6 NOVEMBRE 2013		
P.G.Q. C. AYERS 500-09-024363-145	NAVIGABILITÉ DE LA RIVIÈRE DU NORD - PROPRIÉTÉ DES FORCES HYDRAULIQUES	APPELANT	15-04-2014	13-08-2014	12-11-2014				
PGQ C. BRODEUR ET SAPSC 500-09-024068-132	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER ACCORDÉE LE 7 JANVIER 2014 - APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION JUDICIAIRE - INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 123.16 DE LA LNT	APPELANT	07-01-2014	07-03-2014	02-05-2014	07-03-2014			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q. C. HARDY 500-09-023429-137	JUGEMENT SUR REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE - DÉCRET — TRAITEMENT — BONI AU RENDEMENT — NOMINATION — GOUVERNEMENT	APPELANT	25-03-2013	18-07-2013	25-10-2013		
RÉSERVE DE LA PETITE NATION INC. C. SERGE BRUNEAU ET AL 500-09-023215-122	REQUÊTE EN INJONCTION - PROPRIÉTÉ DU LAC PAPINEAU	MIS EN CAUSE	21-12-2012	11-03-2013	(03-06-2013)	06-06-2013	EN DÉLIBÉRÉ 08-04-2014
SUCCESSION DANIEL LAJOIE C. P.G.Q. (MSP) 500-09-021428-115	ACTION EN DOMMAGES POUR DIMINUTION DE LA SANTÉ PHY- SIQUE ET MENTALE. INCAPACITÉ TOTALE PERMANENTE. DÉTENU. SOINS OFFERTS PAR L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION. INFARCTUS	INTIMÉ	11-02-2011	22-11-2011	02-03-2012		
SYNDICAT DES PROFESSEURS DU COLLÈGE DE SHAWINIGAN C. COLLÈGE DE SHAWINIGAN ET P.G.Q. 500-09-023690-134	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER ACCORDÉE LE 29 OCTOBRE 2013 - APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉ- RIEURE SUR UN CONTRÔLE JUDICIAIRE	INTIMÉ	29-10-2013	24-02-2014	INTIMÉ PGQ : 23 MAI 2014; INTIMÉ COLLÈGE SHAWINI- GAN : 26 MAI 2014		AUDITION JANVIER/FÉVRIER 2015
DOW C. LA REINE ET P.G.Q. 200-10-002549-108	AVIS 95 C.P.C., CONTESTATION ARTICLE 33.1 CODE CRIMI- NEL - DÉFENSE D'INTOXICATION EXTRÊME	MIS EN CAUSE					EN DÉLIBÉRÉ 9 DÉCEMBRE 2013
ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q. 500-10-005314-123	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRIEUX VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL	INTIMÉ	23-11-2012	(23-03-2013) NON PRODUIT			EN DÉLIBÉRÉ 06-06-2014
LA REINE C. DINO PALMIERI 500-10-005176-126	ACCUSATIONS D'AVOIR CONDUIT UN VÉHICULE À MOTEUR DE FAÇON DANGEREUSE ET CAUSANT DES LÉSIONS CORPORELLES. PEINE CRUELLE ET INUSITÉE	APPELANT	18-05-2012				AUDITION EN SEPTEMBRE 2014 - DEVIENT SANS OBJET POUR LE PGQ SUITE AU REFUS DE LA COUR SUPRÊME D'ENTENDRE LE POURVOI DANS R. C. PERRY
STÉPHANIE MEUNIER C. LA REINE 500-10-004979-116	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ALINÉA 231(6) C.C.R. MEURTRE AU PREMIER DEGRÉ DANS LE CADRE DE HARCELEMENT CRIMINEL / PRÉSUMPTION D'INNOCENCE / DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE	MIS EN CAUSE	21-07-2011	31-10-2012	10-04-2013	22-02-2013	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 17 DÉCEMBRE 2013
ULRICK CHARBONNEAU C. LA REINE 500-10-005088-123 DANY MOUREAU C. LA REINE 500-10-005089-121	HOMICIDE / CONTESTATION DE L'ART. 222(5)C) C.C.R. MENACES - CRAINTES DE VIOLENCE MENANT QUELQU'UN À CAUSER LA MORT	INTIMÉ	06-02-2012		23-02-2013		AUDITION LE 10 SEPTEMBRE 2014

COUR SUPRÊME DU CANADA

NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MEMOIRE INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERRUPTION)	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q. c. P.G.C. 35448	LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A-T-IL LE DROIT DE DÉTRUIRE LES DONNÉES DU QUÉBEC CONTENUES AU REGISTRE DES ARMES D'ÉPAULE?	APPELANT	23-12-2013	29-01-2014		22-04-2014	(13-06-2014)		AUDITION PRÉVUE LE 08-10-2014
BANQUE DE MONTRÉAL ET AL. C. RÉAL MARCOTTE ET AL 35009 BANQUE AMEX DU CANADA C. ADAMS ET AL 35033	LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR EST-ELLE CONSTITUTIONNELLEMENT INAPPLICABLE OU INOPÉRANTE QUANT AUX CARTES DE CRÉDIT ET DE PAIEMENT ÉMISES PAR LES BANQUES?	INTIMÉ	13-05-2013	25-06-2013		16-09-2013	12-11-2013		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 13-02-2014
COUCHE TARD INC. C. SIMON JACQUES 35231 PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE C. SIMON JACQUES 35226	POUVOIR CONFÉRÉ AUX TRIBUNAUX CIVILS QUÉBÉCOIS AFIN D'OBTENIR DES TIERS LA COMMUNICATION D'ÉLÉMENTS DE PREUVE OBTENUS PAR ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE. VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 193 (2) DU CODE CRIMINEL	INTIMÉ	07-06-2013	01-10-2013		16-12-2013	28-02-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 24-04-2014
BRIAN CONCEPTION C. REINE 34930	VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 672.62(1) DU C.C.R. AU REGARD DE L'ART. 7 DE LA CHARTE CANADIENNE	INTERVENANT	23-11-2012	30-01-2013	05-03-2013	21-05-2013	15-07-2013	23-07-2013	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 17-10-2013
RÉAL MARCOTTE C. FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC 35018	LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR EST-ELLE CONSTITUTIONNELLEMENT INAPPLICABLE OU INOPÉRANTE À LA FACTURATION DES FRAIS DE CONVERSION DE DEVICES (CARTES DE CRÉDIT), COMPTE TENU DE LA COMPÉTENCE FÉDÉRALE EXCLUSIVE SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS PROMISSOIRES (ART. 91(18) DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867)?	INTERVENANT	13-05-2013	28-06-2013	12-07-2013	16-09-2013	12-11-2013	27-01-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 13-02-2014
ROGER WILLIAM C. COLOMBIE-BRITANNIQUE 34986	VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA FOREST ACT DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE - DROITS ANCESTRAUX-TITRE ABORIGÈNE-ARTICLE 35 LC 1982	INTERVENANT	25-02-2013	15-03-2013	17-04-2013	07-06-2013	02-08-2013	04-09-2013	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 07-11-2013
ANDREW GORDON WAKELING ET AL. C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA AU NOM DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET AL. 35072	L'ARTICLE 193(2)E) DU CODE CRIMINEL PORTE-T-IL ATTEINTE AUX DROITS INDIVIDUELS GARANTIS, SOIT PAR L'ART. 7, SOIT PAR L'ART. 8 DE LA CHARTE? (TRANSMISSION DE PREUVE OBTENUE PAR ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE À L'ÉTRANGER)	INTERVENANT	14-06-2013	24-09-2013	23-10-2013	6-12-2013	14-02-2014	31-03-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 22-04-2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MEMOIRE INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERRUPTION)	AUDITION OU JUGEMENT
SASKATCHEWAN FEDERATION OF LABOUR C. REINE 35423	CONTESTATION DE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA RESTRICTION AU DROIT DE GRÈVE	INTERVENANT	18-10-2013	22-11-2013	13-01-2014	04-03-2014	29-04-2014	02-05-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 16-05-2014
TRIAL LAWYERS ASSOCIATION C. PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE 35315	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE D'UN RÈGLEMENT PRÉVOYANT LA PERCEPTION DE FRAIS D'AUDI-TION PAR LE GOUVERNEMENT	INTERVENANT	08-10-2013	15-11-2013	17-12-2013	07-02-2014	31-03-2014	28-03-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 14-04-2014
LEE CARTER ET AL. C. PG CANADA ET AL. 35591	EXCLUSIVITÉ DES COMPÉTENCES - JUSTICE FONDAMENTALE - AIDE AU SUICIDE - EUTHANASIE	INTERVENANT	14-02-2014	19-02-2014	19-03-2014	13-05-2014	(08-07-2014)	(06-08-2014)	AUDITION PRÉVUE LE 14-10-2014
LOYOLA HIGH SCHOOL ET AL. C. ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC 35201	LA DÉCISION DISCRÉTIONNAIRE DE LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE REFUSER LE PROGRAMME D'ÉTUDES LOCAL DE LOYOLA À TITRE D'ÉQUIVALENT AU PROGRAMME MINISTÉRIEL ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE EST-ELLE RAISONNABLE?	INTIMÉ	12-08-2013	04-11-2013			03-02-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 24-03-2014
KEVIN FEARON C. SA MAJESTÉ LA REINE 35298	LA FOUILLE DU TÉLÉPHONE CELLULAIRE SAISI SUR L'ACCUSÉ ACCESSOIREMENT À SON ARRESTATION EST-ELLE CONFORME À L'ARTICLE 8 DE LA CHARTE CANADIENNE?	INTERVENANT	29-08-2013	19-11-2013	17-12-2013	04-02-2014	03-02-2014	27-03-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 23-05-2014

P. 96 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

MINISTÈRE

AUCUN.

P. 97 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P. 98 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDICER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES ACTIONS	MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M. GHISLAIN LAROCHE ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-DENIS-DE-BROMPTON</p>	<p>SELON LES TERMES DE L'ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, M. LAROCHE A ÉTÉ DÉCLARÉ INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL POUR AVOIR EU UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS DEUX CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ, SON ENTREPRISE AYANT OBTENU MUNICIPaux D'UNE VALEUR DE 68 075,60 \$.</p> <p>EN VERTU DU PARAGRAPHE 1^o DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 303 DE CETTE MÊME LOI, IL EST ÉGALEMENT INHABILE POUR AVOIR FAIT DES DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES SACHANT QU'ELLES ÉTAIENT INCOMPLÈTES OU QU'ELLES CONTENAIENT UNE MENTION OU UN RENSEIGNEMENT FAUX.</p>	<p>LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 17 JUILLET 2013. CONSIDÉRANT QUE M. LAROCHE A ACQUIESCÉ TOTALEMENT À LA DEMANDE, UN JUGEMENT A ÉTÉ RENDU LE 11 DÉCEMBRE 2013 LE DÉCLARANT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-DENIS-DE-BROMPTON ET DE TOUTE MUNICIPALITÉ, ET CE, POUR UNE DURÉE DE CINQ ANS À COMPTER DU 11 DÉCEMBRE 2013.</p>
<p>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M^{ME} CHANTAL ARNOLD ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT</p>	<p>SELON LES TERMES DE L'ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, M^{ME} ARNOLD SERAIT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR ELLE A UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. L'ENTREPRISE DE SON CONJOINT, M. SYLVAIN BOUCHARD, A OBTENU DES CONTRATS MUNICIPaux D'UNE VALEUR DE 155 064,97 \$.</p> <p>EN VERTU DU PARAGRAPHE 2^o DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 303 DE CETTE MÊME LOI, MME ARNOLD SERAIT ÉGALEMENT INHABILE POUR NE PAS AVOIR DIVULGUÉ LA NATURE GÉNÉRALE DE CET INTÉRÊT AVANT LE DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS PORTANT SUR UN DE CES CONTRATS LORS D'UNE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL AYANT EU LIEU LE 6 JUIN 2011, ALORS QU'ELLE ÉTAIT PRÉSENTE À CETTE SÉANCE. À CETTE OCCASION, MME ARNOLD NE S'EST PAS NON PLUS ABSTENUE DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS SUR CETTE QUESTION ET DE VOTER OU DE TENTER D'INFLUENCER LE VOTE SUR CELLE-CI.</p>	<p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE M^{ME} CHANTAL ARNOLD, CONSEILLÈRE À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 14 JANVIER 2014.</p> <p>LA DATE D'AUDIENCE N'A PAS ENCORE ÉTÉ FIXÉE.</p>

P. 99 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POURSUITES INTENTÉES POUR 2013-2014

NUMÉRO DE DOSSIER	ACCUSÉ	ACCUSATION
FICHE 700-01-125489-131 700-01-127016-148	LINO ZAMBITO CLAUDE BRIÈRE	465(1)c)/122, 122, 121(1)A), 123(1)B)c), 123 (1)
	SYLVIE BERNIQUEZ ST-JEAN	465(1)c)/380, 122, 465(1)c), 386(1)A)
HYDRE 505-01-118317-136	GILLES PÉPIN DANY PÉPIN PETER VERES BENJAMIN STERNHAL ANDRÉ ROY	380(1)A), 122, 123(1)c), 465(1)c), 139(2), 367A), 368(1)A)c)
DÉCURION 652-01-010778-138	CAMIL FEQUET	122 ET 380(1)A)

P. 101 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)

LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES PAR RÉGION EN 2013						
RÉGIONS	ACCEPTÉES	REJETÉES	DÉSISTEMENTS	DÉSINTÉRÉSSEMENTS	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ⁽¹⁾	130	31	1	1	163	2,2 %
BAS-SAINT-LAURENT	128	43	1	1	173	2,3 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	285	66	0	1	352	4,8 %
CÔTE-NORD	41	22	0	1	64	0,9 %
ESTRIE	446	74	0	4	524	7,1 %
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	54	17	0	0	71	1,0 %
ÎLE DE MONTRÉAL	1 334	318	2	10	1 664	22,5 %
LANAUDIÈRE	456	119	3	0	578	7,8 %
LAURENTIDES	395	147	1	4	547	7,4 %
LAVAL	187	44	0	8	239	3,2 %
LONGUEUIL	346	81	0	0	427	5,8 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	562	117	3	0	682	9,2 %
OUTAOUAIS	208	30	0	1	239	3,2 %
QUÉBEC	482	137	2	0	621	8,4 %
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	186	63	0	0	249	3,4 %
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	189	60	1	1	251	3,4 %
VALLEYFIELD	144	32	0	0	176	2,4 %
YAMASKA	258	59	1	0	318	4,3 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	30	16	0	1	47	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	5	2	0	0	7	0,1 %
TOTAL	5 866	1 478	15	33	7 392	100%
POURCENTAGE	79,4 %	20,0 %	0,2 %	0,4 %	100 %	

⁽¹⁾ LES DONNÉES PORTANT SUR LE NOUVEAU-QUÉBEC SONT REGROUPÉES AVEC CELLES QUI PROVIENNENT DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION				
TYPES DE PRESTATIONS	2011	2012	2013	VARIATION DE 2013 PAR RAPPORT À 2012
ASSISTANCE MÉDICALE	13 547 970,40 \$	15 652 121,10 \$	20 080 362,50 \$	28,3%
RÉADAPTATION	7 561 534,04 \$	9 849 869,77 \$	12 069 658,40 \$	22,5%
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	22 541 159,56 \$	25 421 064,07 \$	26 289 537,82 \$	3,4%
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 188 945,11 \$	2 078 583,73 \$	2 115 659,20 \$	1,8%
ALLOCATIONS SPÉCIALES	25 833,32 \$	26 500,00 \$	26 000,00 \$	-1,9%
FRAIS FUNÉRAIRES	160 164,19 \$	221 420,93 \$	147 836,71 \$	-33,2%
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	34 199 857,21 \$	36 537 421,99 \$	38 630 411,57 \$	5,7%
TOTAL DES PRESTATIONS	80 225 463,83 \$	89 786 981,59 \$	99 359 466,20 \$	10,7%
FRAIS D'ADMINISTRATION	11 303 854,61 \$	12 336 642,88 \$	14 304 798,92 \$	16,0%
TOTAL	91 529 318,44 \$	102 123 624,47 \$	113 664 265,12 \$	11,3%

P. 102 BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2013-2014

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET
ABITIBI	JUIN 2002	14	804 930 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	13	1 040 250 \$
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	9	484 050 \$
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	10	812 690 \$
CRI	JANVIER 2008	3	387 840 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	11	801 840 \$
GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	624 620 \$
LAURENTIDES	MARS 1998	14	1 058 440 \$
LANAUDIÈRE	DÉCEMBRE 1992	12	942 390 \$
LAVAL	MARS 1991	9	559 880 \$
MAURICIE	FÉVRIER 1990	15	1 204 470 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	19	1 167 010 \$
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	29	2 062 140 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	982 020 \$
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	12	886 940 \$
QUÉBEC	JUIN 1988	16	1 077 820 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	14	1 164 120 \$

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2013-2014

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	15	16
MONTRÉAL	1	28	29
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	13	14
OUTAOUAIS	1	11	12
BAS-SAINT-LAURENT	1	12	13
MAURICIE	1	14	15
MONTÉRÉGIE	1	18	19
LAVAL	1	8	9
ESTRIE	1	10	11
LAURENTIDES	1	11	12
LANAUDIÈRE	1	13	14
CÔTE-NORD	1	9	10
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	8	9
CRI	1	2	3
INUIT	1	7	8
TOTAL	17	200	217

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2013-2014
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	837 450
AQPV	150 000
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
QUÉBEC & MONTRÉAL	
AFPAD	195 000
SERVICES RÉCURRENTS - TOTAL PARTIEL	1 603 150
PROJETS SPÉCIAUX	
PROJETS PILOTES DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE	
MONTRÉAL	233 200
CENTRE-DU-QUÉBEC	111 700
OUTAOUAIS	110 200
SAGUENAY	59 000
MAURICIE	49 412
MONTÉRÉGIE	49 990
PROJETS SPÉCIAUX - TOTAL PARTIEL	613 502
AUTRES PROJETS	
CAVAC CÔTE-NORD (SÉMINAIRE EN AGRESSION SEXUELLE)	5 000
AQPV (GUIDES D'INFORMATION ET RÉFÉRENCES)	40 940
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT (COLLOQUE)	30 000
ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT (PRODUCTION TÉLÉVISUELLE)	76 265
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (ÉTUDE – VICTIMISATION-DÉLINQUANCE)	42 612
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (ÉTUDE – SANTÉ DES JEUNES AGRESSÉS)	36 690
PROJETS SPÉCIAUX - TOTAL PARTIEL	231 507
GRAND TOTAL	2 448 159

P. 104 LE DÉFICIT ACTUARIEL DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2014 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE RÉGIME N'EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ.

P. 105 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

MINISTÈRE

LE DÉTAIL DES ALLOCATIONS SPÉCIALES VERSÉES EN 2013

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	5	2 500 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	1	2 000 \$
PÈRE ENFANT MINEUR	3	6 000 \$
PARENTS ENFANT MINEUR	1	12 000 \$
VEUF AVEC ENFANTS	1	500 \$
VEUF SANS ENFANT	1	500 \$
VEUVE AVEC ENFANTS	3	1 500 \$
VEUVE SANS ENFANT	2	1 000 \$
TOTAL	17	26 000 \$

P. 106 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2014. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

MINISTÈRE

L'INFORMATION CONCERNANT S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

Montant et nombre de suramende par district judiciaire et par mois
2013-2014

NM_DISTR_JUDCR	mois												Total général
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	octobre	novembre	Décembre	
ABITIBI	15 516 \$ 89	10 496 \$ 85	24 727 \$ 207	8 248 \$ 73	8 764 \$ 84	5 918 \$ 66	9 473 \$ 88	4 415 \$ 42	10 603 \$ 85	15 145 \$ 143	21 158 \$ 126	12 033 \$ 75	146 494 \$ 1 163
ALMA	6 260 \$ 21	7 673 \$ 25	2 445 \$ 13	4 023 \$ 27	1 550 \$ 10	6 915 \$ 31	3 170 \$ 27	2 305 \$ 18	3 980 \$ 24	1 268 \$ 9	9 295 \$ 46	5 333 \$ 21	54 215 \$ 272
ARTHABASKA	20 988 \$ 125	7 263 \$ 45	12 228 \$ 62	5 428 \$ 55	2 486 \$ 25	6 375 \$ 60	10 085 \$ 71	6 615 \$ 49	8 430 \$ 62	4 813 \$ 38	15 323 \$ 80	8 908 \$ 57	108 939 \$ 729
BAIE-COMEAU	12 535 \$ 30	4 900 \$ 9	8 283 \$ 32	3 460 \$ 17	4 200 \$ 24	1 830 \$ 10	3 853 \$ 20	1 375 \$ 10	2 248 \$ 13	4 480 \$ 22	4 880 \$ 10	6 140 \$ 19	58 183 \$ 216
BEAUCE	14 455 \$ 56	7 788 \$ 34	15 578 \$ 60	3 695 \$ 32	6 004 \$ 52	2 920 \$ 19	8 018 \$ 63	1 240 \$ 10	3 506 \$ 25	3 183 \$ 23	17 330 \$ 69	7 358 \$ 25	91 073 \$ 468
BEAUHARNOIS	11 753 \$ 76	10 990 \$ 85	19 650 \$ 117	8 905 \$ 71	8 123 \$ 80		20 308 \$ 159	8 393 \$ 69	5 485 \$ 55	4 003 \$ 27	3 945 \$ 32		101 553 \$ 771
BEDFORD	13 475 \$ 53	13 460 \$ 43	14 388 \$ 52	3 750 \$ 35	4 203 \$ 38	2 845 \$ 20	1 315 \$ 14		8 700 \$ 69	18 105 \$ 105	8 393 \$ 44	4 230 \$ 18	92 863 \$ 491
BONAVENTURE	3 255 \$ 25	5 108 \$ 18	3 670 \$ 22	1 780 \$ 16	823 \$ 6	2 230 \$ 24	150 \$ 1	465 \$ 4	4 123 \$ 17	2 440 \$ 16	2 710 \$ 18	2 085 \$ 17	28 838 \$ 184
CHARLEVOIX	4 065 \$ 16	5 080 \$ 22	5 019 \$ 24	891 \$ 10	540 \$ 4	150 \$ 1	773 \$ 6	- \$ 1	800 \$ 8	1 050 \$ 7	5 313 \$ 17		23 681 \$ 116
CHICOUTIMI	27 163 \$ 124	26 415 \$ 95	23 848 \$ 79	12 140 \$ 97	5 838 \$ 41	4 243 \$ 35	14 303 \$ 96	4 963 \$ 41	8 883 \$ 64	3 983 \$ 31	28 083 \$ 121	17 980 \$ 75	177 838 \$ 899
DRUMMOND	2 505 \$ 14	12 675 \$ 61	10 928 \$ 44	3 648 \$ 26	3 003 \$ 20	3 858 \$ 29	4 715 \$ 15	3 015 \$ 25	6 130 \$ 35	8 720 \$ 37	6 890 \$ 28	2 500 \$ 12	68 585 \$ 346
FRONTENAC	6 493 \$ 35	7 408 \$ 35	953 \$ 7	3 499 \$ 29	1 923 \$ 13	2 815 \$ 19	3 673 \$ 31	1 150 \$ 6	1 963 \$ 18	1 995 \$ 14	2 018 \$ 12	2 410 \$ 17	36 296 \$ 236
GASPE	5 265 \$ 26	7 375 \$ 31	2 540 \$ 12	2 210 \$ 20	1 395 \$ 14	1 290 \$ 14	1 888 \$ 24	1 715 \$ 18	1 670 \$ 13	4 043 \$ 36	7 435 \$ 34	2 278 \$ 16	39 103 \$ 258
GATINEAU	49 275 \$ 279	41 707 \$ 234	31 614 \$ 211	13 913 \$ 147	18 152 \$ 190	5 225 \$ 55	21 480 \$ 231	8 025 \$ 78	11 650 \$ 120	20 096 \$ 172	27 258 \$ 139	33 513 \$ 159	281 906 \$ 2 015
IBERVILLE	795 \$ 6	37 235 \$ 142	1 700 \$ 7	150 \$ 1	585 \$ 10	13 700 \$ 112	10 011 \$ 66	3 660 \$ 23	2 135 \$ 14	12 885 \$ 81	1 780 \$ 11	10 155 \$ 53	94 791 \$ 526
JOLIETTE	25 880 \$ 105	50 158 \$ 211	44 777 \$ 196	13 685 \$ 117	19 773 \$ 132	11 058 \$ 86	15 690 \$ 119	9 613 \$ 80	14 105 \$ 98	20 444 \$ 144	47 953 \$ 158	33 360 \$ 121	306 494 \$ 1 567
KAMOURASKA	5 135 \$ 17	6 745 \$ 31		1 220 \$ 13	5 183 \$ 35	8 301 \$ 56	2 720 \$ 25		200 \$ 1	9 457 \$ 82	16 380 \$ 92	4 800 \$ 20	60 141 \$ 372
LABELLE	8 840 \$ 54	13 047 \$ 68	2 965 \$ 15	4 830 \$ 44	2 348 \$ 19	4 456 \$ 47	2 505 \$ 22	2 790 \$ 30	3 969 \$ 35	2 938 \$ 29	9 131 \$ 43	4 423 \$ 22	62 240 \$ 428
LAVAL	34 142 \$ 139	11 297 \$ 51	49 096 \$ 199	10 456 \$ 86	8 474 \$ 75	6 253 \$ 49	10 083 \$ 72	8 363 \$ 70	350 \$ 4	21 094 \$ 135	17 783 \$ 72	34 734 \$ 136	212 123 \$ 1 088
LONGUEUIL	52 573 \$ 224	61 340 \$ 230	43 723 \$ 189	490 \$ 6	11 762 \$ 112	23 704 \$ 179	19 875 \$ 146	11 560 \$ 103	318 \$ 7	31 193 \$ 200	66 550 \$ 355	47 448 \$ 223	370 533 \$ 1 974
MEGANTIC	1 900 \$ 9	390 \$ 1	2 118 \$ 9	475 \$ 4		45 \$ 1	725 \$ 5			555 \$ 4	1 730 \$ 10	528 \$ 6	8 466 \$ 49
MINGAN	13 618 \$ 58	8 318 \$ 35	4 020 \$ 24	1 916 \$ 19	2 200 \$ 14	7 271 \$ 49	2 475 \$ 20	465 \$ 3	1 080 \$ 6	6 019 \$ 38	675 \$ 3	4 789 \$ 23	52 845 \$ 292
MONTMAGNY	7 675 \$ 38	5 241 \$ 37	7 186 \$ 35	2 073 \$ 13	1 608 \$ 12	549 \$ 5	3 016 \$ 29	1 263 \$ 8	2 357 \$ 18	2 909 \$ 27	7 009 \$ 38	1 894 \$ 20	42 778 \$ 280
MONTREAL	113 573 \$ 434	66 533 \$ 312	82 618 \$ 282	17 913 \$ 122	19 165 \$ 181	5 898 \$ 26	30 495 \$ 231	8 853 \$ 66	14 260 \$ 118	12 650 \$ 112	6 524 \$ 54	52 615 \$ 217	431 096 \$ 2 155
PONTIAC	275 \$ 3	255 \$ 6	161 \$ 3	200 \$ 3	100 \$ 2	100 \$ 2	200 \$ 4	100 \$ 2		150 \$ 3	450 \$ 5	600 \$ 1	2 591 \$ 34
QUEBEC	61 891 \$ 274	77 099 \$ 306	69 465 \$ 318	10 478 \$ 83	19 484 \$ 162	16 775 \$ 133	15 224 \$ 115	7 315 \$ 62	16 729 \$ 140	22 385 \$ 161	55 175 \$ 217	43 248 \$ 198	415 266 \$ 2 169
RICHELIEU	6 425 \$ 36	32 658 \$ 131	10 540 \$ 58	5 500 \$ 42	6 920 \$ 59	1 343 \$ 11	100 \$ 1	8 120 \$ 75	3 428 \$ 30	2 243 \$ 17	13 113 \$ 69	8 613 \$ 53	99 000 \$ 582
RIMOUSKI	10 845 \$ 68	9 543 \$ 49	13 978 \$ 74	4 573 \$ 42	6 925 \$ 49	4 540 \$ 38	5 463 \$ 40	4 668 \$ 44	2 605 \$ 19	1 565 \$ 11	8 420 \$ 66	7 490 \$ 39	80 613 \$ 539
ROBERVAL	6 295 \$ 28	9 216 \$ 31	10 355 \$ 19	2 843 \$ 23	2 200 \$ 17	2 100 \$ 21	2 385 \$ 16	990 \$ 9	2 700 \$ 16	3 695 \$ 30	5 615 \$ 26	38 823 \$ 52	87 216 \$ 288
ROUYN-NORANDA	5 013 \$ 28	5 753 \$ 31	4 152 \$ 20	2 078 \$ 16	1 348 \$ 9	2 178 \$ 11	165 \$ 4		4 490 \$ 30	2 390 \$ 16	4 330 \$ 16	1 858 \$ 11	33 752 \$ 192
SAINT-FRANCOIS	29 358 \$ 133	28 814 \$ 119	17 669 \$ 104	6 265 \$ 49	5 540 \$ 51	3 283 \$ 14	4 965 \$ 40	2 213 \$ 20	8 140 \$ 61	5 505 \$ 40	17 896 \$ 100	14 915 \$ 89	144 561 \$ 820
SAINT-HYACINTHE	26 820 \$ 97	22 350 \$ 74	25 103 \$ 101	3 903 \$ 23	11 429 \$ 93	3 585 \$ 33	3 743 \$ 35	9 715 \$ 74	3 520 \$ 24	13 798 \$ 97	37 138 \$ 121	2 790 \$ 9	163 891 \$ 781
SAINT-MAURICE	7 553 \$ 42	6 883 \$ 35	13 763 \$ 57	2 735 \$ 19	4 089 \$ 31	2 162 \$ 18	3 633 \$ 24	315 \$ 2	4 999 \$ 40	915 \$ 7	8 448 \$ 47	3 715 \$ 22	59 207 \$ 344
TEMISCAMINGUE	733 \$ 4	2 265 \$ 7	100 \$ 1		655 \$ 5		1 145 \$ 9		365 \$ 4	1 198 \$ 11	668 \$ 3	775 \$ 5	7 903 \$ 49
TERREBONNE	43 580 \$ 210	60 143 \$ 304	33 036 \$ 171	21 289 \$ 195	18 235 \$ 181	17 421 \$ 165	16 778 \$ 148	11 427 \$ 118	25 273 \$ 227	15 918 \$ 137	71 588 \$ 377	39 213 \$ 199	373 898 \$ 2 432
TROIS-RIVIERES	34 420 \$ 158	23 439 \$ 84	24 529 \$ 121	6 239 \$ 56	9 396 \$ 67	180 \$ 1	10 531 \$ 85	5 620 \$ 38	11 768 \$ 84	9 744 \$ 73	12 865 \$ 82	4 125 \$ 26	152 856 \$ 875
Total Somme de MT_PEINE	690 337 \$	707 053 \$	636 919 \$	194 896 \$	224 417 \$	181 511 \$	265 125 \$	140 721 \$	200 957 \$	292 966 \$	571 246 \$	465 674 \$	4 571 822 \$
Total Nombre de NO_DOSR_COUR	3 134	3 117	2 945	1 631	1 917	1 440	2 102	1 198	1 584	2 135	2 741	2 056	26 000

P. 107 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS;
- B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
- C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.

MINISTÈRE

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2013-2014
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION DE GROUPE*	
• NOMBRE DE SÉANCES	320
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	2846
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION DE COUPLE**	1653
NOMBRE DE DISPENSES POUR MOTIF SÉRIEUX**	568
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE**	13750

* LA SÉANCE SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE A REMPLACÉ LES SÉANCES D'INFORMATION DE GROUPE SUR LA MÉDIATION. CES SÉANCES SONT OFFERTES PAR VISIOCONFÉRENCE DANS LES 42 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE.

** DONNÉES EN DATE DU 12 JUIN 2014. IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES RAPPORTS N'ONT PAS TOUS ÉTÉ REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE ET DONC SAISIS AU SYSTÈME.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2013-2014

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE CONSTATS DÉLIVRÉS
51	6
52	10
58	5
63	21
176	1
TOTAL	43*

* DE CES 43 CONSTATS D'INFRACTION, CERTAINS ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS POUR DES DOSSIERS REÇUS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2013.

ARTICLE 51 : INSCRIPTION SUR UN PRODUIT NON RÉDIGÉE EN FRANÇAIS

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS OU DONT LE FRANÇAIS N'Y FIGURE PAS DE FAÇON NETTEMENT PRÉDOMINANTE

ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

ARTICLE 176 : ENTRAVE

SUIVI DES CONSTATS DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION OU DE PLAIDOYER	2
EN TRANSFERT	26
ABANDON	-
COUPABLE	4
PROCÈS	11
TOTAL	43

NOTE :

IL EST À NOTER QUE DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A REÇU DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE 73 RAPPORTS D'INFRACTION QUI SE SONT AJOUTÉS AUX 29 RAPPORTS DÉJÀ EN TRAITEMENT AVANT CETTE DATE, POUR UN TOTAL DE 102 RAPPORTS D'INFRACTION. EN DATE DU 31 MARS 2014, DE CES 102 RAPPORTS D'INFRACTION, 43 CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS, 37 RAPPORTS D'INFRACTION ONT ÉTÉ REFUSÉS ET 22 SONT PRÉSENTEMENT SOUS ÉTUDE.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRES

ÉGALEMENT, VOICI LE DÉTAIL DES DOSSIERS QUI SE SONT TERMINÉS À LA COUR ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, ET CE, SANS ÉGARD À LEUR DATE DE RÉCEPTION :

DOSSIERS TERMINÉS EN 2013-2014	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	7
ACQUITTEMENT	-
ARRÊT DES PROCÉDURES	1
RETRAIT	1
TOTAL	9

P. 109 EN 2012-2013 ET 2013-2014, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDICER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.

MINISTÈRE

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
 NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 50

DOSSIER TAQ	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
2009 SAS-Q-156757-0907	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 23 JANVIER 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
2012 SAS-M-204144-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 24 MAI 2013 LE TAQ ACCUEILLE LA REQUÊTE DU PGQ EN IRRECEVABILITÉ	ART. 73 (2°)
2012 SAS-M-204036-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 13 AOÛT 2013	ART. 73 (2°)
2012 500-17-075284-128	COUR SUPÉRIEURE - REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN ASSORTIE D'UNE REQUÊTE POUR UNE ORDONNANCE DE SAUVEGARDE EN COURS D'INSTANCE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT RENDU LE 8 MAI 2013 SELON L'ACQUIESCENCE PARTIEL À JUGEMENT DU PGQ	ART. 85.1
2012 SAS-M-197588-1204	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 11 JUIN 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
2012 SAS-M-201394-1207	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION TAQ LE 14 MAI 2014 SUSPENSION DE L'AUDITION À LA DEMANDE DU TAQ	ART. 73 (1°)
2012 SAS-M-202586-1209	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 3 AVRIL 2013 REJET DU RECOURS PARCE QU'INTRODUIT HORS DÉLAI	ART. 76 ET 73 A)
2012 SAS-M-202956-1209	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 5 JUILLET 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
2012 SAS-M-203816-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 5 JUILLET 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS

DOSSIER TAQ	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2012 SAS-M-203936-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 11 JUILLET 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
2012 SAS-M-204472-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 29 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 b)
2012 SAS-M-204440-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 15 OCTOBRE 2013	ART. 81
2012 SAS-Q-186725-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 3 JUIN 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
2012 SAS-M-205658-1211	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 12 JUILLET 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
2012 SAS-Q-187965-1212	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 26 AVRIL 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
2012 SAS-M-205164-1211	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 11 JUIN 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
2012 SAS-Q-188515-1212	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION TAQ LE 10 AVRIL 2014	ART. 76 ET 73 (1°)
2013 SAS-M-206740-1301 SAS-M-206742-1301 SAS-M-206744-1301 SAS-M-206746-1301 SAS-M-206748-1301	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 23 JUILLET 2013	ART. 73 (1°)
2013 SAS-Q-188631-1301 SAS-Q-188633-1301 SAS-Q-188637-1301 SAS-Q-188639-1301	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE 13 AOÛT 2013	ART. 73 (2°)
2013 SAS-M-206556-1212	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 6 NOVEMBRE 2013 REJET DU RECOURS PARCE QU'INTRODUIT HORS DÉLAI	ART. 81
2013 SAS-M-208806-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (1°)
2013 SAS-M-209828-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
2013 SAS-M-210612-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION TAQ LE 12 MAI 2014	ART. 81

DOSSIER TAQ	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2013 SAS-M-210662-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 30 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
2013 SAS-Q-191639-1305	REQUÊTE EN MANDAMUS	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 24 JUILLET 2013 LE TAQ DÉCLARE INADMISSIBLE LA DEMANDE DU PARENT DÉCISIONS DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE RENDUES LE 11 JUILLET 2013	ART. 73 (2°)
2013 SAS-Q-193273-1307	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 12 AOÛT 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
2013 SAS-M-211268-1305	REQUÊTE EN RÉVISION PRODUITE AU TAQ (ART. 154 ET 155 DE LA LJA) À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 12 AOÛT 2013	PARTIE INTIMÉE	AUDITION TAQ LE 20 MAI 2014	ART. 73 (2°)
2013 SAS-M-211658-1305	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 20 JUIN 2013	ART. 73 (2°)
2013 SAS-Q-192407-1306	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 A)
2013 SAS-M-214616-1308	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 26 SEPTEMBRE 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
				ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
2013 SAS-Q-193797-1308	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 12 SEPTEMBRE 2013	ART. 76 ET 73 (2°)
2013 SAS-Q-193825-1308	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 23 OCTOBRE 2013 JUGEMENT RECTIFIÉ - TAQ - RENDU LE 12 NOVEMBRE 2013 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
			EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	
2013 SAS-M-215488-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 30 OCTOBRE 2013	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS

DOSSIER TAQ	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2013 SAS-M-213596-1307	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
2013 SAS-M-215384-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
2013 SAS-Q-194957-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 21 OCTOBRE 2013	ART. 81
2013 SAS-M-216160-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
2013 500-17-079788-132	COUR SUPÉRIEURE - REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 13 DÉCEMBRE 2013	ART. 85.1
2014 500-17-081206-149	COUR SUPÉRIEURE - REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	CHACUNE DES DEUX PARTIES DOIT PRODUIRE UN MÉMOIRE À LA COUR SUPÉRIEURE DANS LES PROCHAINES SEMAINES. PAR LA SUITE, UNE DATE D'AUDITION SERA FIXÉE.	ART. 85.1
2013 SAS-M-218488-1311	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 16 AVRIL 2014 RECOURS DU REQUÉRANT DÉCLARÉ IRRECEVABLE - ABSENCE DE COM-PÉTECE DU TAQ AU REGARD D'UNE RECOMMANDATION DU COMITÉ D'EXAMEN	ART. 85.1
2014 SAS-M-219860-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
2014 SAS-M-220238-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGA-TIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85.1
2014 SAS-M-220246-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
2014 SAS-M-222256-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
2014 SAS-M-222850-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81

DOSSIER TAQ	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DU PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE DEUX FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR ME BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, ME TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE CINQ FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR ME BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, ME TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008 (RECOURS D'UNE SEULE FAMILLE REPRÉSENTÉE PAR ME BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, ME TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

P. 110 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AVEC VENTILATION PAR TYPE INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

	Année 2013-2014
Nombre de constats émis	10 011
Amendes (1)	5 316 617 \$
Frais (2)	1 684 468 \$
Total amendes et frais	7 001 085 \$
Montant payé (3)	2 214 097 \$
Plaidoyer de culpabilité	3 198
% Plaidoyer de culpabilité	31.94%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P. 111 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

A. VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2013-2014. PRÉVISION POUR 2014-2015.

LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT	50 000 \$
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

SOMMES INVESTIES PAR LE MJQ

	2013-2014
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	829 100 \$
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	8 350 \$
CAVAC	7 089 524 \$

B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

LES RÉSULTATS PRÉSENTÉS DANS LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2004-2009 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE PERMETTENT D'AFFIRMER QUE LES PROGRÈS RÉALISÉS AU QUÉBEC POUR PRÉVENIR, DÉPISTER ET CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE SONT MAJEURS. EN EFFET, PLUS DE 90 MILLIONS DE DOLLARS ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE CE DEUXIÈME PLAN D'ACTION.

SUR LE PLAN DES RÉALISATIONS MAJEURES, OUTRE LES NOMBREUSES MESURES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION, SOULIGNONS LE REHAUSSEMENT DU FINANCEMENT DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET DES CENTRES DE FEMMES. LES EFFETS DE CETTE AUGMENTATION DU FINANCEMENT SONT STRUCTURANTS NON SEULEMENT POUR LES MAISONS D'HÉBERGEMENT, MAIS SURTOUT POUR LES FEMMES VIOLENTÉES ET LEURS ENFANTS QUI PEUVENT DÉSORMAIS BÉNÉFICIER D'UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ, CONTINUITÉ ET QUALITÉ DE SERVICES, ET CELA, DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC. LA MISE EN ŒUVRE ET LA DIFFUSION DES SIX PHASES DE LA CAMPAGNE GOUVERNEMENTALE DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE CONJUGALE SONT AUSSI UNE RÉUSSITE. AUSSI, IL IMPORTE DE SOULIGNER LE FINANCEMENT ACCORDÉ AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DONT CELLES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, ET LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES PERMETTANT LA RÉSILIATION D'UN BAIL RÉSIDENTIEL, NOTAMMENT POUR UN MOTIF DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION SEXUELLE ET LA PRISE D'EFFET DE RÉSILIATION DE BAIL AVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI DE RÉSILIATION NON SEULEMENT SI LES PARTIES EN CONVIENNENT, MAIS AUSSI, LORSQUE LE LOGEMENT, ÉTANT LIBÉRÉ PAR LE LOCATAIRE, EST RELOUÉ PAR LE LOCATEUR PENDANT CE DÉLAI (ARTICLE 1974.1 DU CODE CIVIL DU QUÉBEC).

ACTUELLEMENT, LE QUÉBEC COMPTE 109 MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE ET LEURS ENFANTS, 123 CENTRES DE FEMMES, 31 RESSOURCES POUR HOMMES AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS AINSI QUE 17 CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. CES DIFFÉRENTES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES OFFRENT DES SERVICES SPÉCIALISÉS SOIT AUX FEMMES VICTIMES, SOIT AUX HOMMES AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS. CES ORGANISMES REÇOIVENT PLUS DE 100 MILLIONS DE DOLLARS SUR UNE BASE RÉCURRENTÉ ANNUELLE.

DE PLUS, LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SUCCÉDANT À CELUI DE 2004-2009 PERMETTRA DE RENFORCER L'ACTION GOUVERNEMENTALE AUPRÈS DES PERSONNES AUX PRISES AVEC CETTE FORME DE VIOLENCE, NOTAMMENT CELLES VIVANT DANS UN CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ. CE PLAN D'ACTION COMPTE 135 ENGAGEMENTS DES DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES. CES MESURES SONT PRÉSENTÉES EN DEUX VOILETS : UN PREMIER REGROUPANT 100 MESURES S'ADRESSANT À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION ET UN DEUXIÈME PROPRE AUX AUTOCHTONES CONTENANT 35 MESURES S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT À CETTE POPULATION.

EN OUTRE, PLUSIEURS ACTIONS PROPOSÉES DANS CE PLAN D'ACTION VISENT LA PRÉVENTION ET L'IDENTIFICATION PRÉCOCE DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE ET D'AUTRES MESURES TOUCHANT LES JEUNES, NOTAMMENT CELLES QUI CONCERNENT LA PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES. TOUS LES ENGAGEMENTS DU PLAN D'ACTION SONT ORIENTÉS VERS L'ATTEINTE D'OBJECTIFS PRÉCIS ET S'ARTICULENT AUTOUR DES AXES DE LA POLITIQUE, SOIT LA PRÉVENTION, LE DÉPISTAGE, L'ADAPTATION AUX RÉALITÉS PARTICULIÈRES ET L'INTERVENTION EN MATIÈRES PSYCHOSOCIALE, POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE. DES MESURES Y SONT ÉGALEMENT INSCRITES AFIN D'ASSURER LA RÉUSSITE DES ACTIONS, LES METTRE EN ŒUVRE ET EN FAIRE LE SUIVI.

P. 112 SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2012-2013 ET 2013-2014 NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.

MINISTÈRE

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

SOMMES INVESTIES PAR LE MJQ

	2013-2014
PROMOTION DE LA LIGNE SANS FRAIS AGRESSION SEXUELLE (DÉPLIANTS)	1 839 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	677 589 \$
CAVAC	2 923 184 \$

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION (MESURE 8)

LE MJQ ET LE SCF ONT ÉTÉ CONJOINTEMENT RESPONSABLES D'ASSURER LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES, EN COLLABORATION AVEC DES REPRÉSENTANTES DU MSSS ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (RQCALACS, CAVAC ET LIGNE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE).

- UNE PREMIÈRE PHASE, DU 26 MARS AU 19 AVRIL 2008, A PORTÉ SUR LA RÉALITÉ OBJECTIVE DES AGRESSIONS SEXUELLES, SOIT CE QU'ELLES SONT ET QUI EN SONT LES PRINCIPALES VICTIMES.
- UNE DEUXIÈME PHASE, DU 22 MARS AU 2 MAI 2009, VISAIT À SENSIBILISER LA POPULATION AUX FORMES LES PLUS FRÉQUENTES D'AGRESSION SEXUELLE ET AU FAIT QUE SEPT AGRESSIONS SEXUELLES SUR DIX SONT COMMISES DANS UNE RÉSIDENCE PRIVÉE.
- UNE TROISIÈME PHASE DE LA CAMPAGNE, DU 15 MARS AU 24 AVRIL 2010, A MIS L'ACCENT SUR LES CONSÉQUENCES NÉFASTES D'UNE AGRESSION SEXUELLE POUR UNE VICTIME ET SUR L'IMPORTANCE DE DEMANDER DE L'AIDE. ELLE ÉTAIT DIRECTEMENT LIÉE À LA MISE EN FONCTION DE LA LIGNE 1 888 933 9007 À L'INTENTION DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES, DE LEURS PROCHES ET DES INTERVENANTS EN CETTE MATIÈRE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
- UNE QUATRIÈME ET DERNIÈRE PHASE METTANT L'ACCENT SUR L'ASPECT CRIMINEL DES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'IMPORTANCE DE LES DÉNONCER À LA POLICE S'EST DÉROULÉE DU 25 MARS AU 24 AVRIL 2011. CETTE CAMPAGNE A ÉGALEMENT SERVI À PUBLICISER LA LIGNE 1 888 933 9007 À L'INTENTION DES VICTIMES, PROCHES ET INTERVENANTS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE.

LIGNE TÉLÉPHONIQUE DE RÉFÉRENCE (MESURE 33)

LE 16 AVRIL 2010, LA JUSTICE A PROCÉDÉ AU LANCEMENT DU NOUVEAU SERVICE DE LIGNE TÉLÉPHONIQUE DE RÉFÉRENCE CONFIDENTIEL, GRATUIT ET BILINGUE POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, AINSI QUE POUR LES PROCHES DES VICTIMES ET LES INTERVENANTS, ET CE, PARTOUT AU QUÉBEC, 24 HEURES SUR 24 ET 7 JOURS SUR 7. LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, CHOISI À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES EN MARS 2009, OFFRE CE SERVICE.

DE PLUS, DEPUIS LA MI-MARS 2012, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A POURSUIVI DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION VISANT LA PROMOTION DE CETTE LIGNE DE RÉFÉRENCE, ET CE, AFIN D'ASSURER SA PÉRENNITÉ ET S'ASSURER QUE TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC BÉNÉFICIENT DE CE SERVICE.

LES DERNIÈRES STATISTIQUES PRODUIES PAR LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL NOUS APPRENNENT QUE, APRÈS 47 MOIS D'OPÉRATION, SOIT D'AVRIL 2010 À MARS 2014, LE CENTRE D'APPELS A REÇU 29 325 APPELS SOIT EN MOYENNE 591 APPELS PAR MOIS ET 20 APPELS PAR JOUR.

SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) (MESURE 45)

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FINANCE LES DIX-SEPT CAVAC. CES CENTRES OFFRENT DES SERVICES PROFESSIONNELS GRATUITS ET CONFIDENTIELS DE PREMIÈRE LIGNE À TOUTE PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, À SES PROCHES AINSI QU'À AUX TÉMOINS D'UN ACTE CRIMINEL.

DE PLUS, LE MJQ POURSUIT SES EFFORTS VISANT À ACCROÎTRE L'ACCÈS DES POPULATIONS AUTOCHTONES AUX SERVICES DES CAVAC. AINSI, DEUX CAVAC SONT SOUS L'ADMINISTRATION DU MILIEU AUTOCHTONE. LE MILIEU CRI DISPOSE D'UN BUDGET PERMETTANT L'EMBAUCHE DE DEUX INTERVENANTS ET LE MILIEU INUIT DE CINQ INTERVENANTS. DES POINTS DE SERVICES CAVAC ONT ÉGALEMENT ÉTÉ DÉVELOPPÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS DE WENDAKE ET D'OPITCIWAN. DES INTERVENANTES AUTOCHTONES ONT AUSSI ÉTÉ ENGAGÉES AUX CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET À CELUI DE LA CÔTE-NORD.

ORIENTATIONS ET MESURES DU MINISTRE DE LA JUSTICE (MESURE 46)

LES ORIENTATIONS ET MESURES DU MINISTRE DE LA JUSTICE ONT ÉTÉ MODIFIÉES AU PRINTEMPS 2008 AFIN QUE LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES S'ASSURENT DE LA COHÉRENCE DE LEURS RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES CONDITIONS IMPOSÉES À UN AGRESSEUR ET S'ASSURENT AUSSI QUE LEURS RECOMMANDATIONS LORS DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE TIENNENT COMPTE DE LA SÉCURITÉ ET DU POINT DE VUE DES VICTIMES ET PERMETTENT AU TRIBUNAL DE DISPOSER DES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR IMPOSER UNE PEINE REPRÉSENTATIVE DE LA GRAVITÉ DE L'INFRACTION.

DÉCLARATION DE LA VICTIME (MESURES 48, 50 ET 60)

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME RELATIF À L'UTILISATION DE LA DÉCLARATION DE LA VICTIME SUR LES CONSÉQUENCES DU CRIME (ARTICLE 722 DU CODE CRIMINEL) ET L'APPLICATION DU PROGRAMME INFOVAC-PLUS DANS TOUS LES DISTRICTS JUDICIAIRES ET POUR LE VOLET JEUNESSE. LE FORMULAIRE DE DÉCLARATION DE LA VICTIME A ÉTÉ RÉVISÉ ET EST MAINTENANT DISPONIBLE DANS TOUS LES PALAIS DE JUSTICE.

EN TENANT COMPTE QUE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE PRENAIT FIN EN DÉCEMBRE 2013 ET AFIN D'ASSURER LA POURSUITE DES ACTIONS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS SEXUELLES, LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ EN JUIN 2013 DE PROLONGER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE JUSQU'À LA PUBLICATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION ET A CONFIE AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE LE MANDAT DE PRODUIRE UN BILAN SUR LA MISE EN ŒUVRE DE CE PLAN D'ACTION AINSI QUE D'ÉLABORER UN NOUVEAU PLAN D'ACTION EN CETTE MATIÈRE. LES PUBLICATIONS DU BILAN ET D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION SONT PRÉVUES RESPECTIVEMENT EN 2014 ET EN 2015.

P. 113 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D'HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2012-2013 ET 2013-2014, VENTILÉ PAR RÉGION.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS
LONGUEUIL	3

P. 114 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

EN 2013-2014, LE MINISTÈRE A INVESTI 757 529 \$ POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

P. 115 NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2012-2013 ET 2013-2014. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2014 2015.

MINISTÈRE

2013-2014

RENCONTRE TENUE	PERSONNES PRÉSENTES	DATE	LIEU
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	MME JEANNINE AUGER, MSSS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP M. BENJAMIN DENIS, MSP M. KHAI THO DANG, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. DENIS LAPORTE, MESS M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ	30 AVRIL 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	MME JEANNINE AUGER, MSSS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP M. BENJAMIN DENIS, MSP M. KHAI THO DANG, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. DENIS LAPORTE, MESS M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ	2 MAI 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	MME JEANNINE AUGER, MSSS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP M. BENJAMIN DENIS, MSP MME RENA GAGNON, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS MME ANNIK LEMIEUX, MELS MME DANIELLE MARQUIS, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ	9 MAI 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP MME RENA GAGNON, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS MME ANNIK LEMIEUX, MELS MME DANIELLE MARQUIS, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ	27 MAI 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME JULIE BOULANGER, SAAQ MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP M. BENJAMIN DENIS, MSP MME CARINE DROUIN, RAMQ MME RENA GAGNON, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ MME SOPHIE VAILLANCOURT, RAMQ	3 JUILLET 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC

RENCONTRE TENUE	PERSONNES PRÉSENTES	DATE	LIEU
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME JULIE BOULANGER, SAAQ MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME ISABELLE CÔTÉ, MSP M. BENJAMIN DENIS, MSP MME CHRISTINE DEBON, SPVM MME CARINE DROUIN, RAMQ MME RENA GAGNON, MESS MME JOSÉE LALANCETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS MME ANNIK LEMIEUX, MELS MME DANIELLE MARQUIS, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MJQ	4 JUILLET 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL – SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DES RÈGLES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES PERSONNES TRANSSEXUELLES ET TRANSGENRES	MME ODETTE BERGERON, MESS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. DENIS BOUCHARD, DEC MME JULIE BOULANGER, SAAQ MME MARIE-CHRISTINE CORRIVEAU, MSSS MME CARINE DROUIN, RAMQ MME NATHALIE G. DROUIN, MJQ MME ANDRÉE GIGUÈRE, MJQ MME ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ MME JULIE PELLETIER, MELS M. DANIEL RIVERAIN, MSSS	7 AOÛT 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL	MME VÉRONIQUE BARIL, MAMROT M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. ALEXANDRE GAGNÉ, SAJ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV MME MAUDE LAFLAMME, DEC M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. RICHARD LAVERTUE, MSP MME ANNIK LEMIEUX, MELS MME CATHERINE LEMIEUX, MESS (SCF) M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MESS M. OLIVIER ROY, MICC	18 OCTOBRE 2013	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC

P. 116 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2013-2014

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	42 068	284 957	74 804
RIMOUSKI	13 723.67	174 116.27	66 914.09
MONTRÉAL	60 112.32	334 479.41	47 749.72
TOTAL	115 903.99	793 552.68	189 467.81

P. 117 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2012-2013 ET 2013-2014 ET PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2013-2014

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
QUÉBEC	4	0	0
RIMOUSKI	6	0	7
MONTRÉAL	6	1	4
TOTAL	16	1	11

P. 118 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATIONS JURIDIQUES, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDES CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2012-2013 ET 2013-2014.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
RIMOUSKI	2 702
QUÉBEC	8 017
MONTRÉAL	10 039
TOTAL	20 758

MINISTÈRE

	PROJET	MONTANT
LA SOCIÉTÉ MAKIVIK	LA SUBVENTION ANNUELLE ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ MAKIVIK CONSISTE À SOUTENIR UNE DEMI-DOUZAINES DE COMITÉS DE JUSTICE, IMPLANTÉS DANS AUTANT DE COMMUNAUTÉS, PERMETTANT L'EMBAUCHE À TEMPS PLEIN OU À TEMPS PARTIEL D'UN COORDONNATEUR LOCAL ET LEURS FRAIS DE FONCTIONNEMENT, INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. NOTONS QUE CHAQUE COMITÉ EST INDÉPENDANT MAIS LEURS INTERVENTIONS ET LEURS APPROCHES SONT RELATIVEMENT SIMILAIRES. LES BUDGETS OCTROYÉS AUX COMMUNAUTÉS SONT DÉTERMINÉS PAR LA SOCIÉTÉ MAKIVIK, SUIVANT LES BESOINS PARTICULIERS ET LES RÉALITÉS SOCIALES ET DÉMOGRAPHIQUES DE CHACUN DES VILLAGES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LA SOCIÉTÉ MAKIVIK OCTROIENT ÉGALEMENT UN FINANCEMENT.	50 000 \$
LE CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	CE BUDGET PERMET GLOBALEMENT LE SOUTIEN FINANCIER DU PROCESSUS DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW (PROJET ACTIF AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE ADULTE ET VISANT LA PROMOTION DE LA RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS PAR L'ENTREMISE DE GROUPES DE CITOYENS DÉSIGNÉS COMME CONSEILS DE SAGES) ET DU SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW (UN PROCESSUS D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS DE JEUNES DÉLINQUANTS ET LORSQUE LE DÉVELOPPEMENT D'UN ENFANT OU D'UN JEUNE EST COMPROMIS). PLUS SPÉCIFIQUEMENT, LE BUDGET PERMET, D'UNE PART, L'EMBAUCHE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS ATIKAMEKWS DE WEMOTACI ET DE MANAWAN, D'UN COORDONNATEUR RESPONSABLE DE MAINTENIR LA STRUCTURE DE JUSTICE COMMUNAUTAIRES DE MÊME QUE D'ASSURER LE SECRÉTARIAT LIÉ À LA PRÉPARATION ET AU TRAITEMENT DES DOSSIERS. D'AUTRE PART, LE FINANCEMENT PERMET DE SOUTENIR LES DEUX CONSEILS DE SAGES, IMPLANTÉS DANS AUTANT DE COMMUNAUTÉS, EN ASSUMANT LEURS FRAIS DE FONCTIONNEMENT, INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. NOTONS QUE CHAQUE COMITÉ EST INDÉPENDANT, MAIS LEURS INTERVENTIONS ET LEURS APPROCHES DANS LA GESTION DES CAS SONT RELATIVEMENT SIMILAIRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UN FINANCEMENT.	63 055 \$
LE CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET ET D'UNE ASSISTANTE DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À FAIRE LA PROMOTION AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE MODES DE RÉOLUTION ALTERNATIFS, D'ASSISTER LES DEMANDEURS ET LES MÉDIATEURS, DE PRÉPARER ET DE FAIRE LE SUIVI DES DOSSIERS ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. UN MONTANT DE 43 000 \$ A ÉTÉ ATTRIBUÉ POUR LA TENUE D'UN SÉMINAIRE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE. LES OBJECTIFS DE CET ÉVÉNEMENT VISENT À RASSEMBLER LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS INTERPELLÉS PAR CETTE PROBLÉMATIQUE ET D'IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS CONCRÈTES POUR MIEUX INTERVENIR. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UN FINANCEMENT.	95 500 \$
LE CONSEIL DES MOHAWKS D'AKWESASNE	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET, D'UNE PART, L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET ONTARIEN OCTROIENT ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	23 575 \$
LA NATION NASKAPIE DE KAWAWACHIKAMACH	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	20 000 \$
LE CONSEIL DE LA NATION LISTUGUJ MI'GMAQ	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UNE SUBVENTION.	27 500 \$
LE CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET D'UNE PART L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET DONT LE PRINCIPAL MANDAT CONSISTE À COORDONNER LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE JUSTICE ET, D'AUTRE PART, LE SOUTIEN DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ INCLUANT LA FORMATION ET LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES. DE CE MONTANT, 4 925 \$ ONT ÉTÉ ATTRIBUÉ POUR LA TENUE D'UNE SESSION DE FORMATION POUR LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE. L'OBJECTIF PRINCIPAL DE CET ÉVÈNEMENT EST D'OUTILLER LA DIZAINE DE PARTICIPANTS ATIKAMEKWS AFIN QU'ILS PUISSENT, LORSQUE LES CIRCONSTANCES SE PRÉSENTENT, COMPLÉTER DES RAPPORTS ET EXPOSER AU TRIBUNAL DES PISTES DE SOLUTION QUANT AUX BESOINS DE L'ACCUSÉ. LE VOCABE « GLADUE » RÉFÈRE À UNE DÉCISION RENDUE EN 1999 PAR LA COUR SUPRÊME QUI INTERPRÉTAIT POUR LA PREMIÈRE FOIS L'ALINÉA 718.2E) DU	41 150 \$

	PROJET	MONTANT
	CODE CRIMINEL. PRÉCISONS QUE L'OBJECTIF DE CET ARTICLE A POUR BUT DE REMÉDIER INDIRECTEMENT AU PROBLÈME DE SURREPRÉSENTATION DES AUTOCHTONES DANS LES PRISONS ET À ENCOURAGER LE JUGE À ADOPTER UNE APPROCHE CORRECTIVE LORS DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OCTROIE ÉGALEMENT UN FINANCEMENT.	
LE CONSEIL DES ANICINAPEK DE KITCISAKIK	CETTE SUBVENTION A PERMIS LE DÉMARRAGE D'UN PROGRAMME DE JUSTICE ALTERNATIVE DANS LA COMMUNAUTÉ DE KITCISAKIK ACTIF EN MATIÈRE ADULTE ET EN MATIÈRE DE JEUNES CONTREVENANTS, APPLIQUÉ PAR UN COMITÉ DE JUSTICE LOCAL.	35 000 \$
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	CETTE SUBVENTION ANNUELLE PERMET L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESPONSABLE DES DOSSIERS TOUCHANT DES QUESTIONS LIÉES À LA JUSTICE DE MÊME QUE CEUX VISANT L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. LE MANDAT PRINCIPAL DE LA COORDONNATRICE CONSISTE À SUSCITER, PARTICULIÈREMENT AUPRÈS DES FEMMES AUTOCHTONES, UNE RÉFLEXION QUANT AUX BESOINS ET AUX ENJEUX LIÉS AUX QUESTIONS VISANT LE DROIT (DIVORCE, ADOPTION...) ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. ÉGALEMENT, IL VISE À ÉVALUER, DE CONCERT AVEC DIVERS ORGANISMES, LES ORIENTATIONS POUVANT ÊTRE MISES EN ŒUVRE EN VUE D'ASSURER DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE FAMILIALE ET D'ACTES CRIMINELS ET DE PROMOUVOIR LA DIFFUSION D'INFORMATION JURIDIQUE.	60 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE RIMOUSKI	299 010 \$
BAS-SAINT-LAURENT	ASS. COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU GRAND-PORTAGE (ACEF)*	10 000 \$
BAS-SAINT-LAURENT	L'INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE*	15 000 \$
BAS-SAINT-LAURENT	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST*	15 000 \$
BAS-SAINT-LAURENT	JUSTICE ALTERNATIVE DU KRTB INC.*	15 000 \$
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	511 310 \$
CAPITALE-NATIONALE	L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE*	15 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	COMMUN ACCORD ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE*	15 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	PACTE BOIS-FRANCS INC.*	15 000 \$
ESTRIE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP DE L'ESTRIE*	50 000 \$
ESTRIE	LE PONT, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE*	15 000 \$
LANAUDIÈRE	REPARS*	15 000 \$
MAURICIE	AVENUE CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE*	15 000 \$
MAURICIE	ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE VOLTEFACE*	15 000 \$
MAURICIE	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ*	15 000 \$
MAURICIE	RESSOURCES ALTERNATIVES RIVE-SUD*	15 000 \$
MAURICIE	AUX TROIS PIVOTS*	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA*	15 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	420 870 \$
MONTRÉAL	ASS. DES CONSOMMATEURS POUR LA QUALITÉ DE LA CONSTRUCTION (ACQC)*	15 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE FORMATION SOCIALE MARIE-GUÉRIN-LAJOIE*	40 000 \$
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC*	50 000 \$
MONTRÉAL	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL*	25 000 \$
MONTRÉAL	TRAJET INC.*	30 000 \$

* À MÊME UN DON DE 430 000 \$ DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES.

- P. 120** POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
 - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.
-
-

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P. 121 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2012-2013 ET 2013-2014. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODÉMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2013-2014

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2013-2014
ÂGE	54	8	9	4	0	75
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	45	0	2	0	0	47
AUTRES	0	0	0	0	9	9
CONDITION SOCIALE	1	16	4	1	0	22
CONVICTIONS POLITIQUES	4	0	1	3	0	8
ÉTAT CIVIL	10	5	4	2	0	21
EXPLOITATION	0	3	6	0	97	106
GROSSESSE	32	1	1	2	0	36
HANDICAP	161	19	64	36	0	280
LANGUE	11	0	4	2	0	17
ORIENTATION SEXUELLE	8	6	4	1	2	21
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	91	21	49	53	7	221
RELIGION	15	3	11	5	0	34
SEXE	27	3	7	8	1	46
TOTAL	459	85	166	117	116	943
% 2013-2014	49 %	9 %	18 %	12 %	12 %	100 %

L'ANNÉE 2013-2014 SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 7,7 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE MOTIF DE DISCRIMINATION LIÉ AU HANDICAP, AVEC 30 % DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES, DEMEURE CELUI LE PLUS SOUVENT INVOQUÉ, SUIVI DES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE AVEC 23 %. IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS ÂGE ET EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES ENSEMBLES REPRÉSENTENT 18 % DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE

	2013-2014
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	21
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	193
CÔTE-NORD	15
ESTRIE	54
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	170
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	70
MONTÉRÉGIE	257
MONTRÉAL ET LAVAL	774
OUTAOUAIS	49
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	32
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	10
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	1672

LES 1672 DEMANDES D'ENQUÊTE ONT MENÉ À L'OUVERTURE DE 943 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 57 %. LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2013-2014
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	7
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	14
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	105
CÔTE-NORD	11
ESTRIE	30
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	94
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	36
MONTÉRÉGIE	146
MONTRÉAL ET LAVAL	465
OUTAOUAIS	22
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	13
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	943

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2013-2014
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	4
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	16
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	82
CÔTE-NORD	9
ESTRIE	22
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	92
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	41
MONTÉRÉGIE	126
MONTRÉAL ET LAVAL	407
OUTAOUAIS	29
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	25
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	853

AU COURS DE L'ANNÉE, LA COMMISSION A INITIÉ 69 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 58 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET 11 À DES SITUATIONS D'EXPLOITATION DE PERSONNES HANDICAPÉES, UNE AUGMENTATION DE 3,3 % COMPARÉE À L'ANNÉE DERNIÈRE.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2013-2014
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	58
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	11
RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
TOTAL	69

PARMI LES DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 55 % DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 35 % DES CAS, LA RELIGION.

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2013-2014
ÂGE	1
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0
ÉTAT CIVIL	2
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	3
HANDICAP	60
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	1
RELIGION	38
SEXE	1
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	3
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	109

FINALEMENT, LE NOMBRE DES PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 31 MARS 2014 EST DE 81.

MINISTÈRE

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

<p>NOTES POUR LA PRÉSENTATION DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DEVANT LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – L'ÉTUDE DE LA PÉTITION CONCERNANT UNE PERSONNE HANDICAPÉE D'ÊTRE TOUJOURS ACCOMPAGNÉE DE SON CHIEN D'ASSISTANCE</p> <p>DEMANDE PRÉSENTATION LE 15 AVRIL 2013 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</p>	2
<p>NOTES POUR LA PRÉSENTATION DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DEVANT LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – LE PROJET DE LOI N° 30, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE RECHERCHE</p> <p>DEMANDE PRÉSENTATION LE 1ER MAI 2013 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</p>	2
<p>COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 35, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE D'ÉTAT CIVIL, DE SUCCESSIONS ET DE PUBLICITÉ DES DROITS</p> <p>INITIATIVE TRANSMISSION DE L'AVIS LE 17 MAI 2013 COMMISSION DES INSTITUTIONS</p>	2
<p>LA CONFORMITÉ DU DÉLAI DE CARENCE IMPOSÉ PAR LA LOI SUR L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC AVEC LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 23 MAI 2013 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</p>	3
<p>MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PROJET DE LOI N° 28, LOI INSTITUANT LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE</p> <p>DEMANDE PRÉSENTATION LE 11 SEPTEMBRE 2013 COMMISSION DES INSTITUTIONS</p>	2
<p>MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PROJET DE LOI N° 52, LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE</p> <p>DEMANDE PRÉSENTATION LE 4 OCTOBRE 2013 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX NOTE : CE PROJET A ÉTÉ REPRÉSENTÉ ET ADOPTÉ</p>	3
<p>COMMENTAIRES SUR LE DOCUMENT D'ORIENTATION GOUVERNEMENTAL « PARCE QUE NOS VALEURS, ON Y CROIT – DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ENCADREMENT DES DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RELIGIEUX, D'AFFIRMATION DES VALEURS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE AINSI QUE DU CARACTÈRE LAÏQUE DES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT »</p> <p>INITIATIVE SORTIE PUBLIQUE LE 16 OCTOBRE 2013</p>	3
<p>COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 47, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION, D'AUTORITÉ PARENTALE ET DE DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 5 DÉCEMBRE 2013 COMMISSION DES INSTITUTIONS NOTE : CE PROJET DE LOI EST MORT AU FEUILLETON</p>	1
<p>MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 60, CHARTE AFFIRMANT LES VALEURS DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ RELIGIEUSE DE L'ÉTAT AINSI QUE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET ENCADRANT LES DEMANDES D'ACCOMMODEMENT</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 20 DÉCEMBRE 2013 COMMISSION DES INSTITUTIONS NOTE : CE PROJET DE LOI EST MORT AU FEUILLETON</p>	1
<p>LETTRE – PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ PROJET-PILOTE RELATIF AUX AIDES À LA MOBILITÉ MOTORISÉES</p> <p>DEMANDE ENVOI LE 28 JANVIER 2014 MINISTÈRE DES TRANSPORTS</p>	1

<p>PRÉSENTATION DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DEVANT LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE À L'OCCASION DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ET AUDITIONS PUBLIQUES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES ADULTES HÉBERGÉS EN CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE</p> <p>DEMANDE PRÉSENTATION LE 12 FÉVRIER 2014 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</p>	1
<p>LETTRE – PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES NORMES DU TRAVAIL</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 11 MARS 2014 MINISTÈRE DU TRAVAIL</p>	3
<p>LETTRE – PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ ET L'INSCRIPTION DES PERSONNES AUPRÈS DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC</p> <p>INITIATIVE ENVOI LE 11 MARS 2014 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS</p>	3

MINISTÈRE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDE À L'ACCUEIL

	2013-2014	2012-2013
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	10 663	9 759
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	904	1 126
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	2 975	2 287
TOTAL	14 542	13 172

EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, IL FAUT CONSTATER UNE AUGMENTATION DE 10 % DU NOMBRE TOTAL DES DEMANDES À L'ACCUEIL. LE NOMBRE DES DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE A AUGMENTÉ DE 30 %, CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE DE 9,2 % ET CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE A DIMINUÉ DE 20 %.

A. CHARTE

LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES ET SOUMISES À UN EXERCICE RIGOREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D'ENQUÊTE EST DEMEURÉ LE MÊME QUE CELUI DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES EN CHARTE	1672	1671

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D'ENQUÊTE A, QUANT À LUI, DIMINUÉ DE 7,7 % PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	943	1022

3. DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	853	888

LE NOMBRE DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2013-2014 A DIMINUÉ DE 4 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

4. DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS

LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS A AUGMENTÉ DE 9,6 % CETTE ANNÉE PAR RAPPORT AU NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS À LA FIN DE L'EXERCICE 2012-2013.

EN DATE DU 1^{ER} AVRIL 2014 (POUR 2013-2014)

	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 292	1 179

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L'ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. CE DÉLAI EXCLUT LE TRAITEMENT DE LA DIRECTION DU CONTENTIEUX (MESURES DE REDRESSEMENT ET JUDICIA-RISATION DU DOSSIER), LE CONTRÔLE DU DÉLAI N'ÉTANT PLUS SOUS NOTRE PROPRE ET SEULE AUTORITÉ.

POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS SANS JUDICIA-RISATION A ATTEINT 376 JOURS, SOIT UNE HAUSSE DE 16 % PAR RAP-PORT À L'AN DERNIER. CETTE HAUSSE S'EXPLIQUE, ENTRE AUTRES, PAR LES EFFORTS CONSENTIS À FERMER LES DOSSIERS AYANT CUMULÉS LES PLUS LONGS DÉLAIS, CE QUI A UN IMPACT SUR LE CALCUL DU DÉLAI MOYEN.

	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
SANS JUDICIA-RISATION		
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	376	324

6. LES DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN SELON L'ÉTAPE DU PROCESSUS

AFIN DE RESPECTER L'ENGAGEMENT DE LA COMMISSION PRÉVU DANS SA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENNES ET CITOYENS, UN DÉLAI MOYEN OPTIMAL EST AVANCÉ POUR CHAQUE ÉTAPE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE. CE DÉLAI EST CALCULÉ POUR LES DOSSIERS OÙ IL Y A UNE DATE DE FIN DE TRAITEMENT AU COURS DE L'ÉTAPE PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE.

MALGRÉ LES COMPRESSIONS DE PERSONNEL, LES RÉSULTATS POUR L'ANNÉE 2013-2014 NE DÉPASSENT QUE LÉGÈREMENT LE DÉLAI PRESCRIT POUR LES ÉTAPES DE L'ÉVALUATION ET DE L'ENQUÊTE.

	2013-2014		2012-2013
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	30	28	28
ÉVALUATION	60	85	74
ENQUÊTE	270	277	235
MÉDIATION	90	117	134

MINISTÈRE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES - PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE AU 31 MARS 2014

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU
SAGUENAY LAC ST-JEAN
TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
BPR INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.
GÉNIVAR INC.
GFS QUÉBEC INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NEXINNOVATIONS INC.
NURUN INC.
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
TOTAL : 21

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC
TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SÉCURITÉ GENTEL INC.
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR
FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AGENCE OMETZ
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES) DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
CAISSE CENTRALE DESJARDINS
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
CORPORATION KOMUNIK
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.

RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

GL & V CANADA INC
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
INSPEC-SOL INC.
JOHNSON & JOHNSON INC.
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT
LE GARDE-MANGER POUR TOUS
LINDE CANADA LIMITÉE
MECHTRONIX SYSTEMS INC.
MÉDISOLUTION INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
NCR CANADA LTÉE
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUEBECOR WORLD INC. QUEBECOR WORLD MONTRÉAL
R3D CONSEIL INC
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SHELL CANADA LIMITÉE
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TECHNOLOGIES NEXLINK INC.
TELAV INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE
TOTAL : 56

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.
TOTAL : 4

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES (SUITE)

IPL INC.
 LAINAGES VICTOR LTÉE
 MAINTENANCE EUREKA LTÉE
 MONTEL INC.
 PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
 ROUSSEAU MÉTAL INC.
 TEKNION ROY & BRETON
TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
 DESSAU INC.
 IDÉAL MÉTAL INC.
 MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
 MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
 SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
 SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TOTAL : 7

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL
 PG SOLUTIONS INC.
 REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP
 SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE
 SONEPAR DISTRIBUTION INC./DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
 TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TOTAL : 6

RA16 : MONTRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
 AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC
 ALIMPLUS INC.
 BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
 BOULANGERIE GADOUA LTÉE
 CORPORATE EXPRESS CANADA INC.
 GOODFELLOW INC.
 GROUPE LACASSE INC.
 IMPRIMERIE INTERWEB INC.
 LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
 MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
 MOORE WALLACE INC.
 SICO INC.
 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC
 UNI-SELECT INC.
TOTAL : 15

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CONSULTANTS MESAR INC.
 FAFARD & FRÈRES LTÉE
 P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 3

GRAND TOTAL : 138

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETIS À LA LOI AU 31 MARS 2014

ÉDUCATION - CÉGEP

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
 CÉGEP DE MATANE
 CÉGEP DE RIMOUSKI
 CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
 CÉGEP DE JONQUIÈRE
 CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
 COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE SAINTE-FOY
 COLLÈGE DE LIMOILOU
 COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
 COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
 CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
 CÉGEP DE SAINT-LAURENT
 CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
 CÉGEP MARIE-VICTORIN
 COLLÈGE AHUNTSIC
 COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
 COLLÈGE DE MAISONNEUVE
 COLLÈGE DE ROSEMONT
 COLLÈGE GÉRALD-GODIN
 DAWSON COLLEGE
 JOHN ABBOTT COLLEGE
 VANIER COLLEGE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
 HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
 CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
 CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
 CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
 COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2

RA16 : MONTRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
 CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
 CÉGEP DE SOREL-TRACY
 CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
 COLLÈGE DE VALLEYFIELD
 COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE

CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2**ÉDUCATION - COLLÈGES PRIVÉS****RA03 : QUÉBEC**

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

COLLÈGE MÉRICI

TOTAL : 2**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

COLLÈGE LAFLECHE

TOTAL : 1**RA06 : MONTRÉAL**

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

COLLÈGE LASALLE

COLLÈGE MARIANOPOLIS

TOTAL : 3**ÉDUCATION - COMMISSIONS SCOLAIRES****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP

COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES

COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

TOTAL : 4**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4**RA03 : QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

TOTAL : 6**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2**RA05 : ESTRIE**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS

COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4**RA06 : MONTRÉAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

TOTAL : 5**RA07 : OUTAOUAIS**

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5**RA08 : ABITIBI**

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS

COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE

COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5**RA09 : CÔTE-NORD**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE

COMMISSION SCOLAIRE DU FER

COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELINE**

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS

COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE

TOTAL : 4**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHEMIN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD

COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4**RA13 : LAVAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 2**RA14 : LANAUDIÈRE**

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS

COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2**RA15 : LAURENTIDES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES

COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU

TOTAL : 4**RA16 : MONTRÉGIE**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE

COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY

COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES

COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS

COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS

COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN

COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS

COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE

COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3**ÉDUCATION - UNIVERSITÉS****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION - INST. D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS, PRIM-SEC

RA03 : QUÉBEC
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MARIE DE FRANCE
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2

RA16 : MONTRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS
TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC
VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS
VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD
VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
 VILLE DE MASCOUCHE
 VILLE DE REPENTIGNY
 VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
 VILLE DE BOISBRIAND
 VILLE DE DEUX-MONTAGNES
 VILLE DE MONT-LAURIE
 VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
 VILLE DE SAINT-EUSTACHE
 VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE
 VILLE DE BROSSARD
 VILLE DE CHAMBLY
 VILLE DE CHÂTEAUGUAY
 VILLE DE GRANBY
 VILLE DE LONGUEUIL
 VILLE DE SAINT-BRUNO
 VILLE DE SAINTE-JULIE
 VILLE DE SAINT-HYACINTHE
 VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
 VILLE DE SAINT-LAMBERT
 VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
 VILLE DE SOREL-TRACY
 VILLE DE VAUDREUIL-DORION
TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
 VILLE DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

RÉGIS INTERMUNICIPALE DE POLICE**RA15 : LAURENTIDES**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
 RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
TOTAL : 2

SANTÉ - AGENCES SSS**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRE DE SANTÉ**RA06 : MONTRÉAL**

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES
TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRES DE RÉADAPTATION**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CRDITED DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CRDITED DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUÉBEC
 INSTITUT DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL
 CRDITED DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CENTRE D'ACCUEIL DIXVILLE INC.
 CENTRE DE RÉADAPTATION ESTRIE INC.
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
 CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE
 CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL
 CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL
 CENTRE DE RÉADAPTATION MAB-MACKAY
 CRDITED DE MONTRÉAL
 INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL
 INSTITUT RAYMOND-DEWAR
 LA CORPORATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU
 VILLA MÉDICA INC.
TOTAL : 10

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE RÉGIONAL DE RÉADAPTATION LA RESSOURCE
 PAVILLON DU PARC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CENTRE DE RÉADAPTATION LA MAISON
 CLAIR FOYER INC.
TOTAL : 2

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELINE

LE CENTRE DE RÉADAPTATION DE LA GASPÉSIE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE CHAUDIÈRE-APPALACHES
 CRDITED DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 2

RA13 : LAVAL

CRDITED DE LAVAL
 HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE
 CENTRE DE RÉADAPTATION LE BOUCLIER
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DU FLORÈS
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE MONTÉRÉGIEN DE RÉADAPTATION
 CRDITED DE LA MONTÉRÉGIE-EST
 INSTITUT NAZARETH & LOUIS-BRILLE
 LES SERVICES DE RÉADAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT
TOTAL : 4

SANTÉ - CENTRES HOSPITALIERS**RA03 : QUÉBEC**

CHU DE QUÉBEC
 INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
 INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
 CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY
 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
 CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
 HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL
 HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT
 HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
 HÔPITAL MONT-SINAÏ
 HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRES
 HÔPITAL SANTA CABRINI
 HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
 INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
 INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
 INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL
 INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL
 INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS
 L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963)
 L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS
 LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMO-NIDES
TOTAL : 19

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRES JEUNESSE**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

LES CENTRES JEUNESSE DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CENTRE JEUNESSE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW
 LES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL
TOTAL : 2

RA07 : OUTAOUAIS

LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CJAT)
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELINE

CENTRE JEUNESSE GASPÉSIE/LES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CENTRE JEUNESSE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE
TOTAL : 1

SANTÉ - CLSC - CHSLD**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
 HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S
 JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
 CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART
 CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
 CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
 CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
 CENTRE LE CARDINAL INC.
 CENTRE MIRIAM
 CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
 CHSLD BOURGET INC.
 CHSLD JUIF DE MONTRÉAL
 CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
 GROUPE CHAMPLAIN INC.

RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

GROUPE ROY SANTÉ INC.
 INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE INC.
 RÉSIDENCE ANGELICA
 RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
 VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
 CHSLD CHANOINE-AUDET
TOTAL : 2

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
 MANOIR ST-PATRICE INC.
 SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
 CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

9040-9764 QUÉBEC INC. (VILLA SOLEIL)
 PAVILLON STE-MARIE INC.
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ SAINT-LAMBERT INC.
TOTAL : 1

SANTÉ - CSSS**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPÉDIA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TÉMISCOUATA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES
TOTAL : 8

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CLÉOPHAS-CLAVEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIÈRE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINÉ
TOTAL : 6

RA03 : QUÉBEC

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORTNEUF
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC-NORD
TOTAL : 4

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ÉRABLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BÉCANCOUR-
 NICOLET-YAMASKA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-
 BATISCAN
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÉNERGIE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGÉ
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIÈRES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU
 HAUT-SAINT-AURICE
TOTAL : 8

RA05 : ESTRIE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA
 MRC-DE-COATICOOK
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHRÉMAGOG

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU
 HAUT-SAINT-FRANÇOIS
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANÇOIS
 CENTRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX —
 INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE
 SHERBROOKE
TOTAL : 7

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET
 MONTRÉAL-NORD
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE
 — SAINT-LAURENT
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE
 DORVAL-LACHINE-LASALLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LÉONARD ET
 SAINT-MICHEL
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST — VERDUN
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-GATI-
 NEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-L'OR
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES AURORES-BORÉALES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU TÉMISCAMINGUE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LES ÈSKERS DE L'ABITIBI
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-CÔTE-NORD
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MINGANIE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ÎLES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE
 SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-CÔTE-NORD-MANICOUAGAN
TOTAL : 5

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-DE-GASPÉ
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCÉ
TOTAL : 5

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ALPHONSE-DESJARDINS
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THETFORD
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÉTCHÉMINS
TOTAL : 5

RA13 : LAVAL

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE
LANAUDIÈRE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JÉRÔME
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE THÉRÈSE-DE
BLAINVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-
MONTAGNES
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN-
CHARLES-LE MOYNE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PIERRE-DE-SAUREL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-
SOULANGES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-
LAURENT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROÏT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU —
ROUVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA
TOTAL : 11

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL
MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC**RA06 : MONTRÉAL**

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 475**SOCIÉTÉS DE TRANSPORT****RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT**RA03 : QUÉBEC**

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
RA03 : QUÉBEC (SUITE)
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
TOTAL : 10

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DE SITUATION DES ORGANISMES AU 31 MARS 2014*

IL Y A 475 ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, 209 SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

À L'EXCLUSION DES 209 ÉTABLISSEMENTS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, 266 ORGANISMES SONT ASSUJETIS À LA LOI DANS LES DIVERS AUTRES RÉSEAUX.

266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
5	1.9%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
0	0.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	0.4%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
0	0.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
2	0.8%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
14	5%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
134	50%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	0.4%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
109	41%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
5	1.9%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	0.8%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	0.8%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
132	50%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	1%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
119	45%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	0.4%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
2	0.8%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS		
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS		
31	15%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
178	85%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

* AVERTISSEMENT : LES VALEURS FIGURANT DANS CET ÉTAT DE SITUATION SONT ARRONDIES POUR LES POURCENTAGES.

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)

TOTAL POUR 48 CÉGÉPS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
48	100%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
47	98%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	2%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS

TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
70	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
70	100%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 6 COLLÈGES PRIVÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
6	100%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
6	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS, PRIMAIRES ET SECONDAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	6%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
2	6%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
27	87%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	6%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
0	0%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
27	87%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	3%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
1	3%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
18	95%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	5%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
18	95%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	5%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 27 SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
0	0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
0	0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
4	15%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
4	15%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
16	59%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
0	0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	7%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
4	15%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
18	67%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	17%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
8	15%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
31	56%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	2%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
15	27%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
30	55%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
24	44%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	2%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION

TOTAL POUR 6 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
6	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
5	83%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
0	0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	17%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 3 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
3	100%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
3	100%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS

12 AGENCES SSS		
1	8%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
11	92%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

1 CENTRE DE SANTÉ		
1	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

35 CENTRES DE RÉADAPTATIONS		
2	6%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
33	94%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

24 CENTRES HOSPITALIERS		
10	42%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
14	58%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

15 CENTRES JEUNESSE		
15	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

30 CLSC-CHSLD		
5	17%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
25	83%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

92 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX		
13	14%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
79	86%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

MINISTÈRE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS DÈS SON DÉBUT AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, SI CELA S'APPLIQUE À DIFFÉRENTS DEGRÉS POUR L'ENSEMBLE DES DOSSIERS, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN JEU. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QUE PEUT ÊTRE UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE REMETTRE EN CONTACT LES DEUX PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS CONCOMITANTES AVEC LES FAITS LITIGIEUX SONT CERTES DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, NOTAMMENT ETHNIQUE, ET À LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE LA MISE EN LOCATION D'UN LOGEMENT.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION CONTINUE DE DISTRIBUER LE DÉPLIANT EN FRANÇAIS « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » ET EN ANGLAIS « RIGHT TO HOUSING WITHOUT DISCRIMINATION ». CE DÉPLIANT A ÉGALEMENT ÉTÉ DISTRIBUÉ LORS DE SÉANCES D'ÉDUCATION ET LORS D'ÉVÉNEMENTS OÙ LE KIOSQUE D'INFORMATION DE LA COMMISSION ÉTAIT PRÉSENT ET IL EST AFFICHÉ SUR NOTRE SITE WEB.

LA COMMISSION OFFRE UNE FORMATION (LOGEMENT : DISCRIMINATION ET HARCÈLEMENT) QUI TRAITE DES PROBLÈMES DE DISCRIMINATION ET DE HARCÈLEMENT LES PLUS SOUVENT VÉCUS EN MATIÈRE DE LOGEMENT DONT PARTICULIÈREMENT LES QUESTIONS LIÉES À LA DISCRIMINATION RACIALE. CETTE FORMATION A ÉTÉ DONNÉ 19 FOIS (MONTRÉAL, LAVAL, LONGUEUIL, QUÉBEC, TROIS-RIVIÈRES) À DES GROUPES QUI INCLUAIENT DES PROPRIÉTAIRES.

POUR L'ANNÉE 2013-2014, 85 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 21 SOULEVAIENT LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION. AU COURS DE CETTE MÊME PÉRIODE, 86 DOSSIERS ONT ÉTÉ TRAITÉS ET FINALISÉS DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT DONT 24 PAR UN RÈGLEMENT À LA SATISFACTION DES PARTIES.

MINISTÈRE

LE TABLEAU QUI SUIT PRÉSENTE LE NOMBRE DE DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE REÇUES À LA COMMISSION

SITUATIONS	2013-2014	2012-2013
APPLICATION D'UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	7	2
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	1	2
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	0	0
AUTRE	7	3
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	28	34
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT	165	150
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (LSJPA)	1	0
PROJET DE VIE PERMANENT	1	4
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT	68	28
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (LSJPA)	4	4
TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT	26	33
TOTAL	308	260

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 308 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE. AVEC UNE MOYENNE DE 26 CAS PAR MOIS, IL S'AGIT D'UNE AUGMENTATION DE 18 %. LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST DE LOIN LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (54 %) SUIVI PAR LES SERVICES D'HÉBERGEMENT (22 %) ET L'ÉVALUATION DE LA SITUATION ET L'ORIENTATION (9 %).

DEMANDES D'ENQUÊTE EN JEUNESSE SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE		2013-2014	2012-2013
JEUNESSE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	18	36
	BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27	12
	CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	37	34
	CÔTE-NORD	7	2
	ESTRIE	15	11
	LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	49	31
	MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	43	34
	MONTÉRÉGIE	36	22
	MONTRÉAL ET LAVAL	56	49
	OUTAOUAIS	13	19
	SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5	9
	NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2	1
	TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	308	260

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014, IL Y A EU 308 DEMANDES D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 18 %. C'EST DANS LES RÉGIONS DU BAS SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE QUE L'AUGMENTATION EST LA PLUS IMPORTANTE (+125 %), SUIVI DES RÉGIONS DE LA MONTÉRÉGIE (+64 %) ET DES LAURENTIDES ET LANAUDIÈRE (+58 %).

LE TABLEAU QUI SUIT INDIQUE LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014 PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE		2013-2014	2012-2013
JEUNESSE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	27	43
	BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24	12
	CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	29	30
	CÔTE-NORD	7	5
	ESTRIE	13	11
	LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	49	24
	MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	38	32
	MONTÉRÉGIE	35	16
	MONTRÉAL ET LAVAL	53	48
	OUTAOUAIS	9	14
	SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	2	9
	NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0	0
	TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	286	244

NOUS REMARQUONS UNE AUGMENTATION DE 17 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ENTRE 2012-2013 COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE 2013-2014. DES 308 DEMANDES REÇUES EN 2013-2014, 286 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 93 % SIMILAIRE À L'ANNÉE 2012-2013.

LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS EN JEUNESSE

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE		2013-2014	2012-2013
JEUNESSE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	22	37
	BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	21	11
	CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	30	29
	CÔTE-NORD	6	5
	ESTRIE	12	13
	LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	37	24
	MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	26	26
	MONTÉRÉGIE	33	16
	MONTRÉAL ET LAVAL	58	45
	OUTAOUAIS	12	14
	SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	3	9
	TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	260	229

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, UN TOTAL DE 260 DOSSIERS JEUNESSE ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 14 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2012-2013.

DÉLAIS DES DOSSIERS FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES EN JOURS

MOTIFS DE FERMETURE	2013-2014	2012-2013
SITUATION CORRIGÉE	481 JOURS	638 JOURS
DROIT NON LÉSÉ	462 JOURS	767 JOURS
TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	332 JOURS	507 JOURS
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	281 JOURS	463 JOURS

LE DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES, ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, EST DE 389 JOURS. LA FERMETURE DES DOSSIERS POUR LE MOTIF « SITUATION CORRIGÉE » A DIMINUÉ DE 25%, POUR LE MOTIF « DROIT NON LÉSÉ » DE 40 %, POUR LE MOTIF « TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS » DE 35 % ET POUR LE MOTIF « ABSENCE DE LÉSION DE DROIT » DE 39%.

IL EST NÉCESSAIRE DE SPÉCIFIER QU'UN DOSSIER DONT LA DÉCISION EST RENDUE, MAIS POUR LEQUEL DES RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ EFFECTUÉES DEMEURE OUVERT TANT QUE LE SUIVI DE CES RECOMMANDATIONS N'EST PAS TERMINÉ. CECI A UN IMPACT IMPORTANT SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS. DE PLUS, UN DOSSIER EN PARTICULIER A ÉTÉ ACTIF PENDANT PLUSIEURS MOIS AVANT SA FERMETURE, CE QUI A OCCASIONNÉ UN SÉRIEUX IMPACT SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 2.

MINISTÈRE

1. SUIVI EN COURS

LE 29 MAI 2013, LA COMMISSION A ADOPTÉ DES RECOMMANDATIONS À LA SUITE DE SON ENQUÊTE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE PAR LE CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD. CES RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ ADRESSÉES AUX MINISTRES SUIVANTS : LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION DES LOISIRS ET DES SPORTS, LE MINISTRE DE LA JUSTICE, LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. LE 7 MAI 2014, LA COMMISSION A TENU UNE SÉANCE VISANT À FAIRE LE POINT SUR LA RÉALISATION DE SES RECOMMANDATIONS. LE SUIVI DE CES DERNIÈRES SE POURSUIT AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015.

MINISTÈRE

LES PLAINTES EN JEUNESSE	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	308	260

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 308 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE. AVEC UNE MOYENNE DE 26 CAS PAR MOIS, IL S'AGIT D'UNE AUGMENTATION DE 18 %. LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST DE LOIN LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (54 %) SUIVI PAR LES SERVICES D'HÉBERGEMENT (22 %) ET L'ÉVALUATION DE LA SITUATION ET L'ORIENTATION (9 %).

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	286	244

NOUS REMARQUONS UNE AUGMENTATION DE 17% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ENTRE 2012-2013 COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE 2013-2014. DES 308 DEMANDES REÇUES EN 2013-2014, 286 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 93%, CE QUI SIMILAIRE À L'ANNÉE 2012-2013.

DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	260	229

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2013 ET LE 31 MARS 2014, UN TOTAL DE 260 DOSSIERS JEUNESSE ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 14 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2012-2013.

DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	106	88

CONSIDÉRANT LA HAUSSE DE 18 % DES DEMANDES D'INTERVENTION JEUNESSE EFFECTUÉES AUPRÈS DE LA COMMISSION PAR LES REQUÉRANTS, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS AU 31 MARS 2014 A AUGMENTÉ D'UN POURCENTAGE ÉQUIVALENT.

LES DÉLAIS	2013-2014	2012-2013
	TOTAL	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	121	162

ON CONSTATE UNE DIMINUTION DE 25 % DES DÉLAIS DE TRAITEMENT GLOBAUX DES DOSSIERS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL DE L'ANNÉE 2012-2013 ET CELUI DE L'ANNÉE 2013-2014.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE	2013-2014		2012-2013
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	18	15
ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE	35	47	49
ENQUÊTE	130	237	221

ON REMARQUE QUE LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DANS LE SECTEUR JEUNESSE CONNAISSENT UNE LÉGÈRE BAISSÉ À L'ÉTAPE ÉVALUATION ET UNE TRÈS LÉGÈRE AUGMENTATION AUX ÉTAPES DE LA RECEVABILITÉ ET DE L'ENQUÊTE LORS DU PROCESSUS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS ENTRE LES ANNÉES 2012-2013 ET 2013-2014. CETTE LÉGÈRE HAUSSE EST ESSENTIELLEMENT ATTRIBUABLE À LA HAUSSE DE 18% DES DOSSIERS TRAITÉS EN 2013-2014 AVEC LES MÊMES EFFECTIFS.

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE		2013-2014	2012-2013
JEUNESSE	SITUATION CORRIGÉE	481 JOURS	638 JOURS
	DROIT NON LÉSÉ	462 JOURS	767 JOURS
	TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	332 JOURS	507 JOURS
	ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	281 JOURS	463 JOURS
	DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE CE	465 JOURS	600 JOURS

ON CONSTATE QUE LES DÉLAIS VARIENT SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE. PAR AILLEURS, LA DIMINUTION DES DÉLAIS DE FERMETURE EST TRÈS IMPORTANTE POUR CHACUN DES TYPES OU MOTIFS DE FERMETURE. CETTE DIMINUTION VARIE ENTRE 23 % ET 40 %.

MINISTÈRE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2013-2014	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2014 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	9	9
PROFESSIONNELS		
ADJOINT AU PRÉSIDENT	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	3	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	1
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4	4
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION (JEUNESSE)	1	1
AGENT D'INFORMATION	4	3
CHERCHEUR CHARTE	1	2
CHERCHEUR JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	12	12
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE (CONTENTIEUX)	10	10
CONSEILLER JURIDIQUE (RECHERCHE)	4	4
CONSEILLER JURIDIQUE (JEUNESSE)	1	1
COORDONNATEUR AUX COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	2	2
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	1	1
ENQUÊTEUR CHARTE	19	17
ENQUÊTEUR JEUNESSE	5	4
MÉDIATEUR	3	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
TOTAL	94	90
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENT PRINCIPAL DE BUREAU	11	10
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	6
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	19	18
TECHNICIEN EN ARTS GRAPHIQUES ET APPLIQUÉS	1	1
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	5	4
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TÉLÉPHONISTE-RÉCEPTIONNISTE	1	0
TOTAL	50	46
GRAND TOTAL	156	148

MINISTÈRE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELLES INFORMATIONS ET IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE NE COMPILENT PAS D'INFORMATIONS À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES, QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LE PROJET DE LOI 56 A ÉTÉ ADOPTÉ.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. IL EST POSSIBLE D'OBTENIR CETTE INFORMATION AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI COMPILE CES INFORMATIONS DE FAÇON RÉGULIÈRE.

P. 132 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014:

A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;

B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

A. L'OBJET DE LA POURSUITE;

B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;

C. LES SUITES ACCORDÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2013-2014, LE DPCP N'A REÇU AUCUN RAPPORT D'INFRACTION EN PROVENANCE DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME RELATIVEMENT À LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME (RLRQ, C. T 11.011).

P. 133 NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI EN 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014:

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE SA PROPRE INITIATIVE.

INDIQUER :

- A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE;
- B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE;
- C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES;
- G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE;
- H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION;
- I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P. 134 LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2010-2011, 2011-2012, 2012 2013 ET 2013-2014.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

MINISTÈRE

FONDS DES REGISTRES

AU 31 MARS 2014, LE REGISTRE DES LOBBYISTES COMPTAIT 7 241 LOBBYISTES (792 LOBBYISTES-CONSEILS ET 6 449 LOBBYISTES D'ENTREPRISE OU LOBBYISTES D'ORGANISATION). DE CE NOMBRE, 2 194 (160 LOBBYISTES-CONSEILS ET 2 034 LOBBYISTES D'ENTREPRISE OU LOBBYISTES D'ORGANISATION) SE SONT AJOUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2013 2014.

PAR AILLEURS, EN 2013 2014, 5 323 LOBBYISTES AVAIENT EU AU MOINS UN MANDAT DÉCLARÉ ACTIF AU REGISTRE, SOIT 391 LOBBYISTES CONSEILS, 3 372 LOBBYISTES D'ENTREPRISE (REPRÉSENTANT 656 ENTREPRISES) ET 1 560 LOBBYISTES D'ORGANISATION (REPRÉSENTANT 337 ORGANISATIONS).

À NOTER QUE L'OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS AGIT EN TANT QUE CONSERVATEUR DU REGISTRE DES LOBBYISTES, BIEN QUE LE 19 DÉCEMBRE 2012, LE GOUVERNEMENT AIT CONFIE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISMES AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES.

P. 136 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 ET 2013-2014:

- A. LISTE ET COÛT;
 - B. COPIE DES SOUMISSIONS;
 - C. COPIE DES ÉTUDES;
 - D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT;
 - E. COPIE DU CONTRAT.
-
-

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.